MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS

2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS TOME 1

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

JANVIER 2013

Québec

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	PAGE
Information : *Pour faciliter la consultation du document, nous avons procédé à la numérotation des questions. Ainsi, la première question de la direction générale de la Sûreté du Québec est 19.*		
1	Indiquer la somme dépensée, pour l'année 2012-2013, par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
2	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 août 2012 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.	5
3	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 août 2012 concernant le Taser.	7
4	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés pour l'année 2012-2013, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	9
5	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	33
6	Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.	35
7	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère pour l'année 2012-2013, les comparaisons avec les deux années précédentes ainsi que les prévisions pour l'année 2013-2014.	37
8	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents au cours de l'année 2012-2013 ainsi que les prévisions pour l'année 2013-2014.	39
9	Prévisions budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2013-2014.	41
10	Liste de tous les sondages commandés par le ministère depuis le 31 août 2012, en incluant les coûts.	43
11	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère depuis le 31 août 2012. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	45
12	Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère de la Sécurité publique et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.	147

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	PAGE
13	Depuis le 31 août 2012, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).	151
14	Unité permanente anticorruption : a) À chaque année, et ce, depuis sa création, nombre de personnes affectées à l'Unité permanente anticorruption, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant aux effectifs; b) Budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2012-2013 et les prévisions pour l'année 2013-2014; c) La liste des bureaux et/ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC; d) La liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC; e) Nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC; f) Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus concernant les coûts rattachés au nouveau mandat de l'UPAC en lien avec l'adoption de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics; g) Bilan des activités de l'UPAC.	153
15	Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés depuis le 31 août 2012	159
16	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus concernant les coûts rattachés à la création d'un registre québécois des armes à feu sans restrictions.	161
17	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus concernant les coûts rattachés à la création du Bureau d'enquêtes indépendantes sur la police.	163
18	Ventilation détaillées du 92,3 millions de dollars perçus par le Québec à même le Fonds canadiens de recrutement de policiers. Les renseignements précis quant à l'utilisation de cette enveloppe budgétaire pour la lutte aux gangs de rue et les résultats obtenus.	165
19	L'investissement pour l'année 2012-2013 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et les prévisions pour 2013-2014.	167
20	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) pour l'année 2012-2013, répartis par district et par quart de travail avec ventilation pour le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières, ainsi que les prévisions pour l'année 2013-2014.	167
21	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) pour l'année 2012-2013.	167
22	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) pour l'année 2012-2013 et les prévisions 2013-2014.	167
23	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) depuis les deux dernières années.	167

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	PAGE
24	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour l'année 2012-2013. a) Faire ressortir clairement les heures supplémentaires rattachées aux opérations policières lors du conflit étudiant.	167
25	Effectifs policiers et budgets affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants pour l'année 2012-2013 et les prévisions pour l'année 2013-2014. (Drummondville, Shawinigan, etc.)	167
26	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour l'année 2012-2013, ainsi que les augmentations prévues.	167
27	Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour les immobilisations de la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.	167
28	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés depuis le 31 août 2012, par région.	169
29	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité depuis le 31 août 2012.	171
30	Effectifs dévolus aux enquêtes sur la cybercriminalité pour l'année 2012-2013.	167
31	Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle pour l'année 2012-2013.	167
32	Depuis le 31 août 2012, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).	167
33	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2012-2013.	173
34	Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention pour la période 2012-2013.	175
35	La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	177
36	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement depuis les deux dernières années.	197
37	Le nombre de détenus et prévenus libérés par erreur depuis le 31 août 2012.	199
38	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale depuis le 31 août 2012..	201
39	Le nombre de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention depuis le 31 août 2012.	203
40	Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par établissement de détention pour 2012-2013 et les prévisions pour l'année 2013-2014..	205

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	PAGE
41	Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes depuis le 31 août 2012.	207
42	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes depuis le 31 août 2012.	211
43	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention, pour les années 2011-2012 et 2012-2013.	213
44	Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014. Ventilation par établissement.	215
45	Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en collectivité (milieu ouvert), selon le type de surveillance par région administrative.	217
46	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	223
47	Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour l'année 2012-2013.	225
48	Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.	227
49	Liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la SQ.	259
50	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué pour l'année 2012-2013 et les prévisions pour l'année 2013-2014.	261
51	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé depuis le 31 août 2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.	263
52	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, pour l'année 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.	277
53	Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.	279
54	Sommes, ventilées, accordées depuis le 31 août 2012, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.	281
55	Copie des recommandations émises par les coroners, depuis le 31 août 2012, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations	283

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	PAGE
56	Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories depuis le 31 août 2012.	285
57	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations prévues.	287
58	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2010, 2011, 2012 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	289
59	La liste des enquêtes terminées depuis le 31 août 2012 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).	291
60	La liste des enquêtes pendantes depuis le 31 août 2012 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	293
61	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période depuis le 31 août 2012.	295
62	Les effectifs du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories depuis le 31 août 2012.	297
63	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	299
64	La répartition des plaintes adressées au commissaire par corps policier et constable spécial depuis les deux dernières années (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.	301
65	La répartition des dossiers selon la décision prise suite à l'examen préliminaire des plaintes par le commissaire depuis les deux dernières années ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	305
66	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire et nombre de plaintes refusées par motif.	309
67	Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour 2012-2013.	313
68	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations prévues.	315
69	Le nombre de dossiers reçus par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux) durant la période couvrant les deux dernières années.	317
70	Le nombre de dossiers en suspens, par catégorie et par origine.	319
71	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier pour les deux dernières années.	321
72	Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.	323
73	La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2012-2013, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.	325

N°		PAGE
74	Répartition des décisions prises par la commission pour l'année 2012-2013, (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience).	329
75	La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission.	331
76	Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'informations contenues dans les dossiers des détenus.	333
77	Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2012-2013.	335
78	La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations prévues.	337
79	Liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	339
80	Liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.	341
81	Détail de l'enveloppe budgétaire de l'École nationale de police du Québec pour l'année 2012-2013 et pour l'année 2013-2014.	343
82	Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2012-2013.	345
83	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	347
84	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour les années 2011-2012 et 2012-2013.	349
85	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période depuis le 31 août 2012, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	351
86	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour l'année 2012-2013, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	353
87	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour l'année 2012-2013.	355
88	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour l'année 2012-2013.	357
89	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2012-2013 ainsi que le résultat de la décision.	359
90	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2012-2013.	361
91	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs pour l'année 2012-2013.	363

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE	PAGE
92	Le nombre et le montant des fraudes électroniques depuis le 31 août 2012.	365
93	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue, et leur répartition géographique de 2007-2008 à 2012-2013.	367
94	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour l'année 2012-2013.	369
95	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser pour l'année 2012-2013, par corps policier et région.	371
96	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone pour l'année 2012-2013.	373
97	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage de pistolet Taser pour l'année 2012-2013.	377
98	Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.	379
99	L'effectif et le budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour l'année 2012-2013 et les prévisions pour l'année 2013-2014.	381

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION – 01.01

QUESTION 1 : Indiquer la somme dépensée en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

2012-2013

Achat de matériel informatique :	**941 650 $** [1]
Achat de logiciels :	**84 757 $**
Achat de licences :	**576 270 $**
Total	**661 027 $** [1]
Services professionnels :	
• Services professionnels du CSPQ :	**762 534 $**
• Télécommunications – CSPQ :	**2 170 152 $**
• Services professionnels internes :	**1 972 000 $**
• Services professionnels externes :	**724 000 $**
Total	**4 086 224 $**
TOTAL :	**5 688 901 $**

[1] **Ces montants représentent les dépenses payées pour le ministère et les organismes sauf pour la Régie des alcools, des courses et des jeux.**

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX – 03.01

QUESTION 1 : Indiquer la somme dépensée en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

2012-2013

Achat de matériel informatique :	**810 $**
Licences :	**4 335 $**
Logiciels :	**3 290 $**
Services professionnels :	
• Services professionnels du CSPQ :	1 740 $
• Télécommunications – CSPQ :	27 105 $
• Services professionnels internes * :	0
• Services professionnels externes :	110 367 $
Total	**139 212 $**
TOTAL :	**147 647 $**

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

* Information non disponible

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 2 : Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 août 2012 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.
Aucun.

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 3 : Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 août 2012 concernant le Taser.
Aucun.

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés pour l'année 2012-2013 dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de gouvernance de l'Établissement de détention de Percé	Depuis l'ouverture de l'Établissement de détention de Percé, le mandat du comité de gouvernance consiste principalement à : ▪ Définir les grandes orientations de l'établissement et du programme d'évaluation, de traitement et de recherche et prendre les décisions relatives à ces orientations; ▪ Convenir des modalités d'application de ces orientations; ▪ Assurer le suivi et le respect des orientations établies et des décisions du comité; ▪ Approuver les processus d'évaluation qualitative et quantitative des résultats obtenus par le projet et prendre les décisions requises en la matière; ▪ Formuler les recommandations appropriées compte tenu des besoins de la clientèle et des ressources disponibles; ▪ Favoriser la communication des résultats du projet et voir à son rayonnement.	Services correctionnels du MSP, ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	Aucun	Les activités de l'Établissement de détention de Percé se poursuivent.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur – MSP Infrastructures carcérales	Prendre les décisions et déterminer les orientations concernant les projets de construction, d'agrandissement et de rénovation des infrastructures carcérales.	MSP et Société immobilière du Québec (SIQ), Infrastructure Québec (IQ)	Aucun	Travaux en continu
Comité sur l'incarcération des personnes détenues en vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	Négocier une entente concernant la garde de personnes gardées par les Services correctionnels du MSP à la demande de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Il s'agit de permettre aux Services correctionnels du MSP de mieux gérer les places en détention et de recevoir une compensation financière adéquate.	MSP et ASFC	Aucun	Projet d'entente intergouvernementale en processus de révision et d'approbation
Comité *Programme de surveillance accrue* (PSA)	L'objectif principal est de réunir les représentants des différentes parties impliquées dans le PSA afin de régler les problèmes opérationnels découlant de l'application du programme et de l'évaluer. Ce qui permet d'assurer la pérennité du programme visant à rehausser le niveau de surveillance de certaines personnes contrevenantes dans la communauté et ainsi de contribuer à augmenter le sentiment de sécurité de la collectivité.	MSP, corps de police de Montréal, Longueuil, Québec, Sherbrooke, Laval et Directeur des poursuites criminelles et pénales	Aucun	Le PSA se poursuit.

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité conjoint du ministère de la Sécurité publique (MSP) et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) sur la modernisation des soins de santé dans les établissements de détention	Effectuer des travaux afin que les soins de santé physique et mentale soient dispensés par les intervenants du MSSS dans les établissements de détention.	MSP, MSSS	Aucun	Travaux en continu
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) relative à la prestation des services de main-d'œuvre pour la clientèle contrevenante adulte.	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MESS	MSP, MESS	Aucun	Application de l'entente

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) relative à l'accès, en établissement de détention, à des services éducatifs pour la clientèle contrevenante adulte.	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MELS.	MSP, MELS	Aucun	Application de l'entente
Comité d'implantation du Plan d'action gouvernemental 2010-2013 pour la réinsertion sociale des personnes contrevenantes	Prendre les décisions propres à s'assurer le succès de la mise en œuvre du plan et s'assurer de l'implication des organisations tout au long de sa réalisation. Voir aussi au respect des échéanciers et des résultats atteints par rapport aux indicateurs préétablis.	Services correctionnels du MSP, MELS, MESS, MSSS	Aucun	L'implantation des mesures du plan d'action est réalisée en fonction des échéanciers prévus.
Comité de travail sur les libérations par erreur	Analyser la situation et proposer des solutions afin d'éviter les libérations par erreur.	Services correctionnels du MSP, MJQ	Aucun	Travaux en continu

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur la statistique policière	1. Conseiller le ministre en élaborant et transmettant des avis et des recommandations sur toute question relative à la statistique policière; 2. Recommander la constitution, s'il y a lieu, de groupes de travail en vue d'étudier certaines questions spécifiques, visant notamment l'amélioration de la qualité de la statistique policière; 3. Assurer le lien avec le Centre canadien de la statistique juridique et le Comité des informations et statistiques policières (POLIS), par l'entremise de l'agent de liaison du ministère.	MSP, SQ, SPVM (Service de police de la Ville de Montréal), SPVQ (Service de police de la Ville de Québec), Association des directeurs de police du Québec, Service de la protection des citoyens de Laval, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de la Ville de Gatineau	Aucun	Travaux continus. Deux rencontres annuelles.
Comité de coordination des efforts de lutte contre le crime organisé – sous-comité sur la circulation illégale des armes à feu	Définir le contenu d'un éventuel cadre de collecte de données systématique sur les armes à feu recouvrées au Québec et émettre des recommandations concernant son exploitation et ses modalités de gestion.	MSP, SQ, SPVM, Service du renseignement criminel du Québec, Gendarmerie royale du Canada, Association des directeurs de police du Québec, Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, Bureau du contrôleur des armes à feu du Québec	Aucun	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité intersectoriel sur les gangs de rue	Assurer la concertation des intervenants et la coordination accrue de leurs initiatives visant à prévenir et à contrer le phénomène des gangs de rue au Québec. Le comité permet également de faire le suivi des travaux réalisés dans chacune des mesures du Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue 2011-2014.	MSP, SQ, SPVM, MSSS, MICC, MELS, MCE, MJQ, DPCP, Agence des services frontaliers du Canada – région de Québec, CJM – Institut universitaire, Ville de Montréal, Service du renseignement criminel du Québec, Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement	Aucun.	Travaux en cours. Dépôt du Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue 2011-2014. Préparation de la reddition de compte annuel du Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue 2011-2014 et de l'évaluation.
Comité interministériel de soutien aux différents programmes de financement en prévention de la criminalité	Favoriser la concertation interministérielle en matière de prévention de la criminalité et soutenir le ministère de la Sécurité publique dans la gestion des différents programmes de financement destinés à la prévention de la criminalité et assurer une meilleure gestion des demandes de soutien financier en évitant le dédoublement des procédures et des analyses à effectuer.	MSP, MSSS, MELS, MICC, MFA, MJQ, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales	Aucun	Travaux en cours.

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité permanent sur les poursuites policières	Faire un suivi de toutes problématiques concernant les poursuites policières et formuler les recommandations appropriées.	MSP, SQ, SPVQ SPVM, ENPQ, Association des directeurs de police du Québec, Service de police de la MRC Rivière-du-Loup, Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville, Service de police de l'agglomération de Longueuil.	Aucun	Travaux visant à réaliser un modèle d'intervention propre aux poursuites policières.
Groupe de travail sur les interventions dynamiques	Établir une procédure opérationnelle pour les interventions dynamiques hors territoire.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ,Service de police de la Ville de Gatineau, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de protection des citoyens de Laval	Aucun	Travaux en cours.
Comité santé et sécurité publique à l'égard des programmes de prévention des ITSS/UDI	Améliorer la cohérence entre les actions de sécurité publique et les actions de santé publique auprès des personnes qui font usage de drogues injectables dans le respect des missions respectives et des lois en vigueur.	MSP, MSSS, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de la Ville de Granby, Service de protection des citoyens de Laval, Service de police de la Ville de Terrebonne, Association des directeurs de police du Québec	Aucun	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Plan de lutte contre l'intimidation envers les groupes de femmes	Coordonner un comité de suivi pour la mise en place d'un plan de lutte à l'intimidation. Documenter la problématique pour produire un bilan de la situation en 2013.	MSP, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, SCF, Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec, L'R des centres de femmes du Québec, Service du renseignement criminel du Québec, Association des directeurs de police du Québec, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel	Aucun	Travaux en cours.
Comité sur les pratiques policières	Mettre à jour le *Guide de pratiques policières*.	MSP, MJQ, ENPQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, Association des directeurs de police du Québec, Service de police de la Ville de Granby, Service de police de Terrebonne, Service de police de l'agglomération de Longueuil	Aucun	Travaux en continu.
Comité de suivi pour la communication des inconduites policières	Effectuer le suivi de la procédure pour la communication des inconduites policières.	MSP, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, Association des directeurs de police du Québec	Aucun	Travaux en cours.

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur sur la divulgation de la preuve	Établir une entente entre le DPCP et les corps de police concernant le partage de renseignements aux fins de l'exercice des poursuites criminelles et pénales.	MSP, DPCP, SPVM, SPVQ, SQ, Association des directeurs de police du Québec, Service de protection des citoyens de Laval, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de l'agglomération de Longueuil	Aucun	Travaux en cours.
Comité provincial de filtrage	Effectuer un suivi sur les différentes problématiques qui peuvent survenir au cours de l'application des processus de filtrage. Uniformiser le processus de filtrage.	MSP, MELS, SQ, Association des directeurs de police du Québec, Corps policiers de niveaux 1 à 5.	Aucun	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Améliorer et harmoniser les pratiques policières. Favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions. Assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants. Coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie avec alcool et drogue. Émettre des avis et proposer des recommandations.	MSP, MJQ, DPCP, SQ, ENPQ, SAAQ, SPVM, SPVQ, Laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale, Association des directeurs de police du Québec	Aucun	Travaux en cours.

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Conseil sur les services policiers du Québec	Donner son avis au ministre sur toute question relative aux services policiers au Québec, plus particulièrement sur : 1. les besoins de la population; 2. l'orientation des services policiers en fonction des priorités pour chacun des domaines de pratique policière ainsi que de l'évolution, de l'organisation, de la distribution et de l'harmonisation de ces services; 3. leurs coûts; 4. l'adaptation de tels services face aux besoins en émergence, aux réalités nouvelles et aux standards de qualité. Donner son avis sur toute question que le ministre soumet au Conseil. Faire des recommandations à l'égard des responsabilités qui sont confiées au Conseil.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Union des municipalités du Québec, Fédération québécoise des municipalités, Ville de Montréal, Nations autochtones du Québec, corps de police de niveaux 1, 2 ou 3, Association des chefs de police des Premières Nations du Québec, Association des directeurs de police du Québec, Association des policières et policiers provinciaux du Québec, Fraternité des policiers et policières de Montréal, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec Centre international pour la prévention de la criminalité	S/O	En continu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers du Québec	Le Comité de concertation assure l'arrimage et la complémentarité entre les différents programmes de formation policière au Québec, en vue de favoriser la meilleure adéquation possible entre l'offre de formation et les besoins qualitatifs et quantitatifs de main-d'œuvre. Il a aussi pour mandat de traiter des objectifs des programmes de formation, du profil de compétences ainsi que des mécanismes permettant de répondre aux besoins d'effectifs policiers, et ce, dans le contexte des programmes menant au diplôme d'études collégiales ou à une attestation d'études collégiales en Techniques policières ainsi qu'au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie de l'École.	MSP, MELS, ENPQ, SPVM, SQ, Établissements d'enseignement collégial (public) offrant le programme de techniques policières, Établissements d'enseignement collégial (privé) offrant le programme de techniques policières, Association des directeurs de police du Québec.	Aucun	Travaux en cours.

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sectoriel du milieu policier sur le profilage racial	Participer au suivi de la mise en place des mesures du plan d'action gouvernemental *La Diversité : une valeur ajoutée. Plan d'action gouvernemental pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec, 2008-2013* qui concernent la prévention de la discrimination et du profilage racial dans les organisations policières; Constituer une plate-forme d'échanges de bonnes pratiques et de réseautage pour le milieu policier; Faire connaître les meilleures pratiques liées aux stratégies de prévention, de sensibilisation et de suivi du profilage racial et social qui puissent être adaptées aux particularités de chaque milieu desservi par les corps de police; Favoriser la collaboration policière, par l'échange, dans l'élaboration de leurs politiques et orientations internes en matière de profilage racial; Développer une expertise sur le profilage racial; Conseiller le MSP en matière de profilage racial.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Service de police de la Ville de Longueuil, Service de protection des citoyens de Laval, Commissaire à la déontologie policière, Association des directeurs de police du Québec	Aucun	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Chantier Alcool, drogue, fatigue et distractions	Contribuer à la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale d'intervention durable en sécurité routière (Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020 proclamée par l'ONU). Faire respecter la législation relative à l'alcool au volant et sensibiliser la population aux dangers de la conduite avec les capacités affaiblies par les drogues. Agir à titre de responsable du Chantier.	MSP, SAAQ, MJQ, DPCP, MSSS, MTQ, INSPQ, MELS SQ, SPVM, Association des directeurs de police de Montréal	Aucun	Travaux terminés et rapport déposé au MTQ Élaboration et dépôt du plan d'action.
Comité sur l'arbitrage de différends chez les policiers et chez les pompiers du Québec	Dresser un état de situation sur les problématiques entourant le processus particulier d'arbitrage de différends chez les policiers et les pompiers municipaux du Québec. Identifier, en collaboration avec les organisations participantes, des pistes de solutions permettant d'améliorer ce processus.	Coprésidé par le MSP et le MTRAV MSP (DGAP et DGSCSI), SPVQ, ACSIQ, Regroupement des associations de pompiers du Québec, Union des municipalités du Québec, Ville de Gatineau, Ville de Montréal, Ville de Québec, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Fraternité des policiers et policières du Québec, Association des directeurs de police du Québec, Fraternité des policiers et policières de la Ville de Québec	Aucun	Travaux en cours.

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité provincial sur les interventions policières auprès des personnes présentant un problème de santé mentale	Connaître les initiatives existantes sur l'intervention policière auprès des personnes présentant un problème de santé mentale, une déficience intellectuelle ou un trouble envahissant du développement et de dégager les pratiques efficaces.	MSP, ENPQ, Association des directeurs de police du Québec, Représentants de tous les corps de police municipaux, Wendake (représentant des corps de police autochtones)	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité consultatif sur l'application des mesures extrajudiciaires par les policiers (LSJPA)	Révision du Cadre et conditions d'application des mesures extrajudiciaires par les policiers et modification de la pratique policière.	MSP, MJQ, MSSS , DPCP, SPVM, SPVQ, SQ, ENPQ, Association des directeurs de police du Québec, services de police de Granby, de Terrebonne et de Longueuil, Association des centres jeunesses du Québec, Centre jeunesse de Montréal, Centre communautaire juridique de Montréal, Réseau des organismes de justice alternative du Québec	Aucun	Travaux en cours.
Comité de révision du modèle d'entente pour les services policiers fournis aux municipalités par la Sûreté du Québec (SQ)	Réviser le modèle d'entente pour les services policiers fournis aux municipalités par la SQ.	MSP, SQ, Fédération québécoise des municipalités, Union des municipalités du Québec	Aucun	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur les empreintes digitales	Solutionner les problématiques relatives à la prise des empreintes digitales et à leur enregistrement au casier judiciaire géré par la Gendarmerie royale du Canada en vertu de la Loi sur l'identification des criminels.	MSP, SQ, ENPQ, DPCP, SPVM, SPVQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de la Ville de Repentigny, Service de protection des citoyens de Laval, Association des directeurs de police du Québec	Aucun	Travaux en cours.
ACCES Alcool – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal de boissons alcooliques au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite d'alcool et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP, DPCP, MFQ, RACJ, RQ, SAQ, SPVM, SQ, Association des directeurs de police du Québec	Aucun	Travaux en cours. Inspections et enquêtes menées par les corps policiers
ACCES T*abac* – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite du tabac et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SPVM, SQ, DPCP, Agence du revenu du Canada, Association des directeurs de police du Québec Agence des services frontaliers du Canada, Gendarmerie royale du Canada	Aucun	Travaux en cours.
ACCEF - Comité de planification et de suivi	Suivre l'évolution des crimes économiques et financiers au Québec. Déceler les stratagèmes et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP, AMF, DPCP, MFQ, RQ, SQ, SPVM	Aucun	Travaux en cours.

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Projet *Nocturne* – Comité de suivi	Assurer le suivi du projet *Nocturne* en révisant les procédures et les outils disponibles et en proposant des améliorations.	MSP, SQ, SPVM, SM Corporation des propriétaires de bars,	Aucun	Travaux en cours.
Comité stratégique - lutte contre la fraude bancaire organisée	Établir un portrait global des crimes reliés à la fraude bancaire organisée, identifier les principaux stratagèmes et suggérer une stratégie commune pour optimiser la prévention, la détection et la répression des crimes reliés à la fraude bancaire.	MSP, SQ, SPVM, RQ, MFQ, Gendarmerie royale du Canada, Association des banquiers canadiens Caisses Desjardins, Représentant d'une banque	Aucun	Travaux en cours.
Comité de réalisation - lutte contre la fraude bancaire organisée	Faire des recommandations permettant d'orienter la prise de décision relativement à la mise en place de mécanismes concrets de détection, de prévention et de répression de la fraude bancaire organisée.	MSP, SQ, SPVM, RQ, MFQ, Gendarmerie royale du Canada, Association des banquiers canadiens Caisses Desjardins, Représentant d'une banque	Aucun	Travaux en cours.
Forum permanent sur les opérations d'enquête en matière de fraude envers l'État	Échanger, de manière régulière, sur les façons de faire des différents ministères et organismes (M/O) et partager de l'information, entre autres, nominative, sur des cas réels de fraude et sur les nouveaux *modus operandi* utilisés par les fraudeurs.	MSP, DEC, MESS, MICC, RAMQ, RRQ, SAAQ, SQ, RQ, CSST, Hydro-Québec	Aucun	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 4 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Équipe intégrée sur les menaces à la sécurité de l'information gouvernementale (EIMSIG)	Assurer une vigie en matière de menace à la sécurité de l'information gouvernementale. Améliorer la connaissance de la situation des incidents de sécurité de l'information gouvernementale. Améliorer le partage de renseignements et l'action concertée entre les organisations concernées.	MSP, SQ, CSPQ (CERTAQ) (Collaboration ponctuelle avec le SCT et le MJQ)	Aucun	▪ Prendre part activement aux travaux entourant la réforme de la Directive sur la sécurité de l'information gouvernementale (SCT). ▪ Échange régulier d'information et concertation entre les partenaires de l'EIMSIG.
Groupe intégré sur la sûreté des infrastructures (GISI)	Échanger sur les tendances en matière de terrorisme et sur les autres types de menaces intentionnelles susceptibles de cibler les infrastructures stratégiques ainsi que sur des incidents suspects, et communiquer rapidement en situation d'urgence, c'est-à-dire lors de menaces spécifiques ou lors d'incidents qui peuvent avoir des répercussions sur la protection des infrastructures.	MSP, AMT, Bell, MTQ, SPVM, SQ, STM, GRC, Hydro-Québec	Aucun	▪ Développement et mise en œuvre du Programme sur la sûreté des infrastructures stratégiques. ▪ Projet pilote sur le signalement des incidents suspects.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 4 : LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS POUR L'ANNÉE 2012-2013, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, CSPQ, HQ, MAMROT, MAPAQ, MDDEFP, MESS, MRN, MSSS, MTQ, Services Québec, SHQ, SQ, Coroner, CSST, MCC, MELS, MFÉ, MJQ, MTRAV, RBQ, SAA, STQ, MCE, MRIFCE, RQ, MTO, MF, MICC, et SCT.	Aucun	Travaux en cours
Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ)	Orienter et approuver la planification gouvernementale en sécurité civile.	MSP, MCE, Services Québec, MRN, SQ, HQ, MESS, MAPAQ, MTQ, MDDEFP, MSSS, MAMROT et MRIFCE.	Aucun	Travaux en cours
Table des responsables de missions	Développer de manière concertée les missions du PNSC.	MSP, MFÉ, MAPAQ, Services Québec, MDDEFP, HQ, MRN, SQ, SHQ, CSPQ, MSSS, MESS, MAMROT, MTQ et SCT.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ de planification – inondations	Planifier la réponse gouvernementale concertée en cas d'inondations.	MSP, MDDEFP, HQ, CEHQ, MSSS, MAMROT, MTQ, SHQ, MRN, SQ et Services Québec.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le rétablissement à la suite d'un sinistre	Concevoir et planifier la démarche de rétablissement dans une perspective à court et à long terme visant la restauration des conditions sociales, économiques, physiques et environnementales.	MSP, CSPQ, HQ, MAMROT, MAPAQ, MDDEFP, MFÉ, MESS, MRN, MSSS, MTQ, SCT, SHQ, RBQ, Services Québec et SQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ de planification – conditions hivernales extrêmes	Planifier la réponse gouvernementale concertée en cas de conditions hivernales extrêmes.	MSP, MTQ, SQ, HQ, MSSS, MELS, Services Québec, MRN, MESS, MAPAQ, SCT, Ville de Montréal, Ville de Québec et Ville de Gatineau.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ de résilience des systèmes essentiels	Encadrer la démarche visant à augmenter la résilience des systèmes essentiels au Québec.	MSP, MSSS, SCT, MFÉ, MAPAQ, SHQ, SIQ, Services Québec, MDDEFP, MAMROT, MRN, HQ, CSPQ, SQ, MTQ.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur les services d'urgence en milieux isolés	Augmenter la desserte des services d'urgence en milieux isolés.	MSP, MTQ, SQ, MSSS, MRN, MDDEFP, SÉPAQ, SAAQ, CSST, ACSIQ et MAMROT.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 4 : LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS POUR L'ANNÉE 2012-2013, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel de prévention, sous-comité de l'OSCQ (CIP)	Rendre compte à l'Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ) de la mise en œuvre du cadre de prévention adopté par le gouvernement. Approuver les stratégies de mise en œuvre du cadre de prévention et s'assurer de la cohérence gouvernementale à cet égard. Dégager les ressources nécessaires en fonction des besoins initiaux et de l'évolution de la situation.	MSP, MRN, MTQ, MDDEFP, MAMROT et Services Québec.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur le matériel en cas de pandémie, sous-comité de l'OSCQ	Planifier, centraliser et gérer l'inventaire du matériel de la pandémie, et ce, pour tous les ministères et organismes.	CSST, SCT, MSP, CSPQ, Services Québec et MSSS.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité sur les coûts des sinistres	Convenir des modalités de suivi des dépenses relatives aux sinistres majeurs en vue d'optimiser les réclamations au fédéral.	MSP, MFÉ, MESS, SCT, MTQ, MELS, RQ, MSSS et Services Québec.	Aucun	Travaux en cours
Comité d'expertise sur l'érosion et la submersion côtière	Coordonner et planifier l'ensemble des projets d'appréciation et de traitement des risques concernant l'érosion et la submersion côtière qui ont été préalablement approuvés par le Comité directeur de prévention.	MSP, MRN, MTQ, MDDEFP, MAMROT	Aucun	Travaux en cours
Comité de pilotage du Plan de mesures d'urgence nucléaire externes à la Centrale Gentilly 2 (PMUNE-G2)	Planifier les mesures d'urgence pour faire face à un accident potentiel à la Centrale Gentilly 2.	MSP, ASSS, MAPAQ, MDDEFP, MTQ, Services Québec, SQ, et HQ.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 4 : LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS POUR L'ANNÉE 2012-2013, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur les risques technologiques (CIRT)	Assurer la concertation interministérielle dans la gestion des risques technologiques, notamment en ce qui concerne la planification des mesures d'urgence, la communication des risques à la population et l'aménagement du territoire, et fournir des outils aux municipalités pour les aider à assumer leurs responsabilités dans ce domaine.	MSP, MDDEFP, MAMROT et MSSS.	Aucun	Travaux en cours
Comité d'expertise sur les glissements de terrain	Coordonner et planifier l'ensemble des projets d'appréciation et de traitement des risques concernant les glissements de terrain qui ont été préalablement approuvés par le Comité directeur de prévention.	MSP, MRN, MTQ, MDDEFP et MAMROT.	Aucun	Travaux en cours
Comité sur les résidences privées pour aînés – plan de sécurité incendie	Examiner la problématique liée à l'élaboration et à l'implantation des plans de sécurité incendie pour les résidences privées pour aînés, proposer et convenir de solutions visant à accroître significativement la sécurité de ces personnes dans le cadre de la certification.	MSP, MSSS, RBQ, ACSIQ et RQRA	Aucun	Travaux en cours
Comité de travail sur les alarmes non fondées	Réduire substantiellement l'occurrence et les conséquences négatives des alarmes d'incendie non fondées.	MSP et RBQ (et plusieurs partenaires extérieurs).	Aucun	Travaux en cours
Comité directeur en prévention (CDP)	Assurer le bon fonctionnement opérationnel de l'ensemble des projets du Cadre de prévention des principaux risques naturels. Approuver les planifications annuelles des travaux devant être réalisés pour l'appréciation et le traitement des risques par aléas.	MDDEFP, MSP, MAMROT, MTQ, MRN, et Services Québec.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 4 : LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS POUR L'ANNÉE 2012-2013, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur le renouvellement des orientations en matière d'aménagement du territoire – la prise en compte des zones exposées aux glissements de terrain	Revoir les orientations du gouvernement en matière d'aménagement du territoire concernant la prise en compte des zones exposées aux glissements de terrain et établir les attentes envers le milieu municipal.	MSP, MAMROT, MDDEFP, MRN et MTQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif en sécurité civile et incendie	Aviser le MSP sur toute question relative à la sécurité civile et incendie, plus particulièrement sur les grandes orientations ainsi que sur les enjeux associés aux deux domaines.	MSP, SQ, MAMROT, ÉNAP, RBQ (et plusieurs organisations des milieux associatif et municipal).	Aucun	Travaux en cours
Comité interministériel de rétablissement	Coordonner l'action des ministères et organismes concernés par la préparation et la mise en œuvre des plans d'action et de projets de rétablissement.	MSP, MTQ, MAMROT, MDDEFP, MFÉ, MRN, MAPAQ, MTO, Services Québec et MSSS.	Aucun	Travaux en cours
Comité régional rétablissement – Région : Bas St-Laurent, Gaspésie et Iles de la Madeleine	Harmoniser en région les différentes activités gouvernementales de rétablissement.	MSP, MTQ, MAMROT, MDDEFP, MFÉ, MRN, MAPAQ, Services Québec et ASSS.	Aucun	Travaux en cours
Comité régional rétablissement – Région : Montérégie	Harmoniser en région les différentes activités gouvernementales de rétablissement.	MSP, MAMROT, MDDEFP et ASSS.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 4 : LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS POUR L'ANNÉE 2012-2013, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur les services de garde en milieu familial	Élaborer un guide sur les mesures d'urgence pour les services de garde en milieu familial.	MSP et MF (ACSIQ).	Aucun	Travaux en cours
Comité pour l'hébergement temporaire	Trouver des solutions d'hébergement temporaire, lorsque la demande dépasse les capacités de la région affectée par un sinistre.	MSP, RBQ, MTO et Croix-Rouge.	Aucun	Travaux en cours
Comité technique sur les véhicules d'intervention en sécurité incendie	Développer des documents techniques de référence sur les véhicules et le matériel d'intervention en vue de leur intégration au Guide d'application des exigences relatives aux véhicules et accessoires d'intervention publié en 2005. Effectuer la mise à jour principale du guide, mettre en place des sous-comités techniques pour la réalisation de mandats spécifiques.	ACSIQ, MMQ, FQM, SPIQ, SIM, ÉNPQ, ULC et MSP ACSIQ, CSST, APSAM, FQM, MSP et SSI de Saint-Hyacinthe	Aucun	Travaux en cours
Comité assurances MSP-Desjardins	Effectuer une étude actuarielle à partir de différentes données relatives aux schémas de couverture de risques afin de déterminer leur influence sur le calcul des primes d'assurance en matière d'incendie et de proposer le meilleur mode de transmission des données pertinentes aux compagnies d'assurance.	Desjardins Groupe d'assurances générales inc., MSP, MRC de Bellechasse, MRC de La Nouvelle-Beauce, MRC de Robert-Cliche et Ville de Sherbrooke	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 4 : LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS POUR L'ANNÉE 2012-2013, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur les statistiques en incendie	Identifier conjointement des données statistiques utiles dans le but de : ▪ Prévenir ou réduire les risques d'incendie ▪ Développer des outils d'aide à la décision à des fins budgétaires et de gestion ▪ Élaborer des indicateurs de performance nécessaires à la reddition de comptes.	MSP, ACSIQ, ENPQ et des représentants de divers services incendie municipaux	Aucun	Travaux en cours

Question 5 : Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

Régie des alcools, des courses et des jeux : A, B, C) voir la réponse aux questions 82 et 83
D) 25 517 $

Commission québécoise des libérations conditionnelles : A, B, C) 72 et 73
D 127 489 $

Commissaire à la déontologie policière : A, B, C) voir la réponse aux questions 62 et 63
D) 7 409 $

Comité de déontologie policière : A, B, C) voir la réponse aux questions 67 et 68
D) 33 742 $

Bureau du coroner : A, B, C) voir la réponse aux questions 56 et 57
D) 8 698 $

Commissaire à la lutte contre la corruption : A, B, C : voir la réponse à la question 14
D) 9 216 $

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles sur le site des nominations du conseil des ministres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 6 : Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Au ministère, **2** employés ayant un statut d'occasionnel ont été congédiés durant la période de référence.

Ils se répartissent ainsi dans les secteurs d'activité :

Direction générale des services correctionnels	2
TOTAL	**2**

Source : SAGIP

TRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

UESTION 7 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère pour l'année 2012-2013, les comparaisons avec les deux années précédentes ainsi que les prévisions pour l'année 2013-2014.

Entités	Période de référence 2009-2010 Occasionnels			Période de référence 2010-2011 Occasionnels			Période de référence 2011-2012 Occasionnels			Période de référence 2012-2013 Occasionnels		
	Nbre total employés au 31 mars 2010	Nbre employés occ au 31 mars 2010	%	Nbre total employés au 31 mars 2011	Nbre employés occ au 31 mars 2011	%	Nbre total employés au 31 mars 2012	Nbre employés occ au 31 mars 2012	%	Nbre total employés au 30 novembre 2012	Nbre employés occ.	%
ureau sous-ministre	78	15	19%	73	13	18%	73	17	23%	80	8	10%
irection générale des services à la gestion	237	37	16%	218	41	19%	209	36	17%	218	33	15%
irection générale des services correctionnels	3817	380	10%	3838	397	10%	3810	347	9%	3890	358	9%
aboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	150	32	21%	151	38	25%	157	40	25%	149	35	23%
irection générale des affaires policières	454	81	18%	435	89	20%	460	127	28%	498	134	27%
irection générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	215	72	33%	210	70	33%	266	105	39%	286	98	34%
égie des alcools, des courses et des jeux	245	82	33%	239	91	38%	234	84	36%	235	76	32%
ureau du coroner	48	12	25%	49	14	29%	50	13	26%	48	12	25%
ommissaire à la déontologie policière	36	2	6%	37	1	3%	35	3	9%	37	3	8%
omité de déontologie policière	14	0	0%	14	0	0%	14	0	0%	14	0	0%
ommission québécoise des libérations conditionnelles	45	6	13%	43	4	9%	44	6	14%	47	8	17%
ommissaire à la lutte contre la corruption						0%	26	0	0%	30	6	20%
TOTAL	**5 339**	**719**	**13%**	**5 307**	**758**	**14%**	**5 378**	**778**	**14%**	**5 532**	**771**	**14%**

ource : Toutes les données proviennent de Média sauf pour novembre 2012. Pour cette dernière période de référence, les données proviennent de Sagir car Média n'était pas disponible.
Les données du 31 mars 2009 au 31 mars 2012 : Modèle Média (2012-2013)
Les données du 31 mars 2007 et 31 mars 2008 : Modèle Média (2008-2009)
Les étudiants et les stagiaires sont exclus.

QUESTION 7 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère pour l'année 2012-2013, les comparaisons avec les deux années précédentes ainsi que les prévisions pour l'année 2013-2014.

Entités	Période de référence 2006-2007 Occasionnels			Période de référence 2007-2008 Occasionnels			Période de référence 2008-2009 Occasionnels		
	Nbre total employés au 31 mars 2007	Nbre employés occ au 31 mars 2007	%	Nbre total employés au 31 mars 2008	Nbre employés occ au 31 mars 2008	%	Nbre total employés au 31 mars 2009	Nbre employés occ au 31 mars 2009	%
Bureau sous-ministre	62	5	8%	60	7	12%	78	14	18%
Direction générale des services à la gestion	248	21	8%	269	41	15%	263	38	14%
Direction générale des services correctionnels	3441	208	6%	3499	291	8%	3642	336	9%
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	145	21	14%	148	20	14%	153	27	18%
Direction générale des affaires policières	416	62	15%	430	76	18%	437	77	18%
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	208	41	20%	201	48	24%	207	56	27%
Régie des alcools, des courses et des jeux	258	78	30%	249	74	30%	255	79	31%
Bureau du coroner	58	14	24%	51	10	20%	54	15	28%
Commissaire à la déontologie policière	35	3	9%	37	3	8%	35	5	14%
Comité de déontologie policière	17	1	6%	16	0	0%	18	0	0%
Commission québécoise des libérations conditionnelles	38	4	11%	43	7	16%	45	7	16%
Commissaire à la lutte contre la corruption									
TOTAL	**4 926**	**458**	**9%**	**5 003**	**577**	**12%**	**5 187**	**654**	**13%**

Source : Toutes les données proviennent de Média, sauf pour novembre 2012. Pour cette dernière période de référence, les données proviennent de Sagir, car Média n'était pas disponible.
Les données du 31 mars 2009 au 31 mars 2012 : Modèle Média (2012-2013)
Les données du 31 mars 2007 et 31 mars 2008 : Modèle Média (2008-2009)
Les étudiants et les stagiaires sont exclus.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE GROUPE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

QUESTION 8 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents au cours de l'année 2012-2013 ainsi que les prévisions pour l'année 2013-2014.

Entités	Période de référence 2010-2011 Occasionnels			Période de référence 2011-2012 Occasionnels			Période de référence 2012-2013 Occasionnels		
	Nb d'employés occasionnels au 31 mars 2011 auquel sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nb d'employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	Pourcentage	Nb d'employés occasionnels au 31 mars 2012 auquel sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nb d'employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	Pourcentage	Nb d'employés occasionnels au 30 novembre 2012 auquel sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents entre le 1er avril et le 30 novembre 2012	Nb d'employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	Pourcentage
Bureau sous-ministre	20	5	25%	21	4	19%	20	13	65%
Direction générale des services à la gestion	43	3	7%	43	7	16%	47	14	30%
Direction générale des services correctionnels	462	76	16%	428	81	19%	475	115	24%
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	40	2	5%	48	8	17%	42	7	17%
Direction générale des affaires policières	112	23	21%	135	8	6%	179	44	25%
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	74	5	7%	142	37	26%	115	17	15%
Régie des alcools, des courses et des jeux	98	7	7%	99	15	15%	82	11	13%
Bureau du coroner	12	0	0%	13	0	0%	13	1	8%
Commissaire à la déontologie policière	3	1	33%	3	0	0%	6	3	50%
Comité de déontologie policière	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%
Commission québécoise des libérations conditionnelles	7	3	43%	8	2	25%	8	0	0%
Commissaire à la lutte contre la corruption (UPAC)	0	0	0%	2	2	100%	6	0	0%
Indéterminés	7	0	0%						
TOTAL	**878**	**125**	**14%**	**942**	**164**	**17%**	**993**	**225**	**23%**

Source :Pour 2010-2011, les données ont été extraites de SAGIR pour le nombre d'employés occasionnels et de SAGIP pour le nombre d'employés à caractère permanent.

Pour 2011-2012, les données ont été extraites de Média pour le nombre d'employés occasionnels et de SAGIP pour le nombre d'employés à caractère permanent.

Pour 2012-2013, toutes les données ont été extraites de SAGIP.

Les étudiants et les stagiaires sont exclus

QUESTION 8 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents au cours de l'année 2012-2013 ainsi que les prévisions pour l'année 2013-2014

Entités	Période de référence 2008-2009 Occasionnels			Période de référence 2009-2010 Occasionnels			
	Nb d'employés occasionnels au 31 mars 2011 auquel sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nb d'employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	Pourcentage	Nb d'employés occasionnels au 31 mars 2012 auquel sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nb d'employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	Pourcentage	
Bureau sous-ministre	7	0	0%	16	2	13%	
Direction générale des services à la gestion	52	14	27%	44	7	16%	
Direction générale des services correctionnels	443	107	24%	413	33	8%	
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	30	3	10%	34	2	6%	
Direction générale des affaires policières	115	31	27%	105	23	22%	
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	61	5	8%	73	1	1%	
Régie des alcools, des courses et des jeux	85	6	7%	82	0	0%	
Bureau du coroner	16	1	6%	15	3	20%	
Commissaire à la déontologie policière	6	1	17%	5	3	60%	
Comité de déontologie policière	1	1	100%	0	0	0%	
Commission québécoise des libérations conditionnelles	8	1	13%	7	1	14%	
TOTAL	**824**	**170**	**21%**	**794**	**75**	**9%**	

Source :

Pour les périodes de référence 2008-2009 et 2009-2010, les données ont été extraites de Média pour le nombre d'employés occasionnels et de SAGIP pour le nombre d'employés à caractère permanent.
Les étudiants et les stagiaires sont exclus

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION – 01.01

QUESTION 9 : Prévisions budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

QUESTION 10 : Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2012-2013, en incluant les coûts.

Sondage effectué auprès des citoyens de 18 ans et plus et réalisé par Internet (Omniweb) auprès d'un échantillon représentatif de 1 002 Québécois.

Date: du 13 au 16 novembre 2012

Objectif du sondage: mesurer la notoriété de la Semaine de la prévention des incendies et de l'événement La Grande Évacuation, lequel événement en était à sa deuxième édition.

Firme: Léger Marketing inc.

Coût: 6 600 $

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION – 01.01

QUESTION 11 : Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère depuis le 31 août 2012. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Voir documents ci-joints.

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *Action TI*		**Type:** Externe	
38264 Journée des acquisitions et des TICS	2012-10-03	2	376,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**376,00 $**
Fournisseur : *AFI*		**Type:** Externe	
38119 Oracle Database 11g Workshop 1 DBA	2012-09-10	1	4 125,00 $
38246 Administration Essentials	2012-09-24	2	8 357,50 $
Total du fournisseur :		**3**	**12 482,50 $**
Fournisseur : *Agile Québec*		**Type:** Externe	
38296 Agile Tour 2012	2012-11-06	1	50,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**50,00 $**
Fournisseur : *APSSAP*		**Type:** Interne	
38111 Intervenir en équipe - APSSAP - Programme-cadre	2012-10-16	1	26,30 $
38210 Intervenir en équipe - APSSAP - Programme-cadre	2012-09-26	7	198,40 $
38248 Initiation nouveaux membres comité santé sécurité	2012-10-03	3	57,20 $
38272 Santé et efficacité deux ingrédients compatibles	2012-10-18	19	239,39 $
38395 Intervention en équipe - Programme-cadre	2012-10-24	7	0,00 $
Total du fournisseur :		**37**	**521,29 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN TOXICOMANIE***			
37886 40e Colloque Association toxicomanie AITQ	2012-10-22	**Type:** Externe	
		2	332,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**332,00 $**
Fournisseur : ***Association québécoise de prévention du suicide***			
38034 Congrès Association québécoise prévention suicide	2012-09-25	**Type:** Externe	
		1	150,00 $
38134 Prévention du suicide - EIS	2012-10-02	1	200,00 $
38135 Prévention du suicide - EIS	2012-10-09	2	400,00 $
Total du fournisseur :		**4**	**750,00 $**
Fournisseur : ***BARREAU DU QUÉBEC***			
38042 Pouvoirs et devoirs policiers	2012-10-18	**Type:** Externe	
		1	361,60 $
38233 7e Colloque Ass. Juristes Italo-Canadiens	2012-11-17	2	0,00 $
Total du fournisseur :		**3**	**361,60 $**
Fournisseur : ***C.A.R.R.A.***			
38241 Préparation à la retraite	2012-10-01	**Type:** Interne	
		1	15,00 $
38702 Préparation à la retraite	2012-10-23	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**15,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *C.S.S.T.*		**Type:** Interne	
38290 Secourisme en milieu de travail CSST	2012-09-19	2	0,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**0,00 $**
Fournisseur : *CAMIQ*		**Type:** Externe	
38265 Herrmann	2012-10-09	1	950,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**950,00 $**
Fournisseur : *CARRA*		**Type:** Interne	
38413 Préparation à la retraite	2012-10-01	1	15,00 $
38432 Préparation à la retraite	2012-10-25	1	250,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**265,00 $**
Fournisseur : *CCH*		**Type:** Externe	
37876 La protection des renseignements personnels	2012-09-25	1	506,04 $
Total du fournisseur :		**1**	**506,04 $**
Fournisseur : *CÉGEP MARIE-VICTORIN*		**Type:** Institutionnelle	
38353 Préparation à la retraite	2012-11-15	1	250,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**250,00 $**

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC***		**Type:** Interne	
38703 ECIU Formation moniteur ECIU-rappel	2012-11-18	1	414,58 $
Total du fournisseur :		**1**	**414,58 $**
Fournisseur : ***CENTRE DE DETENTION DE SHERBROOKE***		**Type:** Interne	
38091 OC - Agent inflammatoire - Personnel - Rappel	2012-10-25	5	0,00 $
38092 OC - Agent inflammatoire - Personnel - Rappel	2012-10-23	5	0,00 $
38093 OC - Agent inflammatoire - Personnel - Rappel	2012-10-18	4	0,00 $
Total du fournisseur :		**14**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Centre de Détention de St-Jérôme***		**Type:** Interne	
38461 Armes à feu-Cours de base-Théorie	2012-10-03	5	0,00 $
38462 Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-10-04	5	503,49 $
38463 Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-10-09	5	0,00 $
38464 Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-10-10	5	0,00 $
38465 Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-10-10	5	0,00 $
38466 Armes à feu-Pratique	2012-10-16	5	503,49 $
38488 Armes à feu-Qualification	2012-10-22	4	489,19 $
38494 Armes à feu-Qualification	2012-10-23	5	503,49 $
38495 Armes à feu-Qualification	2012-10-24	4	489,19 $
38496 Armes à feu-Pratique	2012-10-25	2	489,19 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Centre de Détention de St-Jérôme***			**Type:** Interne	
38497	Armes à feu-Qualification	2012-10-29	5	503,49 $
38498	Armes à feu-Qualification	2012-10-31	5	503,49 $
38501	Armes à feu-Pratique moniteur	2012-10-30	2	460,59 $
38502	Armes à feu-Qualification	2012-11-01	4	489,19 $
38503	Armes à feu-Qualification	2012-11-05	3	489,19 $
38504	Armes à feu-Qualification	2012-11-06	5	503,49 $
38506	Armes à feu-Cours de base-Théorie	2012-11-09	5	0,00 $
38516	Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-11-12	5	503,49 $
38517	Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-11-13	5	503,49 $
38518	Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-11-14	5	503,49 $
38519	Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-11-15	5	503,49 $
38520	Armes à feu-Qualification	2012-11-19	5	503,49 $
38522	Armes à feu-Qualification	2012-11-20	5	503,49 $
38523	Armes à feu-Qualification	2012-11-21	5	503,49 $
38535	Armes à feu-Qualification	2012-11-22	5	503,49 $
38537	Armes à feu-Qualification	2012-11-26	4	503,49 $
38547	Armes à feu-Qualification	2012-11-27	5	503,49 $
38564	Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-10-16	9	1 436,10 $
38565	Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-10-23	11	1 268,34 $
38566	Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-10-30	11	1 245,12 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Centre de Détention de St-Jérôme***		**Type:** Interne	
38567 Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-11-06	9	1 436,10 $
38568 Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-11-13	11	1 521,90 $
38569 Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-11-20	8	1 393,20 $
38570 Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-11-27	11	1 521,90 $
38578 Intervention d'urgence (ECIU)	2012-10-22	17	640,40 $
38672 Jumelage -Palais Joliette	2012-09-24	4	0,00 $
38675 Jumelage -Pav.F-1er niveau-comité-refresh	2012-09-12	3	0,00 $
38676 Jumelage -Pav.C-Classement	2012-09-17	2	0,00 $
38701 Intervention d'urgence (ECIU)	2012-11-12	16	540,40 $
38704 Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-09-11	1	337,12 $
38705 Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-10-09	1	144,48 $
Total du fournisseur :		**237**	**22 447,44 $**
Fournisseur : ***Centre de détention Québec (ASC)***		**Type:** Interne	
38239 Armes à feu - Base	2012-10-01	8	0,00 $
38342 Armes à feu - Pratique	2012-09-18	9	0,00 $
38344 Armes à feu - Pratique	2012-09-19	6	0,00 $
38345 Armes à feu - Pratique	2012-09-20	10	0,00 $
38346 Armes à feu - Pratique	2012-09-24	6	0,00 $
38347 Armes à feu - Pratique	2012-09-25	11	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Centre de détention Québec (ASC)***		**Type:** Interne	
38348 Armes à feu - Pratique	2012-09-26	2	0,00 $
38349 Armes à feu - Pratique	2012-10-01	9	0,00 $
38350 Armes à feu - Pratique	2012-10-02	5	0,00 $
38359 Armes à feu - Pratique	2012-10-03	9	0,00 $
38360 Armes à feu - Pratique	2012-10-04	9	0,00 $
38361 Armes à feu - Pratique	2012-10-09	8	0,00 $
38362 Armes à feu - Pratique	2012-10-10	5	0,00 $
38363 Armes à feu - Pratique	2012-10-11	10	0,00 $
38364 Armes à feu - Pratique	2012-10-15	8	0,00 $
38367 Armes à feu - Pratique	2012-10-16	6	0,00 $
38368 Armes à feu - Pratique	2012-10-17	8	0,00 $
38369 Armes à feu - Pratique	2012-10-18	10	0,00 $
38370 Armes à feu - Pratique	2012-10-22	9	0,00 $
38472 Armes à feu - Pratique	2012-10-22	6	0,00 $
38473 Armes à feu - Pratique	2012-10-24	9	0,00 $
38475 Armes à feu - Pratique	2012-10-26	2	0,00 $
38476 Armes à feu - Base	2012-11-02	5	0,00 $
38478 Armes à feu - Base	2012-11-19	4	0,00 $
38615 Armes à feu - Pratique	2012-09-26	6	0,00 $
Total du fournisseur :		**180**	**0,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Centre de géomatique du Québec***		**Type:** Externe	
38421 Colloque Vision Géomatique 2012	2012-10-16	4	1 197,04 $
Total du fournisseur :		**4**	**1 197,04 $**
Fournisseur : ***Centre québécois de leadership***		**Type:** Externe	
38267 Dossier d'affaires	2012-10-10	2	990,00 $
38273 100 jours	2012-10-17	1	375,00 $
38295 Assiduité	2012-11-06	1	125,00 $
Total du fournisseur :		**4**	**1 490,00 $**
Fournisseur : ***CFC SOUTIEN ADMINISTRATIF INC.***		**Type:** Externe	
38201 Gestion du temps : Maîtriser les gestes clés	2012-11-23	1	595,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**595,00 $**
Fournisseur : ***CGSST***		**Type:** Externe	
38270 Intervention en santé et sécurité du travail	2012-10-12	4	0,00 $
Total du fournisseur :		**4**	**0,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Commission des libérations conditionnelles***		**Type:** Interne	
37901 Personnes désignées - CQLC	2012-09-12	8	0,00 $
37904 Personnes désignées - CQLC	2012-09-19	13	318,48 $
37905 Personnes désignées - CQLC	2012-09-26	1	0,00 $
37906 Personnes désignées - CQLC	2012-09-25	13	0,00 $
37995 Personnes désignées - CQLC	2012-10-11	16	0,00 $
38133 Personnes désignées - CQLC	2012-09-27	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**52**	**318,48 $**
Fournisseur : ***Contrôleur des finances***		**Type:** Interne	
38299 Risques liés à la donnée financière	2012-11-06	1	0,00 $
38357 Les crédits : assouplissement budgétaires	2012-11-22	1	0,00 $
38358 L'État du Québec et son fonctionnement	2012-11-27	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**3**	**0,00 $**
Fournisseur : ***CSPQ - Centre des services partagés...***		**Type:** Interne	
38036 Groupe codéveloppement interministériel de gestion	2012-09-18	1	5,50 $
38112 Codéveloppement - Groupe	2012-11-06	1	6,00 $
38192 Groupe codéveloppement interministériel de gestion	2012-11-26	1	5,50 $
38291 Téléphonie IP	2012-10-25	3	0,00 $
38721 Gestion de la diversité culturelle	2012-11-08	0	4 650,00 $
Total du fournisseur :		**6**	**4 667,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***CSST***			
38692 Programme réintégration-gest. Prév. Droit de refus	2012-11-07	**Type:** Interne	
38693 Programme réintégration-gest. Prév. Droit de refus	2012-11-14	11	294,80 $
		10	268,00 $
Total du fournisseur :		**21**	**562,80 $**
Fournisseur : ***E.N.A.P.***			
38245 Animer un cercle de gestion	2012-09-19	**Type:** Institutionnelle	
38356 Accréditation au modèle Trima	2012-11-21	2	0,00 $
38598 Formation pour chefs d'équipe	2012-10-16	1	2 500,00 $
		2	6 800,00 $
Total du fournisseur :		**5**	**9 300,00 $**
Fournisseur : ***École de technologie supérieure***			
38604 Gestion d'un réseau TCP/IP	2012-10-30	**Type:** Institutionnelle	
		1	715,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**715,00 $**
Fournisseur : ***ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE***			
38685 Program form en gestion	2012-09-07	**Type:** Institutionnelle	
38686 Program form en gestion	2012-09-27	1	184,36 $
38760 PFGP (module 2)	2012-11-27	1	107,39 $
		1	42,00 $
Total du fournisseur :		**3**	**333,75 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *École nationale de Police de Nicolet*		**Type:** Externe	
37881 Instrumentation de l'agent formateur	2012-09-10	18	10 052,22 $
37897 Application des pouvoirs d'arrestation	2012-10-15	28	26 164,59 $
38763 Emploi de la force	2012-10-23	10	0,00 $
Total du fournisseur :		**56**	**36 216,81 $**
Fournisseur : *ÉDUMICRO*		**Type:** Externe	
38603 Excel expérimentation 1	2012-11-29	1	261,59 $
Total du fournisseur :		**1**	**261,59 $**
Fournisseur : *ÉNAP*		**Type:** Externe	
38035 Examen planification et gestion stratégique	2012-09-14	1	456,03 $
38230 Programme de formation de gestion publique	2012-11-20	1	42,00 $
38311 Management des organisations publiques	2012-11-09	1	0,00 $
38312 Management des organisations publiques	2012-11-16	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**4**	**498,03 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***ENPQ***			
38490 Modèle national en emploi de la force	2012-10-09	**Type:** Externe 1	0,00 $
38492 CRPQ	2012-10-22	1	0,00 $
38499 Formation de base des constables spéciaux	2012-10-01	12	191 438,95 $
38514 Qualification de tir	2012-11-28	1	0,00 $
38521 Requalification moniteur de tir	2012-11-29	2	0,00 $
38526 Conduite de véhicules d'urgence	2012-09-08	6	22 000,00 $
38734 Formation RCR	2012-09-20	1	0,00 $
38737 Programme formation gestionnaires 1er niveau	2012-11-19	4	185,46 $
Total du fournisseur :		**28**	**213 624,41 $**
Fournisseur : ***ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION - RDP***		**Type:** Interne	
38110 Armes - pratique de tir	2012-09-06	74	13 764,15 $
38250 ÉCIU Rappel	2012-10-15	21	1 569,20 $
38278 Intervention physique TIP Mise à niveau	2012-10-17	58	1 752,34 $
38384 Intégration RDP - PIFASC Cohorte 16	2012-10-18	11	0,00 $
38385 Armes - Initiale	2012-09-17	5	0,00 $
38386 Armes - Pratique	2012-10-10	37	0,00 $
38555 Poivre de Cayenne OC	2012-10-23	17	0,00 $
38556 Poivre de Cayenne OC	2012-10-23	9	0,00 $
38557 Santé mentale et communication tactique	2012-11-13	23	0,00 $
38563 Intégration à la tâche - Admission	2012-10-12	3	0,00 $
38678 Intervention physique TIP Mise à niveau	2012-11-12	13	0,00 $
Total du fournisseur :		**271**	**17 085,69 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *FBI*		**Type:** Externe	
38596 Réunion annuelle des administrateurs de CODIS	2012-11-12	1	1 404,55 $
Total du fournisseur :		**1**	**1 404,55 $**
Fournisseur : *Forum des jeunes de la fonction publique québécois*		**Type:** Interne	
38118 Le Parlement : à la recherche de l'équilibre-conf.	2012-09-10	1	14,75 $
Total du fournisseur :		**1**	**14,75 $**
Fournisseur : *Forum des responsables de la vérification interne*		**Type:** Interne	
38759 Prévention en matière de corruption	2012-10-10	5	53,50 $
Total du fournisseur :		**5**	**53,50 $**
Fournisseur : *GP-Québec*		**Type:** Externe	
38247 Estimation des projets	2012-09-25	1	75,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**75,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *Hackfest*		**Type:** Externe	
38293 Hackfest	2012-11-02	1	40,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**40,00 $**
Fournisseur : *HayGroup*		**Type:** Externe	
38300 Évaluation de poste Méthode Hay	2012-11-08	1	1 438,80 $
Total du fournisseur :		**1**	**1 438,80 $**
Fournisseur : *Institut de tir de l'est du Québec*		**Type:** Externe	
38513 Qualification de tir	2012-11-19	2	0,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**0,00 $**
Fournisseur : *Institut des auditeurs internes - section de Qc*		**Type:** Externe	
38757 Table ronde petites équipes d'audit interne	2012-11-16	5	0,00 $
38762 Prés. Act. De l'Institut des auditeurs int. - Qc	2012-11-02	2	0,00 $
Total du fournisseur :		**7**	**0,00 $**
Fournisseur : Institut *Pinel*		**Type:** Interne	
38434 Colloque impulsivité et violence	2012-11-15	1	33,85 $
Total du fournisseur :		**1**	**33,85 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MAPAQ***		**Type:** Interne	
38375 Centrale de signalement	2012-09-17	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**0,00 $**
Fournisseur : ***MDDEP***		**Type:** Externe	
38414 Traitement des appels de la ligne Urgence-Environnement	2012-10-04	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Microsoft***		**Type:** Externe	
38117 Windows Azure	2012-09-04	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**0,00 $**
Fournisseur : ***MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX***		**Type:** Externe	
38216 Infections transmissibles sexuellement sang	2012-10-30	2	0,00 $
38217 Infections transmissibles sexuellement sang	2012-11-06	1	0,00 $
38609 Infections transmissibles sexuellement sang	2012-11-13	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**4**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Ministère de la Sécurité Publique (RH)***		**Type:** Interne	
38131 Schedule pro (SPRO)	2012-09-11	1	0,00 $
38137 APRIA (appareils respiratoires)	2012-10-05	7	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Ministère de la Sécurité Publique (RH)***			
38138 APRIA (appareils respiratoires)	2012-10-10	**Type:** Interne 8	0,00 $
38139 APRIA (appareils respiratoires)	2012-10-16	9	0,00 $
38213 Arme -formation initiale	2012-09-17	5	421,37 $
38214 Gestion d'un incident critique	2012-09-11	3	564,59 $
38228 Gestion du rendement - module 3	2012-10-01	1	1 256,45 $
38354 Gestion du rendement	2012-11-16	1	0,00 $
38612 Schedule pro (SPRO)	2012-11-21	2	0,00 $
38726 Arme - pratique	2012-11-05	80	473,29 $
Total du fournisseur :		**117**	**2 715,70 $**
Fournisseur : ***MSP***		**Type:** Interne	
37985 Qualification de tir annuel	2012-10-10	5	0,00 $
38015 Qualification de tir annuel	2012-08-31	8	149,11 $
38016 Qualification de tir annuel	2012-09-04	2	0,00 $
38037 LSCMI	2012-09-10	1	0,00 $
38038 Développement chefs d'équipe	2012-09-27	1	95,50 $
38067 Nouveaux professionnels	2012-09-24	1	0,00 $
38075 Nouveaux ASC	2012-09-18	6	0,00 $
38076 ÉCIU - révision mensuelle	2012-09-20	5	0,00 $
38077 Agents formateurs - stagiaires ASC	2012-09-24	7	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***			**Type:** Interne	
38078	3e bloc de formation pour les CU	2012-10-01	1	616,96 $
38079	Rencontre des gestionnaires	2012-10-02	4	0,00 $
38080	Cohorte ASC à l'ÉNPQ	2012-10-04	1	141,00 $
38081	Moniteurs TIP (rappel)	2012-10-09	2	371,53 $
38082	Salle de tir	2012-10-24	2	69,00 $
38100	Qualification de tir annuel	2012-09-17	3	0,00 $
38101	Qualification de tir annuel	2012-10-04	3	0,00 $
38102	Qualification de tir annuel	2012-09-13	7	59,50 $
38103	Qualification de tir annuel	2012-10-23	2	0,00 $
38104	Qualification de tir annuel	2012-10-12	3	0,00 $
38105	Qualification de tir annuel	2012-10-25	6	0,00 $
38106	RCR - Premiers soins	2012-10-23	2	0,00 $
38107	RCR - Premiers soins	2012-10-15	4	0,00 $
38108	RCR- DEA	2012-09-05	7	0,00 $
38113	RCR-DEA	2012-09-05	1	0,00 $
38114	Qualification annuelle de tir	2012-09-12	2	0,00 $
38121	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-05	7	71,50 $
38122	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-08	6	71,20 $
38123	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-12	8	71,50 $
38124	ÉCIU - Révision mensuelle	2012-11-09	8	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***			**Type:** Interne	
38126	Moniteurs TIP	2012-10-23	6	0,00 $
38127	Moniteurs TIP	2012-10-16	13	0,00 $
38128	Agents inflammatoires (OC)	2012-10-10	5	0,00 $
38140	Armes à feu - requalification	2012-10-08	5	0,00 $
38141	Armes à feu - requalification	2012-10-15	6	123,45 $
38150	Portrait et tendances des gangs majeurs au Québec	2012-11-07	4	86,56 $
38151	Programme de surveillance accrue	2012-11-22	1	0,00 $
38159	Appareil Rayon-X	2012-09-20	5	0,00 $
38171	Qualification de tir	2012-11-08	8	435,38 $
38172	Qualification de tir annuel	2012-11-07	7	0,00 $
38173	Formation RCR	2012-11-07	5	0,00 $
38174	Qualification de tir	2012-11-06	6	0,00 $
38175	Qualification de tir	2012-11-04	1	0,00 $
38176	Qualification de tir	2012-11-01	4	0,00 $
38177	Qualification de tir	2012-10-31	3	0,00 $
38178	Qualification de tir	2012-10-30	2	0,00 $
38179	Qualification de tir	2012-10-17	3	0,00 $
38180	Qualification de tir	2012-10-16	3	0,00 $
38181	Qualification de tir annuel	2012-10-11	4	41,04 $
38182	Qualification de tir annuel	2012-10-03	6	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***			**Type:** Interne	
38183	Qualification de tir	2012-10-02	4	0,00 $
38184	Qualification de tir	2012-09-16	1	0,00 $
38185	Qualification de tir	2012-11-15	1	0,00 $
38186	Qualification de tir annuel	2012-11-09	9	0,00 $
38187	RCR-DEA	2012-11-09	11	0,00 $
38188	RCR-DEA	2012-11-08	8	0,00 $
38189	RCR	2012-11-08	1	0,00 $
38190	RCR	2012-11-08	8	0,00 $
38191	RCR-DEA	2012-11-07	10	0,00 $
38193	Qualification de tir annuel	2012-11-05	1	0,00 $
38194	Qualification de tir annuel	2012-11-02	2	0,00 $
38195	Qualification de tir annuel	2012-11-02	3	0,00 $
38196	RCR-DEA	2012-10-19	1	0,00 $
38197	Qualification de tir	2012-10-01	1	0,00 $
38199	Qualification de tir annuel	2012-09-14	1	0,00 $
38200	OC- formation	2012-11-22	6	0,00 $
38225	Intervenir personne suicidaire bonnes pratiques	2012-10-23	2	400,00 $
38238	Intervenir personne suicidaire bonnes pratiques	2012-10-01	2	0,00 $
38244	Système EPM/MS Project	2012-11-22	11	0,00 $
38302	Réunion administrative	2012-10-18	5	168,64 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***			**Type:** Interne	
38309	Intervenir en équipe	2012-10-17	6	0,00 $
38310	Intervenir en équipe	2012-10-18	5	14,30 $
38317	Journée d'équipe	2012-10-18	2	36,35 $
38377	Intervention physique moniteurs	2012-09-24	1	0,00 $
38379	Armes à feu - pratique - qualification	2012-10-01	3	60,65 $
38380	Armes à feu - pratique - qualification	2012-10-03	3	43,90 $
38381	Intervention physique	2012-10-18	16	0,00 $
38382	Intervention physique Rappel	2012-10-09	8	0,00 $
38383	Programme protection respiratoire (APRIA)	2012-10-23	5	0,00 $
38398	Moniteur ÉCIU	2012-11-14	8	921,45 $
38399	Emprisonnement et mise sous garde	2012-11-15	1	260,00 $
38401	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-15	7	71,50 $
38402	Chef d'unité en établissement de détention	2012-11-19	4	501,20 $
38403	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-19	5	340,20 $
38404	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-22	6	157,50 $
38406	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-26	6	258,91 $
38407	Instrumentation de l'agent formateur	2012-11-26	7	0,00 $
38408	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-29	6	157,50 $
38411	Fonctionnement du service	2012-09-11	1	0,00 $
38426	Système de communication Rénir	2012-10-18	1	196,44 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***			**Type:** Interne	
38442	RCR, premiers soins et DEA	2012-11-05	8	0,00 $
38444	Armes à feu - pratique	2012-11-07	3	61,97 $
38446	Armes à feu - pratique	2012-11-09	4	47,58 $
38449	Programme protection respiratoire (APRIA)	2012-11-20	9	0,00 $
38450	Intervention physique	2012-11-15	5	0,00 $
38451	Code Civilité	2012-11-14	10	0,00 $
38453	Code Civilité	2012-11-20	11	0,00 $
38454	Code Civilité	2012-11-21	10	0,00 $
38455	Code Civilité	2012-11-27	10	0,00 $
38458	Code Civilité	2012-11-28	11	0,00 $
38479	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-17	12	0,00 $
38480	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-18	10	0,00 $
38481	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-19	9	0,00 $
38483	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-20	10	0,00 $
38486	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-24	10	0,00 $
38487	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-25	12	0,00 $
38489	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-26	6	0,00 $
38491	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-27	10	0,00 $
38509	RCR	2012-11-08	1	0,00 $
38511	RCR	2012-11-10	1	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants		Total
Fournisseur : *MSP*				
38512 RCR	2012-11-12	**Type:** Interne		
38515 Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2012-11-27	1	0	0,00 $
38524 Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2012-11-28	10		0,00 $
38550 Intervention physique moniteurs	2012-09-24	30		0,00 $
38588 Profil Hermann	2012-10-24	8		0,00 $
38589 Profil Hermann	2012-10-25	11		157,30 $
38708 Prévention du suicide	2012-09-07	6		85,80 $
38723 Guérite Secteur A	2012-09-19	18		0,00 $
		6		0,00 $
Total du fournisseur :		**653**		**6 344,42 $**
Fournisseur : *MSP - DRH*		**Type:** Interne		
38219 E.C.I.U. - Pratique octobre 2012	2012-11-08	22		0,00 $
38724 E.C.I.U. - Pratique octobre 2012	2012-10-25	22		0,00 $
Total du fournisseur :		**44**		**0,00 $**
Fournisseur : *MSP - SERVICES CORRECTIONNELS*		**Type:** Interne		
37891 Accueil des nouveaux professionnels	2012-09-24	1		92,11 $
38057 Réanimation cardio-respiratoire	2012-09-27	5		0,00 $
38058 Réanimation cardio-respiratoire	2012-10-04	5		0,00 $
38059 Calcul de sursis	2012-10-09	9		14,30 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : *MSP - SERVICES CORRECTIONNELS*			**Type:** Interne	
38060	Sécurité incendie	2012-10-12	7	0,00 $
38062	Pistolet de base	2012-10-15	5	357,50 $
38063	Requalification pistolet de service	2012-09-12	8	143,00 $
38064	Requalification pistolet de service	2012-10-01	5	143,00 $
38065	Requalification pistolet de service	2012-10-03	5	128,70 $
38066	Requalification pistolet de service	2012-10-24	6	157,30 $
38083	Requalification pistolet de service	2012-11-01	5	143,00 $
38084	Sécurité incendie	2012-10-23	8	0,00 $
38088	Programme de surveillance accrue	2012-10-16	1	29,30 $
38136	Accueil des nouveaux gestionnaires	2012-10-01	1	1 668,66 $
38157	Calcul des sentences	2012-09-07	1	0,00 $
38240	Calcul des sentences	2012-10-09	16	0,00 $
38329	Accueil des nouveaux professionnels	2012-10-01	1	2 046,31 $
38735	Mise à jour du programme Parcours	2012-11-07	2	128,98 $
38740	SPRO	2012-10-04	49	0,00 $
Total du fournisseur :			**140**	**5 052,16 $**
Fournisseur : *O.P.H.Q.*			**Type:** Interne	
38292	Production d'un plan d'action annuel pers. hand.	2012-11-01	1	0,00 $
Total du fournisseur :			**1**	**0,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Oracle***			
38120 APEXposed 2012	2012-09-11	**Type:** Externe	
		1	448,71 $
Total du fournisseur :		**1**	**448,71 $**
Fournisseur : ***Polytechnique de Montréal***			
38429 Aménagement du territoire et planification d'urgence	2012-10-19	**Type:** Externe	
		1	0,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Prévention Secours inc.***			
38510 Secourisme en milieu de travail	2012-11-20	**Type:** Externe	
		11	0,00 $
Total du fournisseur :		**11**	**0,00 $**
Fournisseur : ***PROMEGA CORPORATION***			
38595 Congrès Promega Canada	2012-11-06	**Type:** Externe	
		4	2 337,90 $
38608 23rd Symposium on human identification	2012-10-15	2	6 407,66 $
Total du fournisseur :		**6**	**8 745,56 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *RRSPT*		**Type:** Externe	
38268 Partage des coûts - Suivi dossiers acc. travail	2012-10-11	10	935,00 $
Total du fournisseur :		**10**	**935,00 $**
Fournisseur : *SÉCURITÉ PUBLIQUE*		**Type:** Interne	
37859 Santé mentale - EDF	2012-11-15	7	0,00 $
38500 Santé mentale	2012-10-16	15	0,00 $
38505 Santé mentale	2012-10-23	13	0,00 $
38507 Santé mentale	2012-10-30	11	0,00 $
38508 Santé mentale	2012-11-06	12	0,00 $
Total du fournisseur :		**58**	**0,00 $**
Fournisseur : *Service du renseignement criminel du Québec*		**Type:** Externe	
38039 Journée thématique médias et réseaux sociaux	2012-10-11	2	459,20 $
38040 Plan de lutte contre l'intimidation PLI	2012-10-10	3	326,65 $
38089 Journées thématiques réseaux sociaux - PLI	2012-10-10	1	187,38 $
38167 Service du renseignement criminel du Québec	2012-11-21	1	7,00 $
Total du fournisseur :		**7**	**980,23 $**
Fournisseur : *SERVICES CORRECTIONNELS DU QUÉBEC*		**Type:** Interne	
38031 Filtrage de sécurité	2012-09-20	1	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants		Total
Fournisseur : *SERVICES CORRECTIONNELS DU QUÉBEC*				
38033 Filtrage de sécurité	2012-09-27	**Type:** Interne		
			1	46,34 $
Total du fournisseur :			**2**	**46,34 $**
Fournisseur : *Services gouvernementaux*				
38279 Violence conjugale, familiale et sexuelle	2012-09-18	**Type:** Interne		
			1	0,00 $
38280 Violence conjugale, familiale et sexuelle	2012-11-13		1	0,00 $
38281 Violence conjugale, familiale et sexuelle	2012-11-13		1	0,00 $
Total du fournisseur :			**3**	**0,00 $**
Fournisseur : *SFPE, Society of fire protection engineers*				
38423 Code de sécurité et code de construction	2012-11-06	**Type:** Externe		
			2	110,00 $
Total du fournisseur :			**2**	**110,00 $**
Fournisseur : *SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC*				
38400 Société de criminologie	2012-11-15	**Type:** Externe		
			1	329,00 $
Total du fournisseur :			**1**	**329,00 $**
Fournisseur : *Société de criminologie du Québec*				
38148 Colloque Société criminologie du Québec	2012-11-15	**Type:** Externe		
			5	1 767,73 $
38725 Congrès de la Société de criminologie du Québec	2012-11-15		1	260,00 $
Total du fournisseur :			**6**	**2 027,73 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *Syntell*		**Type:** Externe	
38274 Conférence : La guerre des talents	2012-10-18	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**0,00 $**
Fournisseur : *UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL*		**Type:** Institutionnelle	
38378 Forum nouvelle évangélisation	2012-09-21	1	25,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**25,00 $**
Fournisseur : *UNIVERSITE LAVAL*		**Type:** Institutionnelle	
38756 Preuve et méthodologie enquêtes adm. et pénales	2012-11-26	3	145,00 $
Total du fournisseur :		**3**	**145,00 $**
Fournisseur : *Université Laval*		**Type:** Institutionnelle	
38592 Le droit de gérance vs l'harcèlement psychologique	2012-10-10	1	260,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 31 août 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Université Laval***		**Type:** Institutionnelle	
38758 Principe de droit et Poursuite crim. et pénales	2012-11-06	3	80,00 $
Total du fournisseur :		**4**	**340,00 $**
Fournisseur : ***Versalys***		**Type:** Externe	
38087 Ms-Excel 2003 débutant	2012-10-16	1	259,60 $
38288 Excel	2012-10-23	1	248,60 $
Total du fournisseur :		**2**	**508,20 $**
Fournisseur : ***Vision géomatique***		**Type:** Externe	
38276 Vision géomatique 2012	2012-10-18	4	450,00 $
Total du fournisseur :		**4**	**450,00 $**

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *Action TI*		**Type:** Externe	
38264 Journée des acquisitions et des TICS	2012-10-03	2	376,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**376,00 $**
Fournisseur : *AFI*		**Type:** Externe	
37652 Photoshop CS5	2012-04-12	1	1 190,00 $
38119 Oracle Database 11g Workshop 1 DBA	2012-09-10	1	4 125,00 $
38246 Administration Essentials	2012-09-24	2	8 357,50 $
Total du fournisseur :		**4**	**13 672,50 $**
Fournisseur : *Agile Québec*		**Type:** Externe	
38296 Agile Tour 2012	2012-11-06	1	50,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**50,00 $**
Fournisseur : *Ambulance St-Jean*		**Type:** Externe	
37566 Secourisme en milieu de travail	2012-05-16	2	275,20 $
37579 Secourisme en milieu de travail	2012-04-18	1	149,60 $
Total du fournisseur :		**3**	**424,80 $**
Fournisseur : *APSSAP*		**Type:** Interne	
37469 Orchestrez votre leadership en SST	2012-04-12	4	714,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants		Total
Fournisseur : ***APSSAP***					
38046	Méthodes d'interv. d'équipe dans situations part.	2012-04-18	**Type:** Interne		
38068	APSSAP-Colloque	2012-04-12		4	57,20 $
38111	Intervenir en équipe - APSSAP - Programme-cadre	2012-10-16		5	1 415,40 $
38210	Intervenir en équipe - APSSAP - Programme-cadre	2012-09-26		1	26,30 $
38248	Initiation nouveaux membres comité santé sécurité	2012-10-03		7	198,40 $
38272	Santé et efficacité deux ingrédients compatibles	2012-10-18		3	57,20 $
38395	Intervention en équipe - Programme-cadre	2012-10-24		19	239,39 $
				7	0,00 $
Total du fournisseur :				**50**	**2 707,89 $**
Fournisseur : ***Association des aménagistes régionaux de Québec***			**Type:** Externe		
37483	Congrès annuel association aménagistes reg. Qc	2012-04-25		2	622,00 $
37485	Forum gestion durable paysages riverain St-Laurent	2012-04-11		4	0,00 $
Total du fournisseur :				**6**	**622,00 $**
Fournisseur : ***ASSOCIATION DES CHEFS DE SERVICES D'INCENDIE DU QUÉBEC***			**Type:** Externe		
38371	44e congrès de l'ACSIQ	2012-06-02		1	758,10 $
Total du fournisseur :				**1**	**758,10 $**
Fournisseur : ***ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN TOXICOMANIE***			**Type:** Externe		
37886	40e Colloque Association toxicomanie AITQ	2012-10-22		2	332,00 $
Total du fournisseur :				**2**	**332,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***ASSOCIATION OF FIREARMS AND TOOL MARK EXAMINERS***		**Type:** Externe	
37842 CONGRÈS AFTE 2012	2012-06-24	2	3 757,50 $
Total du fournisseur :		**2**	**3 757,50 $**
Fournisseur : ***Association québécoise de prévention du suicide***		**Type:** Externe	
37880 Prévention du suicide - EIS	2012-06-20	16	1 022,77 $
38034 Congrès Association québécoise prévention suicide	2012-09-25	1	150,00 $
38134 Prévention du suicide - EIS	2012-10-02	1	200,00 $
38135 Prévention du suicide - EIS	2012-10-09	2	400,00 $
Total du fournisseur :		**20**	**1 772,77 $**
Fournisseur : ***BARREAU DU QUÉBEC***		**Type:** Externe	
37532 L'ABC qu'un avocat doit savoir - Droit disciplinaire	2012-05-31	2	0,00 $
37533 Présentation nouv. Mesures Code sécurité routière	2012-06-06	1	0,00 $
37582 La recherche UNIK en information juridique	2012-05-17	1	0,00 $
37879 6e Colloque de l'Association des juristes Italo-Ca	2012-06-16	2	320,00 $
38042 Pouvoirs et devoirs policiers	2012-10-18	1	361,60 $
38233 7e Colloque Ass. Juristes Italo-Canadiens	2012-11-17	2	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *BARREAU DU QUÉBEC*		**Type:** Externe	
Total du fournisseur :		**9**	**681,60 $**
Fournisseur : *C.A.R.R.A.*		**Type:** Interne	
37884 Préparation à la retraite	2012-06-07	3	891,80 $
38241 Préparation à la retraite	2012-10-01	1	15,00 $
38687 Préparation à la retraite	2012-05-03	1	1 781,46 $
38688 Préparation à la retraite	2012-05-29	2	611,88 $
38702 Préparation à la retraite	2012-10-23	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**8**	**3 300,14 $**
Fournisseur : *C.S.S.T.*		**Type:** Interne	
38290 Secourisme en milieu de travail CSSST	2012-09-19	2	0,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**0,00 $**
Fournisseur : *CAMIQ*		**Type:** Externe	
37649 Herrmann	2012-04-10	1	950,00 $
38265 Herrmann	2012-10-09	1	950,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**1 900,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *CANASA*		**Type:** Externe	
37569 Congrès Sécurité Canada-CANASA	2012-05-25	4	57,20 $
37658 Sécurité Canada Est	2012-04-25	1	205,87 $
Total du fournisseur :		**5**	**263,07 $**
Fournisseur : *CARRA*		**Type:** Interne	
37536 Session planification retraite	2012-06-06	1	250,00 $
37756 Session de préparation a la retraite	2012-05-31	1	46,85 $
38413 Préparation à la retraite	2012-10-01	1	15,00 $
38432 Préparation à la retraite	2012-10-25	1	250,00 $
Total du fournisseur :		**4**	**561,85 $**
Fournisseur : *CCH*		**Type:** Externe	
37876 La protection des renseignements personnels	2012-09-25	1	506,04 $
Total du fournisseur :		**1**	**506,04 $**
Fournisseur : *CÉGEP MARIE-VICTORIN*		**Type:** Institutionnelle	
38353 Préparation à la retraite	2012-11-15	1	250,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**250,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC***		**Type:** Interne	
38703 ECIU Formation moniteur ECIU-rappel	2012-11-18	1	414,58 $
Total du fournisseur :		**1**	**414,58 $**
Fournisseur : ***CENTRE DE DETENTION DE SHERBROOKE***		**Type:** Interne	
38091 OC - Agent inflammatoire - Personnel - Rappel	2012-10-25	5	0,00 $
38092 OC - Agent inflammatoire - Personnel - Rappel	2012-10-23	5	0,00 $
38093 OC - Agent inflammatoire - Personnel - Rappel	2012-10-18	4	0,00 $
Total du fournisseur :		**14**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Centre de Détention de St-Jérôme***		**Type:** Interne	
38389 Armes à feu-Qualification	2012-04-02	5	503,49 $
38390 Armes à feu-Qualification	2012-04-03	4	503,49 $
38391 Armes à feu-Qualification	2012-04-04	4	489,19 $
38394 Armes à feu-Qualification	2012-04-05	4	503,49 $
38405 Armes à feu-Qualification	2012-04-09	0	216,00 $
38409 Armes à feu-Qualification	2012-04-10	5	503,49 $
38410 Armes à feu-Qualification	2012-04-16	5	503,49 $
38415 Armes à feu-Qualification	2012-04-17	5	503,49 $
38417 Armes à feu-Qualification	2012-04-18	5	503,49 $
38418 Armes à feu-Qualification	2012-04-19	5	503,49 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Centre de Détention de St-Jérôme***		**Type:** Interne	
38419 Armes à feu-Qualification	2012-04-23	5	503,49 $
38420 Armes à feu-Qualification	2012-04-24	5	503,49 $
38422 Armes à feu-Qualification	2012-04-25	5	503,49 $
38424 Armes à feu-Qualification	2012-04-26	5	503,49 $
38425 Armes à feu-Qualification	2012-05-01	5	503,49 $
38427 Armes à feu-Qualification	2012-05-02	5	503,49 $
38428 Armes à feu-Qualification	2012-05-09	3	474,89 $
38430 Armes à feu-Qualification	2012-05-10	5	474,89 $
38433 Armes à feu-Qualification	2012-05-14	5	503,49 $
38435 Armes à feu-Qualification	2012-05-15	5	503,49 $
38436 Armes à feu-Qualification	2012-05-16	4	489,19 $
38437 Armes à feu-Qualification	2012-05-17	4	489,19 $
38439 Armes à feu-Qualification	2012-06-05	2	489,19 $
38441 Armes à feu-Qualification	2012-06-18	4	489,19 $
38443 Armes à feu-Qualification	2012-06-19	5	489,19 $
38445 Armes à feu-Administratif-formateur	2012-05-11	1	0,00 $
38448 Armes à feu-Administratif-formateur	2012-06-04	1	0,00 $
38456 Armes à feu-Administratif-formateur	2012-06-04	1	0,00 $
38457 Armes à feu-Administratif-formateur	2012-08-02	1	0,00 $
38461 Armes à feu-Cours de base-Théorie	2012-10-03	5	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Centre de Détention de St-Jérôme***				
			Type: Interne	
38462	Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-10-04	5	503,49 $
38463	Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-10-09	5	0,00 $
38464	Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-10-10	5	0,00 $
38465	Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-10-10	5	0,00 $
38466	Armes à feu-Pratique	2012-10-16	5	503,49 $
38488	Armes à feu-Qualification	2012-10-22	4	489,19 $
38494	Armes à feu-Qualification	2012-10-23	5	503,49 $
38495	Armes à feu-Qualification	2012-10-24	4	489,19 $
38496	Armes à feu-Pratique	2012-10-25	2	489,19 $
38497	Armes à feu-Qualification	2012-10-29	5	503,49 $
38498	Armes à feu-Qualification	2012-10-31	5	503,49 $
38501	Armes à feu-Pratique moniteur	2012-10-30	2	460,59 $
38502	Armes à feu-Qualification	2012-11-01	4	489,19 $
38503	Armes à feu-Qualification	2012-11-05	3	489,19 $
38504	Armes à feu-Qualification	2012-11-06	5	503,49 $
38506	Armes à feu-Cours de base-Théorie	2012-11-09	5	0,00 $
38516	Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-11-12	5	503,49 $
38517	Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-11-13	5	503,49 $
38518	Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-11-14	5	503,49 $
38519	Armes à feu-Cours de base-Pratique	2012-11-15	5	503,49 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Centre de Détention de St-Jérôme***			**Type:** Interne	
38520	Armes à feu-Qualification	2012-11-19	5	503,49 $
38522	Armes à feu-Qualification	2012-11-20	5	503,49 $
38523	Armes à feu-Qualification	2012-11-21	5	503,49 $
38535	Armes à feu-Qualification	2012-11-22	5	503,49 $
38537	Armes à feu-Qualification	2012-11-26	4	503,49 $
38547	Armes à feu-Qualification	2012-11-27	5	503,49 $
38564	Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-10-16	9	1 436,10 $
38565	Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-10-23	11	1 268,34 $
38566	Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-10-30	11	1 245,12 $
38567	Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-11-06	9	1 436,10 $
38568	Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-11-13	11	1 521,90 $
38569	Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-11-20	8	1 393,20 $
38570	Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-11-27	11	1 521,90 $
38572	OC-Poivre de cayenne-Qualification	2012-04-11	5	0,00 $
38573	OC-Poivre de cayenne-Qualification	2012-04-12	7	0,00 $
38574	Programme protection respiratoire (APRIA)	2012-05-02	5	0,00 $
38575	Programme protection respiratoire (APRIA)-Nv forma	2012-04-10	2	0,00 $
38576	Intervention d'urgence (ECIU)	2012-05-24	18	654,70 $
38577	Intervention d'urgence (ECIU)	2012-05-31	19	669,00 $
38578	Intervention d'urgence (ECIU)	2012-10-22	17	640,40 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Centre de Détention de St-Jérôme***			**Type:** Interne	
38579	Prévention du suicide	2012-04-24	13	0,00 $
38580	Prévention du suicide	2012-05-01	3	0,00 $
38581	Prévention du suicide	2012-05-07	3	0,00 $
38582	Prévention du suicide	2012-05-24	1	0,00 $
38584	Gestion de l'incarcération	2012-06-05	7	0,00 $
38632	Jumelage -Entretien-Rotation	2012-04-10	2	0,00 $
38633	Jumelage -Contrôle principal	2012-04-10	3	0,00 $
38634	Jumelage -Pavillon C-Rotation	2012-04-16	2	0,00 $
38635	Jumelage -Gymnase-Rotation	2012-04-16	2	0,00 $
38636	Jumelage -EERS dépistage suicidaire-rotation	2012-04-16	2	0,00 $
38637	Jumelage -Pavillon C-Classement-Rotation	2012-04-19	2	0,00 $
38638	Jumelage Socio-Rotation	2012-04-16	3	0,00 $
38639	Jumelage BE-Rotation	2012-04-19	2	0,00 $
38640	Jumelage-Accueil-Rotation	2012-04-23	3	0,00 $
38641	Jumelage-Admissionl-Remplacement	2012-04-18	2	0,00 $
38642	Jumelage-Admission nuit-Rotation	2012-04-24	2	0,00 $
38643	Jumelage -Pavillon C-Rotation	2012-04-23	2	0,00 $
38644	Jumelage Socio-Rotation	2012-04-26	2	0,00 $
38645	Jumelage -Contrôle principal	2012-07-30	2	0,00 $
38646	Jumelage -Admission-Remplacement Alain Lavoie cong	2012-05-01	2	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Centre de Détention de St-Jérôme***			**Type:** Interne	
38647	Jumelage -Guérite nouveaux asc tpr	2012-05-07	4	0,00 $
38648	Jumelage -Guérite nouveaux asc tpr	2012-05-10	5	0,00 $
38649	Jumelage-Accueil-Rotation	2012-05-08	2	0,00 $
38650	Jumelage -Contrôle principal	2012-05-22	3	0,00 $
38651	Jumelage -Palais Laval	2012-05-24	2	0,00 $
38652	Jumelage -Palais Laval	2012-06-04	2	0,00 $
38653	Jumelage -Palais Laval	2012-05-16	1	0,00 $
38654	Jumelage -Admission-Remplacement	2012-06-07	2	0,00 $
38655	Jumelage -Admission-Effets personnels-remplacement	2012-06-12	2	0,00 $
38656	Jumelage -Pav.F-1er niveau-comité-refresh	2012-06-12	2	0,00 $
38657	Jumelage -Accueil-Rempl.Hélène Dugal	2012-06-14	2	0,00 $
38658	Jumelage -Admission-remplacement	2012-06-19	2	0,00 $
38659	Jumelage -Entretien-remplacement	2012-06-20	2	0,00 $
38660	Jumelage -Palais Laval-remplacement	2012-06-21	1	0,00 $
38661	Jumelage -Contrôle principal	2012-06-26	2	0,00 $
38663	Jumelage -Admission-remplacementContrôle principal	2012-06-30	2	0,00 $
38665	Jumelage -Guérite nouveaux asc tpr	2012-07-04	1	0,00 $
38666	Jumelage -Guérite nouveaux asc tpr	2012-07-09	1	0,00 $
38667	Jumelage -Arrivée denouveaux asc(RDP)r	2012-07-23	3	0,00 $
38668	Jumelage -Travail clinique	2012-07-05	2	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Centre de Détention de St-Jérôme***			
38669 Jumelage -Chef d'unité intérim	2012-07-10	**Type:** Interne	
38670 Jumelage -CQLC-refresh	2012-07-12	5	0,00 $
38671 Jumelage -EERS dépistage suicidaire	2012-08-02	2	0,00 $
38672 Jumelage -Palais Joliette	2012-09-24	3	0,00 $
38673 Jumelage -Arrivée denouveaux asc(RDP)r	2012-08-06	4	0,00 $
38674 Jumelage -Arrivée denouveaux asc(RDP)r	2012-08-06	2	0,00 $
38675 Jumelage -Pav.F-1er niveau-comité-refresh	2012-09-12	2	0,00 $
38676 Jumelage -Pav.C-Classement	2012-09-17	3	0,00 $
38701 Intervention d'urgence (ECIU)	2012-11-12	2	0,00 $
38704 Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-09-11	16	540,40 $
38705 Techn. d'intervention physique (TIP)-Rappel	2012-10-09	1	337,12 $
		1	144,48 $
Total du fournisseur :		**523**	**35 927,90 $**
Fournisseur : C***entre de détention Québec (ASC)***		**Type:** Interne	
37710 Armes à feu - Pratique	2012-04-02	10	0,00 $
37711 Armes à feu - Pratique	2012-04-03	9	0,00 $
37712 Armes à feu - Pratique	2012-04-04	7	0,00 $
37713 Armes à feu - Pratique	2012-04-10	9	0,00 $
37714 Armes à feu - Pratique	2012-04-11	10	0,00 $
37715 Armes à feu - Pratique	2012-04-12	9	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : *Centre de détention Québec (ASC)*			**Type:** Interne	
37716	Armes à feu - Pratique	2012-04-16	10	0,00 $
37717	Armes à feu - Pratique	2012-04-17	2	0,00 $
37718	Armes à feu - Qualification	2012-04-18	8	0,00 $
37719	Armes à feu - Qualification	2012-04-19	10	0,00 $
37720	Armes à feu - Qualification	2012-04-23	8	0,00 $
37721	Armes à feu - Qualification	2012-04-24	9	0,00 $
37722	Armes à feu - Qualification	2012-04-25	8	0,00 $
37723	Armes à feu - Qualification	2012-04-26	8	0,00 $
37724	Armes à feu - Qualification	2012-04-30	5	0,00 $
37725	Armes à feu - Pratique	2012-05-02	9	0,00 $
37727	Armes à feu - Pratique	2012-05-03	9	0,00 $
37728	Armes à feu - Pratique	2012-05-08	5	0,00 $
37729	Armes à feu - Pratique	2012-05-07	10	0,00 $
37730	Armes à feu - Pratique	2012-05-09	8	0,00 $
37731	Armes à feu - Base	2012-05-14	5	0,00 $
37732	Armes à feu - Base	2012-05-28	5	0,00 $
37733	Armes à feu - Pratique	2012-05-22	8	0,00 $
37734	Armes à feu - Qualification	2012-05-23	6	0,00 $
38239	Armes à feu - Base	2012-10-01	8	0,00 $
38342	Armes à feu - Pratique	2012-09-18	9	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : *Centre de détention Québec (ASC)*				
			Type: Interne	
38344	Armes à feu - Pratique	2012-09-19	6	0,00 $
38345	Armes à feu - Pratique	2012-09-20	10	0,00 $
38346	Armes à feu - Pratique	2012-09-24	6	0,00 $
38347	Armes à feu - Pratique	2012-09-25	11	0,00 $
38348	Armes à feu - Pratique	2012-09-26	2	0,00 $
38349	Armes à feu - Pratique	2012-10-01	9	0,00 $
38350	Armes à feu - Pratique	2012-10-02	5	0,00 $
38359	Armes à feu - Pratique	2012-10-03	9	0,00 $
38360	Armes à feu - Pratique	2012-10-04	9	0,00 $
38361	Armes à feu - Pratique	2012-10-09	8	0,00 $
38362	Armes à feu - Pratique	2012-10-10	5	0,00 $
38363	Armes à feu - Pratique	2012-10-11	10	0,00 $
38364	Armes à feu - Pratique	2012-10-15	8	0,00 $
38367	Armes à feu - Pratique	2012-10-16	6	0,00 $
38368	Armes à feu - Pratique	2012-10-17	8	0,00 $
38369	Armes à feu - Pratique	2012-10-18	10	0,00 $
38370	Armes à feu - Pratique	2012-10-22	9	0,00 $
38472	Armes à feu - Pratique	2012-10-22	6	0,00 $
38473	Armes à feu - Pratique	2012-10-24	9	0,00 $
38475	Armes à feu - Pratique	2012-10-26	2	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *Centre de détention Québec (ASC)*		**Type:** Interne	
38476 Armes à feu - Base	2012-11-02	5	0,00 $
38478 Armes à feu - Base	2012-11-19	4	0,00 $
38615 Armes à feu - Pratique	2012-09-26	6	0,00 $
Total du fournisseur :		**367**	**0,00 $**
Fournisseur : *Centre de géomatique du Québec*		**Type:** Externe	
38421 Colloque Vision Géomatique 2012	2012-10-16	4	1 197,04 $
Total du fournisseur :		**4**	**1 197,04 $**
Fournisseur : *CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE*		**Type:** Externe	
37506 Prévention du suicide - St-Jérôme	2012-04-02	7	800,00 $
37510 Prévention du suicide - Québec	2012-04-02	12	252,50 $
37511 Prévention du suicide - Québec	2012-04-04	11	252,50 $
38743 Prévention du suicide - Chicoutimi	2012-04-04	7	1 121,89 $
Total du fournisseur :		**37**	**2 426,89 $**
Fournisseur : *CENTRE JEUNESSE*		**Type:** Externe	
37605 VIII Séminaire Gangs et délinquance	2012-06-15	2	71,50 $
Total du fournisseur :		**2**	**71,50 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Centre québécois de leadership***			
		Type: Externe	
37655 Architecture d'affaires	2012-04-19	1	0,00 $
38267 Dossier d'affaires	2012-10-10	2	990,00 $
38273 100 jours	2012-10-17	1	375,00 $
38295 Assiduité	2012-11-06	1	125,00 $
Total du fournisseur :		**5**	**1 490,00 $**
Fournisseur : ***CFC SOUTIEN ADMINISTRATIF INC.***			
		Type: Externe	
38201 Gestion du temps : Maîtriser les gestes clés	2012-11-23	1	595,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**595,00 $**
Fournisseur : ***CGSST***			
		Type: Externe	
38270 Intervention en santé et sécurité du travail	2012-10-12	4	0,00 $
Total du fournisseur :		**4**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Commission des libérations conditionnelles***			
		Type: Interne	
37452 Personnes désignées CQLC	2012-05-02	4	0,00 $
37696 Personne désignée CQLC	2012-05-03	6	0,00 $
37775 Personnes désignées CQLC	2012-05-02	6	10,00 $
37901 Personnes désignées - CQLC	2012-09-12	8	0,00 $
37904 Personnes désignées - CQLC	2012-09-19	13	318,48 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Commission des libérations conditionnelles***		**Type:** Interne	
37905 Personnes désignées - CQLC	2012-09-26	1	0,00 $
37906 Personnes désignées - CQLC	2012-09-25	13	0,00 $
37943 Personnes désignées CQLC	2012-05-02	4	0,00 $
37995 Personnes désignées - CQLC	2012-10-11	16	0,00 $
38133 Personnes désignées - CQLC	2012-09-27	1	0,00 $
38681 Personnes désignées - CQLC	2012-04-12	3	33,54 $
38682 Personnes désignées - CQLC	2012-05-02	1	0,00 $
38728 Personnes désignées - CQLC	2012-05-09	3	923,95 $
Total du fournisseur :		**79**	**1 285,97 $**
Fournisseur : ***Comsoft Technologies***		**Type:** Externe	
38116 Fidelio	2012-08-28	5	70,00 $
Total du fournisseur :		**5**	**70,00 $**
Fournisseur : ***Conférences des juges administratifs du Québec***		**Type:** Externe	
37877 Appréciation de la crédibilité des témoins	2012-06-01	1	75,00 $
37878 Appréciation de la crédibilité des témoins	2012-05-25	1	75,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**150,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Conseil des tribunaux administratifs canadiens***			
38030 Au-delà des frontières	2012-05-13	**Type:** Externe	
		1	2 365,39 $
Total du fournisseur :		**1**	**2 365,39 $**
Fournisseur : ***Conseil du Trésor***			
37466 Intervention auprès des employés en difficultés	2012-04-17	**Type:** Interne	
37944 Troubles adaptation dépressif & Types personnalité	2012-05-29	5	1 262,02 $
37946 Lésions tissus mous et entrevue téléphonique	2012-06-21	2	0,00 $
		1	0,00 $
Total du fournisseur :		**8**	**1 262,02 $**
Fournisseur : ***Contech***		**Type:** Externe	
37667 Gestion des risques	2012-05-16	1	1 050,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**1 050,00 $**
Fournisseur : ***Contrôleur des finances***		**Type:** Interne	
37704 Compatibilité par activités	2012-06-12	1	5,30 $
38299 Risques liés à la donnée financière	2012-11-06	1	0,00 $
38357 Les crédits : assouplissement budgétaires	2012-11-22	1	0,00 $
38358 L'État du Québec et son fonctionnement	2012-11-27	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**4**	**5,30 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***CRAIM - MM***		**Type:** Externe	
37690 Blève	2012-06-11	2	100,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**100,00 $**
Fournisseur : ***Croix-Rouge***		**Type:** Externe	
37679 cours sur organisation centre coordination	2012-05-09	2	0,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**0,00 $**
Fournisseur : ***CSPQ-Centre des services partagés...***		**Type:** Interne	
37482 Rédaction de synthèse	2012-05-15	2	278,00 $
37650 SAGIR PO06	2012-04-10	1	245,10 $
37675 Français correctif	2012-05-24	2	250,00 $
37701 Demande SAGIP	2012-06-19	1	151,00 $
38036 Groupe co-développement interministériel de gestion	2012-09-18	1	5,50 $
38112 Co-développement - Groupe	2012-11-06	1	6,00 $
38192 Groupe co-développement interministériel de gestion	2012-11-26	1	5,50 $
38291 Téléphonie IP	2012-10-25	3	0,00 $
38721 Gestion de la diversité culturelle	2012-11-08	0	4 650,00 $
38745 Français (nouveautés de la langue)	2012-04-03	2	294,15 $
Total du fournisseur :		**14**	**5 885,25 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *CSST*			
38306 Assurances traitement	2012-05-02	**Type:** Interne	
38334 Assurances traitement	2012-05-29	1	37,30 $
38692 Programme réintégration-gest. Prév. Droit de refus	2012-11-07	1	49,30 $
38693 Programme réintégration-gest. Prév. Droit de refus	2012-11-14	11	294,80 $
		10	268,00 $
Total du fournisseur :		**23**	**649,40 $**
Fournisseur : *D&G RÉANIMATION INC.*		**Type:** Externe	
37687 Formation secourisme	2012-05-30	9	382,00 $
Total du fournisseur :		**9**	**382,00 $**
Fournisseur : *Dir.générale de la séc.civile et séc.incendie*		**Type:** Interne	
37487 Formation de porte-parole en sécurité civile	2012-05-15	2	15,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**15,00 $**
Fournisseur : *DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS*		**Type:** Interne	
37760 Renseignement sécuritaire - nouveau GRS	2012-06-19	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**0,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *E.N.A.P.*		**Type:** Institutionnelle	
37420 Déléguer pour une meilleure efficacité	2012-04-20	1	425,00 $
38204 Gestion des ressources humaines - ENAP	2012-05-17	1	336,44 $
38245 Animer un cercle de gestion	2012-09-19	2	0,00 $
38356 Accréditation au modèle Trima	2012-11-21	1	2 500,00 $
38598 Formation pour chefs d'équipe	2012-10-16	2	6 800,00 $
Total du fournisseur :		**7**	**10 061,44 $**
Fournisseur : *École de technologie supérieure*		**Type:** Institutionnelle	
37417 Les principes du design graphique	2012-04-17	1	695,00 $
37766 Rendre son service efficace efficient	2012-06-04	1	795,00 $
38604 Gestion d'un réseau TCP/IP	2012-10-30	1	715,00 $
Total du fournisseur :		**3**	**2 205,00 $**
Fournisseur : *ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL*		**Type:** Institutionnelle	
37615 Cours de macroéconomie	2012-05-01	1	366,36 $
Total du fournisseur :		**1**	**366,36 $**
Fournisseur : *ÉCOLE NATIONALE & L'ADMINISTRATION PUBLIQUE*		**Type:** Externe	
38224 Droit santé services sociaux ENAP	2012-07-20	1	379,44 $
Total du fournisseur :		**1**	**379,44 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE***				
			Type: Institutionnelle	
38683	Program form en gestion pour les gest de 1er niveau	2012-04-17	1	28,04 $
38684	Program form en gestion pour les gest de 1er niveau	2012-06-05	1	117,18 $
38685	Program form en gestion	2012-09-07	1	184,36 $
38686	Program form en gestion	2012-09-27	1	107,39 $
38760	PFGP (module 2)	2012-11-27	1	42,00 $
Total du fournisseur :			**5**	**478,97 $**
Fournisseur : ***École nationale de Police de Nicolet***				
			Type: Externe	
37475	Gestion d'une équipe de travail	2012-04-23	4	315,58 $
37476	Application des pouvoirs d'arrestation	2012-04-16	24	28 292,01 $
37477	Instrumentation de l'agent formateur	2012-04-02	6	6 539,25 $
37497	Instrumentation de l'agent formateur	2012-06-04	6	8 097,58 $
37513	Application des pouvoirs d'arrestation	2012-06-11	24	28 440,38 $
37831	Interventions pédagogiques - Instructeur	2012-07-30	4	9 336,50 $
37881	Instrumentation de l'agent formateur	2012-09-10	18	10 052,22 $
37897	Application des pouvoirs d'arrestation	2012-10-15	28	26 164,59 $
37979	Centre Renseignements Policiers du Québec (CRPQ)	2012-05-28	3	0,00 $
38215	Renseignement sécuritaire	2012-06-11	1	35,85 $
38763	Emploi de la force	2012-10-23	10	0,00 $
Total du fournisseur :			**128**	**117 273,96 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *ÉDUMICRO*		**Type:** Externe	
38603 Excel expérimentation 1	2012-11-29	1	261,59 $
Total du fournisseur :		**1**	**261,59 $**
Fournisseur : *Énap*		**Type:** Externe	
37580 Formation à la gestion publique - module 1	2012-05-29	1	0,00 $
37993 Petits déjeuners de leaderphip - Relève gestion	2012-06-01	1	65,00 $
38035 Examen planification et gestion stratégique	2012-09-14	1	456,03 $
38230 Programme de formation de gestion publique	2012-11-20	1	42,00 $
38311 Management des organisations publiques	2012-11-09	1	0,00 $
38312 Management des organisations publiques	2012-11-16	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**6**	**563,03 $**
Fournisseur : *ENPQ*		**Type:** Externe	
37450 Gestion d'une équipe et prise décision	2012-04-23	3	77,40 $
37494 PIFASC - 14e cohorte	2012-05-07	42	274 849,59 $
37495 PIFASC - 15e cohorte	2012-05-15	49	1 251 231,11 $
37496 PIFASC - Cohorte 16	2012-08-20	40	488 239,84 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *ENPQ*			
37537 Inspect. systématiques détenteurs permis d'alcool	2012-06-04	**Type:** Externe	
38490 Modèle national en emploi de la force	2012-10-09	1	53,07 $
38492 CRPQ	2012-10-22	1	0,00 $
38493 Formation de base des constables spéciaux	2012-04-02	1	0,00 $
38499 Formation de base des constables spéciaux	2012-10-01	17	277 226,49 $
38514 Qualification de tir	2012-11-28	12	191 438,95 $
38521 Requalification moniteur de tir	2012-11-29	1	0,00 $
38525 Conduite de véhicule d'urgence	2012-08-20	2	0,00 $
38526 Conduite de véhicules d'urgence	2012-09-08	6	22 000,00 $
38734 Formation RCR	2012-09-20	6	22 000,00 $
38736 Gestion d'une équipe et prise décision	2012-04-23	1	0,00 $
38737 Programme formation gestionnaires 1er niveau	2012-11-19	4	121,65 $
		4	185,46 $
Total du fournisseur :		**190**	**2 527 423,56 $**
Fournisseur : *Environnement Canada*		**Type:** Externe	
37660 Politiques d'alerte d'urgence	2012-05-01	1	150,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**150,00 $**
Fournisseur : *Esri Canada Limitée*		**Type:** Externe	
37484 Conférence des utilisateurs ESRI	2012-04-11	1	80,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *Esri Canada Limitée*		**Type:** Externe	
37486 Formation analyse avancé surface-analyse spatiale	2012-04-10	1	295,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**375,00 $**
Fournisseur : *ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP*		**Type:** Interne	
37523 Poivre de cayenne OC	2012-06-15	9	0,00 $
37754 Intégration RDP Cohorte 15	2012-07-16	29	0,00 $
37755 Pré Embauche Cohorte 15	2012-05-11	6	0,00 $
37758 Pré Embauche Cohorte 14	2012-05-01	5	0,00 $
37759 Intégration RDP Cohorte 14	2012-07-04	18	0,00 $
37890 Armes - Pratique	2012-05-02	39	0,00 $
37898 Gestion de l'incarcération	2012-06-05	25	0,00 $
37909 Appareil respiratoire autonome MSA	2012-05-09	8	0,00 $
37910 Appareil respiratoire MSA Rappel Remise	2012-06-06	2	0,00 $
37914 Intervention physique (TIP) Menottage	2012-05-10	1	477,00 $
37937 Intervention physique TIP Rappel	2012-04-17	4	912,00 $
37938 Menottage - Intervention physique TIP	2012-05-10	1	149,50 $
37939 Poivre de Cayenne OC	2012-05-08	11	0,00 $
37940 Conduite de véhicule d'urgence	2012-05-15	6	0,00 $
37941 ÉCIU Rappel	2012-06-07	22	0,00 $
37942 Appareil respiratoire MSA Rappel	2012-06-13	12	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP***				
			Type: Interne	
38110	Armes - pratique de tir	2012-09-06	74	13 764,15 $
38250	ÉCIU Rappel	2012-10-15	21	1 569,20 $
38278	Intervention physique TIP Mise à niveau	2012-10-17	58	1 752,34 $
38384	Intégration RDP - PIFASC Cohorte 16	2012-10-18	11	0,00 $
38385	Armes - Initiale	2012-09-17	5	0,00 $
38386	Armes - Pratique	2012-10-10	37	0,00 $
38387	Armes - Qualification	2012-04-04	73	0,00 $
38459	Armes - Initiale	2012-04-30	7	0,00 $
38555	Poivre de Cayenne OC	2012-10-23	17	0,00 $
38556	Poivre de Cayenne OC	2012-10-23	9	0,00 $
38557	Santé mentale et communication tactique	2012-11-13	23	0,00 $
38560	Intégration à la tâche - Détention	2012-04-19	6	0,00 $
38562	Intégration à la tâche - Accueil	2012-05-02	8	0,00 $
38563	Intégration à la tâche - Admission	2012-10-12	3	0,00 $
38678	Intervention physique TIP Mise à niveau	2012-11-12	13	0,00 $
Total du fournisseur :			**563**	**18 624,19 $**
Fournisseur : ***FBI***			**Type:** Externe	
38596	Réunion annuelle des administrateurs de CODIS	2012-11-12	1	1 404,55 $
Total du fournisseur :			**1**	**1 404,55 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Forum des jeunes de la fonction publique québécois***		**Type:** Interne	
38118 Le Parlement : à la recherche de l'équilibre-conf.	2012-09-10	1	14,75 $
Total du fournisseur :		**1**	**14,75 $**
Fournisseur : ***Forum des responsables de la vérification interne***		**Type:** Interne	
38759 Prévention en matière de corruption	2012-10-10	5	53,50 $
Total du fournisseur :		**5**	**53,50 $**
Fournisseur : ***Gestion Para-Médical inc.***		**Type:** Externe	
38374 Secourisme en milieu de travail	2012-07-09	1	97,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**97,00 $**
Fournisseur : ***GP-Québec***		**Type:** Externe	
38247 Estimation des projets	2012-09-25	1	75,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**75,00 $**
Fournisseur : ***GRC***		**Type:** Externe	
37870 CODIS 7.0 INTERNATIONAL TRAINING	2012-05-07	2	1 938,43 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *GRC*			
38470 Coordonnateur information menace terroriste	2012-05-29	**Type:** Externe 1	0,00 $
Total du fournisseur :		**3**	**1 938,43 $**
Fournisseur : *Hackfest*			
38293 Hackfest	2012-11-02	**Type:** Externe 1	40,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**40,00 $**
Fournisseur : *HayGroup*			
38300 Évaluation de poste Méthode Hay	2012-11-08	**Type:** Externe 1	1 438,80 $
Total du fournisseur :		**1**	**1 438,80 $**
Fournisseur : *Ian Barsetti*			
37960 Délinquance sexuelle 2012	2012-04-11	**Type:** Externe 10	343,08 $
Total du fournisseur :		**10**	**343,08 $**
Fournisseur : *IGF-Québec*			
37668 L'avenir des régimes de retraites	2012-05-23	**Type:** Externe 1	75,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**75,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Institut de tir de l'est du Québec***		**Type:** Externe	
37540 Qualification de tir annuelle	2012-04-12	3	0,00 $
37546 Qualification annuelle de tir	2012-05-07	3	0,00 $
37549 Qualification annuelle de tir	2012-05-12	2	0,00 $
38513 Qualification de tir	2012-11-19	2	0,00 $
Total du fournisseur :		**10**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Institut des auditeurs internes - section de Qc***		**Type:** Externe	
38757 Table ronde petites équipes d'audit interne	2012-11-16	5	0,00 $
38762 Prés. Act. De l'Institut des auditeurs int. - Qc	2012-11-02	2	0,00 $
Total du fournisseur :		**7**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Institut pinel***		**Type:** Interne	
37472 Psychopharmacologie pour les infirmières	2012-04-26	3	585,00 $
38434 Colloque impulsivité et violence	2012-11-15	1	33,85 $
Total du fournisseur :		**4**	**618,85 $**
Fournisseur : ***International Society Forensic genetics***		**Type:** Externe	
37849 RÉUNION ISFG	2012-06-27	29	2 500,00 $
Total du fournisseur :		**29**	**2 500,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***L'Académie Trans-Formation du Québec***			
		Type: Externe	
37541 Analyse,logique raisonne. déductif, habil. Prof.	2012-04-13	1	409,30 $
37542 Comprendre, traiter et interpréter l'information	2012-04-25	1	409,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**818,30 $**
Fournisseur : ***Manuri-Formation***			
		Type: Externe	
37832 Hors série 2012 - journée des secrétaires	2012-04-25	1	495,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**495,00 $**
Fournisseur : ***MAPAQ***			
		Type: Interne	
37676 Centre signalement MAPAQ	2012-05-28	1	0,00 $
38375 Centrale de signalement	2012-09-17	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**0,00 $**
Fournisseur : ***MDDEP***			
		Type: Externe	
37677 Forum sur l'environnement	2012-05-09	1	0,00 $
37678 Formation urgence environnement	2012-05-29	1	0,00 $
37706 Formation prise en compte des princ. Dével.durable	2012-06-06	1	20,00 $
38414 Traitement des appels de la ligne Urgence-Environn	2012-10-04	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**4**	**20,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Microsoft***			
38117 Windows Azure	2012-09-04	**Type:** Externe	
		1	0,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Ministère de la justice***			
37708 Form.cont. Barreau Québec-Autopsie crise fin. 2008	2012-06-14	**Type:** Interne	
		1	0,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**0,00 $**
Fournisseur : ***MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX***			
38216 Infections transmissibles sexuellement sang	2012-10-30	**Type:** Externe	
38217 Infections transmissibles sexuellement sang	2012-11-06	2	0,00 $
38609 Infections transmissibles sexuellement sang	2012-11-13	1	0,00 $
		1	0,00 $
Total du fournisseur :		**4**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Ministère de la Sécurité Publique (RH)***		**Type:** Interne	
37402 Formation APRIA	2012-04-05	5	0,00 $
37403 Arme Moniteurs nouveau parcours	2012-04-16	3	185,41 $
37404 Arme Nouveaux moniteurs	2012-04-23	2	273,00 $
37470 LAGG	2012-04-18	1	467,89 $
37635 Gestion du rendement - module 2	2012-05-02	7	0,00 $
37636 Gestion du rendement - module 2	2012-05-10	9	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Ministère de la Sécurité Publique (RH)***		**Type:** Interne	
37761 Arme -formation initiale	2012-05-07	5	155,64 $
37762 Arme -formation initiale	2012-05-14	7	447,29 $
37763 Arme -formation initiale	2012-05-21	6	506,34 $
37764 Arme - qualification	2012-05-28	68	517,52 $
37765 Accès justice	2012-05-07	1	0,00 $
37771 BISI - Académie des pompiers	2012-05-16	21	7 272,68 $
37772 BISI - nouveaux membres	2012-05-28	8	30 479,07 $
37773 BISI - Mai et Juin 2012	2012-05-08	20	0,00 $
37777 LAGG- Mai et juin 2012	2012-05-30	1	533,05 $
37782 Formulaire de dépistage et référence carcérale Percé	2012-06-19	4	0,00 $
37783 Discipline	2012-07-05	3	0,00 $
37845 Gestion du rendement - module 2	2012-04-10	5	0,00 $
37850 Conférence libérations conditionnelles fédérales	2012-04-25	25	269,97 $
37857 Schedule pro (SPRO)	2012-05-29	4	0,00 $
37902 Schedule pro (SPRO)	2012-04-16	51	262,70 $
38131 Schedule pro (SPRO)	2012-09-11	1	0,00 $
38137 APRIA (appareils respiratoires)	2012-10-05	7	0,00 $
38138 APRIA (appareils respiratoires)	2012-10-10	8	0,00 $
38139 APRIA (appareils respiratoires)	2012-10-16	9	0,00 $
38144 Arme -formation initiale	2012-06-11	5	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Ministère de la Sécurité Publique (RH)***				
38213	Arme -formation initiale	2012-09-17	**Type:** Interne	
38214	Gestion d'un incident critique	2012-09-11	5	421,37 $
38228	Gestion du rendement - module 3	2012-10-01	3	564,59 $
38336	Grille d'analyse financière,	2012-06-26	1	1 256,45 $
38352	Colloque de la commission tri-partite	2012-06-04	2	320,00 $
38354	Gestion du rendement	2012-11-16	1	100,00 $
38612	Schedule pro (SPRO)	2012-11-21	1	0,00 $
38711	Schedule pro (SPRO)	2012-05-01	2	0,00 $
38712	Arme à feu	2012-07-10	3	0,00 $
38716	Schedule pro (SPRO)	2012-07-04	1	8,10 $
38726	Arme - pratique	2012-11-05	2	0,00 $
38731	Schedule pro (SPRO)	2012-06-11	80	473,29 $
38732	Schedule pro (SPRO)	2012-06-13	8	0,00 $
38744	Schedule pro (SPRO)	2012-04-03	4	0,00 $
			11	182,79 $
Total du fournisseur :			**410**	**44 697,15 $**
Fournisseur : ***Ministère des finances***			**Type:** Interne	
37705	Réforme partie III Loi sur les compagnies	2012-05-28	1	20,00 $
Total du fournisseur :			**1**	**20,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *MINISTÈRE DES TRANSPORTS*			
		Type: Interne	
37684 Formation mouvement sol	2012-06-06	9	1 078,00 $
Total du fournisseur :		**9**	**1 078,00 $**
Fournisseur :*Ministère du développement durable et des parcs*			
		Type: Interne	
37481 Forum science environnement sur gestion des risque	2012-05-09	2	0,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**0,00 $**
Fournisseur :*MSP*			
		Type: Interne	
37437 Prévention du suicide	2012-04-02	2	1 210,94 $
37438 Intervention physique, casques et boucliers	2012-04-02	12	0,00 $
37439 Intervention physique, casques et boucliers	2012-04-04	8	0,00 $
37440 Intervention physique, casques et boucliers	2012-04-06	7	0,00 $
37441 Intervention physique, casques et boucliers	2012-04-09	9	0,00 $
37442 Intervention physique, casques et boucliers	2012-04-11	5	0,00 $
37443 Intervention physique, casques et boucliers	2012-04-12	5	0,00 $
37444 Intervention physique, casques et boucliers	2012-04-13	7	0,00 $
37446 Intervention physique, casques et boucliers	2012-04-16	11	0,00 $
37447 Intervention physique, casques et boucliers	2012-04-18	10	0,00 $
37448 P.I.C.	2012-04-18	3	0,00 $
37449 Intervention physique, casques et boucliers	2012-04-20	10	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***				
			Type: Interne	
37451	Intervention physique, casques et boucliers	2012-04-23	8	0,00 $
37474	Formation spécialisée en prévention du suicide	2012-04-02	12	0,00 $
37479	formation glissement terrain 2012	2012-06-06	1	15,00 $
37488	Vigilance	2012-05-02	2	464,47 $
37534	Intervention sécuritaire I	2012-04-16	12	0,00 $
37543	Qualification annuelle de tir	2012-05-02	2	0,00 $
37544	Pouvoir et devoir	2012-05-05	1	0,00 $
37545	Formation sergent	2012-05-07	4	0,00 $
37547	Pouvoirs et devoirs	2012-05-08	3	10,06 $
37565	Personnes désignées CQLC	2012-05-01	4	12,45 $
37597	Agents inflammatoires (OC) base	2012-06-07	5	0,00 $
37598	Agents inflammatoires (OC) refresh	2012-04-10	9	0,00 $
37599	Agents inflammatoires (OC) refresh	2012-04-11	10	0,00 $
37601	Agents inflammatoires (OC) refresh	2012-04-12	11	0,00 $
37632	Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2012-05-29	11	0,00 $
37633	Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2012-06-04	23	0,00 $
37634	Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2012-06-11	23	0,00 $
37643	Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2012-06-13	17	0,00 $
37644	Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2012-06-19	22	0,00 $
37651	Prototypes de cellules préfabriquées	2012-04-11	7	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***		**Type:** Interne	
37663 Préparation à la retraite	2012-05-10	1	0,00 $
37674 Formation glissement terrain 2012	2012-06-06	4	663,00 $
37680 Formation porte-parole	2012-05-15	14	596,25 $
37681 formation bâtiment et construction	2012-06-06	1	0,00 $
37682 formation sur application COBA	2012-06-13	3	68,00 $
37683 Forum sur la sécurité incendie 2012	2012-06-12	2	0,00 $
37691 Test d'aptitudes physiques (TAP)	2012-04-24	9	317,80 $
37697 Mesures d'urgence et MSA (Nouvel asc)	2012-05-07	4	0,00 $
37699 Doublage sur postes (Nouvel asc)	2012-05-09	4	0,00 $
37768 Mise a jour LS-CMI	2012-05-16	13	0,00 $
37770 OC- formation	2012-06-14	18	0,00 $
37776 OC- formation	2012-05-17	18	0,00 $
37784 PIFASC - 13 Cohorte - Stage détention- Formateurs	2012-04-16	12	0,00 $
37785 PIFASC 13 Cohorte- 3 jours d'intégration	2012-05-07	22	0,00 $
37786 PIFASC - 15 Cohorte - Stage Formateurs pour RDP	2012-06-18	8	0,00 $
37787 PIFASC - 14 Cohorte - Stage Formateurs	2012-06-11	2	0,00 $
37788 PIFASC 14 Cohorte- 3 jours d'intégration	2012-07-04	9	0,00 $
37789 Équipe correctionnelle intervention urgence ÉCIU	2012-05-14	14	8 101,26 $
37834 Évaluation caution	2012-05-16	5	0,00 $
37900 Formation guérite secteur A	2012-06-08	8	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***				
			Type: Interne	
37981	Qualification de tir annuel	2012-07-12	4	0,00 $
37982	Qualification de tir annuel	2012-07-13	4	0,00 $
37983	Qualification de tir annuelle	2012-07-13	5	215,36 $
37984	Qualification de tir annuel	2012-07-11	4	0,00 $
37985	Qualification de tir annuel	2012-10-10	5	0,00 $
37987	Qualification de tir annuel	2012-07-17	3	0,00 $
37989	Qualification annuel de tir	2012-07-18	7	34,30 $
37990	Qualification de tir annuel	2012-07-19	6	0,00 $
37991	Qualification annuel de tir	2012-07-20	4	0,00 $
37992	Qualification annuel de tir	2012-07-24	4	0,00 $
37996	Qualification de tir annuel	2012-07-25	3	0,00 $
37997	Qualification de tir annuel	2012-07-26	4	0,00 $
37998	Qualification de tir annuel	2012-07-27	4	0,00 $
37999	Qualification de tir annuel	2012-07-30	3	0,00 $
38000	Qualification de tir et RCR	2012-07-31	5	0,00 $
38001	Qualification de tir et RCR	2012-08-15	5	0,00 $
38003	Qualification de tir et RCR	2012-08-21	5	0,00 $
38004	Qualification de tir annuel	2012-08-01	4	0,00 $
38005	Qualification de tir annuel	2012-08-02	4	0,00 $
38006	Qualification de tir annuel	2012-08-03	5	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***			**Type:** Interne	
38007	Qualification de tir annuel	2012-08-07	3	0,00 $
38008	Qualification de tir annuel	2012-08-08	4	0,00 $
38009	Qualification de tir annuel	2012-08-09	4	0,00 $
38010	Qualification de tir annuel	2012-08-10	3	0,00 $
38011	Qualification de tir annuel	2012-08-15	6	240,14 $
38013	Qualification de tir annuel	2012-08-22	2	0,00 $
38014	Qualification de tir annuel	2012-08-23	2	0,00 $
38015	Qualification de tir annuel	2012-08-31	8	149,11 $
38016	Qualification de tir annuel	2012-09-04	2	0,00 $
38018	Accueil des nouveaux ASC	2012-05-11	3	0,00 $
38021	LSCMI	2012-06-19	3	0,00 $
38023	Formation nouveaux ASC	2012-07-04	3	0,00 $
38024	Initiation à la profession	2012-07-10	3	0,00 $
38025	Appareil Rayon-X	2012-07-24	9	0,00 $
38026	Armes à feu - Requalification de tir	2012-08-16	5	146,20 $
38027	Qualification annuel de tir	2012-07-10	2	0,00 $
38028	Qualification tir annuel	2012-08-16	4	0,00 $
38037	LSCMI	2012-09-10	1	0,00 $
38038	Développement chefs d'équipe	2012-09-27	1	95,50 $
38067	Nouveaux professionnels	2012-09-24	1	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***				
			Type: Interne	
38069	Prévention du suicide	2012-06-18	2	1 507,54 $
38070	Doublage au poste 2	2012-07-11	2	0,00 $
38071	Doublage au poste 2	2012-07-23	2	0,00 $
38072	Armes à feu - requalification	2012-08-06	2	159,60 $
38073	Armes à feu - requalification	2012-08-30	3	152,90 $
38075	Nouveaux ASC	2012-09-18	6	0,00 $
38076	ÉCIU - révision mensuelle	2012-09-20	5	0,00 $
38077	Agents formateurs - stagiaires ASC	2012-09-24	7	0,00 $
38078	3e bloc de formation pour les CU	2012-10-01	1	616,96 $
38079	Rencontre des gestionnaires	2012-10-02	4	0,00 $
38080	Cohorte ASC à l'ÉNPQ	2012-10-04	1	141,00 $
38081	Moniteurs TIP (rappel)	2012-10-09	2	371,53 $
38082	Salle de tir	2012-10-24	2	69,00 $
38096	Qualification de tir annuel	2012-06-15	8	162,88 $
38097	Qualification de tir annuel	2012-05-02	1	0,00 $
38098	Qualification de tir annuel	2012-07-19	2	139,97 $
38099	Qualification annuel de tir	2012-08-28	1	0,00 $
38100	Qualification de tir annuel	2012-09-17	3	0,00 $
38101	Qualification de tir annuel	2012-10-04	3	0,00 $
38102	Qualification de tir annuel	2012-09-13	7	59,50 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***			**Type:** Interne	
38103	Qualification de tir annuel	2012-10-23	2	0,00 $
38104	Qualification de tir annuel	2012-10-12	3	0,00 $
38105	Qualification de tir annuel	2012-10-25	6	0,00 $
38106	RCR - Premiers soins	2012-10-23	2	0,00 $
38107	RCR - Premiers soins	2012-10-15	4	0,00 $
38108	RCR- DEA	2012-09-05	7	0,00 $
38113	RCR-DEA	2012-09-05	1	0,00 $
38114	Qualification annuelle de tir	2012-09-12	2	0,00 $
38121	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-05	7	71,50 $
38122	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-08	6	71,20 $
38123	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-12	8	71,50 $
38124	ÉCIU - Révision mensuelle	2012-11-09	8	0,00 $
38126	Moniteurs TIP	2012-10-23	6	0,00 $
38127	Moniteurs TIP	2012-10-16	13	0,00 $
38128	Agents inflammatoires (OC)	2012-10-10	5	0,00 $
38140	Armes à feu - requalification	2012-10-08	5	0,00 $
38141	Armes à feu - requalification	2012-10-15	6	123,45 $
38142	Armes à feu - requalification	2012-06-20	5	0,00 $
38150	Portrait et tendances des gangs majeurs au Québec	2012-11-07	4	86,56 $
38151	Programme de surveillance accrue	2012-11-22	1	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : *MSP*				
			Type: Interne	
38153	Armes à feu - Pratique de tir	2012-05-16	7	0,00 $
38154	Armes à feu - Pratique de tir	2012-05-09	6	0,00 $
38159	Appareil Rayon-X	2012-09-20	5	0,00 $
38161	Prévention du suicide	2012-06-19	4	2 132,30 $
38162	Armes à feu - Pratique de tir	2012-06-18	8	0,00 $
38163	Armes à feu - Formation initiale	2012-06-11	6	0,00 $
38171	Qualification de tir	2012-11-08	8	435,38 $
38172	Qualification de tir annuel	2012-11-07	7	0,00 $
38173	Formation RCR	2012-11-07	5	0,00 $
38174	Qualification de tir	2012-11-06	6	0,00 $
38175	Qualification de tir	2012-11-04	1	0,00 $
38176	Qualification de tir	2012-11-01	4	0,00 $
38177	Qualification de tir	2012-10-31	3	0,00 $
38178	Qualification de tir	2012-10-30	2	0,00 $
38179	Qualification de tir	2012-10-17	3	0,00 $
38180	Qualification de tir	2012-10-16	3	0,00 $
38181	Qualification de tir annuel	2012-10-11	4	41,04 $
38182	Qualification de tir annuel	2012-10-03	6	0,00 $
38183	Qualification de tir	2012-10-02	4	0,00 $
38184	Qualification de tir	2012-09-16	1	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***			**Type:** Interne	
38185	Qualification de tir	2012-11-15	1	0,00 $
38186	Qualification de tir annuel	2012-11-09	9	0,00 $
38187	RCR-DEA	2012-11-09	11	0,00 $
38188	RCR-DEA	2012-11-08	8	0,00 $
38189	RCR	2012-11-08	1	0,00 $
38190	RCR	2012-11-08	8	0,00 $
38191	RCR-DEA	2012-11-07	10	0,00 $
38193	Qualification de tir annuel	2012-11-05	1	0,00 $
38194	Qualification de tir annuel	2012-11-02	2	0,00 $
38195	Qualification de tir annuel	2012-11-02	3	0,00 $
38196	RCR-DEA	2012-10-19	1	0,00 $
38197	Qualification de tir	2012-10-01	1	0,00 $
38199	Qualification de tir annuel	2012-09-14	1	0,00 $
38200	OC- formation	2012-11-22	6	0,00 $
38220	Agents inflammatoires (OC)	2012-06-21	7	0,00 $
38221	Agents inflammatoires (OC)	2012-07-09	11	0,00 $
38222	Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2012-07-09	10	0,00 $
38225	Intervenir personne suicidaire bonnes pratiques	2012-10-23	2	400,00 $
38238	Intervenir personne suicidaire bonnes pratiques	2012-10-01	2	0,00 $
38243	Qualification de tir	2012-06-14	3	34,43 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***				
			Type: Interne	
38244	Système EPM/MS Project	2012-11-22	11	0,00 $
38275	Formation S-Pro	2012-04-16	2	43,00 $
38286	Personnes désignées CQLC	2012-04-11	5	33,54 $
38287	Formation S-Pro	2012-04-20	1	0,00 $
38298	Agent de liaison	2012-04-23	2	0,00 $
38301	Formation S-Pro	2012-04-24	1	41,28 $
38302	Réunion administrative	2012-10-18	5	168,64 $
38303	Formation S-Pro	2012-04-30	1	0,00 $
38304	Formation S-Pro	2012-05-02	3	0,00 $
38308	Armes à feu - pratique - qualification	2012-05-03	4	86,91 $
38309	Intervenir en équipe	2012-10-17	6	0,00 $
38310	Intervenir en équipe	2012-10-18	5	14,30 $
38315	Armes à feu - pratique - qualification	2012-05-10	3	50,26 $
38317	Journée d'équipe	2012-10-18	2	36,35 $
38320	Journée d'équipe	2012-06-08	4	36,34 $
38321	Formation S-Pro	2012-05-07	1	0,00 $
38322	Formation S-Pro	2012-05-09	1	0,00 $
38324	Formation S-Pro	2012-05-16	1	0,00 $
38325	Admission	2012-05-14	2	0,00 $
38326	Intervention physique	2012-05-16	8	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***			**Type:** Interne	
38327	Armes à feu théorie	2012-05-22	4	315,05 $
38330	Programme protection respiratoire (APRIA)	2012-05-22	6	0,00 $
38332	Armes à feu - pratique - qualification	2012-05-24	4	0,00 $
38333	Programme protection respiratoire (APRIA)	2012-05-29	11	0,00 $
38337	Armes à feu - pratique -	2012-06-05	4	56,55 $
38338	Formateur ENPQ	2012-06-16	1	0,00 $
38339	Armes à feu - pratique -	2012-06-12	4	110,19 $
38341	Armes à feu - pratique -	2012-06-19	4	22,53 $
38372	Forum en sécurité incendie	2012-06-11	1	295,11 $
38376	Intervention physique	2012-06-20	9	0,00 $
38377	Intervention physique moniteurs	2012-09-24	1	0,00 $
38379	Armes à feu - pratique - qualification	2012-10-01	3	60,65 $
38380	Armes à feu - pratique - qualification	2012-10-03	3	43,90 $
38381	Intervention physique	2012-10-18	16	0,00 $
38382	Intervention physique Rappel	2012-10-09	8	0,00 $
38383	Programme protection respiratoire (APRIA)	2012-10-23	5	0,00 $
38398	Moniteur ÉCIU	2012-11-14	8	921,45 $
38399	Emprisonnement et mise sous garde	2012-11-15	1	260,00 $
38401	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-15	7	71,50 $
38402	Chef d'unité en établissement de détention	2012-11-19	4	501,20 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***				
			Type: Interne	
38403	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-19	5	340,20 $
38404	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-22	6	157,50 $
38406	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-26	6	258,91 $
38407	Instrumentation de l'agent formateur	2012-11-26	7	0,00 $
38408	Armes à feu - Pratique de tir	2012-11-29	6	157,50 $
38411	Fonctionnement du service	2012-09-11	1	0,00 $
38426	Système de communication Rénir	2012-10-18	1	196,44 $
38442	RCR, premiers soins et DEA	2012-11-05	8	0,00 $
38444	Armes à feu - pratique -	2012-11-07	3	61,97 $
38446	Armes à feu - pratique -	2012-11-09	4	47,58 $
38449	Programme protection respiratoire (APRIA)	2012-11-20	9	0,00 $
38450	Intervention physique	2012-11-15	5	0,00 $
38451	Code Civilité	2012-11-14	10	0,00 $
38453	Code Civilité	2012-11-20	11	0,00 $
38454	Code Civilité	2012-11-21	10	0,00 $
38455	Code Civilité	2012-11-27	10	0,00 $
38458	Code Civilité	2012-11-28	11	0,00 $
38467	Qualification de tir	2012-05-02	1	0,00 $
38468	Qualification de tir	2012-05-04	2	0,00 $
38474	Qualification de tir annuelle	2012-06-20	1	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP***			**Type:** Interne	
38479	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-17	12	0,00 $
38480	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-18	10	0,00 $
38481	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-19	9	0,00 $
38482	Qualification de tir	2012-05-28	1	131,98 $
38483	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-20	10	0,00 $
38486	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-24	10	0,00 $
38487	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-25	12	0,00 $
38489	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-26	6	0,00 $
38491	Agents inflammatoires (OC) rappel	2012-09-27	10	0,00 $
38509	RCR	2012-11-08	1	0,00 $
38511	RCR	2012-11-10	1	0,00 $
38512	RCR	2012-11-12	1	0,00 $
38515	Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2012-11-27	10	0,00 $
38524	Appareils respiratoires autonomes MSA (rappel)	2012-11-28	30	0,00 $
38550	Intervention physique moniteurs	2012-09-24	8	0,00 $
38585	Gestion au quotidien profil Hermann	2012-04-18	6	704,50 $
38586	Gestion au quotidien profil Hermann	2012-04-25	10	1 424,69 $
38587	Gestion au quotidien profil Hermann	2012-05-02	10	1 244,40 $
38588	Profil Hermann	2012-10-24	11	157,30 $
38589	Profil Hermann	2012-10-25	6	85,80 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *MSP*		**Type:** Interne	
38708 Prévention du suicide	2012-09-07	18	0,00 $
38709 RCR - Premiers soins	2012-06-11	11	119,33 $
38723 Guérite Secteur A	2012-09-19	6	0,00 $
38741 Intervention physique - Pratique	2012-04-11	4	0,00 $
Total du fournisseur :		**1462**	**27 444,93 $**
Fournisseur : *MSP - DGSG*		**Type:** Interne	
38044 Nouveaux formateurs LS/CMI	2012-04-17	3	42,90 $
38055 Nouveaux formateurs LS/CMI	2012-04-17	2	28,60 $
Total du fournisseur :		**5**	**71,50 $**
Fournisseur : *MSP - DRH*		**Type:** Interne	
37405 Formaton LAGG	2012-04-23	1	542,47 $
37607 Se préparer à une entrevue structurée	2012-04-16	1	850,00 $
37608 Planification et gestion stratégique	2012-04-27	1	425,00 $
37703 Programme de relève de gestion	2012-06-01	1	135,45 $
37781 Formaton LAGG	2012-05-10	1	124,84 $
38219 E.C.I.U. - Pratique octobre 2012	2012-11-08	22	0,00 $
38724 E.C.I.U. - Pratique octobre 2012	2012-10-25	22	0,00 $
Total du fournisseur :		**49**	**2 077,76 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP-SERVICES CORRECTIONNELS***			**Type:** Interne	
37550	Accueil des nouveaux professionnels	2012-06-18	15	2 858,82 $
37613	Formation Armes à feu	2012-04-25	1	1 821,21 $
37638	Techniques d'intervention physique	2012-05-14	11	0,00 $
37639	Techniques d'intervention physique	2012-05-22	9	0,00 $
37640	Techniques d'intervention physique	2012-06-05	10	0,00 $
37735	Gestion de l'incarcération	2012-06-13	11	0,00 $
37749	LS/CMI (rafraîchissement)	2012-04-03	10	0,00 $
37750	LS/CMI (rafraîchissement)	2012-04-04	8	14,30 $
37891	Accueil des nouveaux professionnels	2012-09-24	1	92,11 $
38047	Requalification pistolet de service	2012-04-10	5	143,00 $
38048	Requalification pistolet de service	2012-04-12	5	143,00 $
38049	Requalification pistolet de service	2012-05-01	2	57,20 $
38050	Requalification pistolet de service	2012-05-08	3	85,80 $
38051	Requalification pistolet de service	2012-05-15	5	143,00 $
38052	Requalification pistolet de service	2012-05-17	4	114,40 $
38053	Requalification pistolet de service	2012-05-22	4	114,40 $
38056	Calcul des sentences	2012-05-18	5	28,60 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP-SERVICES CORRECTIONNELS***			**Type:** Interne	
38057	Réanimation cardio-respiratoire	2012-09-27	5	0,00 $
38058	Réanimation cardio-respiratoire	2012-10-04	5	0,00 $
38059	Calcul de sursis	2012-10-09	9	14,30 $
38060	Sécurité incendie	2012-10-12	7	0,00 $
38061	Calcul des sentences	2012-05-15	6	0,00 $
38062	Pistolet de base	2012-10-15	5	357,50 $
38063	Requalification pistolet de service	2012-09-12	8	143,00 $
38064	Requalification pistolet de service	2012-10-01	5	143,00 $
38065	Requalification pistolet de service	2012-10-03	5	128,70 $
38066	Requalification pistolet de service	2012-10-24	6	157,30 $
38083	Requalification pistolet de service	2012-11-01	5	143,00 $
38084	Sécurité incendie	2012-10-23	8	0,00 $
38085	Formation clinique	2012-04-17	7	0,00 $
38086	Formation clinique	2012-05-08	5	0,00 $
38088	Programme de surveillance accrue	2012-10-16	1	29,30 $
38136	Accueil des nouveaux gestionnaires	2012-10-01	1	1 668,66 $
38155	Calcul des sentences	2012-05-03	10	0,00 $
38157	Calcul des sentences	2012-09-07	1	0,00 $
38240	Calcul des sentences	2012-10-09	16	0,00 $
38277	Calcul des sentences	2012-05-09	11	380,60 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité		Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***MSP-SERVICES CORRECTIONNELS***			**Type:** Interne	
38329	Accueil des nouveaux professionnels	2012-10-01	1	2 046,31 $
38583	Prévention du suicide-renc.prov.	2012-06-20	1	546,17 $
38622	S-PRO(syst. Inform.gestion des horaires)	2012-04-10	4	131,68 $
38623	S-PRO(syst. Inform.gestion des horaires)	2012-04-16	3	0,00 $
38624	S-PRO(syst. Inform.gestion des horaires)	2012-04-18	3	0,00 $
38625	S-PRO(syst. Inform.gestion des horaires)	2012-04-20	2	0,00 $
38626	S-PRO(syst. Inform.gestion des horaires)	2012-04-25	1	0,00 $
38627	S-PRO(syst. Inform.gestion des horaires)	2012-04-30	2	0,00 $
38628	S-PRO(syst. Inform.gestion des horaires)	2012-05-07	2	0,00 $
38629	S-PRO(syst. Inform.gestion des horaires)	2012-05-09	1	0,00 $
38630	S-PRO(syst. Inform.gestion des horaires)	2012-05-14	1	0,00 $
38631	S-PRO(syst. Inform.gestion des horaires)	2012-05-16	1	0,00 $
38677	Assurance traitement	2012-05-02	1	33,63 $
38679	Assurance traitement	2012-05-29	2	81,65 $
38680	Assurance traitement	2012-06-21	3	74,80 $
38722	Gestion des peines	2012-08-27	7	0,00 $
38733	Calcul des sentences	2012-06-26	1	0,00 $
38735	Mise à jour du programme Parcour	2012-11-07	2	128,98 $
38740	SPRO	2012-10-04	49	0,00 $
Total du fournisseur :			**322**	**11 824,42 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *MULTI HEXA*		**Type:** Externe	
37656 Excel 2003	2012-04-18	1	220,00 $
37664 Excel 2003	2012-05-14	1	110,00 $
Total du fournisseur :		**2**	**330,00 $**
Fournisseur : *Mynsoft inc.*		**Type:** Externe	
37517 Les méthodologies de développement	2012-04-26	6	1 350,00 $
Total du fournisseur :		**6**	**1 350,00 $**
Fournisseur : *O.P.H.Q.*		**Type:** Interne	
38292 Production d'un plan d'action annuel pers. hand.	2012-11-01	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**0,00 $**
Fournisseur : *Oracle*		**Type:** Externe	
38120 APEXposed 2012	2012-09-11	1	448,71 $
Total du fournisseur :		**1**	**448,71 $**
Fournisseur : *ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC*		**Type:** Externe	
37589 Influencer sans autorité directe	2012-06-06	1	187,00 $
37685 Les secrets d'une présentation efficace	2012-05-29	1	187,00 $
37742 Journée des CPA dans le secteur public	2012-06-08	1	187,00 $
Total du fournisseur :		**3**	**561,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *Polytechnique de Montréal*		**Type:** Externe	
38429 Aménagement du territoire et planification d'urgence	2012-10-19	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**0,00 $**
Fournisseur : *Prévention Secours inc.*		**Type:** Externe	
37659 Secourisme en milieu de travail	2012-05-01	1	98,16 $
38510 Secourisme en milieu de travail	2012-11-20	11	0,00 $
Total du fournisseur :		**12**	**98,16 $**
Fournisseur : *PROMEGA CORPORATION*		**Type:** Externe	
38595 congrès promega Canada	2012-11-06	4	2 337,90 $
38608 23rd Symposium on human identification	2012-10-15	2	6 407,66 $
Total du fournisseur :		**6**	**8 745,56 $**
Fournisseur : *RRSPT*		**Type:** Externe	
37661 Mobiliser et préserver la santé, des pistes d'act.	2012-05-01	1	375,00 $
37778 Colloque mobiliser et préserver la santé	2012-05-01	2	1 064,21 $
38268 Partage des coûts - Suivi dossiers acc. travail	2012-10-11	10	935,00 $
Total du fournisseur :		**13**	**2 374,21 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *Savoir Faire Linux*		**Type:** Externe	
37665 Linux Concepts Fondamentaux	2012-05-15	2	1 946,96 $
Total du fournisseur :		**2**	**1 946,96 $**
Fournisseur : *Secrétariat du Conseil du trésor*		**Type:** Interne	
37883 Avenir des régimes de retraite	2012-05-23	1	0,00 $
38019 Assurance traitement	2012-05-23	1	37,93 $
38020 Assurance traitement	2012-05-29	1	74,44 $
38022 Assurance traitement	2012-06-21	1	34,60 $
Total du fournisseur :		**4**	**146,97 $**
Fournisseur : *Sécurité incendie*		**Type:** Interne	
37698 Congrès ACSIQ - 2012	2012-06-03	3	1 868,00 $
Total du fournisseur :		**3**	**1 868,00 $**
Fournisseur : *SÉCURITÉ PUBLIQUE*		**Type:** Interne	
37859 Santé mentale - EDF	2012-11-15	7	0,00 $
38500 Santé mentale	2012-10-16	15	0,00 $
38505 Santé mentale	2012-10-23	13	0,00 $
38507 Santé mentale	2012-10-30	11	0,00 $
38508 Santé mentale	2012-11-06	12	0,00 $
Total du fournisseur :		**58**	**0,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Service correctionnel Canada***		**Type:** Externe	
37416 Formation sur le service correctionnel du Canada	2012-04-25	2	28,60 $
Total du fournisseur :		**2**	**28,60 $**
Fournisseur : ***Service du renseignement criminel du Québec***		**Type:** Externe	
37581 État situation crime organisé au Québec 2012	2012-06-05	1	50,00 $
38039 Journée thématique médias et réseaux sociaux	2012-10-11	2	459,20 $
38040 Plan de lutte contre l'intimidation PLI	2012-10-10	3	326,65 $
38089 Journées thématiques réseaux sociaux - PLI	2012-10-10	1	187,38 $
38167 Service du renseignement criminel du Québec	2012-11-21	1	7,00 $
Total du fournisseur :		**8**	**1 030,23 $**
Fournisseur : ***SERVICES CORRECTIONNELS DU QUÉBEC***		**Type:** Interne	
38031 Filtrage de sécurité	2012-09-20	1	0,00 $
38033 Filtrage de sécurité	2012-09-27	1	46,34 $
Total du fournisseur :		**2**	**46,34 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Services gouvernementaux***			
38279 Violence conjugale, familiale et sexuelle	2012-09-18	**Type:** Interne	
		1	0,00 $
38280 Violence conjugale, familiale et sexuelle	2012-11-13	1	0,00 $
38281 Violence conjugale, familiale et sexuelle	2012-11-13	1	0,00 $
38710 Violence conjugale, familiale et sexuelle	2012-04-20	1	16,20 $
Total du fournisseur :		**4**	**16,20 $**
Fournisseur : ***SFPE, Society of fire protection engineers***		**Type:** Externe	
37480 Society for fire protection engineering	2012-05-10	2	110,00 $
38423 Code de sécurité et code de construction	2012-11-06	2	110,00 $
Total du fournisseur :		**4**	**220,00 $**
Fournisseur : ***SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC***		**Type:** Externe	
38400 Société de criminologie	2012-11-15	1	329,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**329,00 $**
Fournisseur : ***Société de criminologie du Québec***		**Type:** Externe	
37767 Congrès de la Société de criminologie du Québec	2012-06-13	3	1 487,11 $
38148 Colloque Société criminologie du Québec	2012-11-15	5	1 767,73 $
38725 Congrès de la Société de criminologie du Québec	2012-11-15	1	260,00 $
Total du fournisseur :		**9**	**3 514,84 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : *SOFT - Soc. Of Forensic Toxicologists*			
37868 CONGRÈS SOFT 2012	2012-07-01	**Type:** Externe	
		2	5 830,43 $
Total du fournisseur :		**2**	**5 830,43 $**
Fournisseur : *Solutions Web PaCo inc.*			
37662 Accréditation Trima	2012-05-07	**Type:** Externe	
		1	1 950,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**1 950,00 $**
Fournisseur : *SPVM*			
38607 Expert en reconnaissance DRE	2012-05-14	**Type:** Externe	
		8	0,00 $
Total du fournisseur :		**8**	**0,00 $**
Fournisseur : *SÛRETÉ DU QUÉBEC*			
37548 Formation CRPQ	2012-05-09	**Type:** Interne	
		3	0,00 $
37986 Interrogation CRPQ	2012-06-14	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**4**	**0,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***SÛRETÉ DU QUÉBEC***		**Type:** Interne	
38469 CRPQ	2012-05-17	3	0,00 $
38471 CRPQ	2012-06-12	3	0,00 $
Total du fournisseur :		**6**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Syntell***		**Type:** Externe	
38274 Conférence : La guerre des talents	2012-10-18	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**0,00 $**
Fournisseur : ***TABLE PATRONALE DE CONCERTATION EN SS. TRAVAIL***		**Type:** Interne	
37945 Colloque - RRSPT Mobiliser et préserver la santé	2012-05-01	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Technologia Formation***		**Type:** Externe	
37410 Programmation SQL	2012-04-17	1	695,00 $
37415 Adobe Acrobat : création manipulation PDF	2012-05-17	1	595,00 $
37654 Programmation SQL	2012-04-17	1	695,00 $
37657 Modélisation conceptuelle de données	2012-04-19	2	1 390,00 $
37666 Programmation avancée SQL	2012-05-16	3	2 085,00 $
Total du fournisseur :		**8**	**5 460,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Typo3 Québec***			
37669 T3CON12	2012-06-13	**Type:** Externe	
		2	869,76 $
Total du fournisseur :		**2**	**869,76 $**
Fournisseur : ***UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL***			
38378 Forum nouvelle évangélisation	2012-09-21	**Type:** Institutionnelle	
		1	25,00 $
Total du fournisseur :		**1**	**25,00 $**
Fournisseur : ***Université de Sherbrooke***			
38211 Interventions: toxicomanie et santé mentale	2012-05-01	**Type:** Externe	
		1	493,56 $
Total du fournisseur :		**1**	**493,56 $**
Fournisseur : ***UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL***			
37862 Filemaker Pro - Initiation	2012-05-28	**Type:** Institutionnelle	
37863 Filemaker Pro - intermédiaire	2012-06-04	1	178,21 $
37864 Formation Filemaker Pro 3	2012-06-26	1	178,21 $
		1	178,21 $
Total du fournisseur :		**3**	**534,63 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

095 Ministère de la sécurité publique

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Université du Québec à Rimouski***		**Type:** Institutionnelle	
38373 10ième Colloque internationale zone côtière Canada	2012-06-09	1	605,25 $
Total du fournisseur :		**1**	**605,25 $**
Fournisseur : ***UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A TROIS-RIVIÈRES***		**Type:** Institutionnelle	
37673 Progr. court en gestion ress humaines séc. Pub.	2012-05-31	1	359,00 $
38331 Éthique et gestion des ressources humaines	2012-05-01	1	324,93 $
Total du fournisseur :		**2**	**683,93 $**
Fournisseur : ***UNIVERSITÉ LAVAL***		**Type:** Institutionnelle	
38756 Preuve et méthodologie enquêtes adm. et pénales	2012-11-26	3	145,00 $
Total du fournisseur :		**3**	**145,00 $**
Fournisseur : ***Université Laval***		**Type:** Institutionnelle	
37671 Comportement organisationnel	2012-04-30	1	266,70 $
37867 Mobiliser et préserver la santé	2012-05-01	1	170,98 $
38592 Le droit de gérance vs l'harcèlement psychologique	2012-10-10	1	260,00 $
38758 Principe de droit et Poursuite crim. et pénales	2012-11-06	3	80,00 $
Total du fournisseur :		**6**	**777,68 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

095 Ministère de la sécurité publique

Période du : 1er avril 2012
au : 30 novembre 2012

Activité	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***Versalys***			
38087 Ms-Excel 2003 débutant	2012-10-16	**Type:** Externe	
		1	259,60 $
38288 Excel	2012-10-23	1	248,60 $
Total du fournisseur :		**2**	**508,20 $**
Fournisseur : ***Victrix***		**Type:** Externe	
37653 Zenworks II	2012-04-16	14	625,60 $
37882 Solution Zenworks II	2012-06-15	16	44,10 $
37888 Zenworks II	2012-06-15	1	0,00 $
Total du fournisseur :		**31**	**669,70 $**
Fournisseur : ***Vision géomatique***		**Type:** Externe	
38276 Vision géomatique 2012	2012-10-18	4	450,00 $
Total du fournisseur :		**4**	**450,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2012-août-31
au: 2012-novembre-30

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Participants	Date début	Participants		Total
Fournisseur : ***Alliance des cadres de l'Etat***				**Type:** Externe	
1536 Planification et gestion stratégiques		2012-09-01	1		425,00 $
Total du fournisseur :			**1**		**425,00 $**
Fournisseur : ***Barreau du Québec***				**Type:** Externe	
1561 Atelier de rédaction de décisions		2012-10-18	1		173,95 $
Total du fournisseur :			**1**		**173,95 $**
Fournisseur : ***Bingo des Chutes et Niclo inc.***				**Type:** Externe	
1566 Formation en bingo		2012-11-01	45		714,33 $
Total du fournisseur :			**45**		**714,33 $**
Fournisseur : ***C.A.R.R.A.***				**Type:** Interne	
1565 Session préparation à la retraite		2012-11-22	3		1 008,00 $
Total du fournisseur :			**3**		**1 008,00 $**
Fournisseur : ***CEGEP MARIE-VICTORIN***				**Type:** Institutionnelle	
1574 Session préparation à la retraite		2012-10-02	1		250,00 $
Total du fournisseur :			**1**		**250,00 $**
Fournisseur : ***Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)***				**Type:** Externe	

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

Période du: 2012-août-31
au: 2012-novembre-30

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Participants	Date début	Participants		Total
Fournisseur :*Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)*					
1556 La recherche UNIK en information juridique		2012-09-19	1	**Type:** Externe	0,00 $
Total du fournisseur :			**1**		**0,00 $**
Fournisseur :*Manuri Formation*					
1564 Prise de notes rapide et intelligente		2012-10-30	1	**Type:** Externe	395,00 $
Total du fournisseur :			**1**		**395,00 $**
Fournisseur :*Ministère de la Sécurité publique*					
1557 Mise à jour du bottin Reptel		2012-09-20	1	**Type:** Interne	0,00 $
1562 Programme de réintégration au travail		2012-10-19	5		0,00 $
1571 Mise à jour bottin MSP et REPTEL		2012-11-20	1		0,00 $
Total du fournisseur :			**7**		**0,00 $**
Fournisseur :*RACJ*					
1543 Loi sur les courses		2012-10-10	2	**Type:** Interne	0,00 $
1558 Loi sur les permis d'alcools		2012-10-02	4		0,00 $
Total du fournisseur :			**6**		**0,00 $**
Fournisseur :*Université Laval*					
1567 Légistique 1		2012-09-05	1	**Type:** Institutionnelle	311,54 $
Total du fournisseur :			**1**		**311,54 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2012-janvier-01
au: 2012-novembre-30

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Participants	Date début	Participants		Total
Fournisseur :*AAPI*				**Type:** Externe	
1509 Congrès de l'AAPI		2012-04-25	2		1 234,00 $
Total du fournisseur :					**1 234,00 $**
Fournisseur :*AFI expertise*				**Type:** Externe	
1447 Word 2002/2003 Module 6 Tableaux et formulaires		2012-01-13	1		115,00 $
1486 Word 2002 Intermédiaire-Avancé		2012-03-08	9		1 450,00 $
1487 GroupWise		2012-02-21	15		800,00 $
1526 Word 2007/2010 intermédiaire		2012-06-01	1		230,00 $
Total du fournisseur :			**26**		**2 595,00 $**
Fournisseur :*ALAC*				**Type:** Externe	
1528 Conférence de Mme Suzie Matthews		2012-06-11	25		140,00 $
Total du fournisseur :			**25**		**140,00 $**
Fournisseur :*Alliance des cadres de l'Etat*				**Type:** Externe	
1519 Rencontre annuelle Alliance des cadres de l'État		2012-05-17	2		0,00 $
1527 Droit de gérance et harcèlement psychologique		2012-06-11	1		255,00 $
1536 Planification et gestion stratégiques		2012-09-01	1		425,00 $
Total du fournisseur :			**4**		**680,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

Période du: 2012-janvier-01
au: 2012-novembre-30

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Participants	Date début	Participants		Total
Fournisseur :*Ambulance Saint-Jean*					
1517 Secouristes		2012-05-24	2	**Type:** Externe	0,00 $
Total du fournisseur :			**2**		**0,00 $**
Fournisseur :*APSSAP*					
1502 Orchestrez votre leadership		2012-04-12	1	**Type:** Externe	399,72 $
Total du fournisseur :			**1**		**399,72 $**
Fournisseur :*Association du Barreau canadien*					
1511 Revue annuelle jurisprudence droit administratif		2012-05-04	1	**Type:** Externe	75,00 $
Total du fournisseur :			**1**		**75,00 $**
Fournisseur :*Barreau de Montréal*					
1484 Atelier sur la gestion d'audience		2012-03-08	2	**Type:** Externe	750,00 $
Total du fournisseur :			**2**		**750,00 $**
Fournisseur :*Barreau du Québec*					
1483 L'interprétation des contrats		2012-02-24	5	**Type:** Externe	600,00 $
1561 Atelier de rédaction de décisions		2012-10-18	1		173,95 $
Total du fournisseur :			**6**		**773,95 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2012-janvier-01
au: 2012-novembre-30

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Participants	Date début	Participants		Total
Fournisseur :*Beaudry-Kenwood inc.*				**Type:** Externe	
1490 Formation Kelio		2012-02-28	2		995,00 $
Total du fournisseur :			**2**		**995,00 $**
Fournisseur :*Bingo des Chutes et Niclo inc.*				**Type:** Externe	
1566 Formation en bingo		2012-11-01	45		714,33 $
Total du fournisseur :			**45**		**714,33 $**
Fournisseur :*C.A.R.R.A.*				**Type:** Interne	
1565 Session préparation à la retraite		2012-11-22	3		1 008,00 $
Total du fournisseur :			**3**		**1 008,00 $**
Fournisseur :*CEGEP MARIE-VICTORIN*				**Type:** Institutionnelle	
1510 Session préparation à la retraite		2012-05-02	1		250,00 $
1574 Session préparation à la retraite		2012-10-02	1		250,00 $
Total du fournisseur :			**2**		**500,00 $**
Fournisseur :*Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)*				**Type:** Externe	
1556 La recherche UNIK en information juridique		2012-09-19	1		0,00 $
Total du fournisseur :			**1**		**0,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

Période du: 2012-janvier-01
au: 2012-novembre-30

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Participants	Date début	Participants		Total
Fournisseur : ***Centre de leadership et de dév. des compétences***					
1508 Gains déclaratoires		2012-04-24	1	**Type:** Externe	125,00 $
Total du fournisseur :			**1**		**125,00 $**
Fournisseur : ***Centre des services partagés***					
1494 Introduction au SAGIP - Système et documentation		2012-03-12	1	**Type:** Interne	62,50 $
Total du fournisseur :			**1**		**62,50 $**
Fournisseur : ***commission scolaire de la capitale***					
1504 Session préparation à la retraite		2012-04-19	1	**Type:** Externe	250,00 $
Total du fournisseur :			**1**		**250,00 $**
Fournisseur : ***Conférence juges administratifs du Québec***					
1512 Appréciation de la crédibilité des témoins		2012-05-25	1	**Type:** Externe	75,00 $
1514 Appréciation de la crédibilité des témoins		2012-06-01	3		225,00 $
Total du fournisseur :			**4**		**300,00 $**
Fournisseur : ***CSPQ***					
1516 ATE-29 Rapports RH		2012-05-24	2	**Type:** Interne	80,00 $
1520 Assiduité		2012-05-15	1		125,00 $
1523 Formation SAGIR		2012-06-04	1		0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2012-janvier-01
au: 2012-novembre-30

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Participants	Date début	Participants		Total
Fournisseur :*CSPQ*				**Type:** Interne	
Total du fournisseur :			**4**		**205,00 $**
Fournisseur :*Éditions Yvon Blais*				**Type:** Externe	
1525 La médiation judiciaire		2012-05-14	1		95,00 $
Total du fournisseur :			**1**		**95,00 $**
Fournisseur :*Institut Canadien*				**Type:** Externe	
1500 Formation avancée sur le droit administratif		2012-05-08	1		1 795,00 $
Total du fournisseur :			**1**		**1 795,00 $**
Fournisseur :*Manuri Formation*				**Type:** Externe	
1564 Prise de notes rapide et intelligente		2012-10-30	1		395,00 $
Total du fournisseur :			**1**		**395,00 $**
Fournisseur :*Ministère de la Sécurité publique*				**Type:** Interne	
1557 Mise à jour du bottin Reptel		2012-09-20	1		0,00 $
1562 Programme de réintégration au travail		2012-10-19	5		0,00 $
1571 Mise à jour bottin MSP et REPTEL		2012-11-20	1		0,00 $
Total du fournisseur :			**7**		**0,00 $**

Activités par fournisseur

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

Période du: 2012-janvier-01
au: 2012-novembre-30

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début	Participants		Total
Fournisseur :*RACJ*					**Type:** Interne	
1475	Historique législatif de l'alcool au Québec		2012-01-12	2		0,00 $
1478	Formation et audition ITHQ		2012-02-02	1		0,00 $
1479	Historique de l'alcool au Québec		2012-02-07	4		0,00 $
1480	Loi sur la RACJ		2012-02-08	4		0,00 $
1481	Loi sur les permis d'alcool		2012-01-26	2		0,00 $
1482	Loi sur la RACJ		2012-01-19	2		0,00 $
1488	Loi sur les permis d'alcool		2012-02-22	5		0,00 $
1489	Formation équipe évacuation mesures urgences		2012-03-01	22		0,00 $
1491	Conférence et audition étudiant ITHQ		2012-03-08	1		0,00 $
1492	Rencontre formation et audtition étudiant ITHQ		2012-02-02	1		0,00 $
1493	Conférence et audition étudiant ITHQ		2012-03-09	1		0,00 $
1495	Historique de la RACJ et de l'alcool au Québec		2012-03-14	7		0,00 $
1496	Permis de réunion		2012-02-09	4		0,00 $
1499	Formation courses et sports de combat		2012-05-15	8		0,00 $
1501	Droit du tourisme		2012-04-05	1		0,00 $
1505	Concours publicitaire		2012-04-19	2		0,00 $
1506	Concours publicitaire		2012-04-19	13		0,00 $
1507	Tirage		2012-04-19	13		0,00 $
1515	Introduction et historique de l'alcool au Québec		2012-04-18	6		0,00 $
1529	Le programme ACCES et les groupes criminels		2012-02-07	1		0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2012-janvier-01
au: 2012-novembre-30

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début	Participants	Total
Fournisseur : ***RACJ***				**Type:** Interne	
1531	Formation H.O.D.		2012-06-07	11	0,00 $
1532	Tirage		2012-06-13	8	0,00 $
1533	Bingo		2012-06-13	8	0,00 $
1535	Concours publicitaire		2012-06-12	11	0,00 $
1537	Introduction et Historique de la RACJ		2012-06-12	12	0,00 $
1538	Introduction et Historique de la RACJ		2012-06-19	6	0,00 $
1539	Introduction et Historique de la RACJ		2012-06-19	11	0,00 $
1540	GroupWise 7.0		2012-06-20	19	0,00 $
1543	Loi sur les courses		2012-10-10	2	0,00 $
1548	Introduction et historique de l'alcool au Québec		2012-08-01	2	0,00 $
1549	Accès info. et protection renseig. Personnels		2012-08-03	3	0,00 $
1550	Loi sur la Régie des alcools, des courses et jeux		2012-08-02	2	0,00 $
1551	Loi sur les permis d'alcool		2012-08-21	2	0,00 $
1552	Bingo		2012-08-28	2	0,00 $
1553	Tirages		2012-08-28	2	0,00 $
1554	Concours publicitaires		2012-08-29	2	0,00 $
1555	Appareils de loterie vidéo		2012-08-30	2	0,00 $
1558	Loi sur les permis d'alcools		2012-10-02	4	0,00 $
Total du fournisseur :				**209**	**0,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

Période du: 2012-janvier-01
au: 2012-novembre-30

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début	Participants		Total
Fournisseur : ***Secrétariat aux emplois supérieurs***					**Type:** Interne	
1541	La culture organisationnelle		2012-06-05	1		146,76 $
1542	Session d'accueil à l'intention nouveaux membres		2012-05-29	1		0,00 $
Total du fournisseur :				**2**		**146,76 $**
Fournisseur : ***Secrétariat du Conseil du trésor du Québec***					**Type:** Interne	
1524	Séance d'information sur le RENA		2012-05-28	3		18,00 $
Total du fournisseur :				**3**		**18,00 $**
Fournisseur : ***Université de Montréal***					**Type:** Institutionnelle	
1513	Obligations 3 - Modalités de l'obligation		2012-05-07	1		216,78 $
1521	Droit pénal 1		2012-01-11	1		216,78 $
1522	Obligations 2 - Resp. contract. et extracontract.		2012-01-10	1		216,78 $
Total du fournisseur :				**3**		**650,34 $**
Fournisseur : ***Université de Sherbrooke***					**Type:** Institutionnelle	
1546	Théories éthiques ETA 718		2012-01-25	1		216,78 $
1547	Intervention en éthique ETA 737		2012-03-13	1		216,78 $
Total du fournisseur :				**2**		**433,56 $**
Fournisseur : ***UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL***					**Type:** Institutionnelle	

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2012-janvier-01
au: 2012-novembre-30

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Participants	Date début	Participants		Total
Fournisseur : ***UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL***				**Type:** Institutionnelle	
1476 Analyse Macroéconomique		2012-01-12	1		216,78 $
Total du fournisseur :			**1**		**216,78 $**
Fournisseur : ***Université Laval***				**Type:** Institutionnelle	
1567 Légistique 1		2012-09-05	1		311,54 $
Total du fournisseur :			**1**		**311,54 $**

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 12 : Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère de la Sécurité publique et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10.

Loi sur la sécurité des rues et des communautés (L.C. 2012, ch. 1) :

Une analyse préliminaire des impacts de la Loi sur la sécurité des rues et des communautés (auparavant le projet de loi C-10) laisse entrevoir une augmentation de la population carcérale pouvant requérir plus de 1 000 places additionnelles, en moyenne par jour, dans les établissements de détention du Québec. Une telle hausse représente des coûts additionnels pouvant atteindre jusqu'à ¾ de milliard de dollars en dépenses d'immobilisation pour la construction de nouveaux établissements de détention et pouvant coûter jusqu'à près de 80 M$ annuellement pour en assurer le fonctionnement. Par ailleurs, le personnel nécessaire pour faire fonctionner ces nouveaux établissements pourrait nécessiter quelque 900 nouveaux postes permanents dans la fonction publique.

Comme cette loi est entrée en vigueur graduellement à partir de l'automne 2012, les données afin d'établir les coûts réels assumés par le ministère ne sont pas disponibles.

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES – 03-02

QUESTION 12 : Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère de la Sécurité publique et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de la nouvelle législation fédérale C-10

Projet de loi C-10 (Titre abrégé : Loi sur la sécurité des rues et des communautés) :

On évalue à 1 068[1], le nombre de nouveaux contrevenants admissibles à une mesure de mise en liberté sous conditions administrée par la CQLC. Selon cette prémisse, une telle augmentation du nombre de personnes admissibles (30 % [2]) représenterait des coûts additionnels pouvant atteindre 2 388 968 $. Pour faire face à une telle hausse des activités, la Commission devra ajouter 20 ETC supplémentaires (8 professionnels et 12 techniciens et personnel de bureau) ainsi que l'équivalent de 7 postes de commissaires à temps plein.

[1] Les évaluations présentées s'appuient sur les résultats d'une étude portant sur les incidences fiscales de C-10 menée en février 2012 par le Bureau du directeur parlementaire du Budget du Canada. À noter que les évaluations présentées sont basées sur des données de 2008-2009 et sur des données disponibles pour l'ensemble du Canada.
[2] 1 068 / 3 558

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION -01.01

QUESTION 13 : Depuis le 31 août 2012, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

Le ministère ne dispose pas des systèmes d'information lui permettant de répondre à cette question.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION– 03.06

QUESTION 14 : Unité anticorruption :

a) **À chaque année, et ce, depuis sa création, nombre de personnes affectées à l'Unité permanente anticorruption, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant aux effectifs;**

b) **Budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2012-2013 et les prévisions pour l'année 2013-2014;**

c) **La liste des bureaux et/ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;**

d) **La liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC;**

e) **Nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC;**

f) **Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus concernant les coûts rattachés au nouveau mandat de l'UPAC en lien avec l'adoption de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics;**

g) **Bilan des activités de l'UPAC.**

RÉFÉRENCE À LA QUESTION 5 :

Commissaire, M. Robert Lafrenière : nommé le 16 mars 2011 pour un mandat de 5 ans, rémunération 2012-2013 : 158 436 $.
Commissaire associé aux vérifications, M. Pierre Avon : nommé le 19 octobre 2011 pour un mandat de 5 ans, rémunération 2012-2013: 131 208 $.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

a) À chaque année, et ce, depuis sa création, nombre de personnes affectées à l'Unité permanente anticorruption, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant aux effectifs;

	EFFECTIFS EN POSTE AU 31-03-2012	EFFECTIFS EN POSTE AU 30-11-2012
Commissaire à la lutte contre la corruption Cadres : Professionnels : Personne de bureau, techniciens et assimilés :	37	42
Agence du revenu du Québec Cadres : Professionnels : Personne de bureau, techniciens et assimilés :	15	13
Sûreté du Québec (Service des enquêtes sur la corruption) Cadres : Professionnels : Personne de bureau, techniciens et assimilés :	80	101
Commission de la construction du Québec Cadres : Professionnels : Personne de bureau, techniciens et assimilés :	5	5
Régie du bâtiment du Québec Cadres : Professionnels :	5	5

Personne de bureau, techniciens et assimilés :		
Ministère des Affaires Municipales, des régions et Occupation du territoire **Cadres :** **Professionnels :** **Personne de bureau, techniciens et assimilés :**	**15**	**13**
Bureau de lutte contre la malversation **Cadres :** **Professionnels ;** **Personne de bureau, techniciens et assimilés :**	**28**	**24**
TOTAL	**185**[1]	**203**[1]

[1] Ce nombre correspond à l'effectif en poste à la date d'extraction des données et ne tient pas compte des postes vacants. Il ne correspond pas nécessairement au nombre de postes autorisés par le Secrétariat du conseil du trésor.

b) Budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2012-2013 et les prévisions pour l'année 2013-2014;

	BUDGET VENTILÉ
	2012-2013 (M$)
Commissaire à la lutte contre la corruption	4,1
TOTAL	**4,1**

En ce qui a trait à la ventilation du budget des autres ministères et des organismes qui contribuent à la réalisation du mandat du Commissaire à la lutte contre la corruption, il est suggéré de se référer à chaque M/O concerné. Le budget global de l'UPAC est de l'ordre de **30,0 M$.**

c) La liste des bureaux et/ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;

Référer à la réponse donnée à la question **17** du Cahier des renseignements généraux.

Le détail des coûts engendrés par ses activités :

Les coûts relatifs à l'UPAC se retrouvent à l'intérieur des prévisions budgétaires du ministère (référer à la question 9 de l'Opposition officielle**).**

d) La liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC;

Référer à l'article 9 de la Loi concernant la lutte contre la corruption.

Le nombre de procureurs dédiés exclusivement à ses dossiers :

En date du 2013-01-09 : 19 procureurs.

e) Nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC;

Le travail d'enquête du Service des enquêtes sur la corruption de la Sûreté du Québec et de l'équipe d'enquête de Revenu Québec a mené à :

- l'arrestation de 50 individus en lien avec des cas présumés de corruption;
- des accusations criminelles contre 13 entreprises;
- ceci représente un total de 180 chefs d'accusation criminels;
- et l'exécution de 454 mandats de perquisition ou ordonnances.

Le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête :

En date du 2012-12-19 : tel qu'il a été annoncé lors du bilan du commissaire, 22 enquêtes étaient en cours.

f) Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus concernant les coûts rattachés au nouveau mandat de l'UPAC en lien avec l'adoption de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics;

Les documents visés par votre demande ne peuvent être communiqués en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

g) Bilan des activités de l'UPAC;

En date du 2013-01-10 :

OPÉRATIONS

- 894 signalements (renseignements, dénonciations, plaintes, etc.) reçus;
- 14 grands chantiers en suivi de détection de collusion;
- 3 dossiers concernant des mesures de représailles ouverts.

ENQUÊTES

- 50 arrestations;
- 63 accusations (50 individus et 13 entreprises);
- 454 mandats de perquisition ou d'ordonnances exécutés;
- 180 chefs d'accusations;
- 2 condamnations.

VÉRIFICATIONS

- 54 dossiers de vérification sont cours, 81 sont complétés pour un total de 135 dossiers traités.

PRÉVENTION ET INFORMATION

- 157 séances de prévention pour 3 500 personnes sensibilisées dont les fonctions sont liées au processus d'octroi de contrats publics;
- 17 communiqués de presse ont été émis;
- 6 conférences de presse.

GESTION ET RESSOURCES HUMAINES

- 203 ressources en place;
- 55 activités de formation proposées à 414 participants;
- 83 activités de gestion ont été tenues.

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 15 : Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés depuis le 31 août 2012.

Le Bureau de la sécurité privée procède à la délivrance des permis d'agence depuis le 3 mars 2010.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ PROTECTION – 01.04

QUESTION 16 : Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus concernant les coûts rattachés à la création d'un registre québécois des armes à feu sans restrictions.

Les documents visés par votre demande ne peuvent être communiqués en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ PROTECTION – 01.04

QUESTION 17 : Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus concernant les coûts rattachés à la création du Bureau d'enquêtes indépendantes sur la police.

Les documents visés par votre demande ne peuvent être communiqués en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION – 01.04

QUESTION 18 : Ventilation détaillée du 92,3 millions de dollars perçus par le Québec à même le Fonds canadien de recrutement de policiers. Les renseignements précis quant à l'utilisation de cette enveloppe budgétaire pour la lutte aux gangs de rue et les résultats obtenus.

1) Dépenses attribuées à la lutte aux gangs de rue de 2008 à 2013 dans le cadre du Fonds pour le recrutement de policier :

Gangs de rue	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013 [2]
Laval	576 605 $	1 659 215 $	1 818 542 $	1 790 757 $	1 840 450 $
Montérégie	230 724 $	1 139 447 $	1 158 578 $	1 104 156 $	1 134 795 $
Outaouais	- $	688 326 $	836 311 $	898 223 $	923 148 $
Estrie	407 380 $	782 012 $	335 179 $	- $	- $
Québec Rive-sud	761 056 $	1 252 047 $	1 163 929 $	1 129 956 $	1 161 312 $
Sq coordination	- $	- $	162 918 $	313 282 $	345 755 $
SPVM (Éclipse)	7 520 000 $	7 520 000 $	7 520 000 $	7 209 625 $	7 409 625 $
Mtl Nord		577 423 $	900 000 $	900 000 $	900 000 $
Autre dépenses [1]	1 202 120 $				
Total Gangs de rue	*10 697 885 $*	*13 618 470 $*	*13 895 457 $*	*13 345 999 $*	*13 715 085 $*
Drogues	*- $*	*1 910 190 $*	*1 152 236 $*	*1 571 958 $*	*1 615 579 $*
Cybercriminalité	*- $*	*789 233 $*	*1 399 228 $*	*1 390 022 $*	*1 393 501 $*
Phénomènes criminels ponctuels	*- $*	*717 752 $*	*1 232 727 $*	*1 569 571 $*	*775 135 $*
Fonctionnement MSP	*- $*	*278 910 $*	*117 200 $*	*65 513 $*	*140 300 $*
Total	**10 697 885 $**	**17 314 555 $**	**17 796 848 $**	**17 943 063 $**	**17 639 600 $**

1. Dépenses en salaire et en fonctionnement de la Sûreté du Québec.
2. Montant octroyé pour l'année 2012-2013.

QUESTION 18 : Ventilation détaillée du 92,3 millions de dollars perçus par le Québec à même le Fonds canadien de recrutement de policiers. Les renseignements précis quant à l'utilisation de cette enveloppe budgétaire pour la lutte aux gangs de rue et les résultats obtenus.

2) Résultats obtenus par les ERM gangs de rue[3] :

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013 [6]
Armes saisies[4, 5]	10	121	117	113	*85*
Arrestations[4]	132	449	462	454	*331*
Dossiers initiés[4]	112	428	386	339	*271*

3. Résultats des Escouades régionales mixtes gangs de rue composées de la SQ et de corps de police municipaux (à l'exception du SPVM).
4. Données non disponibles pour l'ERM gangs de rue Estrie, dont les activités ont été suspendues en septembre 2010.
5. Comprend les armes à feu et les armes blanches.
6. Données partielles du 1er avril au 31 décembre 2012.

Résultats obtenus par le groupe opérationnel Éclipse du SPVM :

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013 [7]
Armes saisies[8]	9	8	13	14	13
Arrestations	500	637	411	540	417

7. Résultats du 1er avril 2012 au 24 janvier 2013.
8. Comprend uniquement les armes à feu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

(Pour les réponses aux questions 19 À 32 inclusivement du groupe de l'opposition officielle voir le cahier de la Sûreté du Québec)

19. L'investissement pour l'année 2012-2013 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et les prévisions pour 2013-2014.
20. Le nombre d'effectifs (policiers/civils) pour l'année 2012-2013, répartis par district et par quart de travail avec ventilation pour le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières, ainsi que les prévisions pour l'année 2013-2014.
21. La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) pour l'année 2012-2013.
22. Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) pour l'année 2012-2013 et les prévisions pour l'année 2013-2014.
23. La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) depuis les deux dernières années.
24. Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour l'année 2012-2013. a) Faire ressortir clairement les heures supplémentaires rattachées aux opérations policières lors du conflit étudiant.
25. Effectifs policiers et budgets affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants pour l'année 2012-2013 et les prévisions pour l'année 2013-2014. (Drummondville, Shawinigan, etc.)
26. La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour l'année 2012-2013, ainsi que les augmentations prévues.
27. Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour les immobilisations de la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.
30. Effectifs dévolus aux enquêtes sur la cybercriminalité pour l'année 2012-2013.
31. Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle pour l'année 2012-2013.
32. Depuis le 31 août 2012, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 28 : Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés depuis le 31 août 2012 par région.

Depuis le 22 juillet 2010, les permis d'agent de sécurité sont délivrés par le Bureau de la sécurité privée.

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 29 : Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité depuis le 31 août 2012.

Depuis le 22 juillet 2010, les permis d'agent de sécurité sont délivrés par le Bureau de la sécurité privée.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Services correctionnels - 01.02

Question 33 : La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2012-2013.

Établissements de détention	Capacité moyenne d'accueil [1]	Population moyenne quotidienne[2]	Taux d'occupation [3]	Coût/jour [4 5 6]	Dépenses probables 2012-2013 (k$)	
	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Services correctionnels [5]	Éléments de gestion centrale [6]
Amos et Grand-Nord	122	136	111%	323 $	12 562 $	3 460 $
Baie-Comeau	101	103	102%	175 $	5 203 $	1 388 $
Chicoutimi	84	82	98%	249 $	6 249 $	1 211 $
Hull	211	235	111%	188 $	11 709 $	4 446 $
Montréal - Prison de Bordeaux	1340	1407	105%	158 $	57 229 $	24 042 $
Montréal - Maison Tanguay	219	229	105%	164 $	10 169 $	3 559 $
New-Carlisle et Havre-Aubert	96	100	104%	207 $	6 068 $	1 486 $
Percé	46	42	91%	374 $	3 660 $	2 076 $
Québec (homme et femme)	688	743	108%	188 $	37 020 $	13 829 $
Rimouski	119	131	108%	210 $	7 449 $	2 597 $
Rivière-des-Prairies	542	595	110%	233 $	37 218 $	13 394 $
Roberval	65	64	98%	227 $	4 535 $	763 $
Sept-Iles	27	26	96%	399 $	2 952 $	832 $
Sherbrooke	315	320	102%	161 $	13 729 $	5 077 $
Sorel	89	94	106%	268 $	7 283 $	1 926 $
St-Jérôme	382	444	116%	204 $	24 297 $	8 746 $
Trois-Rivières	314	317	101%	164 $	14 138 $	4 789 $
Total	**4760**	**5068**	**105%**	192 $	**261 470 $**	**93 622 $**

[1] La capacité d'accueil correspond à la capacité disponible moyenne (places réelles, moins les places fermées) au 28 novembre 2012

[2] Projection annuelle effectuée au 28 novembre 2012 (sujet à des changements au courant de l'année)

[3] Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité

[4] Coût/jour: = Dépenses probables / Nombre de jours-séjours (population moyenne quotidienne x 365 jours).

[5] Dép. probables services correctionnels: Coûts directs des opérations (transport, comparution, hébergement etc.) en rémunération et en frais de fonctionnement et répartition des bureaux des directions générales adjointes (DGA).

[6] Répartition des dépenses probables éléments de gestion centrale: loyers des établissements de détention, rémunération et frais de fonctionnement pour la Direction générale des services à la gestion, etc.)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 34 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention pour la période 2012-2013.

Établissements de détention	Places occupées[1]	Places réelles
Amos	135	122
Baie-Comeau	108	107
Chicoutimi	80	84
Havre-Aubert	0	6
Hull	211	232
Montréal	1 453	1 357
New Carlisle	102	96
Percé	42	46
Québec (femmes)	61	58
Québec (hommes)	659	710
Rimouski	129	119
Rivière-des-Prairies	581	542
Roberval	64	65
Sept-Îles	23	27
Sherbrooke	311	315
Sorel	91	89
St-Jérôme	430	388
Tanguay	210	220
Trois-Rivières	303	314
TOTAL	**4 993**	**4 897**

[1] Le nombre de places occupées correspond au nombre de personnes présentes à 23h59 heure le 30 novembre 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 A: La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire

Contrats de services (Programme travaux compensatoires- PTC)	Prolongation du contrat 2011-2012 pour avril et mai 2012 Dépense d'avril et mai 2012	Contrat 2012-2013 Exercice 2012-2013 Du 1er juin 2012 à au 31 mars 2013	Contrat 2012-2013 Exercice 2013-2014 Du 1er avril au 31 mai 2013	TOTAL DU CONTRAT 2012-2013	Tarifs (coûts par dossier) 2011-2012 & 2012-2013	Titre du programme 2012-2013
Unité Domrémy de Mont-Joli inc.	11 516,10 $	72 253,38 $	11 891,63 $	84 145,01 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole du Lac inc.	7 343,60 $	44 117,77 $	7 399,23 $	51 517,00 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Association canadienne de santé mentale - Section Saguenay	7 510,50 $	56 515,70 $	9 513,30 $	66 029,00 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Anti-pauvreté Mauricie Centre-du-Québec	32 453,52 $	159 403,54 $	28 171,46 $	187 575,00 $	142,34 $	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - Programme des travaux compensatoires de Québec	32 073,92 $	175 883,97 $	31 552,03 $	207 436,00 $	142,34 $	Travaux compensatoires
Service d'aide en prévention de la criminalité	17 887,38 $	105 592,34 $	18 593,16 $	124 185,50 $	142,34 $	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - Programme des travaux compensatoires de Mtl	109 256,41 $	547 889,68 $	101 422,32 $	649 312,00 $	90,22 $	Travaux compensatoires
Services d'action communautaire de l'Outaouais	30 365,86 $	152 218,40 $	27 044,60 $	179 263,00 $	142,34 $	Travaux compensatoires
Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue	9 012,60 $	57 225,70 $	9 513,30 $	66 739,00 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Manicouagan	3 004,20 $	25 216,13 $	3 963,88 $	29 180,01 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole de Sept-Îles	2 002,80 $	25 541,13 $	3 963,88 $	29 505,01 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat Moisson Laval inc.	68 584,37 $	282 810,24 $	51 668,76 $	334 479,00 $	110,62 $	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	52 986,98 $	233 382,40 $	42 035,60 $	275 418,00 $	110,62 $	Travaux compensatoires
Total	383 998,24 $	1 938 050,38 $	346 733,15 $	2 284 783,53 $		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 A : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2012 - 2013					
	Budget					
Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Per diem du 1er avril au 31 décembre 2012	Changement de catégorie à compter du 1er sept.	Per diem du 1er janvier au 31 mars 2013	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2012-2013
C.R.C. de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	79,19 $		84,46 $	8,00	2 920	235 029,20 $
Makitautik						881 929,00 $
C.R.C. - Bas St-Laurent	86,77 $		92,54 $	8,00	2 920	257 522,80 $
C.R.C. Arc-en-soi - Gaspésie	103,38 $		110,25 $	10,00	3 650	383 520,00 $
Maison d'accueil le Joins-toi - Estrie	82,85 $		88,36 $	6,50	2 373	199 826,40 $
Maison d'accueil le Joins-toi - Montérégie	87,41 $		93,22 $	7,50	2 738	243 250,33 $
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.)	78,51 $		83,73 $	11,00	4 015	320 385,45 $
C.R.C. Curé Labelle	78,02 $		83,21 $	20,00	7 300	578 888,00 $
Waseskun House	89,24 $		95,17 $	8,00	2 920	264 850,40 $
CRC Joliette	81,03 $		86,42 $	14,00	5 110	420 854,70 $
Résidence Carpe Diem	79,14 $		84,40 $	3,00	1 095	88 078,50 $
Maison Radisson	76,02 $		81,08 $	17,00	6 205	479 445,90 $
Maisons de transition de Montréal	82,05 $		87,51 $	20,99	7 661	638 898,99 $
Transition Centre-Sud	81,46 $		86,88 $	14,01	7 300	604 414,00 $
Maison Charlemagne	78,94 $		84,19 $	23,03	8 406	674 452,89 $
Société Élizabeth Fry	80,93 $		86,31 $	14,01	5 114	420 660,20 $
Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	75,75 $		80,79 $	19,50	7 118	548 033,70 $
Expansion-Femmes	86,04 $		91,76 $	12,00	4 380	383 032,80 $
Maison Painchaud	77,10 $		82,23 $	13,52	4 935	386 731,71 $
CRC le Pavillon	78,65 $	77,29 $	82,43 $	24,08	9 849	779 690,83 $
				29,08		
			Nbre moyen de places	26,98		
Réhabilitation de Beauce inc.	78,36 $		83,57 $	16,00	5 840	465 124,80 $
CRC de Roberval	81,89 $		87,34 $	14,34	5 234	435 648,21 $
CRC la Relève - A.C.S.M. Section Saguenay	79,21 $		84,48 $	10,60	3 869	311 491,07 $
SOUS - TOTAL				297,98	110 952	10 001 759,88 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 A : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2012 - 2013					
	Budget					
Centres d'hébergement communautaires Service d'hébergement	Per diem du 1er avril au 31 décembre 2012		Per diem du 1er janvier au 31 mars 2013	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2012-2013
Répit du Passant	61,47 $		65,56 $	1,00	365	22 804,65 $
Point de rencontre	61,47 $		65,56 $	1,50	548	34 237,71 $
Auberge sous mon toit	61,47 $		65,56 $	2,75	1004	62 730,20 $
TOTAL				5,25	1 917	119 772,56 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 A : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2012 - 2013					
	Budget					
Foyers d'accueil Service d'hébergement	Per diem			Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2012-2013
Répit du Passant	31,46 $			0,36	131	4 121,26 $
Le Transit Sept-Îles	31,46 $			0,53	193	6 071,78 $
Point de rencontre	31,46 $			0,24	88	2 768,48 $
Foyer Jean Bériau	34,96 $			2,10	767	26 814,32 $
Maison d'hébergement jeunesse Roland Gauvreau	31,46 $			1,00	365	11 482,90 $
Hébergement urgence Lanaudière	31,46 $			0,75	274	8 620,04 $
Hébergement urgence Terrebonne	31,46 $			1,00	365	11 482,90 $
Centre le havre de Trois-Rivières	31,46 $			1,70	621	19 536,66 $
Maison d'héb. dépannage de Valleyfield (M.H.D.V.)	31,46 $			2,12	774	24 350,04 $
Manoir Gaulin	31,46 $			2,00	730	22 965,80 $
Résidence Louise Boucher	31,46 $			2,00	730	22 965,80 $
Centre de transition en itinérance le Suroît	31,46 $			0,50	183	5 757,18 $
TOTAL				14,30	5 221	166 937,16 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 A : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2012 - 2013					
	Budget					
Santé mentale Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale	Per diem			Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2012-2013
Maison de l'espoir de Mont-Joli	32,77 $			1,00	365	11 961,05 $
Auberge du cœur le transit (Loisirs de Rimouski)	32,77 $			1,50	548	17 957,96 $
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby inc	32,77 $			1,54	562	18 416,74 $
Accueil Blanche Goulet	32,77 $			0,40	146	4 784,42 $
Maison à Damas	32,77 $			0,10	37	1 212,49 $
Centre accalmie	32,77 $			0,40	146	4 784,42 $
Centre Émilie Gamelin	32,77 $			0,50	183	5 996,91 $
Groupe d'action sociale et psychiatrique des Monts	32,77 $			0,10	37	1 212,49 $
Guilaine Laurin	32,77 $			2,75	1004	32 901,08 $
Résidence Lafleur	32,77 $			1,30	475	15 565,75 $
Centre le havre de Trois-Rivières inc.	32,77 $			3,00	1095	35 883,15 $
Maison de transition la Batiscan	32,77 $			1,50	548	17 957,96 $
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguena	32,77 $			8,10	2957	96 900,89 $
TOTAL				22,19	8 103	265 535,31 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 A : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2012-2013					
	Budget					
Toxicomanie Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie	Per diem			Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2012-2013
Arrimage, centre de réhabilitation alcoolisme et toxicomanie	32,77 $			2,00	730	23 922,10 $
Centre régional ADH le tremplin	32,77 $			2,00	730	23 922,10 $
La Montée	32,77 $			0,50	183	5 996,91 $
Services d'aide en prévention de la criminalité - Centre l'étape	22,17 $			1,00	365	8 092,05 $
Pavillon de l'assuétude - Drummondville	20,47 $			1,00	365	7 471,55 $
Centre d'accueil le programme de Portage	20,13 $			6,00	2190	44 084,70 $
Maison Carignan	20,47 $			5,30	1935	39 609,45 $
Maison Jean Lepage	20,47 $			5,30	1935	39 609,45 $
Pavillon de l'assuétude - Shawinigan	20,47 $			4,30	1570	32 137,90 $
Centre sur l'autre rive	20,47 $			3,00	1095	22 414,65 $
Pavillon l'essence-ciel	20,47 $			3,00	1095	22 414,65 $
CARAT - Centre d'aide et de réhabilitation pour alcooliques et toxicomanes	20,47 $			2,50	913	18 689,11 $
Maison d'entraide l'arc-en-ciel	20,47 $			0,88	321	6 570,87 $
Maison de Job	20,47 $			2,50	913	18 689,11 $
Centre de traitement des dépendances le Rucher	20,47 $			7,00	2555	52 300,85 $
Maison d'hébergement le séjour	32,77 $			1,00	365	11 961,05 $
TOTAL				47,28	17 260	377 886,50 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 A : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2012-2013					
	Budget					
Suivi dans la communauté	Per diem du 1er avril au 31 décembre 2012		Per diem du 1er janvier au 31 mars 2013	Nbre de dossiers	Nbre de jours 366	Montant du contrat 2012-2013
C.R.C de l'Abitibi-Témiscamingue / Nord-du-Québec	3,26 $		3,69 $	236		289 949,60 $
Arc-en-soi (pour le Bas St-Laurent)	3,26 $		3,69 $	136		167 089,60 $
Arrimage	3,26 $		3,69 $	160		196 576,00 $
Unité Domrémy de Baie-Comeau	3,26 $		3,69 $	54		66 344,40 $
Centre d'intervention le Rond Point	3,26 $		3,69 $	51		62 658,60 $
Serv. paraj. autochtones de Qc - Réserve Matimékosh	4,59 $		4,99 $	10		17 113,50 $
Serv. paraj. autocht.de Qc - Réserve Kawawachikamak	4,59 $		4,99 $	10		17 113,50 $
Centre d'accueil le Joins-toi - Estrie	3,26 $		3,69 $	189		232 205,40 $
S.A.P.C. - C.R.C. la Traverse	3,26 $		3,69 $	389		477 925,40 $
Arc-en-soi (anglophones)	3,26 $		3,69 $	35		43 001,00 $
Arc-en-soi (pour la Gaspésie)	3,26 $		3,69 $	134		164 632,40 $
C.R.C. Joliette	3,26 $		3,69 $	460		565 156,00 $
C.R.C. Curé Labelle	3,26 $		3,69 $	512		629 043,20 $
Résidence Carpe Diem	3,26 $		3,69 $	290		356 294,00 $
Maison Radisson	3,26 $		3,69 $	384		471 782,40 $
Pavillon de l'assuétude - Shawinigan	3,26 $		3,69 $	64		78 630,40 $
Centre d'accueil le Joins-toi - St-Jean	3,26 $		3,69 $	128		157 260,80 $
Centre d'accueil le Joins-toi - Longueuil	3,26 $		3,69 $	275		337 865,00 $
Centre d'accueil le Joins-toi - St-Hyacinthe	3,26 $		3,69 $	150		184 290,00 $
Centre sur l'autre rive	3,26 $		3,69 $	235		288 721,00 $
CIVAS Montérégie	3,26 $		3,69 $	185		227 291,00 $
TOTAL - PAGE 1				4087		5 030 943,20 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 A : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2012 - 2013					
	Budget					
Suivi dans la communauté	Per diem du 1er avril au 31 décembre 2012		Per diem du 1er janvier au 31 mars 2013	Nbre de dossiers	Nbre de jours 366	Montant du contrat 2012-2013
Société Élizabeth Fry - Maison Thérèse Casgrain	3,26 $		3,69 $	210		258 006,00 $
Transition Centre-Sud - Maison l'Issue	3,26 $		3,69 $	315		387 009,00 $
Maison Charlemagne	3,26 $		3,69 $	315		387 009,00 $
Maisons de transition de Montréal - Maison St-Laurent	3,26 $		3,69 $	315		387 009,00 $
Y.M.C.A. de Montréal	3,26 $		3,69 $	315		387 009,00 $
Centre d'hébergement l'entre-toit	3,26 $		3,69 $	78		95 830,80 $
Maison l'intervalle	3,26 $		3,69 $	78		95 830,80 $
CRC de l'Outaouais	3,26 $		3,69 $	370		454 582,00 $
Société Élizabeth Fry (pour l'Outaouais)	3,26 $		3,69 $	72		88 459,20 $
Expansion-Femmes	3,26 $		3,69 $	266		326 807,60 $
Maison Painchaud	3,26 $		3,69 $	228		280 120,80 $
CRC le Pavillon - Québec	3,26 $		3,69 $	304		373 494,40 $
CRC le Pavillon - La Malbaie	3,26 $		3,69 $	34		41 772,40 $
Réhabilitation de Beauce	3,26 $		3,69 $	333		409 123,80 $
CRC de Roberval	3,26 $		3,69 $	96		117 945,60 $
Assoc. can. santé mentale - Sect. Saguenay	3,26 $		3,69 $	128		157 260,80 $
Service Relance SLSJ	3,26 $		3,69 $	72		88 459,20 $
Maison d'hébergement le Séjour inc.	3,26 $		3,69 $	72		88 459,20 $
Services parajudiciaires autochtones de Québec	3,26 $		3,69 $	32		39 315,20 $
TOTAL - PAGE 2				3633		4 463 503,80 $
TOTAL				7720		9 494 447,00 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 A: La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire

Contrats de services (Programme travaux compensatoires- PTC)	Prolongation du contrat 2011-2012 pour avril et mai 2012 Dépense d'avril et mai 2012	Contrat 2012-2013 Exercice 2012-2013 Du 1er juin 2012 à au 31 mars 2013	Contrat 2012-2013 Exercice 2013-2014 Du 1er avril au 31 mai 2013	Contrat 2012-2013 TOTAL DU CONTRAT 2012-2013	Tarifs (coûts par dossier) 2011-2012 & 2012-2013	Titre du programme 2012-2013
Unité Domrémy de Mont-Joli inc.	11 516,10 $	72 253,38 $	11 891,63 $	84 145,01 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole du Lac inc.	7 343,60 $	44 117,77 $	7 399,23 $	51 517,00 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Association canadienne de santé mentale - Section Saguenay	7 510,50 $	56 515,70 $	9 513,30 $	66 029,00 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Anti-pauvreté Mauricie Centre-du-Québec	32 453,52 $	159 403,54 $	28 171,46 $	187 575,00 $	142,34 $	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - Programme des travaux compensatoires de Québec	32 073,92 $	175 883,97 $	31 552,03 $	207 436,00 $	142,34 $	Travaux compensatoires
Service d'aide en prévention de la criminalité	17 887,38 $	105 592,34 $	18 593,16 $	124 185,50 $	142,34 $	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - Programme des travaux compensatoires de Mtl	109 256,41 $	547 889,68 $	101 422,32 $	649 312,00 $	90,22 $	Travaux compensatoires
Services d'action communautaire de l'Outaouais	30 365,86 $	152 218,40 $	27 044,60 $	179 263,00 $	142,34 $	Travaux compensatoires
Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue	9 012,60 $	57 225,70 $	9 513,30 $	66 739,00 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Manicouagan	3 004,20 $	25 216,13 $	3 963,88 $	29 180,01 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole de Sept-Îles	2 002,80 $	25 541,13 $	3 963,88 $	29 505,01 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat Moisson Laval inc.	68 584,37 $	282 810,24 $	51 668,76 $	334 479,00 $	110,62 $	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	52 986,98 $	233 382,40 $	42 035,60 $	275 418,00 $	110,62 $	Travaux compensatoires
Total	383 998,24 $	1 938 050,38 $	346 733,15 $	2 284 783,53 $		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 B : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de services	Contrat 2012-2013		Titre du programme 2012-2013
CRC Amos - S.A.T.A.S.	31 000,00 $		Intervention auprès de conjoints violents
Accueil Giboulée Harvey Bibeau	35 000,00 $		Programme de retour à domicile des personnes inuites et cries
CRC Amos - S.A.T.A.S.	11 415,00 $		Sensibilisation à la violence sous toutes ses formes
		77 415,00 $	
Arc-en-soi	20 000,00 $		Programme d'aide aux agresseurs sexuels
C-TA-C	5 000,00 $		Programme d'intervention de groupe - Programme VIE (violence, impulsivité, égalité)- Programme MÛ (hommes en difficultés)
Trajectoires Hommes du KRTB	5 000,00 $		Programme d'intervention de groupe - Programme " Coup de main "
Arc-en-soi	9 800,00 $		Soutien à l'éducation
		39 800,00 $	
Unité Domrémy de Baie-Comeau	4 080,00 $		Programme "Stratégies" (Détention)
Centre d'intervention le Rond-Point	4 760,00 $		Activités de sensibilisation en milieu ouvert
La Croisée, organisme de justice alternative	4 000,00 $		Programme Vivre sans violence
Converjance Manicouagan	4 000,00 $		Programme VI-SA-VI vise à prévenir les diverses manifestations de la violence
Unité Domrémy de Baie-Comeau	5 780,00 $		Activités de sensibilisation
Unité Domrémy de Baie-Comeau	10 225,00 $		Programme de sensibilisation à l'agir délictuel en déviance sexuelle pour Baie-Comeau
Unité Domrémy de Baie-Comeau	15 300,00 $		Programme de sensibilisation à l'agir délictuel en déviance sexuelle pour Sept-Îles
Homme aide Manicouagan	750,00 $		Être ou ne pas être ... un homme !
Hommes Sept-Îles	5 405,00 $		Soutien psychosocial pour les hommes
Association Parents et amis du malade émotionnel de l'Est de la Côte-Nord	500,00 $		Mieux comprendre la maladie mentale
Centre d'intervention le Rond-Point	1 500,00 $		Sensibilisation et prévention en toxicomanie en milieu carcéral
		56 300,00 $	
Sous-total page 1		173 515,00 $	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 B : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de

Contrats de services	Contrat 2012-2013		Titre du programme 2012-2013
La Just'elles de l'Estrie	66 300,00 $		Centre de service en justice pénale pour les femmes de l'Estrie
Civas Estrie	33 660,00 $		Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle
Centre d'entraide la Boussole inc.	12 240,00 $		Traitements et références en toxicomanie et alcoolisme
Service d'aide et prévention de la criminalité	19 000,00 $		Parrainage social
Le Seuil de l'Estrie	8 160,00 $		Prise en charge de la clientèle corr. Dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme
Halte Drummond	8 160,00 $		Prise en charge de la clientèle corr. Dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme
La Chaudronnée de l'Estrie	10 000,00 $		" Tout compte fait " (gestion du budget)
Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska	6 000,00 $		Prise en charge de la clientèle corr. dans le cadre du programme de relation d'aide
Le Tremplin 16-30	4 000,00 $		Travail d'un jour
Le Seuil de l'Estrie	4 300,00 $		Contrecoup
		171 820,00 $	
Auberge chez mon père	95 325,00 $		Centre de jour
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	52 955,00 $		Accompagnement des personnes contrevenantes autochtones
CRC Arc-en-soi	10 200,00 $		Ateliers sur l'impulsivité (francophones)
CRC Arc-en-soi	10 100,00 $		Ateliers sur l'impulsivité (anglophones)
		168 580,00 $	
A.C.C.R.O.C - MRC Antoine Labelle	11 220,00 $		Suivi et encadrement thérapeutique spécifiques à la clientèle correctionnelle aux prises avec une problématique de violence conjugale - MRC Antoine Labelle
A.C.C.R.O.C - St-Jérôme	10 710,00 $		IDEM - pour la clientèle de St-Jérôme
Maison Waseskun	15 000,00 $		Programme Waseya pour délinquants sexuels autochtones
Centre d'aide pour hommes oppresseurs (C.A.H.O.)	13 260,00 $		La violence, j'y renonce
Centre d'aide pour hommes oppresseurs (C.A.H.O.)	8 160,00 $		Suivi et encadrement thérapeutique spécifiques à la clientèle correctionnelle aux prises avec une problématique de violence conjugale
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.)	23 595,00 $		Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle
Centre pour hommes opprimants et coléríques inc. (C.H.O.C.)	19 380,00 $		La violence, j'y renonce
C.E.T.A.S. (Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles)	25 500,00 $		Programme de rencontres d'accueil, d'évaluation et de référence des délinquants sexuels
C.E.T.A.S. (Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles)	20 400,00 $		Programme de sensibilisation (pré-traitement)
CRC Curé Labelle	10 200,00 $		Programme de sensibilisation " Que choisir "
CRC Curé Labelle	3 165,00 $		Programme de sensibilisation de la gestion de l'agressivité (version française)
Parents unis Repentigny (Lanaudière)	24 000,00 $		Conscientisation du cycle de l'agression sexuelle et sensibilisation aux conséquences
CRC Joliette	15 885,00 $		Accompagnement et soutien aux individus à besoins spécialisés
		200 475,00 $	
Sous-total page 2		540 875,00 $	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 B : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (par diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de services	Contrat 2012-2013		Titre du programme 2012-2013
Maison Radisson	31 314,00 $		Gestion et traitement de la déviance sexuelle (G.T.D.S.)
Maison Radisson	10 057,00 $		Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (P.A.I.C.)
Maison Radisson	10 385,00 $		Programme de gestion des comportements violents (PGCV)
Accord Mauricie	20 000,00 $		Groupe de sensibilisation pour contrevenants adultes violents conjugaux
Halte Bois-Francs	12 600,00 $		Groupe de sensibilisation pour contrevenants adultes violents conjugaux
Centre le havre de Trois-Rivières inc.	46 467,25 $		Convergence (santé mentale)
		130 823,25 $	
Maison le Passeur	4 795,00 $		Sensibilisation à la violence et amorce thérapeutique
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.)	20 400,00 $		Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle (SDS)
CIVAS Montérégie	20 400,00 $		Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle
Via l'Anse	14 995,00 $		(Violence conjugale) Information, approfondissement et développement de nouveaux comportements pour contrer la violence
CRC Joliette-Lanaudière	2 550,00 $		Conduite-Vie (comportements sécuritaires sur les routes) & Sensibilisation toxicomanie
Maison d'hébergement dépannage de Valleyfield	10 000,00 $		ÉVIT (augmenter les ressources humaines en lien direct aux personnes en difficultés, réduire les coûts institutionnels par des interventions organisationnelles ciblées, efficace et durables, approche terrain et accompagnement auprès des personnes à risque)
		73 140,00 $	
Sous-total page 3		203 963,25 $	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 B : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de services	Contrat 2012-2013		Titre du programme 2012-2013
Continuité famille auprès des détenus	43 210,00 $		Programme Mère-Enfant Continuité famille auprès des détenues (CFAD)
Groupe de suppport et de réhabilitation Amorce - milieu ouvert	34 275,00 $		GROUPE AMORCE Objectif : Permettre aux individus ayant des comportements ou des fantasmes sexuels déviants à l'égard des personnes mineures de s'insérer dans un groupe de socialisation etd'entraide
Société Élizabeth Fry - EVE	54 590,00 $		Programme d'entraide vol à l'étalage
Société Élizabeth Fry - Tanguay	20 370,00 $		Programme de services à la Maison Tanguay - Préparation à la sortie & Prévention de la rechute en toxicomanie
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	29 380,00 $		Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle
Diogène	10 200,00 $		Programme Intervention et Recherche Psycauses inc. (Diogène)
Centre de jour l'Espadrille - YMCA Mtl	427 130,00 $		Centre de jour - Divers programmes en réinsertion sociale (juin 2012 au 31 mai 2013)
Centre de jour l'Espadrille - YMCA Mtl	71 188,00 $		Contrat d'une durée de 2 mois (Avril-Mai 2012) du contrat 2011-2012
Société Élisabeth Fry	8 365,00 $		Gestion de la colère en milieu fermé
YMCA de Mtl	14 955,00 $		Programme intensif ÉDM & ÉDRDP / été 2011
Société Élisabeth Fry	10 100,00 $		Gestion de la colère / communauté
Maison Charlemagne	12 621,00 $		Programme spécialisé en délinquance sexuelle
CIDS	24 090,00 $		Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle en milieu carcéral (EDM & RDP)
Sous-total page 4		760 474,00 $	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 B : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de services	Contrat 2012-2013		Titre du programme 2012-2013
Centre Femmes aux 3-A	28 970,00 $		Centre de réinsertion sociale
Comité des intervenants du réseau correctionnel du Québec (C.I.R.C.Q.)	3 650,00 $		CIRCQ'ulaire & diners-rencontres
Centre d'action bénévole de Québec inc.	55 715,00 $		Service de support et d'accompagnement réalisé par des bénévoles pour la clientèle correctionnelle contrevenante adulte
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.)	83 340,00 $		Suivi communautaire intensif
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.)	22 275,00 $		Alternative à la judiciarisation de la clientèle Santé mentale - Justice
C.R.C. le Pavillon	14 095,00 $		Entrée libre (toxicomanie)
Au Bercail	16 285,00 $		Programme de mesures alternatives pour contrevenants (clientèle aux prises avec des problèmes de santé mentale et/ou judiciaires)
C.R.C. Le Pavillon	13 165,00 $		Contrecoup (violence)
Réhabilitation Beauce	16 285,00 $		Programme l'Azimut (toxicomanie)
Expansion-Femmes	11 945,00 $		MIRAGE (fraude)
Expansion-Femmes	10 000,00 $		Liberté
C.R.C. Le Pavillon	68 542,00 $		Force 7
Centre EX-EQUO (Ste-Marie de Beauce)	47 665,00 $		Centre Ex-Equo (entrevue d'évaluation et thérapie de groupe - délinquance sexuelle)
Maison l'odyssée pour joueurs compulsifs	3 500,00 $		Programme pour joueurs compulsifs
Sous-total page 5		395 432,00 $	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de services	Contrat 2012-2013		Titre du programme 2012-2013
Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille	42 600,00 $		Démarche de traitement pour hommes abuseurs
Société Élizabeth Fry	73 000,00 $		Centre de services en justice pénale pour les femmes de l'Outaouais
Société Élizabeth Fry	2 550,00 $		Ateliers thématiques
L'Impact rivière Gatineau	18 600,00 $		Ateliers de sensibilisation aux divers comportements et formes de violence
Donnes-toi une chance	16 500,00 $		Programme de sensibilisation aux comportements violents
Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais (CIPTO)	7 000,00 $		Programme de prévention et de sensibilisation en toxicomanie
		160 250,00 $	
A.C.S.M. (CRC la Relève)	5 720,00 $		Sensibilisation aux toxicomanies
Association canadienne santé mentale - Section Saguenay	4 345,00 $		Sensibilisation à des comportements non violents
Association canadienne santé mentale - Section Saguenay	17 330,00 $		Atelier adapté en délinquance sexuelle pour la clientèle présentant des troubles cognitifs
Cran d'arrêt	5 830,00 $		Sensibilisation à des comportements non violents
		33 225,00 $	
Sous-total page 6		193 475,00 $	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 B : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de services	Contrat 2012-2013		Titre du programme 2012-2013
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. (A.S.R.S.Q.)	64 070,00 $		Programme de soutien à l'action communautaire en justice pénale au Québec
Àgence de la santé et des services sociaux de Montréal	30 000,00 $		Itinérance
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	63 550,00 $		Programme d'activités de la SCQ financé par les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique
Regroupement des organismes de référence du Québec	44 485,00 $		Concertation et échange
Sous-total page 7		202 105,00 $	
TOTAL DES ACHATS DE PROGRAMMES		2 469 839,25 $	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 36 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement depuis les deux dernières années.[1]

	2011-2012 (12 mois)			2012-2013 (6 mois)		
Établissements de détention	Nombre d'admissions détenus(Condamnés)	Nombre d'admissions prévenus	Total	Nombre d'admissions détenus(Condamnés)	Nombre d'admissions prévenus	Total
Amos	251	1 006	1 257	126	463	589
Baie-Comeau	31	360	391	25	185	210
Chicoutimi	158	1 080	1 238	79	490	569
Havre-Aubert	1	19	20	0	3	3
Hull	616	2 181	2 797	272	1 164	1 436
Montréal	2 282	740	3 022	1 139	420	1 559
New Carlisle	26	432	458	10	256	266
Québec (femmes)	103	336	439	43	175	218
Québec (hommes)	964	3 551	4 515	487	1 693	2 180
Rimouski	157	503	660	62	278	340
Rivière-des-Prairies	522	9 196	9 718	239	4 926	5 165
Roberval	150	409	559	50	286	336
Sept-Îles	43	365	408	15	187	202
Sherbrooke	654	2 698	3 352	251	1 421	1 672
Sorel	407	1 442	1 849	197	816	1 013
St-Jérôme	1 048	6 299	7 347	477	3 309	3 786
Tanguay	328	1 314	1 642	178	734	912
Trois-Rivières	361	1 716	2 077	140	945	1 085
TOTAL	**8 102**	**33 647**	**41 749**	**3 790**	**17 751**	**21 541**

[1] Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des Palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple à la suite d'une mise en liberté provisoire) ne sont pas considérées comme des admissions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 37 : Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis le 31 août 2012

Établissement de détention	Année financière							
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012 [1]	2012-2013 [2]	2012-2013 [3]
Amos				2			1	
Baie-Comeau		1	1		1			
Chicoutimi	1				2			
Hull	1	3	1	6	2	1	2	
Montréal	1	4	3	3	2			
New-Carlisle								
Québec (Femmes)				2				
Québec (Hommes)	4	1	2	6	2	1	1	1
Rimouski	1	1	1	1	1			
Rivière-des-Prairies	4	7	3	8	6	6	3	2
Roberval			1					
Sept-Îles								
Sherbrooke		2	2	1	1	1	1	1
Sorel			1	1	1	1		
St-Jérôme	3	6	9	5	1	5	6	1
Tanguay	1	1		1	1	1	1	
Trois-Rivières	1				3			
Valleyfield	1	1	1	1				
TOTAL	**18**	**27**	**25**	**37**	**23**	**16**	**15**	**5**

[1] **Données au 31 mars 2012**

[2] **Données du 1er avril au 31 décembre 2012.**

[3] **Données du 31 août au 31 décembre 2012.**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 38 : Estimation du nombre d'individus en liberté illégale depuis le 31 août 2012

Périodes	Évasion d'un établissement			Évasion d'une garde légale			Absence illégale[2]		
	Total	Repris[1]		Total	Repris[1]		Total	Repris[1]	
		Nb	%		Nb	%		Nb	%
1er avril au 31 décembre 2012	1	1	100%	2	2	100%	858	529	62%
1er septembre au 31 décembre 2012	1	1	100%	1	1	100%	503	279	55%

[1] Les **taux de repris** sont basés sur le nombre d'individus dont le dossier est régularisé à la fin de la période concernée. Pour les non-repris, celles-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérées comme reprises lorsqu'elles seront réinscrites dans un établissement. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès ou d'une migration vers un autre pays.

[2] Absence illégale: Fait de se retrouver en liberté sans excuse avant la fin d'une période d'emprisonnement. Il s'agit dans tous les cas de peines d'emprisonnement discontinues ou du non-respect de conditions de permissions de sortir.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 39 : Le nombre de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention depuis le 31 août 2012.

	Du 1er avril au 31 décembre 2012			Du 1er septembre au 31 décembre 2012		
Établissements de détention	**Condamné**	**Prévenu**	**Total**	**Condamné**	**Prévenu**	**Total**
Amos	60	73	133	60	74	134
Baie-Comeau	48	52	100	50	54	104
Chicoutimi	40	41	81	38	44	82
Havre-Aubert	0	0	0	0	0	0
Hull	150	85	234	146	85	230
Montréal	849	541	1390	866	564	1430
New Carlisle	58	40	98	61	38	99
Percé	42	0	42	42	0	42
Québec (femmes)	35	25	60	36	25	61
Québec (hommes)	378	304	681	372	299	671
Rimouski	71	59	130	67	61	127
Rivière-des-Prairies	44	551	595	41	551	592
Roberval	34	31	64	36	29	64
Sept-Îles	16	8	24	14	10	24
Sherbrooke	199	116	315	202	111	313
Sorel	44	50	94	42	49	91
St-Jérôme	258	182	441	256	182	438
Tanguay	139	84	224	142	86	228
Trois-Rivières	200	113	314	198	115	313
Total	**2664**	**2356**	**5020**	**2668**	**2377**	**5045**
Pourcentage	**53,1%**	**46,9%**	**100%**	**53,1%**	**47,3%**	**100%**

Le nombre de détenus et de prévenus correspond à la moyenne quotidienne de personnes présentes à 23h59 pour la période précisée.

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS 01.02

Question 40 : Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par établissement de détention pour 2012-2013 et les prévisions pour l'année 2013-2014

Veuillez vous référer à la question 44 du groupe de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 41 : Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) depuis le 31 août 2012.

Répartition des octrois [1] de permissions de sortir par établissement - année 2012-2013[2]

	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							
Établissements de détention	**Act. spirituelle**	**Act. médicale**	**Fonds soutien**	**Humanitaires**	**Prép. lib. cond.**	**Réins. sociale**	**Visite famille**	**Total**
Amos		97	33		3	13		**146**
Baie-Comeau		21	27		1	7	1	**57**
Chicoutimi		64	8	3	4	21		**100**
Havre-Aubert								**0**
Hull		109	6	1	1	53		**170**
Montréal		287		4	12	160		**463**
New-Carlisle		102	78	3	3	13		**199**
Percé		20						**20**
Québec(Femmes)		35	10	1		30		**76**
Québec(Hommes)		238	13	7	23	75		**356**
Rimouski		59	2	5	1	5		**72**
Rivière-des-Prairies		52	3		2			**57**
Roberval		22	4		5	12		**43**
Sept-Îles		33	20			2		**55**
Sherbrooke		246	22	2	3	8	1	**282**
Sorel		136	2	1	2	18		**159**
St-Jérôme		220	3		2	67		**292**
Tanguay		210			1	24		**235**
Trois-Rivières		105	11	5		18		**139**
TOTAL	**0**	**2 056**	**242**	**32**	**63**	**526**	**2**	**2 921**

[1] Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

[2] Les données sont pour 3 mois (1er septembre au 30 novembre).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 41 : Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale)

Répartition des octrois [1] de permissions de sortir par établissement - année 2012-2013[2]

	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							
Établissements de détention	**Act. spirituelle**	**Act. médicale**	**Fonds soutien**	**Humanitaires**	**Prép. lib. cond.**	**Réins. sociale**	**Visite famille**	**Total**
Amos		249	88	2	5	28		**372**
Baie-Comeau		52	79	3	2	14	2	**152**
Chicoutimi		135	25	25	18	60		**263**
Havre-Aubert								**0**
Hull		258	22	6	6	134		**426**
Montréal		768		11	29	426		**1 234**
New-Carlisle		255	242	9	7	23		**536**
Percé		48	8					**56**
Québec(Femmes)		91	17	2	4	67		**181**
Québec(Hommes)		632	30	15	41	191		**909**
Rimouski		154	13	8	6	17		**198**
Rivière-des-Prairies		155	50	1	5			**211**
Roberval		75	9		12	42		**138**
Sept-Îles		102	53	2		3		**160**
Sherbrooke	1	494	34	6	10	19	1	**565**
Sorel	6	272	2	1	7	34		**322**
St-Jérôme		625	10	4	9	175		**823**
Tanguay		560		1	5	50		**616**
Trois-Rivières		324	29	7	4	37		**401**
TOTAL	**7**	**5 249**	**711**	**103**	**170**	**1 320**	**3**	**7 563**

[1] Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

[2] Les données sont pour 8 mois (1er avril au 30 novembre 2012).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 41 : Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) depuis le 31 août 2012.

Répartition des octrois [1] de permissions de sortir par établissement - année 2011-2012 [2]

	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							
Établissements de détention	**Act. spirituelle**	**Act. médicale**	**Fonds soutien**	**Humanitaires**	**Prép. lib. cond.**	**Réins. sociale**	**Visite famille**	**Total**
Amos		191	76	1	3	19		**290**
Baie-Comeau		81	102	5	2	17		**207**
Chicoutimi		215	24	37	11	50		**337**
Havre-Aubert		1				1		**2**
Hull		295	35	7	15	197		**549**
Montréal		783		13	24	366		**1 186**
New-Carlisle		253	271	2	7	15		**548**
Percé[3]		11	41					**52**
Québec(Femmes)		72	29		10	131		**242**
Québec(Hommes)		848	52	15	49	134		**1 098**
Rimouski		273	15	6	17	13		**324**
Rivière-des-Prairies		235	49	1	12			**297**
Roberval		96	9	1	12	62		**180**
Sept-Îles		73	47	2				**122**
Sherbrooke	2	507	27	7	9	17		**569**
Sorel		223	4	2	8	46	1	**284**
St-Jérôme	12	650	13	4	31	204		**914**
Tanguay	2	507		7	10	66	1	**593**
Trois-Rivières		477	23	12	37	48		**597**
TOTAL	**16**	**5 791**	**817**	**122**	**257**	**1 386**	**2**	**8 391**

[1] Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.
[2] Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).
[3] En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les délinquants sexuels.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 42 : Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention depuis le 31 août 2012

Établissements de détention	2011-2012 (10 mois)					2012-2013 (8 mois) [1]				
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
Amos	39,4%	12,3%	7,7%	40,6%	100,0%	37,4%	12,6%	12,1%	37,9%	100,0%
Baie-Comeau	67,0%	17,0%	9,0%	7,0%	100,0%	70,6%	12,8%	12,8%	3,7%	100,0%
Chicoutimi	85,2%	6,8%	3,0%	5,0%	100,0%	88,3%	4,5%	2,5%	4,7%	100,0%
Havre-Aubert	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	100,0%	-	-	-	-	-
Hull	89,9%	2,8%	2,6%	4,7%	100,0%	87,5%	5,0%	4,1%	3,5%	100,0%
Montréal	96,4%	1,8%	1,0%	0,8%	100,0%	97,1%	2,2%	0,5%	0,2%	100,0%
New Carlisle	87,8%	8,8%	1,7%	1,7%	100,0%	87,6%	6,7%	3,3%	2,4%	100,0%
Percé										
Québec(Femmes)	72,3%	13,6%	6,4%	7,7%	100,0%	70,8%	12,5%	7,6%	9,0%	100,0%
Québec(Hommes)	53,3%	22,1%	14,3%	10,3%	100,0%	47,7%	17,9%	14,3%	20,1%	100,0%
Rimouski	60,7%	21,4%	4,6%	13,3%	100,0%	56,1%	24,6%	3,5%	15,8%	100,0%
Rivière-des-Prairies	49,0%	35,6%	12,3%	3,1%	100,0%	42,9%	42,9%	10,3%	3,9%	100,0%
Roberval	85,2%	5,9%	2,4%	6,5%	100,0%	86,1%	5,8%	2,9%	5,2%	100,0%
Sept-Îles	35,0%	15,0%	3,3%	46,7%	100,0%	40,7%	12,3%	14,8%	32,1%	100,0%
Sherbrooke	80,9%	5,5%	7,7%	6,0%	100,0%	75,4%	9,0%	9,6%	6,0%	100,0%
Sorel	86,0%	10,8%	1,7%	1,4%	100,0%	82,3%	12,3%	3,5%	1,9%	100,0%
St-Jérôme	52,9%	18,2%	17,6%	11,3%	100,0%	50,0%	15,6%	21,4%	13,0%	100,0%
Tanguay	82,4%	11,6%	4,2%	1,7%	100,0%	79,8%	14,8%	4,3%	1,1%	100,0%
Trois-Rivières	56,3%	20,9%	11,4%	11,4%	100,0%	49,2%	30,2%	13,6%	7,0%	100,0%
TOTAL	**78,7%**	**9,8%**	**5,7%**	**5,8%**	**100,0%**	**79,1%**	**9,1%**	**5,9%**	**5,9%**	**100,0%**

[1] Les données sont pour 8 mois (1er avril au 30 novembre 2012).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 42 : Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention depuis le 31 août 2012

Établissements de détention	2012-2013 (3 mois) [1]				
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
Amos	41,6%	10,4%	10,4%	37,7%	100,0%
Baie-Comeau	64,5%	6,5%	19,4%	9,7%	100,0%
Chicoutimi	89,3%	4,0%	2,0%	4,7%	100,0%
Havre-Aubert	-	-	-	-	-
Hull	89,1%	3,5%	4,4%	3,1%	100,0%
Montréal	96,2%	2,9%	0,9%	0,1%	100,0%
New Carlisle	85,4%	6,5%	4,9%	3,3%	100,0%
Percé					
Québec(Femmes)	71,0%	14,5%	4,8%	9,7%	100,0%
Québec(Hommes)	49,0%	19,8%	14,1%	17,1%	100,0%
Rimouski	66,7%	19,4%	5,6%	8,3%	100,0%
Rivière-des-Prairies	51,8%	30,4%	12,5%	5,4%	100,0%
Roberval	74,7%	13,9%	2,5%	8,9%	100,0%
Sept-Îles	47,1%	17,6%	14,7%	20,6%	100,0%
Sherbrooke	70,5%	10,2%	10,2%	9,0%	100,0%
Sorel	86,4%	9,8%	2,3%	1,5%	100,0%
St-Jérôme	50,7%	13,0%	21,5%	14,8%	100,0%
Tanguay	82,7%	12,9%	3,6%	0,7%	100,0%
Trois-Rivières	44,3%	32,8%	16,4%	6,6%	100,0%
TOTAL	**77,9%**	**9,3%**	**6,5%**	**6,4%**	**100,0%**

[1] Les données sont pour 3 mois (1er septembre au 30 novembre 2012).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDES DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 43 : Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention, pour les années 2011-2012 et 2012-2013.

	2012-2013 (6 mois)[2]	
Établissement de détention	**Total**	
	Nombre d'heures	Coûts
AMOS	13 847	504 538 $
BAIE-COMEAU	3 918	147 048 $
CHICOUTIMI	5 612	202 436 $
HULL	15 689	592 649 $
MAISON TANGUAY	12 303	472 859 $
MONTRÉAL	114 609	4 194 465 $
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	3 615	135 608 $
PERCÉ [1]	3 620	119 462 $
QUÉBEC	36 515	1 381 863 $
RIMOUSKI	6 658	251 812 $
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	50 236	1 907 229 $
ROBERVAL	4 319	157 519 $
SEPT-ÎLES	1 654	59 349 $
SHERBROOKE	14 448	545 503 $
SOREL	7 388	258 847 $
ST-JÉRÔME	29 606	1 140 438 $
TROIS-RIVIÈRES	18 402	717 555 $
TOTAL	**342 439**	**12 789 181 $**

[1] En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les délinquants sexuels.

[2] Les heures et les coûts sont ceux après 14 périodes de paie (au 3 octobre 2012).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 43 : Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention, pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013.

Établissement de détention	2011-2012 (10 mois) [3]	
	Total	
	Nombre d'heures	Coûts
AMOS	24 058	865 714 $
BAIE-COMEAU	6 911	250 141 $
CHICOUTIMI	6 193	221 528 $
HULL	19 041	710 203 $
MAISON TANGUAY	17 438	654 888 $
MONTRÉAL	170 785	6 144 138 $
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	5 860	210 433 $
PERCÉ [1]	4 356	143 600 $
QUÉBEC	42 976	1 577 232 $
RIMOUSKI	9 367	346 143 $
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	70 823	2 631 383 $
ROBERVAL	4 614	158 658 $
SEPT-ÎLES	2 739	92 231 $
SHERBROOKE	23 264	856 386 $
SOREL	10 508	356 212 $
ST-JÉRÔME	47 561	1 800 945 $
TROIS-RIVIÈRES	24 890	954 521 $
VALLEYFIELD [2]	0	0 $
TOTAL	**491 383**	**17 974 355 $**

[1] En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les délinquants sexuels.

[2] Au 1er juillet 2010, fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield.

[3] Les heures et les coûts sont ceux après 22 périodes de paie (au 31 janvier 2012).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDES DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 44 : Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014. Ventilation par établissement1.

C/R SAGIP	Établissements de détention / Cat. / Corps	Dépenses salariales[2] — Cadres [cat. 08] [630]			Prof. [cat. 03] [100 à 199]			PBTA [cat. 04] [200 à 299]			ASC [cat. 05] [307]					Ouvriers [cat. 07] [400 à 499]			Total		
		Effectifs[1]		Masse salariale	Effectifs[1]		Masse salariale	Effectifs[1]		Masse salariale	Effectifs ASC-TC[1]		Effectifs ASC-TPR[1]		Masse salariale	Effectifs[1]		Masse salariale	Effectifs[1]		Masse salariale[3]
		Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$
3251-52	Amos	4	4	719,9 $	0	2	121,8 $	0	5	195,8 $	30	18	28	19	5 076,7 $	2	9	333,4 $	64	57	6 447,6 $
3550-51	Baie-Comeau	2	5	589,9 $	0	1	66,6 $	0	4	165,8 $	16	11	13	5	2 452,5 $	4	8	401,1 $	35	34	3 675,9 $
3520-21	Chicoutimi	0	5	466,6 $	0	1	58,5 $	1	4	182,2 $	26	16	15	9	3 460,6 $	5	3	312,4 $	47	38	4 480,3 $
3211-12	Hull	8	3	828,0 $	1	3	145,6 $	0	9	391,0 $	56	26	27	7	6 946,5 $	6	6	456,7 $	98	54	8 767,8 $
3327-28	Maison Tanguay	5	8	869,9 $	1	4	272,8 $	1	6	242,6 $	17	39	8	21	5 348,0 $	7	0	279,0 $	39	78	7 012,3 $
3331 à 38	Montréal	25	19	3 564,2 $	7	19	1 644,1 $	11	40	2 012,3 $	197	127	126	53	32 655,3 $	26	8	1 215,8 $	392	266	41 091,7 $
3561 à 63	New Carlisle & Havre Aubert	4	3	600,4 $	0	1	76,1 $	1	6	234,7 $	18	12	13	8	2 775,2 $	2	10	340,4 $	38	40	4 026,8 $
3570-71	Percé	3	2	394,5 $	0	1	65,2 $	0	1	29,6 $	16	7	6	6	1 779,0 $	0	0	- $	25	17	2 268,3 $
3510 à 13	Québec	15	27	3 268,1 $	10	12	1 304,3 $	7	20	1 193,4 $	136	111	75	41	20 566,9 $	23	8	1 180,3 $	266	219	27 513,0 $
3531-32	Rimouski	6	2	541,6 $	1	1	56,3 $	0	6	234,1 $	29	18	18	8	4 133,6 $	4	6	326,3 $	58	41	5 291,9 $
3311 à 19	Rivière-des-Prairies	31	18	3 879,8 $	2	7	551,7 $	8	26	1 385,2 $	168	113	77	44	22 790,9 $	20	7	915,9 $	306	215	29 523,5 $
3522-23	Roberval	2	3	457,5 $	0	1	58,5 $	1	2	132,2 $	13	18	15	2	2 674,2 $	2	6	237,0 $	33	32	3 559,4 $
3552-53	Sept-Îles	2	2	366,7 $	0	1	79,4 $	0	2	93,9 $	10	10	3	2	1 611,1 $	0	0	- $	15	17	2 151,1 $
3131-32	Sherbrooke	9	4	1 029,1 $	1	5	336,7 $	2	7	367,6 $	51	26	31	14	7 337,4 $	8	4	456,1 $	102	60	9 526,9 $
3140-41	Sorel	4	4	605,5 $	0	1	61,3 $	0	6	233,5 $	19	16	30	15	4 051,5 $	3	6	340,4 $	56	48	5 292,2 $
3221 à 23	St-Jérôme	16	11	2 066,7 $	3	11	894,9 $	4	14	661,9 $	86	64	45	24	12 766,6 $	11	7	653,0 $	165	131	17 043,1 $
3151-52	Trois-Rivières	14	2	1 233,3 $	2	3	306,9 $	1	7	357,0 $	53	26	25	7	7 079,9 $	5	9	574,2 $	100	54	9 551,3 $
3142-3143	Valleyfield[4]	0	0	- $	0	0	- $	0	0	16,8 $	0	0	0	0	- $	0	0	27,4 $	0	0	44,2 $
	Autres que les établissements de détention	13	20	3 217,1 $	81	322	23 729,0 $	11	102	4 761,0 $	34	56	0	5	5 685,3 $	0	0	- $	139	505	37 392,4 $
	Sous-total effectifs	163	142		109	396		48	267		975	714	555	290		128	97		1 978	1 906	
	Total effectifs et masse salariale	305		24 698,8 $	505		29 829,7 $	315		12 890,6 $	1 689		845		149 191,2 $	225		8 049,4 $	3 884		224 659,7 $
																					(429,0)
	Plus : CSST (dépense estimée)[5]																				224 230,7

Dépenses probables totales 2012-2013 (k$) :

[1] Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels selon les données disponibles au 30 septembre 2012. Les effectifs occasionnels ASC sont intégrés avec les ASC-TPR.

[2] La rémunération est la dépense probable au 31 mars 2013 évaluée le 30 septembre 2012 par le réseau.

[3] Inclus les primes, les gratifications, doublage de postes et le temps supplémentaire.

[4] Fermeture de l'établissement en juillet 2010 mais le transfert final du personnel a eu lieu à la paie 12 (août 2012).

[5] Ce montant tient compte seulement de 262,8 k$ de remboursements prévu en provenance de la CSST et 166,2 k$ en provenance des syndicats (Le budget et la dépense pour la contribution de l'employeur CSST ont été transférés aux éléments de gestion centrale).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 45 : Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en collectivité (milieu ouvert), selon le type de surveillance par région administrative

Régions correctionnelles[3]	2012-2013 (6 mois)								2011-2012 (10 mois)							
	Surveillance[2]						Effectifs[1]		Surveillance[2]						Effectifs[1]	
	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires		Agent de probation[4]	ASC	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires		Agent de probation[4]	ASC
					seul	mixte[5]							seul	mixte[5]		
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	179	13	647	4	177	169	18	8	159	13	754	1	129	199	21	7
Bas-St-Laurent	70	24	410	1	29	83	12	3	56	24	431	2	36	81	14	3
Côte-Nord	42	1	156	1	52	30	9	4	41	5	172	1	38	27	9	4
Estrie	226	34	845	3	91	312	20	6	218	35	899	4	25	299	22	6
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	58	14	221	2	58	55	8	3	40	22	233	1	37	62	10	2
Laval-Lanaudière-Laurentides	583	76	1 504	9	305	410	39	13	598	59	1435	14	289	381	47	15
Mauricie	184	22	567	3	106	107	19	5	191	33	526	4	91	107	21	5
Montérégie	362	44	1 631	8	434	402	42	9	361	55	1572	6	340	370	45	9
Montréal	654	93	1 814	9	521	419	70	22	734	80	1862	11	478	387	53	24
Outaouais	165	20	726	6	6	130	21	5	156	19	686	5	7	125	21	5
Québec-Chaudières-Appalaches	390	88	1 419	15	296	317	43	12	354	112	1387	13	229	249	39	12
Saguenay-Lac-St-Jean	126	32	526	5	166	127	11	5	114	28	498	5	151	117	15	5
TOTAL	3 040	463	10 464	64	2 240	2 561	312	95	3 021	483	10 454	68	1 848	2 403	317	97
GRAND TOTAL	16 270[6]						407		15 875[6]						414	
MOYENNE DE DOSSIERS PAR ETC	40,0								38,3							

[1] Le nombre d'agents de probation et d'ASC (en milieu ouvert) fait référence aux effectifs en poste à une date donnée de chacune des années financières. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes au milieu ouvert.

[2] Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle arrondie des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale. L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit: 1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

[3] Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour les Services correctionnels.

[4] Cueillette de données faite auprès des DGA

[5] Mixte: Il s'agit de travaux communautaires qui incluent d'autres mesures correctionnelles, telles que sursis, libération conditionnelle et probation.

[6] Le grand total exclut les travaux communautaires mixtes car ces derniers sont déjà ventilés sur l'ensemble des activités de surveillance.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 45 : Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en collectivité (milieu ouvert), selon le type de surveillance par région administrative

Régions correctionnelles[3]	2010-2011 Surveillance[2]						2010-2011 Effectifs[1]		2009-2010 Surveillance[2]						2009-2010 Effectifs[1]	
	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires seul	Travaux communautaires mixte[4]	Agent de probation	ASC	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires seul	Travaux communautaires mixte[4]	Agent de probation	ASC
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	185	15	789	2	113	233	20	8	169	16	741	2	59	205	21	7
Bas-St-Laurent	69	20	475	3	48	82	12	3	75	24	467	3	38	71	12	4
Côte-Nord	46	4	204	0	54	39	9	4	69	2	217	0	64	51	10	4
Estrie	228	31	943	3	32	261	22	5	227	37	913	3	5	236	21	6
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	44	14	226	3	38	33	11	3	48	11	204	1	42	32	7	2
Laval-Lanaudière-Laurentides	609	77	1 413	9	298	338	43	15	696	89	1319	10	222	297	41	19
Mauricie	180	31	542	6	80	115	18	6	215	27	585	1	75	127	16	7
Montérégie	415	48	1 619	4	312	377	42	8	439	60	1582	7	287	342	43	11
Montréal	894	97	1 948	11	491	429	74	23	928	98	2073	12	373	406	76	20
Outaouais	164	19	737	7	9	160	24	5	144	27	705	8	6	110	25	7
Québec-Chaudières-Appalaches	348	98	1 567	13	196	288	49	12	405	98	1706	9	194	327	46	13
Saguenay-Lac-St-Jean	133	28	501	3	145	111	12	5	168	18	486	3	108	97	12	5
TOTAL	3 315	482	10 963	64	1 817	2 467	336	97	3 582	507	11 000	59	1 473	2 301	330	105
GRAND TOTAL	16 640[5]						433		16 621[5]						435	
MOYENNE DE DOSSIERS PAR ETC	38,4								38,2							

[1] Le nombre d'agents de probation et d'ASC (en milieu ouvert) fait référence aux effectifs en poste à une date donnée de chacune des années financières. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes en milieu ouvert.

[2] Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle arrondie des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale. L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit: 1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

[3] Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour les Services correctionnels.

[4] Mixte: Il s'agit de travaux communautaires qui incluent d'autres mesures correctionnelles, telles que sursis, libération conditionnelle et probation.

[5] Le grand total exclut les travaux communautaires mixtes car ces derniers sont déjà ventilés sur l'ensemble des activités de surveillance.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 45 : Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en collectivité (milieu ouvert), selon le type de surveillance par région administrative

	2008-2009							
	Surveillance[2]						Effectifs[1]	
Régions correctionnelles[3]	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires		Agent de probation	ASC
					seul	mixte[4]		
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	148	6	718	2	38	192	17	8
Bas-St-Laurent	84	25	461	3	38	87	13	4
Côte-Nord	74	6	204	0	65	37	9	5
Estrie	227	35	776	3	2	165	21	5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	54	12	209	1	36	39	8	2
Laval-Lanaudière-Laurentides	676	98	1 259	13	153	267	37	19
Mauricie	225	41	525	3	55	119	16	7
Montérégie	436	54	1 583	6	222	310	42	11
Montréal	902	111	2 132	15	271	400	76	19
Outaouais	146	17	652	6	3	106	21	7
Québec-Chaudières-Appalaches	438	104	1 620	6	172	307	42	14
Saguenay-Lac-St-Jean	197	25	483	3	75	93	13	5
TOTAL	3 606	534	10 622	61	1 132	2 121	315	106
GRAND TOTAL	15 956[(5)]						421	
MOYENNE DE DOSSIERS PAR ETC	37,9							

[1] Le nombre d'agents de probation et d'ASC (en milieu ouvert) fait référence aux effectifs en poste à une date donnée de chacune des années financières. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes au milieu ouvert.

[2] Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle arrondie des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale. L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit: 1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

[3] Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour les Services correctionnels.

[4] Mixte: Il s'agit de travaux communautaires qui incluent d'autres mesures correctionnelles, telles que sursis, libération conditionnelle et probation.

[5] Le grand total exclut les travaux communautaires mixtes car ces derniers sont déjà ventilés sur l'ensemble des activités de surveillance.

TITRE ET PROGRAMME : Direction générale des affaires policières - 01.04

QUESTION 46 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

Nation	Communauté	Statut	Nombre de policiers[1]	Population desservie[2]	Coût annuel[3]	District couvert[4]
Abénaquis	Odanak- Wôlinak	Corps de police	6	385	312 000 $	17
Algonquins	Kebaowek (Eagle Village)	Corps de police	2	275	148 943 $	08
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps de police	9	1 579	480 000 $	07
Algonquins	Lac Simon	Corps de police	12	1 518	636 000 $	08
Algonquins	Pikogan (Abitibiwinni)	Corps de police	3	564	161 066 $	08
Algonquins	Timiskaming	Corps de police	4	636	230 400 $	08
Atikamekw	Manawan	Corps de police	9	2 173	486 221 $	14
Atikamekw	Obedjiwan	Corps de police	14	2 215	1 056 000 $	04
Atikamekw	Wemotaci	Corps de police	6	1 376	439 454 $	04
Cris	Baie-James (9 communautés)	Corps de police	79	15 892	7 960 319 $	10
Hurons	Wendake	Corps de police	9	1 382	571 536 $	03
Innus	Betsiamites (Pessamit)	Corps de police	9	2 910	480 000 $	09
Innus	Essipit	Corps de police	3	182	130 901 $	09
Innus	Mashteuiatsh	Corps de police	11	2 073	576 000 $	02

[1] Nombre de policiers (postes équivalents temps complets).
[2] Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2011.
[3] Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2012-2013.
[4] Le district couvert correspond à la région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction générale des affaires policières - 01.04

Nation	Communauté	Statut	Nombre de policiers[1]	Population desservie[2]	Coût annuel[3]	District couvert[4]
Innus	Pakua Shipi	Corps de police	3	339	240 000 $	09
Innus	Uashat Mak Mani-Utenam	Corps de police	16	3 202	798 720 $	09
Inuit	Kativik (14 villages nordiques)	Corps de police	58	10 212	8 923 722 $	10
Micmac	Gesgapegiag	Corps de police	4	657	220 158 $	11
Micmac	Listuguj	Corps de police	12	2 052	601 283 $	11
Mohawk	Akwesasne	Corps de police	24	5 379	870 905 $	16
Mohawk	Kahnawake	Corps de police	33	7 696	2 057 153 $	16
Naskapis	Kawawachikamach	Corps de police	4	853	360 000 $	09
Total			**330**	**63 550**	**27 740 781 $**	

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

1. Nombre de policiers (postes équivalents temps complets).
2. Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2011.
3. Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2012-2013.
4. Le district couvert correspond à la région administrative.

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 47: Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogues et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2011-2012 et 2012-2013.

Nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes, données 2011

Type de corps policiers	Infractions au Code criminel																				Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales			
	Infractions contre la personne				Infractions contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules				Total															
		Infractions classées				Infractions classées				Infractions classées				Infractions classées				Infractions classées					Infractions classées				Infractions classées				Infractions classées		
	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones	81 150	37 523	27 149	79,7	225 050	28 258	15 102	19,3	42 966	32 650	5 565	88,9	41 098	18 257	3 386	52,7	390 264	116 688	51 202	43,0	22 811	13 648	6 282	87,4	23 750	14 365	6 429	87,6	6 131	4 207	831	82,2

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données 2011 (année civile) du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondée sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

Données 2012 non disponibles.

L'extraction des données 2012 sera effectuée en avril 2013.

Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
46005	Abercorn	356	72 957 748 $	75 150 $
NR880	Abitibi	207	9 338 549 $	9 551 $
NR870	Abitibi-Ouest	124	1 744 340 $	1 805 $
48028	Acton Vale	7 460	509 840 632 $	878 508 $
31056	Adstock	2 836	303 707 164 $	313 614 $
98030	Aguanish	288	9 063 601 $	9 224 $
92030	Albanel	2 260	113 114 192 $	116 723 $
07025	Albertville	289	12 986 112 $	13 370 $
84050	Alleyn-et-Cawood	245	43 830 958 $	45 402 $
93042	Alma	30 163	2 562 785 877 $	4 412 379 $
78070	Amherst	1 559	280 219 650 $	289 302 $
88055	Amos	12 469	763 541 440 $	1 312 443 $
07047	Amqui	6 200	347 465 855 $	597 359 $
55008	Ange-Gardien	2 394	316 627 937 $	326 778 $
85080	Angliers	307	14 158 988 $	14 609 $
NR790	Antoine-Labelle	0	48 669 300 $	50 568 $
19037	Armagh	1 567	98 780 355 $	101 740 $
78060	Arundel	620	87 716 199 $	90 647 $
40043	Asbestos	6 978	321 742 949 $	554 242 $
41055	Ascot Corner	2 803	208 256 503 $	215 244 $
50013	Aston-Jonction	382	30 087 561 $	30 964 $
13045	Auclair	491	32 624 346 $	33 613 $
30055	Audet	639	49 311 708 $	50 890 $
83090	Aumond	880	56 750 284 $	58 762 $
87050	Authier	258	7 565 864 $	7 716 $
87100	Authier-Nord	323	8 813 202 $	9 214 $
NR060	Avignon	0	281 853 $	297 $
45035	Ayer's Cliff	1 046	164 516 531 $	169 970 $
96020	Baie-Comeau	21 948	1 668 720 625 $	2 875 562 $
08080	Baie-des-Sables	613	36 708 873 $	37 691 $
50100	Baie-du-Febvre	1 040	136 536 156 $	140 932 $
99060	Baie-James	2 088	443 346 601 $	461 763 $
98035	Baie-Johan-Beetz	88	4 356 308 $	4 463 $
15065	Baie-Sainte-Catherine	201	13 513 090 $	14 033 $
16013	Baie-Saint-Paul	7 236	740 788 191 $	1 274 725 $
96005	Baie-Trinité	478	22 892 196 $	23 563 $
78050	Barkmere	89	79 386 318 $	82 127 $
44045	Barnston-Ouest	570	95 109 050 $	98 091 $
88022	Barraute	2 103	74 778 253 $	77 092 $
37210	Batiscan	941	99 932 792 $	102 725 $
85020	Béarn	861	32 571 651 $	33 710 $
27028	Beauceville	6 197	414 633 441 $	713 958 $
31008	Beaulac-Garthby	924	145 434 586 $	150 136 $
19105	Beaumont	2 361	249 626 060 $	257 724 $
21025	Beaupré	3 271	505 997 153 $	572 970 $
38010	Bécancour	12 196	1 369 241 046 $	2 352 117 $
46035	Bedford	2 623	201 716 793 $	208 196 $
46040	Bedford	739	78 104 040 $	80 594 $
94250	Bégin	839	46 964 857 $	48 256 $
89050	Belcourt	265	7 198 714 $	7 468 $
85065	Belleterre	331	9 450 356 $	9 848 $
88070	Berry	533	20 667 570 $	21 403 $
18065	Berthier-sur-Mer	1 301	140 358 333 $	145 332 $
52035	Berthierville	4 017	317 873 042 $	441 194 $
48005	Béthanie	332	39 922 100 $	41 216 $
13055	Biencourt	566	23 923 671 $	24 685 $
98005	Blanc-Sablon	1 180	62 490 096 $	64 596 $
83045	Blue Sea	584	134 891 724 $	139 483 $
80115	Boileau	508	63 548 428 $	65 517 $
21045	Boischatel	6 337	563 640 507 $	968 373 $
83085	Bois-Franc	444	34 841 500 $	35 973 $
45095	Bolton-Est	799	208 883 049 $	215 810 $
46065	Bolton-Ouest	758	217 394 742 $	224 707 $
05045	Bonaventure	2 665	197 452 739 $	203 019 $
NR050	Bonaventure	35	7 470 603 $	7 677 $
98010	Bonne-Espérance	790	19 641 674 $	20 263 $
42040	Bonsecours	549	83 819 262 $	86 486 $
83050	Bouchette	689	116 415 507 $	120 490 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
80145	Bowman	695	80 366 625 $	83 376 $
78075	Brébeuf	960	95 994 978 $	99 170 $
46090	Brigham	2 554	222 956 176 $	229 784 $
84005	Bristol	1 281	153 530 645 $	158 487 $
46070	Brome	277	38 905 979 $	40 198 $
76043	Brownsburg-Chatham	6 851	596 026 919 $	1 025 643 $
84025	Bryson	581	25 123 348 $	25 945 $
41070	Bury	1 168	126 191 607 $	130 377 $
12057	Cacouna	1 918	168 863 994 $	174 100 $
84030	Campbell's Bay	727	32 350 292 $	33 403 $
04047	Cap-Chat	2 742	125 838 095 $	129 728 $
05060	Caplan	1 868	101 135 276 $	104 369 $
18045	Cap-Saint-Ignace	3 156	209 703 792 $	229 561 $
34030	Cap-Santé	2 904	226 609 750 $	233 154 $
06013	Carleton-sur-Mer	3 993	285 493 650 $	388 974 $
05077	Cascapédia-Saint-Jules	802	36 655 773 $	37 768 $
07018	Causapscal	2 336	84 622 424 $	87 385 $
83040	Cayamant	833	115 075 644 $	118 885 $
91020	Chambord	1 775	146 587 100 $	151 913 $
37220	Champlain	1 614	185 349 963 $	190 918 $
88005	Champneuf	133	2 535 132 $	2 678 $
02028	Chandler	7 674	350 515 021 $	600 411 $
99020	Chapais	1 627	42 850 975 $	44 402 $
51080	Charette	930	55 284 122 $	57 479 $
NR160	Charlevoix	0	20 177 185 $	20 798 $
NR150	Charlevoix-Est	212	71 501 758 $	73 917 $
41020	Chartierville	354	54 261 088 $	55 928 $
21035	Château-Richer	3 976	311 761 310 $	424 346 $
87095	Chazel	269	10 855 656 $	11 258 $
80103	Chénéville	777	73 492 848 $	75 766 $
62047	Chertsey	5 135	571 189 759 $	934 861 $
39030	Chesterville	986	74 718 878 $	77 248 $
99025	Chibougamau	7 510	428 335 429 $	737 029 $
84090	Chichester	378	23 644 791 $	24 467 $
96035	Chute-aux-Outardes	1 719	46 573 695 $	48 100 $
79065	Chute-Saint-Philippe	945	133 807 199 $	137 482 $
84015	Clarendon	1 205	139 161 161 $	143 942 $
15035	Clermont	3 078	217 495 586 $	229 716 $
87110	Clermont	497	21 463 190 $	22 018 $
87075	Clerval	364	24 899 013 $	25 578 $
42110	Cleveland	1 566	147 907 425 $	152 834 $
03010	Cloridorme	706	29 538 769 $	30 319 $
44037	Coaticook	9 079	729 769 321 $	1 256 482 $
95050	Colombier	795	25 261 449 $	26 183 $
44071	Compton	2 973	314 997 527 $	325 305 $
41038	Cookshire-Eaton	5 230	409 154 548 $	481 250 $
71040	Coteau-du-Lac	6 746	810 644 188 $	1 397 045 $
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	1 004	40 891 307 $	42 280 $
30090	Courcelles	906	56 814 434 $	58 772 $
46080	Cowansville	12 446	971 681 999 $	1 671 947 $
61013	Crabtree	3 840	273 797 821 $	365 911 $
40047	Danville	3 932	230 732 309 $	314 905 $
39155	Daveluyville	1 006	47 677 057 $	49 192 $
13005	Dégelis	3 147	164 992 542 $	180 724 $
83070	Déléage	1 878	102 748 046 $	106 080 $
83005	Denholm	605	94 503 000 $	97 682 $
93005	Desbiens	1 029	41 141 439 $	42 607 $
38070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent	965	82 281 143 $	84 593 $
34058	Deschambault-Grondines	2 048	386 660 949 $	398 451 $
31015	Disraeli	2 463	130 122 290 $	134 552 $
31020	Disraeli	1 067	110 959 856 $	114 748 $
44023	Dixville	697	69 780 068 $	72 210 $
92022	Dolbeau-Mistassini	14 145	842 568 283 $	1 451 845 $
34025	Donnacona	6 279	464 381 064 $	800 343 $
33040	Dosquet	897	71 452 499 $	73 429 $
49058	Drummondville	71 716	5 101 733 051 $	9 443 470 $
41117	Dudswell	1 719	191 416 585 $	198 475 $
80135	Duhamel	549	193 760 128 $	200 377 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
85030	Duhamel-Ouest	898	70 436 672 $	72 600 $
69075	Dundee	412	53 749 508 $	55 411 $
46050	Dunham	3 482	416 455 980 $	504 669 $
87005	Duparquet	659	35 300 663 $	36 349 $
87085	Dupuy	1 011	31 408 405 $	32 471 $
49015	Durham-Sud	1 063	80 545 237 $	83 132 $
41060	East Angus	3 449	184 476 848 $	224 122 $
31122	East Broughton	2 241	91 213 421 $	94 482 $
46085	East Farnham	504	41 929 648 $	43 222 $
44010	East Hereford	344	42 642 851 $	44 007 $
45093	Eastman	1 545	373 927 353 $	385 720 $
83075	Egan-Sud	502	36 985 626 $	38 153 $
69050	Elgin	453	52 748 012 $	54 518 $
62053	Entrelacs	988	193 793 645 $	200 768 $
06025	Escuminac	679	29 859 612 $	30 925 $
10005	Esprit-Saint	397	13 945 908 $	14 321 $
77011	Estérel	274	253 767 657 $	261 728 $
46112	Farnham	8 175	604 151 616 $	1 039 433 $
80005	Fassett	436	37 876 190 $	38 930 $
94220	Ferland-et-Boilleau	613	37 174 546 $	38 441 $
79097	Ferme-Neuve	2 810	232 933 065 $	240 370 $
97035	Fermont	2 881	300 535 798 $	311 160 $
95045	Forestville	3 285	137 619 166 $	156 424 $
84060	Fort-Coulonge	1 400	45 812 552 $	47 416 $
38047	Fortierville	710	39 669 438 $	41 178 $
22010	Fossambault-sur-le-Lac	1 802	267 769 904 $	277 153 $
26005	Frampton	1 343	112 830 173 $	116 534 $
69010	Franklin	1 671	172 183 275 $	177 974 $
96015	Franquelin	363	11 835 037 $	12 248 $
46010	Frelighsburg	1 066	195 231 870 $	201 631 $
30025	Frontenac	1 759	167 463 348 $	173 569 $
85055	Fugèreville	313	13 812 190 $	14 321 $
87020	Gallichan	465	20 481 421 $	21 008 $
03005	Gaspé	14 902	1 071 995 653 $	1 838 246 $
92055	Girardville	1 118	50 684 933 $	52 524 $
96010	Godbout	316	12 559 528 $	13 082 $
69060	Godmanchester	1 385	149 621 994 $	154 727 $
76025	Gore	1 672	297 089 038 $	307 307 $
83032	Gracefield	2 322	385 793 583 $	399 569 $
02015	Grande-Rivière	3 434	155 218 453 $	187 973 $
35040	Grandes-Piles	377	61 932 900 $	64 127 $
03020	Grande-Vallée	1 170	57 564 858 $	59 489 $
09060	Grand-Métis	256	21 017 073 $	21 720 $
83095	Grand-Remous	1 229	92 269 510 $	95 126 $
50065	Grand-Saint-Esprit	458	42 409 745 $	43 758 $
76055	Grenville	1 351	98 163 713 $	101 281 $
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 890	300 817 028 $	311 828 $
98014	Gros-Mécatina	518	21 106 243 $	21 740 $
01042	Grosse-Île	491	28 229 102 $	29 316 $
08015	Grosses-Roches	429	18 461 140 $	18 964 $
85095	Guérin	304	13 783 933 $	14 301 $
39010	Ham-Nord	844	62 398 439 $	64 308 $
41075	Hampden	195	21 864 531 $	22 662 $
40005	Ham-Sud	220	45 792 240 $	47 104 $
76065	Harrington	770	235 253 706 $	242 486 $
45043	Hatley	820	203 116 585 $	209 586 $
45055	Hatley	1 919	309 216 383 $	319 179 $
69005	Havelock	773	93 685 662 $	96 807 $
98040	Havre-Saint-Pierre	3 279	299 278 838 $	337 678 $
93020	Hébertville	2 478	151 489 711 $	156 463 $
93025	Hébertville-Station	1 266	57 448 525 $	59 211 $
68010	Hemmingford	768	54 937 937 $	56 543 $
68015	Hemmingford	1 793	231 693 900 $	239 004 $
56042	Henryville	1 511	179 032 699 $	185 397 $
35035	Hérouxville	1 297	78 057 340 $	80 809 $
69045	Hinchinbrooke	2 220	190 409 272 $	196 846 $
19070	Honfleur	778	90 311 655 $	93 150 $
05025	Hope	661	25 354 706 $	26 183 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
05020	Hope Town	355	16 845 253 $	17 267 $
69025	Howick	630	44 087 306 $	45 504 $
78065	Huberdeau	945	78 514 211 $	81 077 $
71100	Hudson	4 923	935 249 983 $	1 479 089 $
69055	Huntingdon	2 431	146 682 935 $	150 946 $
32058	Inverness	823	113 893 497 $	117 520 $
31040	Irlande	939	74 813 648 $	77 385 $
78042	Ivry-sur-le-Lac	432	242 404 011 $	250 412 $
61025	Joliette	19 892	1 704 963 371 $	2 934 193 $
14050	Kamouraska	644	91 176 568 $	94 032 $
NR140	Kamouraska	0	4 005 641 $	4 166 $
83015	Kazabazua	1 003	123 165 145 $	127 441 $
79025	Kiamika	887	71 975 712 $	74 078 $
42070	Kingsbury	96	9 067 635 $	9 243 $
39097	Kingsey Falls	2 040	188 460 945 $	195 290 $
31105	Kinnear's Mills	351	41 050 541 $	42 192 $
85010	Kipawa	533	44 873 805 $	46 426 $
90017	La Bostonnais	619	29 733 522 $	30 695 $
78115	La Conception	1 383	293 735 415 $	303 629 $
88030	La Corne	778	33 898 911 $	34 983 $
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	73 080 278 $	75 229 $
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	5 532 500 $	5 654 $
91050	La Doré	1 472	68 186 745 $	70 190 $
19090	La Durantaye	689	63 952 508 $	66 220 $
29030	La Guadeloupe	1 702	86 342 330 $	88 994 $
NR950	La Haute-Côte-Nord	0	39 963 441 $	41 349 $
NR040	La Haute-Gaspésie	204	20 756 869 $	21 472 $
NR220	La Jacques-Cartier	0	4 253 682 $	4 454 $
79047	La Macaza	1 017	186 941 300 $	193 031 $
15013	La Malbaie	8 811	687 167 707 $	1 121 757 $
04030	La Martre	268	7 728 633 $	8 053 $
NR070	La Matapédia	39	58 337 581 $	60 133 $
78130	La Minerve	1 378	329 023 646 $	341 124 $
NR090	La Mitis	0	18 303 560 $	18 745 $
88015	La Morandière	263	8 396 551 $	8 609 $
88045	La Motte	440	20 722 196 $	21 472 $
41027	La Patrie	782	85 365 612 $	88 297 $
14085	La Pocatière	4 332	331 326 613 $	483 173 $
54035	La Présentation	2 369	308 693 050 $	318 506 $
09005	La Rédemption	539	18 784 332 $	19 399 $
87080	La Reine	346	9 473 210 $	9 780 $
87090	La Sarre	7 273	384 402 566 $	661 668 $
10010	La Trinité-des-Monts	264	14 677 098 $	15 117 $
90012	La Tuque	11 321	721 504 022 $	1 113 848 $
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0	23 053 974 $	23 842 $
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	644	53 741 455 $	55 411 $
50085	La Visitation-de-Yamaska	339	52 614 480 $	54 220 $
78120	Labelle	2 245	359 902 834 $	372 464 $
93055	Labrecque	1 407	72 816 831 $	75 137 $
22040	Lac Beauport	7 097	941 546 016 $	1 618 075 $
46075	Lac Brome	5 689	1 150 388 993 $	1 977 241 $
22030	Lac Delage	516	68 712 950 $	71 108 $
90027	Lac Edouard	163	30 162 211 $	31 300 $
22015	Lac Saint-Joseph	247	230 395 095 $	238 076 $
07057	Lac-au-Saumon	1 481	62 887 822 $	64 844 $
35010	Lac-aux-Sables	1 318	168 854 589 $	173 885 $
91005	Lac-Bouchette	1 215	72 965 363 $	75 209 $
13060	Lac-des-Aigles	581	23 604 958 $	24 427 $
79078	Lac-des-Écorces	2 996	197 378 954 $	203 674 $
80130	Lac-des-Plages	406	103 373 426 $	106 569 $
77055	Lac-des-Seize-Îles	171	80 944 399 $	83 862 $
30080	Lac-Drolet	1 106	95 104 779 $	98 423 $
79015	Lac-du-Cerf	430	78 471 680 $	80 852 $
28053	Lac-Etchemin	3 969	269 416 986 $	367 560 $
18010	Lac-Frontière	197	13 877 500 $	14 311 $
76020	Lachute	12 302	1 028 997 966 $	1 769 758 $
30030	Lac-Mégantic	5 994	462 230 867 $	796 357 $
56023	Lacolle	2 608	259 370 015 $	267 587 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
29095	Lac-Poulin	135	39 752 910 $	41 050 $
79060	Lac-Saguay	506	65 813 200 $	67 771 $
83020	Lac-Sainte-Marie	630	222 906 968 $	230 839 $
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	9 007 672 $	9 233 $
79105	Lac-Saint-Paul	562	61 529 100 $	63 668 $
34120	Lac-Sergent	483	80 740 590 $	83 399 $
80095	Lac-Simon	872	323 184 064 $	332 377 $
78095	Lac-Supérieur	1 845	500 431 758 $	517 883 $
85070	Laforce	379	9 827 083 $	10 165 $
93060	Lamarche	591	28 654 385 $	29 388 $
30095	Lambton	1 608	220 092 093 $	227 385 $
88035	Landrienne	1 095	44 600 796 $	46 089 $
21040	L'Ange-Gardien	3 500	303 071 161 $	365 965 $
52017	Lanoraie	4 620	374 620 624 $	569 562 $
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 147	98 242 068 $	101 481 $
78015	Lantier	840	194 552 280 $	200 640 $
79050	L'Ascension	939	105 158 267 $	109 070 $
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 063	114 116 499 $	117 837 $
06060	L'Ascension-de-Patapédia	206	6 853 306 $	7 190 $
85060	Latulipe-et-Gaboury	338	12 726 917 $	13 102 $
88080	Launay	229	8 560 701 $	8 955 $
33060	Laurier-Station	2 569	188 453 470 $	194 724 $
32072	Laurierville	1 365	109 740 284 $	112 889 $
52007	Lavaltrie	12 924	971 885 669 $	1 671 649 $
49025	L'Avenir	1 293	107 049 559 $	110 739 $
85050	Laverlochère	728	29 427 016 $	30 485 $
42045	Lawrenceville	678	47 800 060 $	49 440 $
NR910	Le Domaine-du-Roy	36	48 960 660 $	50 640 $
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	15	318 453 400 $	331 082 $
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 070 992 $	1 190 $
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 613	126 716 237 $	131 323 $
33123	Leclercville	501	52 819 553 $	54 489 $
49020	Lefebvre	846	63 847 837 $	65 787 $
13050	Lejeune	338	17 416 775 $	17 824 $
38020	Lemieux	326	24 724 532 $	25 638 $
60035	L'Épiphanie	5 237	310 382 163 $	517 989 $
60040	L'Épiphanie	3 210	269 464 583 $	306 102 $
NR110	Les Basques	0	525 616 $	596 $
95018	Les Bergeronnes	665	38 918 015 $	40 178 $
71050	Les Cèdres	5 882	568 855 584 $	979 164 $
71033	Les Coteaux	4 469	325 053 780 $	480 948 $
16048	Les Éboulements	1 329	177 254 691 $	182 671 $
95025	Les Escoumins	2 082	105 073 665 $	108 442 $
09015	Les Hauteurs	567	22 581 988 $	23 209 $
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 571	758 537 396 $	788 709 $
08005	Les Méchins	1 099	59 042 496 $	60 928 $
71095	L'Île-Cadieux	132	62 248 050 $	64 211 $
98020	L'Île-d'Anticosti	234	29 637 832 $	30 666 $
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	709	55 133 334 $	56 771 $
71060	L'Île-Perrot	10 666	895 615 386 $	1 540 277 $
41085	Lingwick	466	71 565 165 $	73 917 $
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 385	223 747 136 $	230 687 $
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 258	131 956 364 $	136 094 $
17078	L'Islet	3 851	262 308 677 $	350 450 $
12043	L'Isle-Verte	1 425	100 619 473 $	104 145 $
84040	Litchfield	473	75 940 293 $	78 136 $
80055	Lochaber	516	33 913 053 $	35 189 $
80060	Lochaber-Partie-Ouest	537	68 963 740 $	70 868 $
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	444	18 872 115 $	19 350 $
95032	Longue-Rive	1 142	36 106 764 $	37 300 $
85037	Lorrainville	1 317	60 792 558 $	62 967 $
33115	Lotbinière	949	114 728 772 $	118 500 $
51015	Louiseville	7 307	507 876 847 $	873 707 $
83010	Low	961	155 748 238 $	160 955 $
32065	Lyster	1 656	114 955 995 $	118 684 $
87058	Macamic	2 723	105 555 982 $	109 095 $
39165	Maddington	415	19 991 776 $	20 540 $
89015	Malartic	3 549	150 570 036 $	186 782 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
52095	Mandeville	2 289	247 177 145 $	254 905 $
NR960	Manicouagan	140	53 727 364 $	55 518 $
83065	Maniwaki	3 845	219 616 305 $	294 299 $
38028	Manseau	853	57 551 193 $	59 319 $
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 085	148 546 428 $	153 399 $
06005	Maria	2 523	163 327 696 $	169 014 $
NR920	Maria-Chapdelaine	199	71 533 900 $	74 845 $
42065	Maricourt	446	45 140 715 $	46 699 $
55048	Marieville	8 826	818 802 940 $	1 408 221 $
04025	Marsoui	326	8 354 802 $	8 668 $
30035	Marston	678	72 829 700 $	75 176 $
44060	Martinville	477	39 413 207 $	40 773 $
51008	Maskinongé	2 320	160 314 011 $	166 087 $
53010	Massueville	499	27 374 738 $	28 335 $
99015	Matagami	1 662	80 030 507 $	82 311 $
08053	Matane	14 537	961 552 079 $	1 654 655 $
NR080	Matane	15	7 029 500 $	7 161 $
06045	Matapédia	659	39 847 350 $	41 265 $
NR620	Matawinie	120	41 521 796 $	42 866 $
80065	Mayo	608	79 320 263 $	82 147 $
NR350	Mékinac	10	45 163 300 $	46 841 $
42075	Melbourne	1 120	129 083 602 $	133 156 $
83060	Messines	1 597	169 888 906 $	175 476 $
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 059	277 540 054 $	385 072 $
09048	Métis-sur-Mer	588	84 609 429 $	87 190 $
30040	Milan	321	37 351 000 $	38 500 $
76030	Mille-Isles	1 469	258 640 920 $	266 376 $
85075	Moffet	202	10 669 743 $	11 039 $
78055	Montcalm	655	124 819 840 $	129 235 $
14005	Mont-Carmel	1 182	70 587 991 $	72 702 $
83088	Montcerf-Lytton	733	45 869 484 $	47 387 $
80010	Montebello	974	96 788 051 $	100 306 $
09077	Mont-Joli	6 599	408 819 358 $	702 635 $
79088	Mont-Laurier	13 454	987 194 493 $	1 654 617 $
18050	Montmagny	11 212	761 235 818 $	1 310 400 $
80090	Montpellier	1 014	103 055 058 $	106 378 $
56097	Mont-Saint-Grégoire	2 965	341 122 614 $	352 240 $
79110	Mont-Saint-Michel	626	53 128 337 $	54 728 $
04015	Mont-Saint-Pierre	213	9 628 752 $	9 819 $
77050	Morin-Heights	3 808	715 396 438 $	956 570 $
80085	Mulgrave-et-Derry	385	103 733 030 $	107 086 $
03025	Murdochville	793	14 539 826 $	14 877 $
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	841	76 682 838 $	79 195 $
80110	Namur	485	37 801 091 $	39 096 $
30045	Nantes	1 418	88 198 161 $	91 311 $
68030	Napierville	3 809	291 008 171 $	388 002 $
98025	Natashquan	267	12 299 629 $	12 823 $
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	812	73 963 367 $	75 926 $
85100	Nédélec	387	17 685 885 $	18 277 $
34007	Neuville	3 824	369 507 142 $	491 917 $
05040	New Carlisle	1 383	75 271 537 $	77 610 $
05070	New Richmond	3 767	209 240 052 $	273 392 $
41037	Newport	803	111 096 656 $	115 471 $
50072	Nicolet	7 675	631 853 467 $	1 087 840 $
79030	Nominingue	2 291	422 289 922 $	435 610 $
92040	Normandin	3 003	178 526 381 $	188 842 $
87115	Normétal	854	13 686 524 $	14 082 $
45050	North Hatley	773	198 190 290 $	204 382 $
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	269	71 552 300 $	73 605 $
39015	Notre-Dame-de-Ham	430	21 685 456 $	22 374 $
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	1 090	224 231 502 $	231 423 $
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	787	52 516 216 $	54 230 $
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 528	1 098 293 077 $	1 890 366 $
92060	Notre-Dame-de-Lorette	160	10 949 440 $	11 307 $
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	708	59 590 645 $	61 572 $
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 477	165 313 817 $	171 018 $
35005	Notre-Dame-de-Montauban	817	87 074 509 $	90 395 $
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	726	125 404 482 $	129 420 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
30010	Notre-Dame-des-Bois	1 032	97 718 753 $	100 749 $
15025	Notre-Dame-des-Monts	784	36 968 665 $	38 017 $
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 256	110 542 400 $	114 270 $
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 187	84 819 186 $	87 526 $
61030	Notre-Dame-des-Prairies	8 720	676 392 340 $	1 162 682 $
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	63	29 215 493 $	30 148 $
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	705	83 657 807 $	86 287 $
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 442	82 728 793 $	85 638 $
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	922	98 842 005 $	101 881 $
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 524	305 458 605 $	314 832 $
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 565	288 229 157 $	496 742 $
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 100	51 905 688 $	53 626 $
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 262	156 039 576 $	162 063 $
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	422	32 696 604 $	33 691 $
06020	Nouvelle	1 747	92 100 502 $	94 916 $
56015	Noyan	1 375	151 401 195 $	156 766 $
45020	Ogden	722	209 355 575 $	216 249 $
72032	Oka	5 086	424 859 689 $	682 019 $
69037	Ormstown	3 568	294 293 121 $	366 824 $
84055	Otter Lake	954	142 992 499 $	147 834 $
13015	Packington	665	37 480 045 $	38 642 $
09040	Padoue	269	11 554 121 $	11 892 $
87025	Palmarolle	1 503	69 996 078 $	72 302 $
80037	Papineauville	2 111	178 892 317 $	184 563 $
38055	Parisville	491	35 820 930 $	36 944 $
05032	Paspébiac	3 240	155 692 981 $	176 856 $
02005	Percé	3 320	172 535 114 $	202 742 $
92010	Péribonka	539	78 185 128 $	80 135 $
16005	Petite-Rivière-Saint-François	736	234 611 775 $	242 056 $
03015	Petite-Vallée	230	8 850 985 $	9 224 $
94205	Petit-Saguenay	745	29 075 347 $	30 119 $
77030	Piedmont	2 634	553 076 608 $	570 405 $
50113	Pierreville	2 274	155 184 719 $	160 350 $
46025	Pike River	534	79 024 686 $	81 439 $
71070	Pincourt	13 806	1 262 807 644 $	2 172 566 $
30020	Piopolis	363	74 169 700 $	76 713 $
80045	Plaisance	1 042	73 836 697 $	76 014 $
32040	Plessisville	6 652	348 318 724 $	599 463 $
32045	Plessisville	2 607	187 859 876 $	193 465 $
13095	Pohénégamook	2 893	192 936 411 $	198 733 $
06030	Pointe-à-la-Croix	1 520	60 800 483 $	62 840 $
96030	Pointe-aux-Outardes	1 458	81 994 272 $	84 443 $
71055	Pointe-des-Cascades	1 216	99 733 656 $	103 165 $
71140	Pointe-Fortune	518	48 118 560 $	49 719 $
96025	Pointe-Lebel	1 917	87 011 980 $	90 043 $
NR840	Pontiac	21	12 055 575 $	12 536 $
34017	Pont-Rouge	8 782	551 984 024 $	949 551 $
84020	Portage-du-Fort	281	15 261 635 $	15 750 $
97022	Port-Cartier	6 904	516 852 531 $	882 124 $
02047	Port-Daniel-Gascons	2 530	88 429 906 $	91 159 $
34048	Portneuf	3 075	195 255 962 $	204 747 $
NR340	Portneuf	52	38 474 835 $	39 319 $
95040	Portneuf-sur-Mer	780	27 242 897 $	27 920 $
45030	Potton	1 757	627 832 171 $	648 952 $
87035	Poularies	691	21 663 063 $	22 277 $
88090	Preissac	787	86 729 907 $	89 618 $
75040	Prévost	12 123	1 063 080 908 $	1 829 155 $
09065	Price	1 738	58 418 217 $	60 528 $
32033	Princeville	5 708	352 625 350 $	605 886 $
42032	Racine	1 284	177 903 839 $	183 915 $
96040	Ragueneau	1 486	47 808 585 $	49 568 $
87010	Rapide-Danseur	344	22 919 353 $	23 359 $
84100	Rapides-des-Joachims	178	12 122 482 $	12 536 $
62037	Rawdon	10 997	937 442 190 $	1 609 753 $
85105	Rémigny	298	12 785 032 $	13 091 $
42098	Richmond	3 310	203 797 654 $	239 257 $
71133	Rigaud	7 722	806 673 491 $	1 388 727 $
10043	Rimouski	47 208	3 587 349 407 $	6 030 718 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
80078	Ripon	1 591	152 358 179 $	156 877 $
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	162	7 861 089 $	8 053 $
04020	Rivière-à-Claude	152	7 041 600 $	7 151 $
34135	Rivière-à-Pierre	689	76 380 125 $	78 907 $
98055	Rivière-au-Tonnerre	338	13 919 305 $	14 301 $
71005	Rivière-Beaudette	1 901	214 761 105 $	221 634 $
13025	Rivière-Bleue	1 331	61 219 137 $	63 040 $
12072	Rivière-du-Loup	19 150	1 549 955 394 $	3 352 311 $
94215	Rivière-Éternité	530	24 447 865 $	25 261 $
89010	Rivière-Héva	1 353	83 609 969 $	85 701 $
14065	Rivière-Ouelle	1 117	115 463 015 $	118 831 $
79037	Rivière-Rouge	4 513	489 982 210 $	506 104 $
98050	Rivière-Saint-Jean	259	8 387 071 $	8 639 $
91025	Roberval	10 249	617 144 867 $	1 062 520 $
88010	Rochebaucourt	174	3 314 828 $	3 283 $
87015	Roquemaure	411	17 095 667 $	17 507 $
55037	Rougemont	2 603	280 565 603 $	290 269 $
86042	Rouyn-Noranda	41 333	2 851 561 288 $	4 899 044 $
48015	Roxton	1 002	133 757 075 $	138 283 $
48010	Roxton Falls	1 288	71 395 702 $	73 815 $
47047	Roxton Pond	3 816	334 739 663 $	447 794 $
95010	Sacré-Coeur	1 962	92 649 684 $	95 686 $
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	587	51 424 362 $	53 099 $
17015	Saint-Adalbert	559	40 654 741 $	42 050 $
08030	Saint-Adelme	527	22 915 724 $	23 428 $
35015	Saint-Adelphe	983	80 930 951 $	83 248 $
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 760	814 477 989 $	1 065 812 $
40010	Saint-Adrien	461	41 742 486 $	43 154 $
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	378	34 634 187 $	35 578 $
33045	Saint-Agapit	3 420	262 297 778 $	316 505 $
53015	Saint-Aimé	502	104 327 680 $	108 003 $
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 136	83 896 182 $	87 326 $
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	720	86 972 037 $	89 580 $
34097	Saint-Alban	1 124	94 272 954 $	97 315 $
39085	Saint-Albert	1 533	109 589 581 $	113 095 $
56055	Saint-Alexandre	2 421	260 647 648 $	269 680 $
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1 975	131 155 698 $	135 234 $
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	274	9 518 250 $	9 809 $
63020	Saint-Alexis	552	47 437 528 $	48 835 $
63025	Saint-Alexis	723	85 287 399 $	88 228 $
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	571	19 205 218 $	20 013 $
51065	Saint-Alexis-des-Monts	3 198	291 750 380 $	319 729 $
27015	Saint-Alfred	497	37 331 924 $	38 392 $
05065	Saint-Alphonse	757	31 743 791 $	32 738 $
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 063	302 775 832 $	319 475 $
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 225	365 813 105 $	416 377 $
94255	Saint-Ambroise	3 615	217 166 319 $	277 440 $
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	3 670	290 538 712 $	372 131 $
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	2 742	195 098 250 $	200 962 $
14040	Saint-André	657	53 087 401 $	54 660 $
80027	Saint-André-Avellin	3 547	257 846 822 $	321 413 $
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 150	286 899 528 $	314 355 $
06040	Saint-André-de-Restigouche	173	7 456 526 $	7 736 $
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	496	24 080 018 $	24 714 $
69070	Saint-Anicet	2 657	378 960 586 $	391 974 $
19062	Saint-Anselme	3 319	285 062 492 $	336 365 $
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	162	32 136 035 $	33 154 $
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 579	213 888 980 $	220 409 $
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 688	212 353 000 $	219 224 $
12015	Saint-Antonin	4 018	238 685 816 $	332 116 $
33090	Saint-Apollinaire	5 162	409 449 064 $	669 609 $
46017	Saint-Armand	1 141	181 298 120 $	186 827 $
12065	Saint-Arsène	1 232	81 675 805 $	84 350 $
13100	Saint-Athanase	332	11 120 229 $	11 711 $
17055	Saint-Aubert	1 462	136 458 868 $	140 649 $
92005	Saint-Augustin	399	17 591 040 $	18 130 $
98012	Saint-Augustin	856	25 937 890 $	26 808 $
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	736	63 524 474 $	65 674 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
51025	Saint-Barnabé	1 196	82 359 712 $	84 887 $
54105	Saint-Barnabé-Sud	876	128 009 830 $	132 275 $
52055	Saint-Barthélemy	1 983	152 965 513 $	157 775 $
34038	Saint-Basile	2 569	174 471 812 $	180 002 $
28025	Saint-Benjamin	864	58 498 071 $	60 205 $
29100	Saint-Benoît-Labre	1 643	114 079 432 $	117 607 $
26055	Saint-Bernard	1 970	205 449 769 $	213 040 $
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 483	209 065 962 $	215 649 $
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	505	86 896 577 $	89 647 $
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 974	252 618 956 $	260 518 $
49125	Saint-Bonaventure	1 006	99 673 293 $	103 165 $
51085	Saint-Boniface	4 575	278 987 468 $	418 283 $
93030	Saint-Bruno	2 615	159 365 030 $	163 745 $
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 099	62 668 919 $	64 742 $
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	529	29 311 393 $	30 330 $
63055	Saint-Calixte	5 836	440 945 755 $	760 155 $
40025	Saint-Camille	509	53 632 836 $	55 078 $
28070	Saint-Camille-de-Lellis	863	48 956 289 $	50 640 $
34078	Saint-Casimir	1 487	79 947 502 $	82 272 $
50030	Saint-Célestin	794	43 952 383 $	45 226 $
50035	Saint-Célestin	648	70 567 640 $	73 034 $
55023	Saint-Césaire	5 607	502 967 718 $	863 433 $
61035	Saint-Charles-Borromée	12 931	1 044 473 748 $	1 796 367 $
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 247	199 923 017 $	206 391 $
94260	Saint-Charles-de-Bourget	677	43 775 473 $	45 197 $
09010	Saint-Charles-Garnier	293	9 792 831 $	10 116 $
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 695	259 958 984 $	268 095 $
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 374	203 821 716 $	239 833 $
69017	Saint-Chrysostome	2 584	218 178 403 $	225 556 $
42100	Saint-Claude	1 081	116 517 042 $	120 207 $
11005	Saint-Clément	516	20 816 027 $	21 511 $
07090	Saint-Cléophas	378	10 727 668 $	11 039 $
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	285	17 567 664 $	18 199 $
71045	Saint-Clet	1 762	165 834 077 $	171 711 $
62065	Saint-Côme	2 326	298 135 150 $	307 427 $
29057	Saint-Côme-Linière	3 256	175 134 578 $	199 109 $
52062	Saint-Cuthbert	1 891	210 475 972 $	217 039 $
12005	Saint-Cyprien	1 218	59 173 467 $	61 171 $
28040	Saint-Cyprien	596	33 385 140 $	34 485 $
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	784	48 311 164 $	49 845 $
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 458	292 972 356 $	434 128 $
07105	Saint-Damase	439	24 606 070 $	25 261 $
54017	Saint-Damase	2 492	287 915 469 $	297 307 $
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	579	31 277 276 $	32 223 $
62075	Saint-Damien	2 218	246 527 543 $	254 495 $
19030	Saint-Damien-de-Buckland	2 026	156 755 703 $	161 486 $
53005	Saint-David	815	144 508 593 $	149 381 $
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 789	547 370 401 $	564 445 $
14055	Saint-Denis	546	72 970 778 $	75 219 $
42025	Saint-Denis-de-Brompton	3 295	464 199 395 $	527 224 $
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 291	307 554 872 $	316 944 $
52090	Saint-Didace	709	94 285 022 $	97 189 $
54060	Saint-Dominique	2 291	250 414 963 $	257 972 $
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	455	16 244 981 $	16 769 $
09030	Saint-Donat	973	53 484 234 $	55 104 $
62060	Saint-Donat	4 490	1 169 273 630 $	1 733 165 $
77022	Sainte-Adèle	11 912	1 588 886 917 $	3 142 105 $
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 177	129 388 863 $	133 440 $
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	9 740	1 373 783 386 $	2 081 706 $
09035	Sainte-Angèle-de-Mérici	1 025	42 186 989 $	43 431 $
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 723	162 532 572 $	167 672 $
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	718	35 443 600 $	36 705 $
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 866	220 637 398 $	227 131 $
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	1 971	167 600 295 $	172 510 $
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 766	102 510 885 $	105 803 $
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	641	62 668 648 $	64 771 $
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	1 966	220 516 422 $	227 340 $
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 502	625 146 340 $	779 099 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 854	207 311 213 $	214 196 $
79115	Sainte-Anne-du-Lac	654	59 440 574 $	61 362 $
39150	Sainte-Anne-du-Sault	1 323	77 282 051 $	79 790 $
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	638	54 002 780 $	55 699 $
28015	Sainte-Aurélie	938	66 305 839 $	68 366 $
69065	Sainte-Barbe	1 444	176 321 750 $	181 845 $
62020	Sainte-Béatrix	1 818	180 813 263 $	187 085 $
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 261	211 826 476 $	218 346 $
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	4 920	423 282 656 $	664 011 $
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	765	84 549 400 $	87 278 $
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	6 298	552 764 682 $	948 714 $
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	403	26 876 895 $	27 769 $
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	1 935	182 800 440 $	188 904 $
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	897	80 696 248 $	83 497 $
48020	Sainte-Christine	741	74 327 842 $	77 009 $
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	517	84 287 944 $	86 999 $
19055	Sainte-Claire	3 232	279 777 485 $	316 988 $
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	596	54 927 427 $	56 670 $
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 647	179 995 620 $	185 587 $
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 618	106 645 380 $	110 412 $
33102	Sainte-Croix	2 395	243 290 525 $	250 769 $
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	704	73 862 994 $	76 083 $
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	413	16 746 266 $	17 326 $
68045	Saint-Édouard	1 272	142 842 913 $	147 409 $
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	675	35 863 166 $	36 933 $
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 275	125 274 835 $	129 309 $
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	825	44 722 040 $	46 226 $
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	497	68 451 015 $	70 292 $
52030	Sainte-Élisabeth	1 546	143 767 023 $	149 493 $
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	382	36 483 072 $	37 578 $
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 726	144 662 844 $	149 253 $
50005	Sainte-Eulalie	910	78 540 600 $	81 107 $
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	353	21 573 310 $	22 286 $
20010	Sainte-Famille	865	130 453 905 $	134 235 $
08023	Sainte-Félicité	1 131	54 371 906 $	55 928 $
17025	Sainte-Félicité	418	22 245 220 $	22 725 $
09085	Sainte-Flavie	958	82 960 185 $	85 468 $
07010	Sainte-Florence	455	13 086 560 $	13 428 $
11030	Sainte-Françoise	415	20 783 523 $	21 482 $
38035	Sainte-Françoise	454	38 365 713 $	39 768 $
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 046	96 756 120 $	99 939 $
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 305	193 702 760 $	200 001 $
87030	Sainte-Germaine-Boulé	910	34 526 897 $	35 665 $
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	889	29 741 735 $	30 676 $
91030	Sainte-Hedwidge	898	39 148 522 $	40 524 $
14025	Sainte-Hélène	930	52 856 422 $	54 489 $
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 653	179 202 645 $	185 026 $
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	355	38 684 730 $	39 939 $
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	391	14 156 932 $	14 589 $
26040	Sainte-Hénédine	1 090	111 565 300 $	115 881 $
07040	Sainte-Irène	370	19 632 873 $	20 331 $
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	316	16 215 413 $	16 720 $
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 128	60 131 946 $	61 860 $
63060	Sainte-Julienne	9 116	623 190 692 $	1 072 163 $
28045	Sainte-Justine	1 866	94 460 741 $	97 598 $
71115	Sainte-Justine-de-Newton	959	124 374 754 $	128 494 $
51075	Saint-Élie	1 808	139 167 514 $	143 854 $
11035	Saint-Éloi	313	20 334 989 $	20 789 $
17060	Sainte-Louise	696	40 416 502 $	41 675 $
50095	Saint-Elphège	267	45 095 040 $	46 407 $
09092	Sainte-Luce	2 956	227 674 717 $	235 073 $
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	330	17 289 036 $	17 853 $
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 332	176 308 246 $	182 148 $
05050	Saint-Elzéar	496	19 999 554 $	20 580 $
26022	Saint-Elzéar	2 017	173 590 798 $	179 491 $
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	328	13 777 844 $	14 321 $
54025	Sainte-Madeleine	2 267	181 552 645 $	187 143 $
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 577	147 699 571 $	152 127 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
26035	Sainte-Marguerite	1 113	111 778 571 $	115 784 $
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 487	445 681 726 $	461 254 $
07005	Sainte-Marguerite-Marie	201	7 764 914 $	8 033 $
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	495	41 381 032 $	42 509 $
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 792	290 702 333 $	300 419 $
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 253	87 206 165 $	90 424 $
71110	Sainte-Marthe	1 055	166 518 697 $	172 238 $
70012	Sainte-Martine	4 899	453 494 593 $	707 548 $
61050	Sainte-Mélanie	2 999	244 738 318 $	252 754 $
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	562	60 423 895 $	62 488 $
50057	Sainte-Monique	536	71 952 763 $	74 165 $
93075	Sainte-Monique	901	90 152 567 $	93 248 $
08040	Sainte-Paule	232	24 406 621 $	25 281 $
17030	Sainte-Perpétue	1 805	86 106 800 $	88 765 $
50050	Sainte-Perpétue	992	104 422 155 $	107 973 $
20030	Sainte-Pétronille	1 112	171 379 483 $	176 719 $
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 638	166 573 986 $	172 159 $
12030	Saint-Épiphane	876	39 050 948 $	40 276 $
31050	Sainte-Praxède	435	76 754 933 $	79 274 $
11015	Sainte-Rita	350	17 634 110 $	18 091 $
28030	Sainte-Rose-de-Watford	756	51 377 547 $	52 923 $
94230	Sainte-Rose-du-Nord	462	34 253 980 $	35 485 $
28065	Sainte-Sabine	396	27 057 696 $	27 920 $
46105	Sainte-Sabine	1 103	122 600 789 $	126 377 $
39105	Sainte-Séraphine	409	38 225 275 $	39 631 $
75028	Sainte-Sophie	13 055	963 782 019 $	1 657 321 $
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	760	60 575 319 $	62 318 $
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	627	55 447 538 $	57 342 $
63030	Saint-Esprit	1 944	216 789 960 $	223 619 $
35050	Sainte-Thècle	2 452	182 241 500 $	188 026 $
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 051	36 437 330 $	37 608 $
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	363	81 476 766 $	83 848 $
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	833	105 448 399 $	109 583 $
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	556	119 981 580 $	124 001 $
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 385	261 910 239 $	381 375 $
49105	Saint-Eugène	1 173	115 610 671 $	119 567 $
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	545	23 597 837 $	24 438 $
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	488	28 903 079 $	29 803 $
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	445	34 741 371 $	35 744 $
51040	Sainte-Ursule	1 378	89 143 431 $	92 223 $
13030	Saint-Eusèbe	616	34 685 343 $	35 685 $
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	628	57 465 119 $	59 319 $
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 480	219 494 461 $	226 683 $
10070	Saint-Fabien	1 992	114 085 805 $	117 900 $
18015	Saint-Fabien-de-Panet	1 055	56 769 256 $	58 889 $
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 249	581 234 349 $	660 170 $
91042	Saint-Félicien	10 384	709 095 185 $	1 222 276 $
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	910	38 972 768 $	40 061 $
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 461	129 233 128 $	133 464 $
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 095	478 386 723 $	820 938 $
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 047	82 134 174 $	84 838 $
32013	Saint-Ferdinand	2 037	209 584 317 $	217 201 $
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	2 779	460 041 555 $	473 729 $
33052	Saint-Flavien	1 661	132 447 435 $	136 483 $
31030	Saint-Fortunat	263	33 911 143 $	34 944 $
20005	Saint-François	576	107 325 119 $	110 812 $
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 566	129 437 785 $	134 192 $
06055	Saint-François-d'Assise	717	23 652 493 $	24 427 $
91015	Saint-François-de-Sales	720	29 475 028 $	30 310 $
50128	Saint-François-du-Lac	1 967	139 933 670 $	144 620 $
42020	Saint-François-Xavier-Brompton	2 100	160 479 995 $	166 018 $
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	273	15 436 692 $	16 116 $
27065	Saint-Frédéric	1 087	61 974 841 $	64 420 $
94235	Saint-Fulgence	2 100	130 605 806 $	134 932 $
52080	Saint-Gabriel	2 776	143 192 794 $	147 648 $
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 754	241 041 806 $	249 359 $
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 231	60 896 505 $	63 044 $
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 498	296 206 651 $	356 843 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	760	32 204 857 $	33 217 $
93035	Saint-Gédéon	2 012	191 895 039 $	198 108 $
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 292	130 043 062 $	134 220 $
29073	Saint-Georges	31 108	2 121 491 795 $	4 028 118 $
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 123	169 633 634 $	174 984 $
40032	Saint-Georges-de-Windsor	928	79 962 974 $	82 194 $
53085	Saint-Gérard-Majella	260	33 720 918 $	35 076 $
14045	Saint-Germain	299	25 646 023 $	26 510 $
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 473	369 754 037 $	547 296 $
19075	Saint-Gervais	2 042	172 359 144 $	178 345 $
34060	Saint-Gilbert	282	17 597 860 $	18 149 $
33035	Saint-Gilles	2 189	179 343 126 $	184 699 $
05015	Saint-Godefroi	381	15 274 621 $	15 789 $
49113	Saint-Guillaume	1 552	149 760 012 $	154 707 $
11020	Saint-Guy	82	7 146 188 $	7 477 $
19068	Saint-Henri	4 856	461 408 261 $	717 935 $
93070	Saint-Henri-de-Taillon	722	103 697 840 $	106 212 $
44015	Saint-Herménégilde	714	111 174 107 $	115 451 $
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	100	31 285 980 $	32 163 $
16050	Saint-Hilarion	1 200	86 075 059 $	88 677 $
75045	Saint-Hippolyte	8 103	1 043 110 860 $	1 795 832 $
94240	Saint-Honoré	5 232	285 400 668 $	456 413 $
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 620	115 135 058 $	118 592 $
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	803	35 608 605 $	36 579 $
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 401	103 706 405 $	107 169 $
54100	Saint-Hugues	1 243	164 987 027 $	170 300 $
54048	Saint-Hyacinthe	53 347	4 888 042 815 $	8 915 923 $
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 033	147 745 080 $	152 614 $
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	643	90 929 124 $	93 970 $
15005	Saint-Irénée	686	101 579 962 $	104 812 $
26063	Saint-Isidore	2 680	260 311 066 $	269 065 $
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	768	89 024 010 $	92 184 $
63013	Saint-Jacques	3 914	313 673 240 $	428 654 $
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	165	23 610 344 $	24 427 $
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	714	64 333 023 $	66 088 $
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 635	175 779 734 $	181 270 $
33065	Saint-Janvier-de-Joly	955	78 901 812 $	81 468 $
20015	Saint-Jean	986	196 043 867 $	202 601 $
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	459	38 286 130 $	39 739 $
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	214	6 361 803 $	6 565 $
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 584	68 122 626 $	70 190 $
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	285	20 203 888 $	20 973 $
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 448	414 622 043 $	613 442 $
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 393	251 312 280 $	295 990 $
21020	Saint-Joachim	1 329	106 836 317 $	110 197 $
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 202	123 919 682 $	128 187 $
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 575	288 364 040 $	434 894 $
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	2 031	162 486 447 $	168 472 $
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	415	29 154 417 $	30 110 $
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	561	30 287 706 $	31 271 $
27050	Saint-Joseph-des-Érables	427	35 680 250 $	36 895 $
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 625	175 783 575 $	181 925 $
54110	Saint-Jude	1 178	140 435 043 $	145 019 $
27055	Saint-Jules	542	44 611 578 $	46 148 $
31035	Saint-Julien	410	30 051 136 $	31 072 $
18005	Saint-Just-de-Bretenières	750	37 960 716 $	39 501 $
13040	Saint-Juste-du-Lac	646	33 838 359 $	34 793 $
51045	Saint-Justin	1 003	84 996 223 $	87 940 $
87120	Saint-Lambert	220	4 332 224 $	4 463 $
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	5 997	500 448 138 $	859 195 $
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 616	257 893 684 $	266 469 $
71105	Saint-Lazare	19 119	2 183 167 443 $	3 759 091 $
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 178	95 573 333 $	98 525 $
08065	Saint-Léandre	410	20 326 683 $	20 847 $
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 225	176 872 951 $	182 598 $
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 059	76 841 664 $	79 020 $
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 162	87 749 648 $	90 638 $
07030	Saint-Léon-le-Grand	1 002	36 713 132 $	37 866 $

239

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 46 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
51035	Saint-Léon-le-Grand	956	84 895 365 $	87 603 $
54072	Saint-Liboire	2 977	263 934 264 $	272 719 $
63065	Saint-Liguori	1 995	173 679 409 $	179 002 $
63048	Saint-Lin-Laurentides	17 054	1 156 954 655 $	1 991 467 $
54120	Saint-Louis	696	86 685 969 $	89 321 $
39170	Saint-Louis-de-Blandford	1 013	78 247 220 $	80 575 $
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	439	33 489 803 $	34 407 $
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 480	180 898 425 $	186 939 $
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 358	53 339 378 $	55 153 $
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	479	40 326 101 $	41 461 $
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	551	37 228 056 $	38 383 $
49030	Saint-Lucien	1 648	133 770 156 $	138 225 $
30072	Saint-Ludger	1 232	70 506 834 $	72 677 $
93080	Saint-Ludger-de-Milot	734	38 740 533 $	40 007 $
28075	Saint-Magloire	724	52 750 777 $	54 577 $
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 252	110 058 198 $	113 397 $
19025	Saint-Malachie	1 474	112 829 729 $	116 681 $
44003	Saint-Malo	537	64 237 969 $	66 088 $
88040	Saint-Marc-de-Figuery	812	39 073 001 $	40 266 $
34065	Saint-Marc-des-Carrières	2 825	161 728 336 $	167 360 $
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	434	24 424 988 $	25 310 $
17020	Saint-Marcel	494	36 570 383 $	37 485 $
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	551	76 712 723 $	79 224 $
10025	Saint-Marcellin	347	33 126 379 $	34 159 $
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 014	279 224 508 $	288 547 $
29045	Saint-Martin	2 522	144 543 636 $	149 634 $
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	671	57 649 287 $	59 440 $
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	736	60 697 541 $	62 405 $
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 451	166 864 009 $	172 477 $
37230	Saint-Maurice	2 796	169 624 736 $	175 022 $
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 157	43 903 070 $	45 285 $
11025	Saint-Médard	256	7 195 745 $	7 457 $
68050	Saint-Michel	2 917	322 358 827 $	332 734 $
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 741	205 259 019 $	212 240 $
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 692	420 036 341 $	433 131 $
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 200	58 473 033 $	60 362 $
12020	Saint-Modeste	1 135	74 599 321 $	77 200 $
07095	Saint-Moïse	604	23 689 222 $	24 427 $
37240	Saint-Narcisse	1 777	121 251 171 $	125 182 $
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 059	117 889 601 $	122 378 $
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 086	67 947 642 $	70 024 $
93045	Saint-Nazaire	1 954	97 250 386 $	100 457 $
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	848	102 341 820 $	105 784 $
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	368	25 967 106 $	26 877 $
19045	Saint-Nérée	739	63 914 684 $	66 074 $
07100	Saint-Noël	442	12 398 805 $	12 843 $
52070	Saint-Norbert	1 058	99 128 284 $	102 227 $
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 161	93 202 017 $	96 380 $
09055	Saint-Octave-de-Métis	483	22 805 186 $	23 545 $
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 476	108 207 206 $	111 753 $
17005	Saint-Omer	322	24 331 400 $	24 905 $
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	558	32 904 035 $	33 803 $
53032	Saint-Ours	1 682	197 121 608 $	203 533 $
14070	Saint-Pacôme	1 643	83 791 466 $	86 433 $
17010	Saint-Pamphile	2 577	129 984 673 $	134 493 $
14018	Saint-Pascal	3 465	214 911 121 $	260 437 $
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 073	114 557 945 $	118 475 $
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	1 973	249 772 688 $	257 710 $
61005	Saint-Paul	5 029	347 292 019 $	554 820 $
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 894	312 985 914 $	323 144 $
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	376	18 047 370 $	18 755 $
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 048	221 760 822 $	229 658 $
18030	Saint-Paul-de-Montminy	837	68 440 268 $	70 508 $
51060	Saint-Paulin	1 564	95 221 566 $	98 666 $
19005	Saint-Philémon	765	70 244 653 $	72 313 $
29065	Saint-Philibert	394	28 443 504 $	29 515 $
14060	Saint-Philippe-de-Néri	851	44 012 097 $	45 563 $
54008	Saint-Pie	5 263	487 947 954 $	661 089 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
49130	Saint-Pie-de-Guire	470	56 508 100 $	58 533 $
61020	Saint-Pierre	332	36 814 030 $	38 124 $
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	1 004	80 310 926 $	82 736 $
32050	Saint-Pierre-Baptiste	428	62 717 378 $	64 802 $
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	906	87 816 235 $	90 375 $
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	118	9 472 680 $	9 819 $
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 832	201 855 159 $	208 493 $
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 176	98 317 568 $	101 364 $
72043	Saint-Placide	1 724	222 860 859 $	230 223 $
71020	Saint-Polycarpe	1 940	218 303 597 $	225 619 $
91035	Saint-Prime	2 650	161 828 193 $	166 979 $
28020	Saint-Prosper	3 517	174 238 309 $	216 532 $
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	516	52 932 506 $	54 460 $
19082	Saint-Raphaël	2 341	173 853 720 $	179 846 $
34128	Saint-Raymond	9 792	772 177 616 $	1 327 827 $
68055	Saint-Rémi	7 275	619 572 566 $	1 064 815 $
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	454	47 683 100 $	49 094 $
29050	Saint-René	673	38 560 750 $	39 841 $
08035	Saint-René-de-Matane	1 033	45 155 176 $	46 704 $
53020	Saint-Robert	1 688	149 571 991 $	154 409 $
30070	Saint-Robert-Bellarmin	639	42 454 343 $	43 914 $
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	4 737	451 599 328 $	694 163 $
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	290	31 653 823 $	32 924 $
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 131	162 999 532 $	168 237 $
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	939	93 283 209 $	96 096 $
63040	Saint-Roch-Ouest	293	48 626 970 $	50 489 $
30100	Saint-Romain	637	70 297 775 $	72 726 $
39145	Saint-Rosaire	848	70 576 969 $	73 063 $
39130	Saint-Samuel	697	45 595 660 $	46 866 $
26010	Saints-Anges	1 116	89 206 665 $	92 174 $
77043	Saint-Sauveur	9 740	1 835 093 468 $	3 021 626 $
30085	Saint-Sébastien	734	57 597 491 $	59 566 $
56050	Saint-Sébastien	661	134 710 688 $	139 255 $
51030	Saint-Sévère	342	32 174 625 $	33 403 $
27070	Saint-Séverin	296	27 682 571 $	28 633 $
35020	Saint-Séverin	829	52 775 522 $	54 626 $
05055	Saint-Siméon	1 186	50 910 713 $	52 348 $
15058	Saint-Siméon	1 324	90 166 305 $	93 257 $
11055	Saint-Simon	424	37 152 882 $	38 285 $
54090	Saint-Simon	1 273	144 477 782 $	149 264 $
29125	Saint-Simon-les-Mines	530	38 325 120 $	39 485 $
80070	Saint-Sixte	487	35 156 932 $	36 223 $
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	273	68 881 340 $	71 084 $
37245	Saint-Stanislas	965	90 636 229 $	93 613 $
92070	Saint-Stanislas	356	17 826 141 $	18 477 $
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 659	189 230 964 $	195 538 $
38005	Saint-Sylvère	838	70 283 616 $	72 609 $
33007	Saint-Sylvestre	1 044	103 536 336 $	106 915 $
71015	Saint-Télesphore	765	111 898 160 $	115 582 $
07070	Saint-Tharcisius	446	16 404 562 $	16 901 $
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 483	137 755 733 $	142 019 $
29005	Saint-Théophile	781	79 596 246 $	82 248 $
61027	Saint-Thomas	3 060	285 409 265 $	301 214 $
92045	Saint-Thomas-Didyme	689	40 863 794 $	42 329 $
34085	Saint-Thuribe	317	22 342 216 $	22 970 $
35027	Saint-Tite	3 646	268 816 671 $	343 099 $
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 415	112 437 988 $	116 051 $
34090	Saint-Ubalde	1 441	141 646 137 $	146 356 $
08073	Saint-Ulric	1 694	88 516 933 $	91 491 $
16055	Saint-Urbain	1 461	101 333 694 $	104 486 $
70005	Saint-Urbain-Premier	1 147	132 618 243 $	136 946 $
56030	Saint-Valentin	458	80 746 200 $	83 340 $
39135	Saint-Valère	1 341	95 007 764 $	97 852 $
10060	Saint-Valérien	839	56 870 251 $	58 518 $
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 753	201 930 699 $	208 758 $
19117	Saint-Vallier	1 011	109 668 314 $	113 280 $
44005	Saint-Venant-de-Paquette	132	21 749 435 $	22 266 $
07075	Saint-Vianney	495	18 357 822 $	19 092 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
27008	Saint-Victor	2 522	193 992 855 $	200 318 $
50023	Saint-Wenceslas	1 105	96 315 350 $	99 603 $
28005	Saint-Zacharie	1 830	93 838 144 $	96 769 $
62080	Saint-Zénon	1 315	154 507 162 $	159 716 $
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	409	20 177 825 $	20 876 $
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	784	92 162 710 $	95 179 $
71025	Saint-Zotique	6 583	608 488 292 $	1 047 242 $
70052	Salaberry-de-Valleyfield	40 255	3 106 132 932 $	5 331 436 $
07085	Sayabec	1 883	113 152 647 $	116 850 $
97040	Schefferville	197	7 148 660 $	7 457 $
41080	Scotstown	550	23 934 476 $	24 705 $
26048	Scott	2 068	159 535 848 $	164 168 $
89040	Senneterre	3 082	132 476 069 $	139 898 $
89045	Senneterre	1 229	59 492 880 $	61 440 $
97007	Sept-Îles	26 549	2 291 620 265 $	3 912 490 $
NR971	Sept-Rivières	128	19 551 105 $	20 252 $
22020	Shannon	4 991	313 108 451 $	493 079 $
36033	Shawinigan	50 132	2 963 518 314 $	5 428 463 $
84010	Shawville	1 530	129 782 343 $	133 727 $
84095	Sheenboro	161	54 756 840 $	56 338 $
47035	Shefford	7 350	706 449 411 $	1 215 552 $
05010	Shigawake	324	11 922 252 $	12 190 $
53052	Sorel-Tracy	34 114	2 339 506 267 $	4 034 117 $
46045	Stanbridge East	836	86 266 089 $	89 091 $
46030	Stanbridge Station	308	41 444 304 $	42 895 $
45008	Stanstead	2 836	180 909 392 $	187 213 $
45025	Stanstead	985	496 603 914 $	514 206 $
44050	Stanstead-Est	610	119 417 020 $	122 909 $
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 774	232 477 035 $	240 071 $
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 576	332 123 391 $	570 776 $
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	364	18 437 968 $	18 994 $
42005	Stoke	2 782	291 001 977 $	299 613 $
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	7 107	858 113 262 $	1 471 398 $
30105	Stornoway	582	49 675 316 $	51 500 $
30110	Stratford	1 126	177 720 398 $	183 939 $
45105	Stukely-Sud	942	109 713 415 $	112 949 $
46058	Sutton	4 032	880 954 949 $	1 163 103 $
95005	Tadoussac	844	86 067 959 $	88 706 $
87042	Taschereau	1 010	23 463 200 $	24 052 $
85005	Témiscaming	2 491	183 434 182 $	189 724 $
NR850	Témiscamingue	187	50 408 288 $	52 030 $
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	5 159	327 423 787 $	343 488 $
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 952	169 636 507 $	175 159 $
84045	Thorne	389	90 999 909 $	94 165 $
80050	Thurso	2 418	169 087 088 $	174 711 $
39025	Tingwick	1 431	128 170 067 $	132 225 $
17035	Tourville	661	25 262 958 $	26 047 $
88075	Trécesson	1 377	71 316 074 $	73 541 $
71125	Très-Saint-Rédempteur	839	78 959 927 $	81 751 $
69030	Très-Saint-Sacrement	1 267	155 213 760 $	160 282 $
27060	Tring-Jonction	1 390	69 733 618 $	72 025 $
11040	Trois-Pistoles	3 295	178 617 551 $	202 782 $
35055	Trois-Rives	430	113 904 576 $	117 617 $
42078	Ulverton	383	47 800 500 $	49 206 $
48038	Upton	1 977	182 372 993 $	188 398 $
33070	Val-Alain	946	67 012 694 $	69 224 $
07080	Val-Brillant	970	51 074 703 $	52 567 $
42055	Valcourt	2 341	185 752 653 $	191 958 $
42060	Valcourt	1 038	115 454 336 $	119 260 $
78010	Val-David	4 387	531 755 853 $	776 764 $
80140	Val-des-Bois	897	138 774 419 $	143 049 $
78100	Val-des-Lacs	746	197 750 916 $	203 815 $
89008	Val-d'Or	31 894	2 121 963 817 $	3 644 525 $
42095	Val-Joli	1 531	152 088 796 $	156 980 $
NR890	Vallée-de-l'Or	342	2 779 972 $	3 366 $
26015	Vallée-Jonction	1 861	120 842 044 $	124 992 $
78005	Val-Morin	2 950	381 816 674 $	394 969 $
30015	Val-Racine	154	27 722 940 $	28 584 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

L'estimation de la facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2013.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2011	Facture estimée 2013
87105	Val-Saint-Gilles	174	4 450 947 $	4 474 $
71083	Vaudreuil-Dorion	32 784	3 679 150 859 $	6 324 740 $
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 351	190 170 857 $	196 451 $
56005	Venise-en-Québec	1 410	210 334 200 $	217 278 $
39062	Victoriaville	43 160	2 875 071 605 $	4 949 357 $
85025	Ville-Marie	2 557	144 266 799 $	149 170 $
32085	Villeroy	475	44 182 844 $	45 416 $
84070	Waltham	337	43 301 253 $	44 680 $
47030	Warden	358	19 837 620 $	20 560 $
39077	Warwick	4 975	334 173 062 $	527 898 $
47025	Waterloo	3 931	264 399 320 $	361 527 $
44080	Waterville	2 035	161 523 438 $	166 877 $
41098	Weedon	2 698	231 742 286 $	239 736 $
76035	Wentworth	536	212 393 274 $	218 961 $
77060	Wentworth-Nord	1 389	392 930 214 $	406 423 $
41065	Westbury	960	82 499 048 $	85 224 $
49040	Wickham	2 507	193 440 661 $	200 352 $
42088	Windsor	5 278	411 499 963 $	687 662 $
40017	Wotton	1 530	109 066 246 $	112 539 $
51020	Yamachiche	2 764	205 113 539 $	211 961 $
53072	Yamaska	1 667	126 535 409 $	130 718 $
1041		**2 489 078**	**215 410 798 024 $**	**301 042 800 $**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
46005	Abercorn	356	62 920 230 $	66 083 $
NR880	Abitibi	207	9 084 500 $	9 637 $
NR870	Abitibi-Ouest	124	2 093 568 $	2 203 $
48028	Acton Vale	7 460	494 346 987 $	866 240 $
31056	Adstock	2 836	283 801 624 $	298 476 $
98030	Aguanish	288	8 185 793 $	8 536 $
92030	Albanel	2 260	104 987 617 $	110 414 $
07025	Albertville	289	11 200 647 $	11 840 $
84050	Alleyn-et-Cawood	245	44 441 900 $	46 809 $
93042	Alma	30 163	2 447 125 410 $	4 273 929 $
78070	Amherst	1 559	264 719 577 $	278 375 $
88055	Amos	12 469	692 926 970 $	1 214 278 $
07047	Amqui	6 200	318 572 500 $	558 127 $
55008	Ange-Gardien	2 394	289 563 159 $	304 533 $
85080	Angliers	307	13 736 349 $	14 318 $
NR790	Antoine-Labelle	0	51 974 034 $	54 519 $
19037	Armagh	1 567	88 913 171 $	93 618 $
78060	Arundel	620	84 779 037 $	89 212 $
40043	Asbestos	6 978	310 022 915 $	543 259 $
41055	Ascot Corner	2 803	200 433 812 $	210 640 $
50013	Aston-Jonction	382	27 766 801 $	29 187 $
13045	Auclair	491	29 448 139 $	30 839 $
30055	Audet	639	44 991 023 $	47 360 $
83090	Aumond	880	55 632 500 $	58 373 $
87050	Authier	258	6 358 401 $	6 608 $
87100	Authier-Nord	323	7 860 513 $	8 260 $
NR060	Avignon	0	262 143 $	275 $
45035	Ayer's Cliff	1 046	159 329 941 $	167 411 $
96020	Baie-Comeau	21 948	1 627 017 229 $	2 851 214 $
08080	Baie-des-Sables	613	30 511 936 $	32 216 $
50100	Baie-du-Febvre	1 040	129 215 611 $	135 746 $
99060	Baie-James	2 088	521 755 920 $	548 490 $
98035	Baie-Johan-Beetz	88	3 998 107 $	4 130 $
15065	Baie-Sainte-Catherine	201	13 744 424 $	14 318 $
16013	Baie-Saint-Paul	7 236	692 649 321 $	1 213 728 $
96005	Baie-Trinité	478	22 278 966 $	23 404 $
78050	Barkmere	89	80 180 200 $	84 256 $
44045	Barnston-Ouest	570	83 835 048 $	88 111 $
88022	Barraute	2 103	68 492 983 $	72 141 $
37210	Batiscan	941	84 458 652 $	88 937 $
85020	Béarn	861	31 853 716 $	33 592 $
27028	Beauceville	6 197	398 020 851 $	697 453 $
31008	Beaulac-Garthby	924	136 756 393 $	143 731 $
19105	Beaumont	2 361	236 063 930 $	248 087 $
21025	Beaupré	3 271	435 273 856 $	503 334 $
38010	Bécancour	12 196	1 215 254 346 $	2 129 530 $
46035	Bedford	2 623	188 721 728 $	198 525 $
46040	Bedford	738	69 960 900 $	73 518 $
94250	Bégin	839	36 078 897 $	37 998 $
89050	Belcourt	265	7 241 483 $	7 710 $
85065	Belleterre	331	9 453 012 $	9 912 $
88070	Berry	553	18 225 358 $	19 274 $
18065	Berthier-sur-Mer	1 301	139 127 601 $	146 209 $
52035	Berthierville	4 017	299 232 923 $	422 932 $
48005	Béthanie	332	40 226 777 $	42 403 $
13055	Biencourt	566	21 597 430 $	22 578 $
98005	Blanc-Sablon	1 180	57 619 318 $	60 576 $
83045	Blue Sea	584	128 964 679 $	135 471 $
80115	Boileau	508	59 223 000 $	62 228 $
21045	Boischatel	6 337	504 788 378 $	884 688 $
83085	Bois-Franc	444	30 998 168 $	32 491 $
45095	Bolton-Est	799	200 038 324 $	210 365 $
46065	Bolton-Ouest	758	207 190 390 $	217 799 $
05045	Bonaventure	2 665	165 729 032 $	174 294 $
NR050	Bonaventure	35	5 278 314 $	5 507 $
98010	Bonne-Espérance	790	18 640 628 $	19 550 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
42040	Bonsecours	549	73 481 390 $	77 372 $
83050	Bouchette	689	113 409 996 $	119 225 $
80145	Bowman	695	82 679 849 $	87 010 $
78075	Brébeuf	960	89 595 891 $	94 169 $
46090	Brigham	2 554	196 727 490 $	206 785 $
84005	Bristol	1 281	144 448 414 $	151 991 $
46070	Brome	277	36 146 706 $	37 998 $
76043	Brownsburg-Chatham	6 851	560 401 240 $	982 161 $
84025	Bryson	581	24 249 300 $	25 607 $
41070	Bury	1 168	123 830 327 $	130 239 $
12057	Cacouna	1 918	154 198 461 $	162 179 $
84030	Campbell's Bay	727	31 442 181 $	33 042 $
04047	Cap-Chat	2 742	114 128 273 $	120 051 $
05060	Caplan	1 868	90 164 748 $	94 719 $
18045	Cap-Saint-Ignace	3 156	194 259 035 $	216 698 $
34030	Cap-Santé	2 904	186 832 731 $	196 322 $
06013	Carleton-sur-Mer	3 993	249 054 659 $	346 111 $
05077	Cascapédia-Saint-Jules	802	32 632 630 $	34 418 $
07018	Causapscal	2 336	82 222 404 $	86 459 $
83040	Cayamant	833	109 033 948 $	114 544 $
91020	Chambord	1 775	153 531 131 $	161 353 $
37220	Champlain	1 614	157 563 268 $	165 759 $
88005	Champneuf	133	2 404 213 $	2 478 $
02028	Chandler	7 674	312 317 623 $	498 102 $
99020	Chapais	1 627	40 900 086 $	42 954 $
NR160	Charlevoix	0	17 602 048 $	18 448 $
NR150	Charlevoix-Est	212	68 259 590 $	71 865 $
51080	Charrette	930	59 607 152 $	62 779 $
41020	Chartierville	354	48 967 065 $	51 490 $
21035	Château-Richer	3 976	265 928 915 $	369 790 $
87095	Chazel	269	8 750 760 $	9 086 $
80103	Chénéville	777	63 908 405 $	67 185 $
62047	Chertsey	5 135	553 588 697 $	921 585 $
39030	Chesterville	986	72 782 077 $	76 546 $
99025	Chibougamau	7 510	398 809 819 $	698 830 $
84090	Chichester	378	23 204 691 $	24 506 $
96035	Chute-aux-Outardes	1 719	47 307 342 $	49 838 $
79065	Chute-Saint-Philippe	945	105 939 813 $	111 515 $
84015	Clarendon	1 205	140 291 943 $	147 586 $
15035	Clermont	3 078	205 725 260 $	221 103 $
87110	Clermont	497	19 304 617 $	20 376 $
87075	Clerval	364	22 261 464 $	23 404 $
42110	Cleveland	1 566	139 655 996 $	146 760 $
03010	Cloridorme	706	25 955 388 $	27 259 $
44037	Coaticook	9 079	695 386 310 $	1 218 684 $
95050	Colombier	795	22 973 914 $	24 230 $
44071	Compton	2 973	296 384 620 $	311 692 $
41038	Cookshire-Eaton	5 230	388 433 350 $	465 060 $
71040	Coteau-du-Lac	6 746	794 699 543 $	1 392 703 $
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	1 004	37 843 340 $	39 925 $
30090	Courcelles	906	55 825 893 $	58 649 $
46080	Cowansville	12 446	907 131 620 $	1 589 576 $
61013	Crabtree	3 840	253 535 926 $	345 009 $
40047	Danville	3 932	211 682 316 $	294 345 $
39155	Daveluyville	1 006	45 902 239 $	48 186 $
13005	Dégelis	3 147	152 851 144 $	170 440 $
83070	Déléage	1 878	97 349 682 $	102 429 $
83005	Denholm	605	88 381 590 $	92 792 $
93005	Desbiens	1 029	39 059 544 $	41 027 $
38070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent	965	69 015 118 $	72 691 $
34058	Deschambault-Grondines	2 048	344 012 713 $	361 805 $
31015	Disraeli	2 463	127 779 358 $	134 369 $
31020	Disraeli	1 067	106 107 760 $	111 515 $
44023	Dixville	697	68 948 368 $	72 416 $
92022	Dolbeau-Mistassini	14 145	819 953 679 $	1 436 758 $
34025	Donnacona	6 279	454 350 508 $	796 302 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
33040	Dosquet	897	55 253 186 $	58 098 $
49058	Drummondville	71 716	4 900 850 781 $	8 839 124 $
41117	Dudswell	1 719	198 128 254 $	208 437 $
80135	Duhamel	549	187 383 552 $	197 148 $
85030	Duhamel-Ouest	898	63 989 982 $	67 185 $
69075	Dundee	412	50 557 412 $	53 142 $
46050	Dunham	3 482	406 098 064 $	500 580 $
87005	Duparquet	659	33 362 982 $	34 969 $
87085	Dupuy	1 011	29 522 598 $	31 114 $
49015	Durham-Sud	1 063	76 157 072 $	80 126 $
41060	East Angus	3 449	189 764 010 $	233 769 $
31122	East Broughton	2 241	95 030 870 $	99 951 $
46085	East Farnham	504	40 143 276 $	42 128 $
44010	East Hereford	344	37 991 389 $	39 925 $
45093	Eastman	1 545	342 359 187 $	359 878 $
83075	Egan-Sud	502	35 301 705 $	37 172 $
69050	Elgin	453	49 765 323 $	52 316 $
62053	Entrelacs	988	197 986 007 $	208 162 $
06025	Escuminac	679	26 592 079 $	28 085 $
10005	Esprit-Saint	397	13 598 873 $	14 318 $
77011	Estérel	274	227 476 080 $	239 276 $
46112	Farnham	8 175	564 748 017 $	989 596 $
80005	Fassett	436	32 998 977 $	34 694 $
94220	Ferland-et-Boilleau	613	35 349 765 $	37 172 $
79097	Ferme-Neuve	2 810	218 142 184 $	229 364 $
97035	Fermont	2 881	302 892 760 $	318 576 $
95045	Forestville	3 285	130 152 067 $	150 615 $
84060	Fort-Coulonge	1 400	44 600 897 $	46 809 $
38047	Fortierville	710	39 328 138 $	41 302 $
22010	Fossambault-sur-le-Lac	1 802	270 739 788 $	284 708 $
26005	Frampton	1 343	107 656 746 $	113 167 $
69010	Franklin	1 671	165 629 999 $	174 019 $
96015	Franquelin	363	12 072 739 $	12 666 $
46010	Frelighsburg	1 066	182 500 807 $	191 917 $
30025	Frontenac	1 759	178 709 293 $	187 786 $
85055	Fugèreville	313	13 576 787 $	14 318 $
87020	Gallichan	465	15 407 896 $	16 245 $
03005	Gaspé	14 902	901 987 207 $	1 580 489 $
92055	Girardville	1 118	50 191 731 $	52 867 $
96010	Godbout	316	11 320 827 $	11 840 $
69060	Godmanchester	1 385	143 957 110 $	151 441 $
76025	Gore	1 672	292 326 422 $	307 287 $
83032	Gracefield	2 322	397 273 939 $	417 701 $
02015	Grande-Rivière	3 434	146 206 845 $	180 077 $
35040	Grandes-Piles	377	60 481 664 $	63 605 $
03020	Grande-Vallée	1 170	51 922 913 $	54 519 $
09060	Grand-Métis	256	19 201 194 $	20 100 $
83095	Grand-Remous	1 229	81 518 476 $	85 633 $
50065	Grand-Saint-Esprit	458	38 952 980 $	41 027 $
76055	Grenville	1 351	92 262 025 $	96 922 $
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 890	313 129 634 $	329 314 $
98014	Gros-Mécatina	518	19 663 200 $	20 651 $
01042	Grosse-Île	491	29 860 321 $	31 390 $
08015	Grosses-Roches	429	14 772 292 $	15 419 $
85095	Guérin	304	13 023 520 $	13 767 $
39010	Ham-Nord	844	57 584 602 $	60 576 $
41075	Hampden	195	21 180 726 $	22 303 $
40005	Ham-Sud	220	36 185 220 $	37 998 $
76065	Harrington	770	213 160 645 $	224 132 $
45043	Hatley	820	187 434 841 $	197 148 $
45055	Hatley	1 919	286 370 508 $	301 229 $
69005	Havelock	773	88 045 890 $	92 516 $
98040	Havre-Saint-Pierre	3 279	227 293 261 $	262 956 $
93020	Hébertville	2 478	144 289 960 $	151 716 $
93025	Hébertville-Station	1 266	52 073 865 $	54 794 $
68010	Hemmingford	768	50 125 710 $	52 591 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
68015	Hemmingford	1 793	212 396 080 $	223 306 $
56042	Henryville	1 511	179 502 320 $	188 612 $
35035	Hérouxville	1 297	75 738 599 $	79 575 $
69045	Hinchinbrooke	2 220	185 373 613 $	194 945 $
19070	Honfleur	778	82 542 068 $	86 734 $
05025	Hope	661	22 964 970 $	24 230 $
05020	Hope Town	355	15 350 558 $	16 245 $
69025	Howick	630	39 627 769 $	41 577 $
78065	Huberdeau	945	75 160 489 $	79 024 $
71100	Hudson	4 923	943 209 178 $	1 515 232 $
69055	Huntingdon	2 431	127 437 579 $	134 094 $
32058	Inverness	823	103 203 610 $	108 487 $
31040	Irlande	939	76 488 832 $	80 401 $
78042	Ivry-sur-le-Lac	432	232 928 700 $	244 783 $
61025	Joliette	19 892	1 602 661 113 $	2 808 535 $
14050	Kamouraska	644	83 096 782 $	87 285 $
NR140	Kamouraska	0	3 679 900 $	3 855 $
83015	Kazabazua	1 003	122 216 035 $	128 587 $
79025	Kiamika	887	64 987 231 $	68 286 $
42070	Kingsbury	96	8 764 336 $	9 086 $
39097	Kingsey Falls	2 040	197 629 898 $	207 887 $
31105	Kinnear's Mills	351	35 706 002 $	37 447 $
85010	Kipawa	533	41 009 325 $	43 229 $
90017	La Bostonnais	619	28 260 400 $	29 737 $
78115	La Conception	1 383	286 332 754 $	300 954 $
88030	La Corne	778	27 532 326 $	28 911 $
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	64 956 310 $	68 286 $
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	4 945 936 $	5 232 $
91050	La Doré	1 472	61 077 794 $	64 156 $
19090	La Durantaye	689	62 460 676 $	65 808 $
29030	La Guadeloupe	1 702	79 181 067 $	83 155 $
NR950	La Haute-Côte-Nord	0	36 119 600 $	37 998 $
NR040	La Haute-Gaspésie	204	20 072 400 $	21 202 $
NR220	La Jacques-Cartier	0	3 687 611 $	3 855 $
79047	La Macaza	1 017	175 592 560 $	184 758 $
15013	La Malbaie	8 811	650 862 652 $	1 022 637 $
04030	La Martre	268	7 578 200 $	7 985 $
NR070	La Matapédia	39	53 568 991 $	56 446 $
78130	La Minerve	1 378	342 408 918 $	360 153 $
NR090	La Mitis	0	16 597 200 $	17 347 $
88015	La Morandière	263	7 003 832 $	7 434 $
88045	La Motte	440	20 079 243 $	21 202 $
41027	La Patrie	782	83 625 256 $	87 836 $
14085	La Pocatière	4 332	317 090 246 $	470 567 $
54035	La Présentation	2 369	283 991 243 $	298 476 $
09005	La Rédemption	539	18 481 640 $	19 550 $
87080	La Reine	346	7 542 977 $	7 985 $
87090	La Sarre	7 273	362 322 624 $	634 949 $
10010	La Trinité-des-Monts	264	11 848 500 $	12 391 $
90012	La Tuque	11 321	684 552 564 $	1 075 504 $
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0	22 127 455 $	23 129 $
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	644	50 660 610 $	53 142 $
50085	La Visitation-de-Yamaska	339	49 539 726 $	52 040 $
78120	Labelle	2 245	357 289 317 $	375 573 $
93055	Labrecque	1 407	70 086 932 $	73 793 $
22040	Lac Beauport	7 097	845 993 265 $	1 482 466 $
46075	Lac Brome	5 689	1 040 872 239 $	1 823 896 $
22030	Lac Delage	516	70 311 371 $	73 793 $
90027	Lac Edouard	163	29 180 900 $	30 563 $
22015	Lac Saint-Joseph	247	218 408 080 $	229 639 $
07057	Lac-au-Saumon	1 481	56 590 173 $	59 475 $
35010	Lac-aux-Sables	1 318	148 402 305 $	156 121 $
91005	Lac-Bouchette	1 215	64 547 617 $	67 735 $
13060	Lac-des-Aigles	581	22 196 242 $	23 404 $
79078	Lac-des-Écorces	2 996	183 248 251 $	192 743 $
80130	Lac-des-Plages	406	95 066 037 $	99 951 $

247

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
77055	Lac-des-Seize-Îles	171	80 506 786 $	84 531 $
30080	Lac-Drolet	1 106	92 797 995 $	97 473 $
79015	Lac-du-Cerf	430	69 037 700 $	72 691 $
28053	Lac-Etchemin	3 969	261 899 813 $	342 806 $
18010	Lac-Frontière	197	13 333 929 $	14 043 $
76020	Lachute	12 302	948 337 166 $	1 661 716 $
30030	Lac-Mégantic	5 994	450 426 680 $	789 419 $
56023	Lacolle	2 608	238 144 849 $	250 290 $
29095	Lac-Poulin	135	35 907 125 $	37 722 $
79060	Lac-Saguay	506	57 803 570 $	60 852 $
83020	Lac-Sainte-Marie	630	224 998 252 $	236 523 $
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	8 474 323 $	8 811 $
79105	Lac-Saint-Paul	562	63 649 125 $	66 909 $
34120	Lac-Sergent	483	75 761 631 $	79 575 $
80095	Lac-Simon	872	270 116 700 $	283 882 $
78095	Lac-Supérieur	1 845	498 555 135 $	524 260 $
85070	Laforce	379	10 183 649 $	10 739 $
93060	Lamarche	591	24 050 979 $	25 332 $
30095	Lambton	1 608	209 520 771 $	220 277 $
88035	Landrienne	1 095	39 803 870 $	41 853 $
21040	L'Ange-Gardien	3 500	261 343 690 $	322 155 $
52017	Lanoraie	4 620	352 251 200 $	545 186 $
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 147	89 829 580 $	94 444 $
78015	Lantier	840	179 127 400 $	188 337 $
79050	L'Ascension	939	108 090 754 $	113 718 $
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 063	103 892 380 $	109 313 $
06060	L'Ascension-de-Patapédia	206	7 605 712 $	7 985 $
85060	Latulipe-et-Gaboury	338	11 901 911 $	12 391 $
88080	Launay	229	8 640 105 $	9 086 $
33060	Laurier-Station	2 569	182 473 614 $	191 917 $
32072	Laurierville	1 365	94 820 052 $	99 675 $
52007	Lavaltrie	12 924	906 697 977 $	1 573 055 $
49025	L'Avenir	1 293	106 566 307 $	112 066 $
85050	Laverlochère	728	30 317 616 $	31 940 $
42045	Lawrenceville	678	44 790 648 $	47 084 $
NR910	Le Domaine-du-Roy	36	46 064 900 $	48 461 $
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	15	358 769 351 $	377 225 $
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 027 600 $	1 101 $
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 613	133 807 461 $	140 702 $
33123	Leclercville	501	49 098 450 $	51 490 $
49020	Lefebvre	846	58 612 413 $	61 678 $
13050	Lejeune	338	14 843 385 $	15 695 $
38020	Lemieux	326	23 912 658 $	25 057 $
60035	L'Épiphanie	5 237	291 084 315 $	494 798 $
60040	L'Épiphanie	3 210	257 297 400 $	297 650 $
NR110	Les Basques	0	469 300 $	551 $
95018	Les Bergeronnes	665	35 581 202 $	37 447 $
71050	Les Cèdres	5 882	539 549 944 $	945 540 $
71033	Les Coteaux	4 469	302 996 229 $	456 525 $
16048	Les Éboulements	1 329	160 253 907 $	168 512 $
95025	Les Escoumins	2 082	98 921 459 $	104 081 $
09015	Les Hauteurs	567	20 380 774 $	21 477 $
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 571	742 305 748 $	784 738 $
08005	Les Méchins	1 099	51 814 008 $	54 519 $
71095	L'Île-Cadieux	132	54 892 047 $	57 823 $
98020	L'Île-d'Anticosti	234	27 520 206 $	28 911 $
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	709	48 567 613 $	50 939 $
71060	L'Île-Perrot	10 666	825 788 758 $	1 447 222 $
41085	Lingwick	466	68 466 800 $	71 865 $
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 385	197 700 041 $	207 887 $
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 258	122 821 822 $	129 138 $
17078	L'Islet	3 851	243 086 773 $	330 967 $
12043	L'Isle-Verte	1 425	99 383 104 $	104 632 $
84040	Litchfield	473	65 701 625 $	69 112 $
80055	Lochaber	516	32 965 020 $	34 694 $
80060	Lochaber-Partie-Ouest	537	56 093 004 $	58 924 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	444	17 257 825 $	18 173 $
95032	Longue-Rive	1 142	35 741 653 $	37 447 $
85037	Lorrainville	1 317	60 116 957 $	63 330 $
33115	Lotbinière	949	106 447 189 $	111 791 $
51015	Louiseville	7 307	472 614 832 $	828 242 $
83010	Low	961	149 051 106 $	156 672 $
32065	Lyster	1 656	111 300 813 $	117 022 $
87058	Macamic	2 723	101 106 207 $	106 284 $
39165	Maddington	415	18 254 154 $	19 274 $
89015	Malartic	3 549	128 427 637 $	162 730 $
52095	Mandeville	2 289	222 145 390 $	233 494 $
NR960	Manicouagan	140	53 470 264 $	56 171 $
83065	Maniwaki	3 845	224 479 630 $	305 635 $
38028	Manseau	853	54 978 310 $	57 823 $
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 085	139 224 381 $	146 484 $
06005	Maria	2 523	164 418 586 $	172 918 $
NR920	Maria-Chapdelaine	199	93 135 328 $	98 023 $
42065	Maricourt	446	48 453 986 $	50 939 $
55048	Marieville	8 826	752 370 593 $	1 318 359 $
04025	Marsoui	326	8 515 054 $	9 086 $
30035	Marston	678	71 190 625 $	74 894 $
44060	Martinville	477	36 121 450 $	37 998 $
51008	Maskinongé	2 320	163 191 109 $	171 541 $
53010	Massueville	499	26 646 188 $	28 085 $
99015	Matagami	1 662	69 631 681 $	73 242 $
08053	Matane	14 537	920 455 032 $	1 580 765 $
NR080	Matane	15	6 922 000 $	7 159 $
06045	Matapédia	659	41 633 191 $	43 780 $
NR620	Matawinie	120	38 223 080 $	40 201 $
80065	Mayo	608	80 770 679 $	84 807 $
NR350	Mékinac	10	44 546 800 $	46 809 $
42075	Melbourne	1 120	121 166 968 $	127 485 $
83060	Messines	1 597	160 393 506 $	168 512 $
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 059	258 917 986 $	365 936 $
09048	Métis-sur-Mer	588	77 065 060 $	80 952 $
30040	Milan	321	36 927 700 $	38 824 $
76030	Mille-Isles	1 469	221 121 264 $	232 392 $
85075	Moffet	202	10 403 637 $	11 014 $
78055	Montcalm	655	124 008 336 $	130 514 $
14005	Mont-Carmel	1 182	58 880 289 $	61 953 $
83088	Montcerf-Lytton	733	43 797 349 $	45 983 $
80010	Montebello	974	96 786 337 $	101 878 $
09077	Mont-Joli	6 599	372 326 589 $	645 963 $
79088	Mont-Laurier	13 454	945 164 382 $	1 612 154 $
18050	Montmagny	11 212	720 220 007 $	1 262 189 $
80090	Montpellier	1 014	97 688 528 $	102 704 $
56097	Mont-Saint-Grégoire	2 965	324 282 483 $	340 879 $
79110	Mont-Saint-Michel	626	47 604 841 $	50 113 $
04015	Mont-Saint-Pierre	213	8 523 800 $	9 086 $
77050	Morin-Heights	3 808	679 857 020 $	925 164 $
80085	Mulgrave-et-Derry	385	93 397 392 $	98 299 $
03025	Murdochville	793	13 032 109 $	13 767 $
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	841	70 875 486 $	74 619 $
80110	Namur	485	37 471 234 $	39 375 $
30045	Nantes	1 418	87 302 724 $	91 690 $
68030	Napierville	3 809	252 110 439 $	343 082 $
98025	Natashquan	267	11 962 719 $	12 666 $
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	812	60 597 554 $	63 605 $
85100	Nédélec	387	19 477 617 $	20 376 $
34007	Neuville	3 824	306 384 895 $	416 875 $
05040	New Carlisle	1 383	67 162 978 $	70 489 $
05070	New Richmond	3 767	188 999 420 $	251 667 $
41037	Newport	803	125 449 574 $	131 891 $
50072	Nicolet	7 675	602 808 840 $	1 056 229 $
79030	Nominingue	2 291	383 730 670 $	403 383 $
92040	Normandin	3 003	175 327 582 $	188 337 $

249

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
87115	Normétal	854	14 899 750 $	15 695 $
45050	North Hatley	773	179 096 871 $	188 337 $
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	269	59 897 643 $	63 054 $
39015	Notre-Dame-de-Ham	430	21 259 406 $	22 303 $
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	1 090	209 690 879 $	220 553 $
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	787	49 799 206 $	52 316 $
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 528	1 036 701 094 $	1 816 737 $
92060	Notre-Dame-de-Lorette	160	10 056 812 $	10 463 $
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	708	53 738 932 $	56 446 $
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 477	164 167 340 $	172 642 $
35005	Notre-Dame-de-Montauban	817	93 615 455 $	98 299 $
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	726	113 712 912 $	119 500 $
30010	Notre-Dame-des-Bois	1 032	85 601 658 $	90 038 $
15025	Notre-Dame-des-Monts	784	31 680 057 $	33 317 $
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 256	108 591 860 $	114 269 $
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 187	78 353 749 $	82 329 $
61030	Notre-Dame-des-Prairies	8 720	612 363 757 $	1 073 026 $
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	63	29 167 845 $	30 563 $
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	705	76 028 500 $	79 851 $
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 442	81 823 376 $	85 908 $
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	922	84 992 537 $	89 488 $
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 524	270 340 089 $	284 158 $
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 565	283 156 181 $	496 174 $
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 100	49 037 294 $	51 490 $
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 262	171 054 241 $	179 801 $
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	422	31 447 656 $	33 042 $
06020	Nouvelle	1 747	83 614 167 $	87 836 $
56015	Noyan	1 375	152 415 800 $	160 252 $
45020	Ogden	722	196 410 150 $	206 510 $
72032	Oka	5 086	433 037 026 $	705 713 $
69037	Ormstown	3 568	286 034 949 $	362 631 $
84055	Otter Lake	954	136 746 087 $	143 731 $
13015	Packington	665	32 993 919 $	34 694 $
09040	Padoue	269	10 268 874 $	10 739 $
87025	Palmarolle	1 503	63 520 826 $	66 909 $
80037	Papineauville	2 111	164 792 226 $	173 193 $
38055	Parisville	491	33 667 674 $	35 520 $
05032	Paspébiac	3 240	144 307 558 $	166 860 $
02005	Percé	3 320	159 416 552 $	190 815 $
92010	Péribonka	539	57 729 258 $	60 576 $
16005	Petite-Rivière-Saint-François	736	217 217 238 $	228 262 $
03015	Petite-Vallée	230	8 010 961 $	8 536 $
94205	Petit-Saguenay	745	28 353 283 $	29 737 $
77030	Piedmont	2 634	502 471 581 $	528 390 $
50113	Pierreville	2 274	148 170 192 $	155 846 $
71070	Pincourt	13 806	1 173 921 297 $	2 057 114 $
30020	Piopolis	363	73 732 140 $	77 648 $
80045	Plaisance	1 042	62 831 414 $	66 083 $
32040	Plessisville	6 652	329 153 738 $	576 851 $
32045	Plessisville	2 607	164 172 142 $	172 642 $
13095	Pohénégamook	2 893	166 527 674 $	175 120 $
06030	Pointe-à-la-Croix	1 520	56 879 755 $	59 750 $
96030	Pointe-aux-Outardes	1 458	72 777 514 $	76 546 $
71055	Pointe-des-Cascades	1 216	96 384 210 $	101 328 $
71140	Pointe-Fortune	518	44 496 594 $	46 809 $
96025	Pointe-Lebel	1 917	84 085 497 $	88 386 $
NR840	Pontiac	21	11 922 800 $	12 666 $
34017	Pont-Rouge	8 782	512 161 165 $	897 630 $
84020	Portage-du-Fort	281	13 310 419 $	14 043 $
97022	Port-Cartier	6 904	464 630 365 $	805 939 $
02047	Port-Daniel-Gascons	2 530	75 385 253 $	79 300 $
34048	Portneuf	3 075	179 119 931 $	190 540 $
NR340	Portneuf	52	28 051 996 $	29 462 $
95040	Portneuf-sur-Mer	780	23 295 994 $	24 506 $
45030	Potton	1 757	610 292 275 $	641 557 $
87035	Poularies	691	18 667 313 $	19 550 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
88090	Preissac	787	80 512 124 $	84 531 $
75040	Prévost	12 123	991 839 541 $	1 737 987 $
09065	Price	1 738	56 447 353 $	59 475 $
32033	Princeville	5 708	337 011 975 $	555 099 $
42032	Racine	1 284	170 510 145 $	179 251 $
96040	Ragueneau	1 486	48 315 084 $	50 664 $
87010	Rapide-Danseur	344	16 729 286 $	17 622 $
84100	Rapides-des-Joachims	178	11 987 017 $	12 666 $
62037	Rawdon	10 997	823 237 364 $	1 442 541 $
85105	Rémigny	298	11 584 188 $	12 115 $
42098	Richmond	3 310	178 883 135 $	214 220 $
71133	Rigaud	7 722	767 333 704 $	1 344 793 $
10043	Rimouski	47 208	3 433 553 565 $	5 796 320 $
80078	Ripon	1 591	132 233 266 $	139 050 $
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	162	7 586 657 $	7 985 $
04020	Rivière-à-Claude	152	6 447 000 $	6 884 $
34135	Rivière-à-Pierre	689	71 084 287 $	74 619 $
98055	Rivière-au-Tonnerre	338	13 204 153 $	13 767 $
71005	Rivière-Beaudette	1 901	202 013 620 $	212 292 $
13025	Rivière-Bleue	1 331	54 349 565 $	57 272 $
12072	Rivière-du-Loup	19 150	1 490 487 114 $	2 369 064 $
94215	Rivière-Éternité	530	21 364 280 $	22 578 $
89010	Rivière-Héva	1 353	60 111 520 $	63 330 $
14065	Rivière-Ouelle	1 117	99 836 055 $	104 907 $
79037	Rivière-Rouge	4 513	468 175 914 $	492 320 $
98050	Rivière-Saint-Jean	259	7 905 042 $	8 260 $
91025	Roberval	10 249	588 846 340 $	1 031 999 $
88010	Rochebaucourt	174	3 095 322 $	3 304 $
87015	Roquemaure	411	14 042 607 $	14 869 $
55037	Rougemont	2 603	275 114 781 $	289 389 $
86042	Rouyn-Noranda	41 333	2 593 206 974 $	4 453 455 $
48015	Roxton	1 002	127 430 664 $	134 094 $
48010	Roxton Falls	1 288	73 343 607 $	77 097 $
47047	Roxton Pond	3 816	322 213 593 $	438 627 $
95010	Sacré-Coeur	1 962	88 819 541 $	93 342 $
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	587	50 307 516 $	52 867 $
17015	Saint-Adalbert	559	39 636 915 $	41 577 $
08030	Saint-Adelme	527	18 658 509 $	19 550 $
35015	Saint-Adelphe	983	63 940 893 $	67 185 $
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 760	777 504 633 $	1 035 578 $
40010	Saint-Adrien	461	38 200 020 $	40 201 $
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	378	28 123 977 $	29 462 $
33045	Saint-Agapit	3 420	222 729 877 $	274 521 $
53015	Saint-Aimé	502	102 708 710 $	107 936 $
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 136	96 061 649 $	101 052 $
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	720	79 417 435 $	83 430 $
34097	Saint-Alban	1 124	86 117 431 $	90 589 $
39085	Saint-Albert	1 533	100 255 206 $	105 458 $
56055	Saint-Alexandre	2 421	255 476 402 $	268 738 $
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1 975	115 281 545 $	121 152 $
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	274	8 405 919 $	8 811 $
63020	Saint-Alexis	552	43 942 023 $	46 258 $
63025	Saint-Alexis	723	81 696 800 $	85 908 $
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	571	19 597 944 $	20 651 $
51065	Saint-Alexis-des-Monts	3 198	276 671 979 $	308 663 $
27015	Saint-Alfred	497	33 953 229 $	35 795 $
05065	Saint-Alphonse	757	28 990 913 $	30 563 $
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 063	280 625 908 $	301 504 $
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 225	364 112 339 $	421 005 $
94255	Saint-Ambroise	3 615	193 559 950 $	252 217 $
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	3 670	281 179 860 $	366 211 $
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	2 742	172 372 854 $	181 178 $
14040	Saint-André	657	45 727 577 $	48 186 $
80027	Saint-André-Avellin	3 547	248 839 210 $	315 547 $
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 150	271 828 560 $	303 157 $
06040	Saint-André-de-Restigouche	173	6 830 937 $	7 159 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	496	22 132 239 $	23 404 $
69070	Saint-Anicet	2 657	371 058 458 $	390 166 $
19062	Saint-Anselme	3 319	297 033 028 $	355 748 $
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	162	32 556 378 $	34 143 $
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 579	192 098 417 $	202 104 $
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 688	199 049 625 $	209 263 $
12015	Saint-Antonin	4 018	241 586 945 $	341 430 $
33090	Saint-Apollinaire	5 162	389 233 829 $	647 890 $
46017	Saint-Armand	1 141	163 692 123 $	172 092 $
12065	Saint-Arsène	1 232	78 044 041 $	82 053 $
13100	Saint-Athanase	332	13 040 927 $	13 767 $
17055	Saint-Aubert	1 462	121 622 083 $	127 761 $
92005	Saint-Augustin	399	15 549 712 $	16 245 $
98012	Saint-Augustin	856	24 473 590 $	25 607 $
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	736	63 353 070 $	66 634 $
51025	Saint-Barnabé	1 196	76 989 531 $	80 952 $
54105	Saint-Barnabé-Sud	876	120 657 760 $	126 935 $
52055	Saint-Barthélemy	1 983	140 800 690 $	148 136 $
34038	Saint-Basile	2 569	158 268 397 $	166 309 $
28025	Saint-Benjamin	864	47 826 743 $	50 388 $
29100	Saint-Benoît-Labre	1 643	105 507 832 $	110 965 $
26055	Saint-Bernard	1 970	218 326 327 $	229 639 $
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 483	188 083 018 $	197 699 $
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	505	81 263 603 $	85 357 $
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 974	225 899 468 $	237 624 $
49125	Saint-Bonaventure	1 006	96 342 305 $	101 328 $
51085	Saint-Boniface	4 575	241 259 064 $	369 240 $
93030	Saint-Bruno	2 615	131 224 605 $	137 949 $
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 099	61 646 634 $	64 706 $
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	529	26 196 423 $	27 535 $
63055	Saint-Calixte	5 836	432 851 642 $	758 580 $
40025	Saint-Camille	509	41 522 556 $	43 780 $
28070	Saint-Camille-de-Lellis	863	45 992 473 $	48 461 $
34078	Saint-Casimir	1 487	68 672 710 $	72 141 $
50030	Saint-Célestin	794	39 685 726 $	41 853 $
50035	Saint-Célestin	648	67 951 689 $	71 315 $
55023	Saint-Césaire	5 607	476 709 959 $	765 739 $
61035	Saint-Charles-Borromée	12 931	964 232 427 $	1 689 802 $
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 247	186 802 769 $	196 322 $
94260	Saint-Charles-de-Bourget	677	38 948 251 $	41 027 $
09010	Saint-Charles-Garnier	293	8 795 471 $	9 362 $
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 695	236 274 048 $	248 363 $
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 374	192 417 454 $	230 465 $
69017	Saint-Chrysostome	2 584	214 423 456 $	225 509 $
42100	Saint-Claude	1 081	105 884 849 $	111 240 $
11005	Saint-Clément	516	21 133 102 $	22 303 $
07090	Saint-Cléophas	378	10 487 155 $	11 014 $
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	285	17 189 200 $	18 173 $
71045	Saint-Clet	1 762	167 455 188 $	175 946 $
62065	Saint-Côme	2 326	272 250 331 $	286 360 $
29057	Saint-Côme-Linière	3 256	167 498 418 $	193 844 $
52062	Saint-Cuthbert	1 891	186 675 683 $	196 322 $
12005	Saint-Cyprien	1 218	58 489 721 $	61 402 $
28040	Saint-Cyprien	596	29 535 686 $	31 114 $
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	784	47 809 804 $	50 388 $
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 458	283 092 737 $	426 512 $
07105	Saint-Damase	439	21 417 407 $	22 578 $
54017	Saint-Damase	2 492	271 062 565 $	284 984 $
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	579	30 558 600 $	32 216 $
62075	Saint-Damien	2 218	226 521 910 $	238 175 $
19030	Saint-Damien-de-Buckland	2 026	139 975 400 $	147 310 $
53005	Saint-David	815	139 684 266 $	146 760 $
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 789	497 174 443 $	522 608 $
14055	Saint-Denis	546	64 775 435 $	68 011 $
42025	Saint-Denis-de-Brompton	3 295	435 450 333 $	503 609 $
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 291	272 944 819 $	286 911 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
52090	Saint-Didace	709	82 633 455 $	87 010 $
54060	Saint-Dominique	2 291	219 421 662 $	230 740 $
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	455	17 559 739 $	18 448 $
09030	Saint-Donat	973	50 077 193 $	52 591 $
62060	Saint-Donat	4 490	1 144 797 180 $	1 725 322 $
77022	Sainte-Adèle	11 912	1 489 173 542 $	2 010 110 $
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 177	113 375 171 $	119 225 $
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	9 740	1 314 405 339 $	2 026 826 $
09035	Sainte-Angèle-de-Mérici	1 025	38 065 738 $	39 925 $
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 723	151 540 033 $	159 426 $
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	718	35 044 000 $	36 896 $
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 866	187 207 418 $	196 873 $
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	1 971	142 575 260 $	149 789 $
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 766	97 577 880 $	102 704 $
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	641	62 391 317 $	65 532 $
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	1 966	200 488 500 $	210 915 $
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 502	610 257 920 $	773 448 $
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 854	195 469 807 $	205 409 $
79115	Sainte-Anne-du-Lac	654	55 732 930 $	58 649 $
39150	Sainte-Anne-du-Sault	1 323	71 549 268 $	75 170 $
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	638	50 656 390 $	53 142 $
28015	Sainte-Aurélie	938	58 366 964 $	61 402 $
69065	Sainte-Barbe	1 444	161 396 436 $	169 613 $
62020	Sainte-Béatrix	1 818	178 292 380 $	187 511 $
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 261	190 953 102 $	200 728 $
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	4 920	330 349 940 $	530 593 $
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	765	79 439 625 $	83 430 $
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	6 298	475 658 519 $	833 474 $
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	403	26 879 075 $	28 361 $
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	1 935	173 119 433 $	182 004 $
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	897	78 181 739 $	82 329 $
48020	Sainte-Christine	741	74 225 635 $	77 923 $
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	517	79 697 484 $	83 705 $
19055	Sainte-Claire	3 232	242 048 373 $	280 027 $
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	596	53 298 095 $	56 171 $
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 647	161 245 704 $	169 613 $
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 618	105 657 768 $	110 965 $
33102	Sainte-Croix	2 395	219 248 053 $	230 465 $
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	704	64 779 275 $	68 011 $
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	413	16 941 850 $	17 898 $
68045	Saint-Édouard	1 272	133 072 786 $	139 876 $
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	675	33 498 175 $	35 244 $
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 275	118 485 017 $	124 457 $
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	825	43 370 446 $	45 708 $
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	497	56 064 318 $	58 924 $
52030	Sainte-Élisabeth	1 546	165 644 521 $	174 294 $
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	382	35 313 607 $	37 172 $
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 726	136 196 183 $	143 180 $
50005	Sainte-Eulalie	910	76 069 598 $	79 851 $
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	353	18 805 400 $	19 825 $
20010	Sainte-Famille	865	111 582 506 $	117 298 $
08023	Sainte-Félicité	1 131	49 023 455 $	51 490 $
17025	Sainte-Félicité	418	15 261 888 $	15 970 $
09085	Sainte-Flavie	958	69 353 811 $	72 967 $
07010	Sainte-Florence	455	12 891 065 $	13 492 $
11030	Sainte-Françoise	415	20 317 404 $	21 477 $
38035	Sainte-Françoise	454	39 972 032 $	42 128 $
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 046	94 735 318 $	99 675 $
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 305	185 157 356 $	194 670 $
87030	Sainte-Germaine-Boulé	910	30 469 356 $	31 940 $
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	889	27 656 075 $	29 187 $
91030	Sainte-Hedwidge	898	37 148 933 $	39 099 $
14025	Sainte-Hélène	930	49 020 675 $	51 490 $
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 653	169 439 062 $	178 149 $
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	355	36 927 100 $	38 824 $
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	391	13 132 674 $	13 767 $

253

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 46 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
26040	Sainte-Hénédine	1 090	120 890 995 $	127 210 $
07040	Sainte-Irène	370	20 478 184 $	21 477 $
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	316	16 255 017 $	17 071 $
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 128	53 804 208 $	56 446 $
63060	Sainte-Julienne	9 116	581 949 272 $	1 019 884 $
28045	Sainte-Justine	1 866	93 766 210 $	98 574 $
71115	Sainte-Justine-de-Newton	959	119 774 481 $	125 833 $
51075	Saint-Élie-de-Caxton	1 808	138 038 891 $	145 108 $
11035	Saint-Éloi	313	17 327 795 $	18 173 $
17060	Sainte-Louise	696	37 092 955 $	39 099 $
50095	Saint-Elphège	267	40 570 999 $	42 679 $
09092	Sainte-Luce	2 956	214 912 091 $	226 060 $
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	330	15 653 526 $	16 521 $
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 332	169 340 575 $	178 149 $
05050	Saint-Elzéar	496	19 352 568 $	20 376 $
26022	Saint-Elzéar	2 017	167 500 404 $	176 222 $
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	328	13 609 898 $	14 318 $
54025	Sainte-Madeleine	2 267	164 444 570 $	172 918 $
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 577	128 438 411 $	134 920 $
26035	Sainte-Marguerite	1 113	118 485 481 $	124 457 $
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 487	446 362 761 $	469 191 $
07005	Sainte-Marguerite-Marie	201	6 943 983 $	7 434 $
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	495	36 382 795 $	38 273 $
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 792	277 434 975 $	291 592 $
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 253	94 197 581 $	99 125 $
71110	Sainte-Marthe	1 055	166 030 575 $	174 570 $
70012	Sainte-Martine	4 899	427 399 976 $	679 005 $
61050	Sainte-Mélanie	2 999	233 983 368 $	245 884 $
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	562	62 871 054 $	66 083 $
50057	Sainte-Monique	536	67 374 892 $	70 764 $
93075	Sainte-Monique	901	85 224 992 $	89 488 $
08040	Sainte-Paule	232	22 061 935 $	23 129 $
17030	Sainte-Perpétue	1 805	80 787 090 $	84 807 $
50050	Sainte-Perpétue	992	101 965 634 $	107 110 $
20030	Sainte-Pétronille	1 112	155 111 100 $	163 005 $
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 638	164 013 301 $	172 367 $
12030	Saint-Épiphane	876	38 110 947 $	40 201 $
31050	Sainte-Praxède	435	73 104 633 $	76 822 $
11015	Sainte-Rita	350	14 448 136 $	15 144 $
28030	Sainte-Rose-de-Watford	756	45 457 172 $	47 910 $
94230	Sainte-Rose-du-Nord	462	33 158 336 $	34 969 $
28065	Sainte-Sabine	396	23 319 385 $	24 506 $
46105	Sainte-Sabine	1 103	109 279 600 $	114 820 $
39105	Sainte-Séraphine	409	36 345 180 $	38 273 $
75028	Sainte-Sophie	13 055	884 797 497 $	1 550 476 $
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	760	50 448 083 $	53 142 $
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	627	56 015 541 $	58 924 $
63030	Saint-Esprit	1 944	201 056 430 $	211 466 $
35050	Sainte-Thècle	2 452	165 022 618 $	173 468 $
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 051	36 188 154 $	37 998 $
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	363	72 233 605 $	75 996 $
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	833	114 309 348 $	120 051 $
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	556	115 077 006 $	120 877 $
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 385	241 920 500 $	359 052 $
49105	Saint-Eugène	1 173	111 749 244 $	117 573 $
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	545	22 639 914 $	23 680 $
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	488	27 473 334 $	28 911 $
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	445	32 594 353 $	34 143 $
51040	Sainte-Ursule	1 378	88 421 512 $	93 067 $
13030	Saint-Eusèbe	616	30 903 916 $	32 491 $
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	628	54 971 431 $	57 823 $
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 480	206 076 584 $	216 698 $
10070	Saint-Fabien	1 992	113 279 406 $	119 225 $
18015	Saint-Fabien-de-Panet	1 055	58 915 069 $	61 953 $
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 249	547 490 037 $	633 297 $
91042	Saint-Félicien	10 384	696 008 504 $	1 219 785 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	910	32 446 246 $	34 143 $
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 461	121 736 308 $	128 036 $
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 095	410 807 822 $	719 756 $
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 047	75 662 528 $	79 575 $
32013	Saint-Ferdinand	2 037	214 310 540 $	225 233 $
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	2 779	394 928 870 $	415 223 $
33052	Saint-Flavien	1 661	117 778 325 $	123 906 $
31030	Saint-Fortunat	263	26 353 950 $	27 810 $
20005	Saint-François	576	100 763 286 $	106 008 $
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 566	133 603 063 $	140 427 $
06055	Saint-François-d'Assise	717	22 257 083 $	23 404 $
91015	Saint-François-de-Sales	720	25 702 947 $	26 984 $
50128	Saint-François-du-Lac	1 967	135 449 498 $	142 354 $
42020	Saint-François-Xavier-Brompton	2 100	161 308 844.$	169 613 $
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	273	15 462 660 $	16 245 $
27065	Saint-Frédéric	1 087	68 455 406 $	71 865 $
94235	Saint-Fulgence	2 100	122 475 676 $	128 862 $
52080	Saint-Gabriel	2 776	131 656 034 $	138 499 $
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 754	235 371 962 $	247 537 $
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 231	62 329 283 $	65 532 $
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 498	237 072 578 $	292 143 $
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	760	26 435 062 $	27 810 $
93035	Saint-Gédéon	2 012	180 681 501 $	189 989 $
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 292	118 993 816 $	125 007 $
29073	Saint-Georges	31 108	2 081 089 566 $	539 602 $
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 123	154 645 492 $	162 730 $
40032	Saint-Georges-de-Windsor	928	66 390 975 $	69 938 $
53085	Saint-Gérard-Majella	260	37 602 730 $	39 650 $
14045	Saint-Germain	299	24 197 097 $	25 332 $
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 473	348 896 745 $	525 912 $
19075	Saint-Gervais	2 042	175 387 512 $	184 482 $
34060	Saint-Gilbert	282	16 032 960 $	16 796 $
33035	Saint-Gilles	2 189	152 875 225 $	160 802 $
05015	Saint-Godefroi	381	14 307 311 $	15 144 $
49113	Saint-Guillaume	1 552	143 632 102 $	150 890 $
11020	Saint-Guy	82	7 644 288 $	7 985 $
19068	Saint-Henri	4 856	397 175 718 $	631 094 $
93070	Saint-Henri-de-Taillon	722	77 892 394 $	81 778 $
44015	Saint-Herménégilde	714	124 864 036 $	131 340 $
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	100	29 028 208 $	30 563 $
16050	Saint-Hilarion	1 200	78 171 846 $	82 329 $
75045	Saint-Hippolyte	8 103	992 682 300 $	1 739 640 $
94240	Saint-Honoré	5 232	274 797 029 $	430 091 $
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 620	101 158 833 $	106 284 $
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	803	31 574 962 $	33 317 $
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 401	103 571 679 $	108 762 $
54100	Saint-Hugues	1 243	152 715 009 $	160 527 $
54048	Saint-Hyacinthe	53 347	4 584 321 936 $	8 046 941 $
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 033	141 297 431 $	148 687 $
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	643	88 974 300 $	93 618 $
15005	Saint-Irénée	686	94 270 316 $	99 125 $
26063	Saint-Isidore	2 680	254 612 516 $	267 637 $
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	768	87 372 094 $	91 966 $
63013	Saint-Jacques	3 914	300 857 477 $	418 251 $
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	165	22 220 313 $	23 404 $
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	714	51 288 845 $	53 968 $
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 635	161 259 874 $	169 613 $
33065	Saint-Janvier-de-Joly	955	70 255 082 $	73 793 $
20015	Saint-Jean	986	185 440 694 $	194 945 $
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	459	39 166 270 $	41 302 $
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	214	6 261 823 $	6 608 $
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 584	61 037 864 $	64 156 $
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	285	22 363 225 $	23 404 $
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 448	385 796 871 $	581 532 $
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 393	247 619 467 $	296 548 $
21020	Saint-Joachim	1 329	99 763 776 $	104 907 $

255

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 202	119 175 905 $	125 283 $
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 575	298 069 668 $	456 249 $
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	2 031	172 977 424 $	182 004 $
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	415	28 036 589 $	29 462 $
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	561	28 272 204 $	29 737 $
27050	Saint-Joseph-des-Érables	427	32 504 112 $	34 143 $
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 625	178 760 522 $	188 062 $
54110	Saint-Jude	1 178	130 612 248 $	137 398 $
27055	Saint-Jules	542	41 331 428 $	43 505 $
31035	Saint-Julien	410	30 728 984 $	32 216 $
18005	Saint-Just-de-Bretenières	750	40 536 967 $	42 679 $
13040	Saint-Juste-du-Lac	646	30 141 909 $	31 665 $
51045	Saint-Justin	1 003	81 599 503 $	85 908 $
87120	Saint-Lambert	220	3 982 280 $	4 130 $
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	5 997	438 180 860 $	767 942 $
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 616	246 635 804 $	259 376 $
71105	Saint-Lazare	19 119	2 081 836 425 $	3 648 067 $
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 178	87 728 977 $	92 241 $
08065	Saint-Léandre	410	18 947 155 $	19 825 $
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 225	166 079 686 $	174 570 $
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 059	66 171 546 $	69 663 $
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 162	84 624 412 $	88 937 $
07030	Saint-Léon-le-Grand	1 002	35 227 562 $	37 172 $
51035	Saint-Léon-le-Grand	956	80 445 945 $	84 531 $
54072	Saint-Liboire	2 977	252 241 525 $	265 159 $
63065	Saint-Liguori	1 995	154 511 424 $	162 454 $
63048	Saint-Lin-Laurentides	17 054	1 093 824 430 $	1 916 687 $
54120	Saint-Louis	696	80 254 334 $	84 256 $
39170	Saint-Louis-de-Blandford	1 013	69 430 848 $	72 967 $
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	439	27 555 268 $	28 911 $
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 480	174 489 254 $	183 381 $
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 358	51 389 969 $	53 968 $
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	479	31 378 847 $	33 042 $
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	551	33 894 288 $	35 520 $
49030	Saint-Lucien	1 648	126 069 790 $	132 442 $
30072	Saint-Ludger	1 232	65 968 772 $	69 387 $
93080	Saint-Ludger-de-Milot	734	38 718 495 $	40 751 $
28075	Saint-Magloire	724	51 301 182 $	53 968 $
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 252	92 949 523 $	97 748 $
19025	Saint-Malachie	1 474	111 642 695 $	117 298 $
44003	Saint-Malo	537	51 351 567 $	53 968 $
88040	Saint-Marc-de-Figuery	812	38 001 452 $	39 925 $
34065	Saint-Marc-des-Carrières	2 825	158 659 544 $	166 860 $
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	434	22 897 012 $	23 955 $
17020	Saint-Marcel	494	25 248 340 $	26 433 $
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	551	71 779 686 $	75 445 $
10025	Saint-Marcellin	347	28 582 875 $	30 013 $
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 014	267 738 788 $	281 404 $
29045	Saint-Martin	2 522	146 260 968 $	153 919 $
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	671	50 554 290 $	53 142 $
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	736	52 861 864 $	55 620 $
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 451	164 740 330 $	173 193 $
37230	Saint-Maurice	2 796	155 780 941 $	163 831 $
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 157	41 485 861 $	43 505 $
11025	Saint-Médard	256	7 033 182 $	7 434 $
68050	Saint-Michel	2 917	302 848 641 $	318 301 $
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 741	196 986 001 $	207 061 $
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 692	379 031 770 $	398 426 $
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 200	52 039 447 $	54 794 $
12020	Saint-Modeste	1 135	71 515 183 $	75 170 $
07095	Saint-Moïse	604	22 273 093 $	23 404 $
37240	Saint-Narcisse	1 777	115 763 192 $	121 703 $
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 059	125 421 026 $	131 891 $
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 086	56 640 451 $	59 475 $
93045	Saint-Nazaire	1 954	93 206 538 $	98 023 $
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	848	97 202 184 $	102 154 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 26 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	368	26 233 538 $	27 535 $
19045	Saint-Nérée	739	58 539 545 $	61 678 $
07100	Saint-Noël	442	12 561 213 $	13 217 $
52070	Saint-Norbert	1 058	86 598 549 $	91 140 $
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 161	91 799 767 $	96 647 $
09055	Saint-Octave-de-Métis	483	21 648 675 $	22 854 $
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 476	102 936 623 $	108 211 $
17005	Saint-Omer	322	19 512 625 $	20 651 $
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	558	26 792 818 $	28 085 $
53032	Saint-Ours	1 682	187 344 635 $	196 873 $
14070	Saint-Pacôme	1 643	79 828 986 $	83 981 $
17010	Saint-Pamphile	2 577	126 356 167 $	132 717 $
14018	Saint-Pascal	3 465	210 762 268 $	259 652 $
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 073	113 498 347 $	119 225 $
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	1 973	227 766 069 $	239 552 $
61005	Saint-Paul	5 029	308 477 419 $	502 783 $
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 894	292 644 658 $	307 562 $
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	376	16 723 090 $	17 622 $
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 048	224 222 612 $	235 697 $
18030	Saint-Paul-de-Montminy	837	61 745 466 $	64 982 $
51060	Saint-Paulin	1 564	99 303 992 $	104 356 $
19005	Saint-Philémon	765	63 890 817 $	67 185 $
29065	Saint-Philibert	394	27 393 720 $	28 911 $
14060	Saint-Philippe-de-Néri	851	41 097 243 $	43 229 $
54008	Saint-Pie	5 263	462 395 255 $	569 967 $
49130	Saint-Pie-de-Guire	470	57 121 113 $	60 026 $
61020	Saint-Pierre	332	34 591 695 $	36 346 $
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	1 004	73 406 907 $	77 097 $
32050	Saint-Pierre-Baptiste	428	63 163 190 $	66 359 $
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	906	77 407 231 $	81 503 $
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	118	8 528 300 $	9 086 $
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 832	188 981 471 $	198 800 $
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 176	86 686 794 $	91 140 $
72043	Saint-Placide	1 724	208 521 685 $	219 176 $
71020	Saint-Polycarpe	1 940	208 500 108 $	219 176 $
91035	Saint-Prime	2 650	148 561 278 $	156 121 $
28020	Saint-Prosper	3 517	156 396 500 $	198 250 $
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	516	48 163 122 $	50 664 $
19082	Saint-Raphaël	2 341	169 510 564 $	178 149 $
34128	Saint-Raymond	9 792	708 899 513 $	1 242 364 $
68055	Saint-Rémi	7 275	556 405 308 $	975 002 $
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	454	43 263 345 $	45 432 $
29050	Saint-René	673	34 341 104 $	36 070 $
08035	Saint-René-de-Matane	1 033	40 757 819 $	42 954 $
53020	Saint-Robert	1 688	143 151 468 $	150 615 $
30070	Saint-Robert-Bellarmin	639	43 334 953 $	45 432 $
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	4 737	420 804 706 $	658 629 $
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	290	34 144 028 $	35 795 $
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 131	151 315 843 $	159 150 $
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	939	84 230 037 $	88 662 $
63040	Saint-Roch-Ouest	293	49 839 300 $	52 316 $
30100	Saint-Romain	637	67 308 176 $	70 764 $
39145	Saint-Rosaire	848	68 587 845 $	72 141 $
39130	Saint-Samuel	697	37 564 631 $	39 375 $
26010	Saints-Anges	1 116	87 293 896 $	91 690 $
77043	Saint-Sauveur	9 740	1 816 371 235 $	2 896 370 $
30085	Saint-Sébastien	734	53 840 638 $	56 721 $
56050	Saint-Sébastien	661	130 449 593 $	137 123 $
51030	Saint-Sévère	342	31 473 813 $	33 042 $
27070	Saint-Séverin	296	27 069 500 $	28 361 $
35020	Saint-Séverin	829	52 542 826 $	55 345 $
05055	Saint-Siméon	1 186	45 498 513 $	47 910 $
15058	Saint-Siméon	1 324	85 280 451 $	89 763 $
11055	Saint-Simon	424	31 119 288 $	32 766 $
54090	Saint-Simon	1 273	136 477 621 $	143 456 $
29125	Saint-Simon-les-Mines	530	32 353 568 $	34 143 $

257

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
80070	Saint-Sixte	487	29 871 457 $	31 390 $
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	273	61 917 700 $	64 982 $
37245	Saint-Stanislas	965	87 244 740 $	91 690 $
92070	Saint-Stanislas	356	16 988 623 $	17 898 $
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 659	181 100 312 $	190 540 $
38005	Saint-Sylvère	838	64 171 323 $	67 460 $
33007	Saint-Sylvestre	1 044	96 622 210 $	101 603 $
71015	Saint-Télesphore	765	105 185 582 $	110 689 $
07070	Saint-Tharcisius	446	13 478 101 $	14 043 $
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 483	119 744 731 $	125 833 $
29005	Saint-Théophile	781	75 737 320 $	79 575 $
61027	Saint-Thomas	3 060	269 615 495 $	289 665 $
92045	Saint-Thomas-Didyme	689	39 406 099 $	41 302 $
34085	Saint-Thuribe	317	21 615 150 $	22 854 $
35027	Saint-Tite	3 646	238 161 321 $	310 316 $
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 415	102 482 500 $	107 661 $
34090	Saint-Ubalde	1 441	135 778 643 $	142 630 $
08073	Saint-Ulric	1 694	84 447 788 $	88 662 $
16055	Saint-Urbain	1 461	93 192 197 $	98 023 $
70005	Saint-Urbain-Premier	1 147	122 582 414 $	128 862 $
56030	Saint-Valentin	458	74 124 180 $	77 923 $
39135	Saint-Valère	1 341	85 154 321 $	89 488 $
10060	Saint-Valérien	839	49 039 801 $	51 490 $
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 753	196 030 706 $	206 235 $
19117	Saint-Vallier	1 011	105 151 347 $	110 689 $
44005	Saint-Venant-de-Paquette	132	18 211 470 $	19 274 $
07075	Saint-Vianney	495	18 086 007 $	18 999 $
27008	Saint-Victor	2 522	185 907 374 $	195 496 $
50023	Saint-Wenceslas	1 105	93 455 913 $	98 299 $
28005	Saint-Zacharie	1 830	86 868 570 $	91 415 $
62080	Saint-Zénon	1 315	146 583 577 $	154 194 $
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	409	19 657 682 $	20 651 $
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	784	90 504 932 $	95 270 $
71025	Saint-Zotique	6 583	574 544 197 $	1 006 942 $
70052	Salaberry-de-Valleyfield	40 255	2 989 835 717 $	5 204 325 $
07085	Sayabec	1 883	108 296 313 $	113 993 $
97040	Schefferville	197	7 134 877 $	7 434 $
41080	Scotstown	550	21 902 336 $	23 129 $
26048	Scott	2 068	134 742 997 $	141 803 $
89040	Senneterre	3 082	129 286 529 $	139 050 $
89045	Senneterre	1 229	57 881 068 $	60 852 $
97007	Sept-Îles	26 549	2 086 665 959 $	3 607 866 $
NR971	Sept-Rivières	128	18 207 028 $	19 274 $
22020	Shannon	4 991	279 854 247 $	449 641 $
36033	Shawinigan	50 132	2 861 819 725 $	5 023 509 $
84010	Shawville	1 530	113 298 750 $	119 225 $
84095	Sheenboro	161	44 617 100 $	46 809 $
47035	Shefford	7 350	661 922 694 $	1 160 035 $
05010	Shigawake	324	10 571 361 $	11 014 $
53052	Sorel-Tracy	34 114	2 325 853 975 $	4 075 680 $
46045	Stanbridge East	836	81 826 185 $	85 908 $
46030	Stanbridge Station	308	38 946 800 $	41 027 $
45008	Stanstead	2 836	181 695 418 $	191 091 $
45025	Stanstead	985	507 992 945 $	534 172 $
44050	Stanstead-Est	610	100 966 068 $	106 284 $
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 774	217 984 000 $	229 088 $
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 576	298 286 641 $	522 608 $
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	364	15 483 900 $	16 245 $
42005	Stoke	2 782	247 894 743 $	260 753 $
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	7 107	717 826 457 $	1 257 783 $
30105	Stornoway	582	53 736 667 $	56 446 $
46025	St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	534	69 411 700 $	72 967 $
30110	Stratford	1 126	178 757 564 $	188 062 $
45105	Stukely-Sud	942	96 460 802 $	101 328 $
46058	Sutton	4 032	886 080 902 $	1 133 602 $
95005	Tadoussac	844	78 965 391 $	83 155 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014

La facture réelle des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2012.

Note: Facture annuelle. Un estimé envoyé en novembre 2011 et la facture finale en mars 2012.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2012	Richesse foncière uniformisée 2010	Facture réelle 2012
87042	Taschereau	1 010	20 032 293 $	20 926 $
85005	Témiscaming	2 491	179 664 054 $	188 888 $
NR850	Témiscamingue	187	44 771 078 $	47 084 $
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	5 159	300 520 680 $	321 329 $
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 952	159 602 850 $	167 686 $
84045	Thorne	389	94 317 600 $	99 125 $
80050	Thurso	2 418	162 882 316 $	171 266 $
39025	Tingwick	1 431	119 388 948 $	125 558 $
17035	Tourville	661	19 465 414 $	20 376 $
88075	Trécesson	1 377	65 963 767 $	69 387 $
71125	Très-Saint-Rédempteur	839	77 682 220 $	81 778 $
69030	Très-Saint-Sacrement	1 267	146 508 300 $	153 919 $
27060	Tring-Jonction	1 390	63 880 691 $	67 185 $
11040	Trois-Pistoles	3 295	165 911 108 $	191 917 $
35055	Trois-Rives	430	105 687 120 $	111 240 $
42078	Ulverton	383	38 569 200 $	40 476 $
48038	Upton	1 977	174 826 985 $	183 932 $
33070	Val-Alain	946	65 921 710 $	69 387 $
07080	Val-Brillant	970	43 703 498 $	45 983 $
42055	Valcourt	2 341	177 797 513 $	186 960 $
42060	Valcourt	1 038	111 343 125 $	117 022 $
78010	Val-David	4 387	537 156 335 $	796 853 $
80140	Val-des-Bois	897	124 173 017 $	130 514 $
78100	Val-des-Lacs	746	179 453 000 $	188 612 $
89008	Val-d'Or	31 894	1 915 901 261 $	3 290 116 $
42095	Val-Joli	1 531	142 766 316 $	150 064 $
NR890	Vallée-de-l'Or	342	13 137 782 $	13 767 $
26015	Vallée-Jonction	1 861	118 383 865 $	124 457 $
78005	Val-Morin	2 950	374 181 078 $	393 470 $
30015	Val-Racine	154	25 703 600 $	26 984 $
87105	Val-Saint-Gilles	174	4 291 114 $	4 406 $
71083	Vaudreuil-Dorion	32 784	3 343 371 913 $	5 858 824 $
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 351	182 657 100 $	191 917 $
56005	Venise-en-Québec	1 410	200 772 660 $	211 191 $
39062	Victoriaville	43 160	2 725 919 293 $	4 776 712 $
85025	Ville-Marie	2 557	141 623 650 $	148 962 $
32085	Villeroy	475	37 271 602 $	39 099 $
84070	Waltham	337	40 667 994 $	42 679 $
47030	Warden	358	18 757 548 $	19 825 $
39077	Warwick	4 975	325 279 908 $	522 608 $
47025	Waterloo	3 931	258 458 212 $	359 327 $
44080	Waterville	2 035	153 564 854 $	161 353 $
41098	Weedon	2 698	232 027 385 $	243 957 $
76035	Wentworth	536	192 029 076 $	201 829 $
77060	Wentworth-Nord	1 389	387 994 464 $	408 064 $
41065	Westbury	960	78 216 340 $	82 329 $
49040	Wickham	2 507	194 656 332 $	204 582 $
42088	Windsor	5 278	398 950 850 $	678 179 $
40017	Wotton	1 530	100 739 274 $	106 008 $
51020	Yamachiche	2 764	197 171 123 $	207 336 $
53072	Yamaska	1 667	117 516 588 $	123 631 $
1041		**2 489 097**	**202 684 578 826 $**	**280 958 081 $**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 49 : Liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

Municipalités de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps de police municipal.

Depuis le 21 juin 2001, la Loi sur la police prévoit qu'à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de 50 000 habitants ou plus ont l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal.

Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants, celles qui étaient desservies par un corps de police municipal avaient la possibilité de le maintenir dans la mesure où elles étaient aptes à fournir le niveau de services requis par la loi. Les municipalités qui ont fait ce choix sont :

- Mont-Tremblant et Lac-Tremblant-Nord (Service de police de la Ville de Mont-Tremblant)
- Bromont (Service de police de la Ville de Bromont);
- Austin, Magog, Orford, Sainte-Catherine-de-Hatley (Régie de police de Memphrémagog)
- Thetford Mines (Sûreté municipale de la Ville de Thetford Mines);
- Sainte-Marie (Sûreté municipale de Sainte-Marie);

En 2012, les corps de police municipaux de trois municipalités ont été abolis :

- Rivière-du-Loup (Sécurité publique de Rivière-du-Loup) (desserte par la Sûreté du Québec (SQ) depuis le 30 avril 2012);
- Sainte-Adèle (Service de police de Sainte-Adèle) (desserte par la SQ depuis le 18 mai 2012);
- Saint-Georges (Service de police de la Ville de Saint-Georges) (desserte par la SQ depuis le 15 novembre 2012).

Les autres municipalités sont desservies par la SQ dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.

En 2012-2013, aucune nouvelle entente intermunicipale n'a été signée pour ces municipalités.

Aucune étude dans le cadre du déséquilibre fiscal. Des travaux se poursuivent actuellement, par le biais du Conseil sur les services policiers du Québec, concernant les coûts et le financement des services policiers.

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 50 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

Identification	Effectifs 2012-2013	Budget initial $ 2012-2013
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine -70, rue Saint-Germain Est, bureau 60, Rimouski (Québec) G5L 7J9 -96, Montée Sandy Beach, bureau 1.02, Gaspé (Québec) G4X 2W4	7 2	441 400
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik -1122, Grande-Allée, bureau 200, Québec (Québec) G1S 1E5	8	512 700
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord -3950, boulevard Harvey, RC-01, Jonquière (Québec) G7X 8L6 -625, boulevard Laflèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	6 4	445 800
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec -4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9	8	562 900
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie -200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9 -165, rue Jacques-Cartier Nord, St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	3 8	788 300
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides - 5100, rue Sherbrooke Est, RC 23, Montréal (Québec) H1V 3R9 -85, rue de Martigny, local 4.39, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 3R8 -430, de Lanaudière, Local 160, Joliette (Québec) J6E 7X1	8 3 2	743 000
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec -817, boul. Saint-René Ouest, Gatineau (Québec) J8T 8M3 -170, avenue Principale, bureau 205, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7	4 5	420 800
	69	**3 914 900**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 51 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé depuis le 31 août 2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

La Direction générale des affaires policières gère l'ensemble de ces programmes de financement

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ 2012-2013

Organisme	Financement annuel maximum autorisé	Financement autorisé depuis le 31 août 2012
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Îles (AJOI)-Montréal	60 000 $	0 $
Avenue des jeunes-Gatineau	50 000 $	0 $
Centre communautaire Entre-Nous - Gatineau	66 200 $	0 $
Centre des jeunes Saint-Sulpice-Montréal	46 000 $	0 $
Club garçons et filles de LaSalle-Montréal	34 000 $	0 $
Dopamine-Montréal	82 000 $	0 $
Équipe RDP-Montréal	70 000 $	0 $
L'Avenue justice alternative-MRC l'Asssomption	55 000 $	0 $
La Maison des jeunes de Les Saules et de Lebourgneuf inc.-Québec	75 000 $	0 $
Maison d'Haïti-Montréal	70 000 $	0 $
Maison des jeunes L'Énigme de Beaupré	39 150 $	0 $
Maison des jeunes l'Escalier de Lachine-Montréal	68 000 $	0 $
Maison des jeunes L'Escapade de Val-Bélair-Québec	75 850 $	0 $
Maison des jeunes par la Grand'porte-Montréal	45 000 $	0 $
MotivAction Jeunesse-Québec	55 000 $	0 $
Réseau d'entraide des Appalaches-Thetford Mines	9 200 $	0 $
Société de criminologie du Québec-Laval	40 000 $	0 $
SQUAT Basse-Ville-Québec	43 900 $	0 $
Tandem-Jeunesse – Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Les Basques	60 000 $	0 $
Trame d'actions et d'initiatives concertées (T.R.A.I.C.) Jeunesse-Québec	85 700 $	0 $
Travail de rue / Action communautaire (TRAC)-Montréal	50 000 $	0 $
Un itinéraire pour tous-Montréal	70 000 $	0 $
TOTAL	**1 250 000 $**	**0 $**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 51 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé depuis le 31 août 2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

PLAN D'INTERVENTION QUÉBÉCOIS SUR LES GANGS DE RUE 2011-2014

Organisme	Financement annuel maximum autorisé	Financement autorisé depuis le 31 août 2012
Club garçons et filles de LaSalle	44 500 $	0 $
Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants	112 500 $	0 $
Macadam Sud	50 000 $	0 $
Maisons de transition de Montréal inc.	25 000 $	0 $
Mouvement jeunesse Montréal-Nord	34 700 $	0 $
Plein Milieu	40 800 $	0 $
Projet Ado-Communautaire en Travail de rue	40 000 $	0 $
RAP Jeunesse	40 000 $	0 $
Société de criminologie du Québec	35 000 $	0 $
TOTAL	**422 500 $**	**0 $**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 51 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé depuis le 31 août 2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

PROGRAMME ACCÈS ALCOOL
(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2012-2013 QUI SERONT VERSÉS CONFORMÉMENT À LA DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR)

Organisme	Financement annuel maximum autorisé	Financement autorisé depuis le 31 août 2012
ADPQ	145 000 $	72 500 $
Blainville	7 600 $	2 660 $
Bromont	8 400 $	2 940 $
Châteauguay	20 800 $	7 280 $
Deux-Montagnes	8 800 $	3 080 $
École nationale de police du Québec	35 000 $	0 $
Gatineau	74 000 $	25 900 $
Granby	24 400 $	8 540 $
Laval	97 600 $	34 160 $
Lévis	34 000 $	11 900 $
Longueuil	102 400 $	35 840 $
Memphrémagog	19 200 $	6 720 $
Mirabel	14 000 $	4 900 $
Mont-Tremblant	20 400 $	7 000 $
MRC Les Collines de l'Outaouais	15 200 $	5 320 $
Québec	218 800 $	76 580 $
Repentigny – L'Assomption - Mascouche	37 600 $	13 160 $
Richelieu-St-Laurent	48 800 $	17 080 $
Roussillon	20 800 $	7 280 $
Saguenay	54 800 $	19 180 $
Sainte-Marie	6 400 $	2 240 $
Saint-Eustache	16 400 $	5 740 $
Saint-Georges	15 200 $	5 420 $
Saint-Jean-sur-Richelieu	35 200 $	12 320 $
Saint-Jérôme	22 400 $	7 840 $
Sherbrooke	56 000 $	19 600 $
SPVM	1 727 100 $	1 727 100 $
Terrebonne	35 200 $	12 320 $

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 51 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé depuis le 31 août 2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Thérèse-De Blainville	24 400 $	8 540 $
Thetford-Mines	11 200 $	3 920 $
Trois-Rivières	56 400 $	19 740 $
Réserve CPM - remboursement des frais d'enquêtes ponctuelles	30 000 $	0 $
Réserve pour les CPM – remboursement des frais relatifs aux sanctions	85 000 $	35 000 $
Réserve CPM - remboursement des frais de formations	62 000 $	0$
TOTAL	**3 190 500 $**	**2 221 800 $**

PROGRAMME ACCEF ACTION CONCERTÉE CONTRE LES CRIMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS
(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2012-2013 QUI SERONT VERSÉS CONFORMÉMENT À LA DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR)

Corps de police	Financement annuel maximum autorisé	Financement autorisé depuis le 31 août 2012
Service de police de la Ville de Montréal	**3 220 900 $**	**3 220 900 $**

PROGRAMME ACCÈS TABAC
(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2012-2013 QUI SERONT VERSÉS D'APRÈS LES PRÉVISIONS DU MSP)

Corps de police	Financement annuel maximum autorisé	Financement autorisé depuis le 31 août 2012
Association des directeurs de polices du Québec	15 000 $	15 000 $
Gatineau	175 000 $	175 000 $
Laval	474 000 $	264 000 $
Québec	300 000 $	172 000 $
Richelieu-St-Laurent	335 000 $	264 200 $
Roussillon	157 500 $	87 200 $
Saguenay	300 000 $	172 000 $
Saint-Eustache	66 500 $	0 $
Saint-Jérôme	300 000 $	172 000 $
Sherbrooke	300 000 $	172 000 $
SPVM	4 202 200 $	4 202 200 $
Réserve CPM - remboursement des frais d'enquêtes ponctuelles	425 000 $	335 200 $
Réserve CPM - remboursement des frais de formations	110 000 $	79 400 $
TOTAL	**7 160 200 $**	**6 110 200 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 51 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé depuis le 31 août 2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

FONDS POUR LE RECRUTEMENT DES POLICIERS

GANGS DE RUE

(Maximums prévus pour 2012-2013 qui seront versés par l'intermédiaire de la SQ, à l'exception d'une somme de 8,3 M$ versée directement par le MSP au SPVM)

	Financement annuel maximum autorisé	Financement autorisé depuis le 31 août 2012
ERM - Gangs de rue Québec / Rive-Sud	1 161 312 $	0 $
ERM - Gangs de rue Laval / Couronne Nord	1 840 450 $	0 $
ERM - Gangs de rue Montérégie	1 134 795 $	0 $
ERM - Gangs de rue Outaouais	923 148 $	0 $
Initiatives Gangs de rue - SPVM	8 309 625 $	0 $
Coordination Gangs de rue SQ	345 755 $	0 $
Total	**13 715 085 $**	**0 $**

PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE DROGUE

(Maximums prévus pour 2012-2013 qui seront versés par l'intermédiaire de la SQ)

ERM – Drogue Québec/Rive-Sud	568 752 $	0 $
ERM – Drogue Mauricie/Centre du Québec	393 233 $	0 $
ERM – Drogue Montérégie	253 594 $	0 $
ERM – Drogue Estrie	400 000 $	0 $
Total	**1 615 579 $**	**0 $**

CYBERCRIMINALITÉ

(Maximums prévus pour 2012-2013 qui seront versés par l'intermédiaire de la SQ, à L'EXCEPTION D'UNE SOMME DE 568,7 K$ VERSÉE DIRECTEMENT PAR LE MSP AU SPVM)

Service de police de la Ville de Québec (SPVQ\SQ)	824 808 $	0 $
Service de police de la Ville de Montréal	568 693 $	0 $
Total :	**1 393 501 $**	**0 $**

PHÉNOMÈNES PONCTUELS

(Maximums prévus pour 2012-2013 qui seront versés par l'intermédiaire de la SQ, à l'exception d'une somme de 217,0 k$ versée directement par le MSP au SPVM)

Disparition de personnes	488 301 $	0 $
Soutien Enquêtes - Nunavik	69 800 $	0 $
SPVM -Équipe mixte crise	217 034 $	0 $
Total	**775 135 $**	**0 $**
Total des subventions en provenance du Fonds pour le recrutement de policiers :	**17 499 300 $**	**0 $**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 51 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé depuis le 31 août 2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

2- AUTRE BUDGET DE TRANSFERT

	Financement annuel maximum autorisé	Financement autorisé depuis le 31 août 2012
Centre international pour la prévention de la criminalité	60 000 $	0 $
École nationale de police du Québec	6 589 200 $	0 $
Fondation Jacqueline Lessard	2 000 $	0 $
Orphelinat Enfant-Jésus de Prague	2 000 $	0 $
Phare, enfants et familles, Le	1 000 $	0 $
Service de police de la Ville de Montréal	14 922 500 $	0 $
Total	**21 576 700 $**	

Programme d'aide financière à certaines municipalités rurales desservies par un corps de police municipal

Saint-Isidore	107 919 $	0 $
Saint-Mathieu	20 732 $	0 $
Total	**128 651 $**	**0 $**

TOTAL DES PROGRAMMES	**54 448 751 $**	**11 552 900 $**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 51 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé depuis le 31 août 2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA MÊME PÉRIODE.

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ - 2012-2013

Organisme	Titre du projet	Motifs du refus
Acadé-Kicks	Accroche toi	Projet ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Action jeunesse St-Pie X de Longueuil inc. (Maison de jeunes Kekpart)	Xpression	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Association des jeunes de la Petite-Bourgogne	Once voice / One neigborhood	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Centre communautaire l'Amitié inc.	Projet pilote de service d'intervention préventive et transitoire en toxicomanie auprès des jeunes	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Centre d'intervention-Jeunesse des Maskoutains (C.I.J.M.)	Travail de milieu : au cœur de la MRC	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Centre d'orientation paralégale et sociale pour immigrants (COPSI)	Implantation du service Inter-guide des pairs-aidants interculturels pour la prévention du crime : une approche intercommunautaire et interorganismes	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Centre de ressources sur la non-violence (CRNV) inc.	Action citoyenne en prévention	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Centre Défi-jeunesse de St-François	Au-delà de l'école mon quartier	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Chantier d'apprentissage optimal (CHAPOP)	Jeunes de minorités en actions positives (JEMAP)	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Coalition Sherbrookoise pour le travail de rue	Travail de rue; au centre de la prévention de la criminalité	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Fourchettes de l'espoir	Un parcours pour l'insertion sociale et de l'insertion professionnelle des 16-18 ans	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Gestion Jeunesse inc.	Module 15 ans	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Groupe Action –Jeunesse de Charlevoix	Travail de milieu	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 51 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé depuis le 31 août 2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Institut Pacifique	Temps libre	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Justice Alternative Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	Les crimes avec violence, une délinquance à démystifier	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Justice alternative Lac-Saint-Jean	Programme Vivre Sans Violence « VI-SA-VI »	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
La Ligue des Noirs du Québec	Moi, j'change mon mileiu	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
La Ligue des Noirs du Québec	Prévention contre la drogue en milieu scolaire	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Le Centre Option-Prévention T.V.D.S.	GE sans gang!	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Le Refuge la Piaule du Centre du Québec inc.	Le travail de rue au cœur de sa communauté	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Les Œuvre de la Maison Dauphine inc.	Prévenir les comportements délinquants chez les jeunes en agissant sur les facteurs de risque et de protection	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Les Œuvres Jean Lafrance inc.	Voyage d'aide humanitaire au Mexique	Projet ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Local 16-30	Travailleur de milieu 16-30 ans	Projet ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Maison de jeunes de Saint-Léonard	Équipe Saint-Léonard	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Maison des jeunes Bordeaux-Cartierville	L'Authentik projet	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Maison des jeunes Châtelois inc.	Travail de proximité	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Maison des jeunes de St-Prime	À toi de choisir	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Maison des jeunes Merciérois	Travailleur de milieu	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Maisons de transition de Montréal inc.	Agir dans son quartier	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 51 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé depuis le 31 août 2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Patro Laval inc.	L'escouade authentique	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Prévention Notre-Dame-de-Grâce	Prévention de l'exploitation sexuelle, de l'adhésion aux gangs de rue et autres types de délinquance parmi les jeunes filles de Côte-des-Neiges	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Prévention Sud-Ouest	BUMP (projet de médiation urbaine de la Petite-Bourgogne) s'élargit	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Projet d'intervention auprès des mineurs prostitués (PIAMP)	Prévention de l'adhésion aux gangs de rue	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Projet de prévention des toxicomanies : Cumulus	Agir, Munir, Prévenir	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Regroupement Action Prévention Jeunesse des Laurentides	Jeunes en rupture et Communauté	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Service Animation Jeunesse de l'Outaouais (SAJO)	Bouffée d'Oxygène BO2 Papineau	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Tandem VSP (Villeray-Saint-Michel-Parc Extension)	Projet CLÉS pour l'avenir	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.
Trans-Art 2000	Portraits des jeunes	Projet ne répondant pas aux exigences minimales du programme. Lettre de refus du 25 juillet 2012.

Fonds pour le recrutement de policiers

LISTE DES PROJETS QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT DANS LE CADRE DU FONDS DE RECRUTEMENT DES POLICIERS

Organisme	Titre du projet	Raison du refus
Service de police de la Ville de Montréal	Production intérieure de marijuana	Le projet n'a pas été retenu en fonction des priorités du Groupe d'experts stratégiques en sécurité publique.
Service de police de la Ville de Montréal	Équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance	Le projet n'a pas été retenu en fonction des priorités du Groupe d'experts stratégiques en sécurité publique.
Service de police de la Ville de Montréal	Le jour se lève enfin	Le projet n'a pas été retenu en fonction des priorités du Groupe d'experts stratégiques en sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 51 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé depuis le 31 août 2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

	Date du versement	1er avril au 30 novembre 2012	31 août au 30 novembre 2012
Subventions ad hoc			
Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) – contribution financière relative à la participation des membres aux différents comités	Juillet 2012 Novembre 2012	20 000 20 000	20 000
Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) – contribution financière pour l'organisation du congrès annuel	Août 2012	6 591	
Administration régionale Kativik – contribution financière pour la formation des pompiers	Juillet 2012	125 000	
École nationale des pompiers du Québec – contribution financière pour le financement de l'École	Juin 2012	467 000	
Centre d'avalanche de la Haute-Gaspésie – contribution pour la poursuite des activités de sensibilisation et d'éducation du public sur les avalanches	Prévision	40 000	40 000
Sous-Total		**678 591**	**60 000**
Programme de prévention des principaux risques naturels			
Municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette - protocole d'entente pour la réalisation de travaux visant la prévention et l'atténuation du risque de glissements de terrain	Août 2012	200 000	
Université du Québec à Rimouski - convention relative au renouvellement de la Chaire de recherche en géoscience côtière	Septembre 2012	150 000	150 000
Sous-Total		**350 000**	**150 000**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 51 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé depuis le 31 août 2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Programme des schémas de couverture de risques	**Date du versement**	**1er avril au 30 novembre 2012**	**Du 31 août au 30 novembre 2012**
MRC de Nicole-Yamaska – versement 4 pour l'attestation du schéma	Avril 2012	20 000	
MRC Les Sources – versement 5 pour la mise en place du schéma	Avril 2012	20 000	
MRC de Témiscouata – versement 6 pour la mise en place du schéma	Avril 2012	20 000	
MRC de Manicouagan – versement 4 pour l'attestation du schéma	Avril 2012	20 000	
Agglomération de La Tuque – versement 6 pour la mise en place du schéma	Avril 2012	20 000	
MRC d'Abitibi-Ouest – versement 6 pour la mise en place du schéma	Mai 2012	20 000	
MRC des Jardins-de-Napierville – versement 4 pour l'attestation du schéma	Avril 2012	20 000	
MRC des Basques – versement 5 pour la mise en place du schéma	Mai 2012	20 000	
MRC de Montcalm – versement 4 pour l'attestation du schéma	Mai 2012	20 000	
MRC du Granit – versement 4 pour l'attestation du schéma	Mai 2012	20 000	
MRC de Charlevoix –versement 5 pour la mise en place du schéma	Mai 2012	20 000	
MRC du Haut-Saint-François – versement 5 pour la mise en place du schéma	Juin 2012	20 000	
MRC de Deux-Montagnes – versement 5 pour la mise en place du schéma	Juin 2012	20 000	
MRC des Maskoutains – versement 5 pour la mise en place du schéma	Juin 2012	20 000	

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 51 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé depuis le 31 août 2012, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Programme des schémas de couverture de risques	**Date du versement**	**1er avril au 30 novembre 2012**	**Du 31 août au 30 novembre 2012**
MRC de La Haute-Yamaska – versement 4 pour l'attestation du schéma	Juin 2012	20 000	
MRC de Bonaventure – versement 6 pour la mise en place du schéma	Juillet 2012	20 000	
MRC de Rouville – versement 5 pour la mise en place du schéma	Septembre 2012	20 000	20 000
MRC de Vaudreuil-Soulanges – versement 6 pour la mise en place du schéma	Novembre 2012	20 000	20 000
MRC de Beauharnois-Salaberry – versement 4 pour l'attestation du schéma	Novembre 2012	20 000	20 000
Sous-Total		**380 000**	**60 000**
Grand Total		**1 408 591**	**270 000**

QUESTION 52 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, pour l'année 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

Budget investi notamment pour la lutte contre le terrorisme excluant les données de la Sûreté du Québec (voir le cahier SQ)	Année 2005-2006	289 700 $
	Année 2006-2007	530 000 $
	Année 2007-2008	434 200 $
	Année 2008-2009	441 500 $
	Année 2009-2010	440 200 $
	Année 2010-2011	436 600 $
	Année 2011-2012	420 700 $
	Année 2012-2013	558 300 $

Les montants inscrits correspondent au budget consacré par le MSP à la DSE. Outre le suivi du terrorisme, les activités de la DSE s'inscrivent toutefois dans une perspective plus large de sécurité de l'État, le regroupement de l'ensemble de ces fonctions en une seule unité permettant de réaliser des économies d'échelles.

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Intervention en risques de type chimique, biologique, radiologique, nucléaire (CBRN).	Année 2005-2006	350 000 $
	Année 2006-2007	350 000 $
	Année 2007-2008	350 000 $
	Année 2008-2009	350 000 $
	Année 2009-2010	350 000 $
	Année 2010-2011	350 000 $
	Année 2011-2012	262 500 $
	Année 2012-2013	Aucun montant (au 30 novembre 2012, le renouvellement des ententes n'était pas complété)

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 53 : Liste des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers

Actions posées par le MSP dans le dossier sur le profilage racial :

Pour les actions antérieures, veuillez vous référer aux études des crédits précédentes.

2012 : Le SPVM a rendu public son Plan stratégique en matière de profilage racial (2012-2014). Voir le document à l'adresse suivante :
http://www.spvm.qc.ca/FR/documentation/gd_61.asp

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 54 : Sommes, ventilées, accordées depuis le 31 août 2012 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.

La sécurité dans les palais de justice est assurée par les constables spéciaux et les gardiens ouvriers à l'emploi du ministère (salaires), et par des agents de sécurité à contrat.
Les sommes accordées pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (5) pour l'année 2012-2013:

	Dépenses probables du 31 août 2012 au 31 mars 2013			Dépenses probables total année 2012-2013				
	Salaires	Contrats	TOTAL	Salaires	Contrats	TOTAL 2012-2013[1]	TOTAL 2011-2012	TOTAL 2010-2011
Secteur est	1 067 072 $	250 188 $	1 317 260 $	1 679 505 $	512 026 $	2 191 531 $	1 986 250 $	1 795 512 $
Secteur ouest	1 194 969 $	290 426 $	1 485 395 $	1 901 810 $	486 731 $	2 388 541 $	2 002 152 $	1 915 919 $
Secteur sud	871 346 $	176 745 $	1 048 091 $	1 457 344 $	605 974 $	2 063 318 $	1 942 989 $	1 902 459 $
Secteur Île de Montréal	4 464 777 $	323 808 $	4 788 585 $	6 514 320 $	514 864 $	7 029 184 $	5 769 976 $	5 461 997 $
Secteur Palais justice Québec	1 535 078 $	132 874 $	1 667 952 $	2 244 784 $	133 741 $	2 378 525 $	1 924 834 $	1 782 934 $
			10 307 283 $			16 051 099 $	13 626 201 $	12 858 821 $

[1] Référence suivi budgétaire octobre 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 55 : Copie des recommandations émises par les coroners, depuis le 31 août 2012, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations

Veuillez vous référer à la fin du document

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 56 : Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories depuis le 31 août 2012.

Catégorie d'emploi	2012-2013	
	Effectifs autorisés	Masse salariale
Coroners	11	1 422 849
Cadres	2	206 306
Professionnels	9	728 898
Techniciens et employés de bureau	27	1 118 229
	49	**3 476 282**

La masse salariale est calculée sur une base annuelle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 57 : La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations prévues.

Coroners *	Rémunération ($)	Augmentations prévues
Coroners investigateurs		
Brochu, Jean-E	125 332	Conformément aux orientations gouvernementales
Chouinard, Lyne	133 013	
Calvet, Martin	125 332	Aucune prime ni boni n'a été versé au cours de cette période.
Éthier, Gilles (départ à la retraite 6 septembre 2012)	58 118	
Nolet, Louise	171 737	
Ramsay, Jacques	125 332	
Total	**738 864**	
Coroners enquêteurs		
Kronström, Andrée	120 790	
Malouin, Luc	120 790	
Rudel-Tessier, Catherine	120 790	
Total	**362 370**	

Les coroners permanents sont nommés par décret dont la durée est indéterminée.

- *La liste des coroners investigateurs ne comprend pas les coroners investigateurs à temps partiel.*

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner-03.03

QUESTION 58 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2010, 2011, 2012 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

État des rapports :

Tableau 1 - Nombre de rapports d'investigation terminés et à venir pour les décès signalés en 2009, 2010, 2011 et 2012

Année de signalement du décès	2009	2010	2011	2012
Rapport terminé	3856	3654	3218	1269
Rapport en cours	96	351	1012	2727
Total des décès signalés	3952	4005	4230	3996

Tableau 2 - Pourcentage de rapports d'investigation terminés et à venir pour les décès signalés en en 2009, 2010, 2011 et 2012

Année de signalement du décès	2009	2010	2011	2012
Rapport terminé	98 %	91 %	76 %	32 %
Rapport en cours	2 %	9 %	24 %	68 %

Délai moyen :

Le délai moyen entre le signalement d'un décès et la remise du rapport d'investigation est de 10 mois.

[1] Les données étant compilées au 30 novembre 2012, l'information présentée pour 2012 est donc incomplète.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 59 : La liste des enquêtes terminées depuis le 31 août 2012 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit de remise du rapport	Date de remise du rapport
2003-09-29	Forgeot, Cyril	Décès à la suite d'un accident d'auto à St-Jérôme	Me Catherine Rudel-Tessier	2003-06-14	Laval	2012-03-21
2004-09-28	Berniquez, Michel	Décès après son arrestation par des policiers	Me Andrée Kronström	2003-06-28	Montréal	2012-11-09
2010-12-16	Selby, Andrew	Noyade dans les eaux de la Rivière Rouge	Me Jean-Luc Malouin	2008-07-12	Rivière Rouge	2012-04-25
2011-05-16	Houle, Louis Gill, Jagroop Singhn	Décès à la suite d'une collision entre de camions	Me Jean-Luc Malouin	2009-10-15	Laval	2012-04-17
2011-07-06	Surprenant, Julie	Décès présumé, personne disparue	Me Catherine Rudel-Tessier	1999-11-16	Laval	2012-09-21

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 59 : La liste des enquêtes terminées depuis le 31 août 2012 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit de remise du rapport	Date de remise du rapport
2011-07-06	Fontaine, Luc	Décès des suites d'une pneumonie	Me Jean-Luc Malouin	2008-07-11	Sherbrooke	2012-05-22
2011-09-22	Huard, Philippe	Décès à la suite d'un saut en parachute	Me Jean-Luc Malouin	2010-10-10	St-Hyacinthe	2012-09-10
2012-06-19	Roberge, Huguette	Décès à la suite d'un accident de voiture	Me Catherine Rudel-Tessier	2010-12-21	Victoriaville	2012-11-15
2012-08-07	Dunnigan, Michael-Patrick	Décès à la suite d'un accident de voiture	Me Catherine Rudel-Tessier	2010-11-13	Cowansville	2012-11-12

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 60 : La liste des enquêtes pendantes depuis le 31 août 2012 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête-
2008-12-01	Villanueva, Fredy Alberto	Décès à la suite de blessures par balles	Me André Perreault	2008-08-09	Montréal	Procédures judiciaires en cours
2012-09-11	Desjardins, Claude	Décès dû à la légionellose	Me Catherine Rudel-Tessier	2012-08-19	Québec	Préparation de l'enquête
2012-09-11	Lepage, Yvette	Décès dû à la légionellose	Me Catherine Rudel-Tessier	2012-08-02	Québec	Préparation de l'enquête
2012-09-11	Verret, Gérard	Décès dû à la légionellose	Me Catherine Rudel-Tessier	2012-08-14	Québec	Préparation de l'enquête
2012-09-11	Lessard, Hélène	Décès dû à la légionellose	Me Catherine Rudel-Tessier	2012-08-20	Québec	Préparation de l'enquête
2012-09-11	Jacques, Marguerite	Décès dû à la légionellose	Me Catherine Rudel-Tessier	2012-08-22	Québec	Préparation de l'enquête
2012-09-11	Ouellet, Lucie	Décès dû à la légionellose	Me Catherine Rudel-Tessier	2012-08-23	Québec	Préparation de l'enquête
2012-09-11	Hamel, Roland	Décès dû à la légionellose	Me Catherine Rudel-Tessier	2012-08-25	Québec	Préparation de l'enquête
2012-09-11	Simard, Colette	Décès dû à la légionellose	Me Catherine Rudel-Tessier	2012-08-26	Québec	Préparation de l'enquête

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 60 : La liste des enquêtes pendantes depuis le 31 août 2012 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête-
2012-09-11	Lamontagne, Marcel	Décès dû à la légionellose	Me Catherine Rudel-Tessier	2012-08-27	Québec	Préparation de l'enquête
2012-09-11	Morin, Guy	Décès dû à la légionellose	Me Catherine Rudel-Tessier	2012-08-31	Québec	Préparation de l'enquête
2012-09-11	Côté, Gabrielle	Décès dû à la légionellose	Me Catherine Rudel-Tessier	2012-09-01	Québec	Préparation de l'enquête
2012-09-11	Leclerc, Carole	Décès dû à la légionellose	Me Catherine Rudel-Tessier	2012-09-10	Québec	Préparation de l'enquête
2012-09-11	Champagne, Pierre	Décès dû à la légionellose	Me Catherine Rudel-Tessier	2012-09-12	Québec	Préparation de l'enquête

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – 03.03

QUESTION 61 : Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période depuis le 31 août 2012.

Aucune.

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

QUESTION 62 : Les effectifs du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories depuis le 31 août 2012.

Catégories d'emploi	Effectifs autorisés	Masse salariale(1)
	2012-2013	
Dirigeant et membre	2	247 323
Cadres	2	255 406
Professionnels	22	1 667 679
Techniciens	1	41 713
Personnel de bureau	10	400 138
Total	37	2 612 259

(1) La masse salariale est calculée sur une base annuelle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

QUESTION 63 : La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

Le commissaire à la déontologie policière	:	Me Claude Simard	mandat du 16 mars 2010 au 15 mars 2015	Traitement au 31 mars 2013 :	147 894 $
La commissaire adjointe	:	Me Hélène Tremblay	mandat du 13 septembre 2010 au 12 septembre 2015	Traitement au 31 mars 2013 :	99 429 $

Pour les augmentations et bonis prévus : Conformément aux orientations gouvernementales

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

QUESTION 64 : La répartition des plaintes adressées au commissaire par corps policier et constable spécial depuis les deux dernières années (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.

Exercice 2012-2013	**Nombre de plaintes**	**Nombre de policiers**
1. Nombre de plaintes reçues [1]	**1 642[2]**	**2 389**
- Sûreté du Québec	416	650
- Service de police de la Ville de Montréal	626	854
- Corps de police municipaux	573	847
- Polices autochtones	16	23
- Constables spéciaux	2	2
- Contrôleurs routiers	3	3
- Agents de la protection de la faune	6	10

[1] Du 1er avril 2012 au 30 novembre 2012 (date de compilation)
[2] Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police

2. Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers [1]

	Nombre de dossiers
- Sûreté du Québec	1
- Service de police de la Ville de Montréal	5
- Corps policiers municipaux	2
TOTAL :	8

[1] Du 1er avril 2012 au 30 novembre 2012 (date de compilation)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

QUESTION 64 : La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial depuis les deux dernières années (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policiers.

Exercice 2011-2012

	Nombre de plaintes	Nombre de policiers
3. Nombre de plaintes reçues [1]	**1 975**[2]	**2 890**
- Sûreté du Québec	474	614
- Service de police de la Ville de Montréal	708	1 007
- Corps de police municipaux	752	1 205
- Polices autochtones	23	35
- Constables spéciaux	2	2
– Contrôleurs routiers	6	7
- Agents de la protection de la faune	14	20

[1] Du 1er avril 2011 au 12 mars 2012 (date de compilation)
[2] Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police

4. Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers [1]

	Nombre de dossiers
- Sûreté du Québec	3
- Service de police de la Ville de Montréal	2
- Corps policiers municipaux	7
TOTAL :	12

[1] Du 1er avril 2011 au 12 mars 2012 (date de compilation)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

QUESTION 64 : La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial depuis les deux dernières années (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause),ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policiers.

Exercice 2010-2011	Nombre de plaintes	Nombre de policiers
5. Nombre de plaintes reçues [1]	**1 851**[2]	**2 881**
- Sûreté du Québec	441	638
- Service de police de la Ville de Montréal	641	977
- Corps de police municipaux	724	1 135
- Polices autochtones	38	63
- Constables spéciaux	15	27
- Agents de la protection de la faune	11	21

[1] Du 1er avril 2010 au 14 mars 2011 (date de compilation)
[2] Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.
[3] Incluant les agents de protection de la faune, les constables spéciaux et les contrôleurs routiers.

6. Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers [1]

	Nombre de dossiers
- Sûreté du Québec	3
- Service de police de la Ville de Montréal	9
- Corps policiers municipaux	6
TOTAL :	18

[1] Du 1er avril 2010 au 14 mars 2011 (date de compilation)

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03-04

QUESTION 65 : La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire depuis les deux dernières années ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Exercice 2011-2012

Traitement apporté et décisions suite à l'examen préliminaire [1]:

- Conciliation:	671
- Enquête:	148
- Plainte refusée:	1 156
- Désistement:	0
- À l'étude:	383

[1] Du 1er avril 2011 au 12 mars 2012 (date de compilation)

Motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise :

À la réception d'une plainte, le Commissaire dispose en vertu de la loi d'un délai de **40 jours** pour procéder à son examen préliminaire. À cette fin, il constitue un dossier initial qu'il veut, dès cette étape, le plus complet possible. Ce dossier contient, entre autres, l'information et les précisions qui lui sont communiquées par le plaignant, l'opinion de ce dernier sur la tenue d'une conciliation dans son cas, ainsi que les documents policiers et judiciaires disponibles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03-04

QUESTION 65 : La répartition des dossiers selon la décision prise suite à l'examen préliminaire des plaintes par le commissaire depuis les deux dernières années ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Exercice 2012-2013

Traitement apporté et décisions suite à l'examen préliminaire [1]:

-	Conciliation:	478
-	Enquête:	123
-	Plainte refusée:	754
-	Désistement:	1
-	À l'étude:	583

[1] Du 1er avril 2012 au 30 novembre 2012 (date de compilation)

Motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise :

À la réception d'une plainte, le Commissaire dispose en vertu de la loi d'un délai de **40 jours** pour procéder à son examen préliminaire. À cette fin, il constitue un dossier initial qu'il veut, dès cette étape, le plus complet possible. Ce dossier contient, entre autres, l'information et les précisions qui lui sont communiquées par le plaignant, l'opinion de ce dernier sur la tenue d'une conciliation dans son cas, ainsi que les documents policiers et judiciaires disponibles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03-04

QUESTION 65 : La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire depuis les deux dernières années ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Exercice 2010-2011

Traitement apporté et décisions suite à l'examen préliminaire [1]:

- Conciliation:	626
- Enquête:	171
- Plainte refusée:	1 034
- Désistement:	1
- À l'étude:	282

[1] Du 1er avril 2010 au 14 mars 2011(date de compilation)

Motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise :

À la réception d'une plainte, le Commissaire dispose en vertu de la loi d'un délai de **40 jours** pour procéder à son examen préliminaire. À cette fin, il constitue un dossier initial qu'il veut, dès cette étape, le plus complet possible. Ce dossier contient, entre autres, l'information et les précisions qui lui sont communiquées par le plaignant, l'opinion de ce dernier sur la tenue d'une conciliation dans son cas, ainsi que les documents policiers et judiciaires disponibles.

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03-04

QUESTION 66 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif.

2011-2012

1 156[1] plaintes furent refusées à la suite de leur examen préliminaire, et ce, pour les raisons suivantes

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut :
  - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
  - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas de relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
  - ce n'est pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an).
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant).
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte; ce fut le cas dans 111[1] plaintes.
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce.
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.
- 1 045[1] plaintes ont donné lieu à des décisions particularisées, écrites et motivées transmises aux intimés et aux organismes dont ils relèvent.

Remarque : Le plaignant dispose d'un droit de révision.

[1] Du 1er avril 2011 au 12 mars 2012 (date de compilation)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03-04

QUESTION 66 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif.

2012-2013

754[1] plaintes furent refusées à la suite de leur examen préliminaire, et ce, pour les raisons suivantes

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut :
  - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
  - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas de relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
  - ce n'est pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an).
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant).
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte; ce fut le cas dans 68[1] plaintes.
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce.
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.
- 686[1] plaintes ont donné lieu à des décisions particularisées, écrites et motivées transmises aux intimés et aux organismes dont ils relèvent.

Remarque : Le plaignant dispose d'un droit de révision.

[1] Du 1er avril 2012 au 30 novembre 2012 (date de compilation)

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03-04

QUESTION 66 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif.

2010-2011

1 034[1] plaintes furent refusées à la suite de leur examen préliminaire, et ce, pour les raisons suivantes

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut :
  - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
  - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas de relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
  - ce n'est pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an).
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant).
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte.
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce.
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.

De ces plaintes, on notera :
Refus faute de précisions demandées : 68[1]
Autres motifs (absence de faute déontologique Appréciée suite à une pré-enquête) : 966[1] ont donné lieu à des décisions particularisées, écrites et motivées transmises aux intimés et aux organismes dont ils relèvent.

Remarque : Le plaignant dispose d'un droit de révision.

[1] Du 1er avril 2010 au 14 mars 2011 (date de compilation)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 67 : Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour 2012-2013.

Catégories d'emploi	Effectifs autorisés	Masse salariale
Président et membres	8	946,8 k$
Professionnels (incluant avocats)	3	309,8 k$
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	8	346,2 k$
TOTAL	**19**	**1 602,8 k$**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 68 : La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations prévues.

Nom, prénom	Titre	Début du mandat	Fin du mandat	Rémunération au 31 mars 2013
Cohen, Michèle	Membre	2010-05-09	2013-05-08	120 790,00 $
Drouin, Pierre	Membre	2010-01-07	2013-01-06	120 790,00 $ [1]
		2013-01-07	2018-01-06	
Gagné, Pierre	Président	2008-11-10	2013-11-09	133 013,00 $
Iuticone, Richard	Membre	2010-01-29	2013-01-28	120 790,00 $ [1]
		2013-01-29	2018-01-28	
Provencher, Jean	Vice-président	2011-12-01	2016-11-30	120 790,00 $
Rivard, Louise	Membre	2009-06-29	2014-06-28	89 089,00 $

[1] Inclut le premier trimestre du nouveau mandat

Pour les augmentations et bonis prévus : conformément aux orientations gouvernementales

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 69 : Le nombre de dossiers reçus par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux)[1] durant la période couvrant les deux dernières années.

	2012-2013[2]		2011-2012		2010-2011	
Origine	**Citations**	**Révisions**	**Citations**	**Révisions**	**Citations**	**Révisions**
Sûreté du Québec	8	3	9	4	32	0
Corps municipaux	26	9	55	13	36	10
SPVM	26	3	32	8	23	13
Corps de police autochtone	0	0	1	0	0	1
Constables spéciaux	0	0	0	0	0	0
Contrôleurs routiers	0	0	0	0	0	0
Agents de la protection de la faune	2	0	0	0	0	0
Enquêteurs de l'UPAC	0	0	0	0	-	-
TOTAL	**62**	**15**	**97**	**25**	**91**	**24**

[1] Incluant également les corps de police autochtone, les constables spéciaux, les contrôleurs routiers, les agents de la protection de la faune et, depuis le 13 juin 2011, les enquêteurs de l'UPAC.
[2] Dossiers reçus en 2012-2013 au 1er décembre 2012

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03.05

QUESTION 70 : Le nombre de dossiers en suspens, par catégorie et par origine.

Aucun.

La période de collecte d'information est du 1er avril au 31 décembre 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 71 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier pour les deux dernières années.

Le délai moyen global de traitement d'un dossier de citation est de 16,08 mois pour 2010-2011, de 18,45 mois pour 2011-2012 et de 16,21 mois pour l'année 2012-2013. En incluant les dossiers suspendus en raison de procédures devant les tribunaux supérieurs, ce délai passe à 16,63 mois pour 2010-2011. Aucun dossier n'a été suspendu pour les années 2011-2012 et 2012-2013.

Signalons que le délai de traitement d'un dossier dépend du délai de délibéré, c'est à-dire du délai nécessaire au membre pour rendre une décision, mais également du délai encouru pour la mise au rôle.

En ce qui concerne le délai de délibéré pour l'année financière 2011-2012, les décisions en matière de citation ont été rendues dans un délai moyen de 57,45 jours, soit un peu moins de 2 mois, dans 80 % des dossiers, alors que la cible déterminée dans la planification stratégique du Comité était de 70 jours, soit 2,3 mois.

Il ressort de ce qui précède que le délai de traitement d'un dossier est davantage tributaire du délai de sa mise au rôle, délai sur lequel le Comité n'a qu'un contrôle limité. En effet, malgré les efforts de ce dernier pour fixer les causes rapidement, la mise au rôle demeure problématique. Cette situation s'explique, d'une part, par le fait que les policiers sont, de façon générale, représentés par des avocats spécialisés en déontologie policière, lesquels sont peu nombreux et, d'autre part, par le fait qu'il est parfois difficile d'arrimer les disponibilités de ces avocats avec celles des avocats du Commissaire.

NOTE : Les données pour 2012-2013 sont en date du 30 novembre 2012

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

QUESTION 72 : Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Catégorie d'emploi	2012-2013	
	Effectifs autorisés	Masse salariale
Dirigeants, membres d'organismes et cadres supérieurs	12	1 205 000
Professionnels	14	965 000
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	20	909 100
TOTAL	46	3 079 100

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 73 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2012-2013, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.

1. Membres à temps plein

Nom	Traitement annuel	Date de fin de mandat
Bédard, Paul	120 790	2012-02-04 (Départ à la retraite le 17 avril 2012)
Danis, Caroline	90 033	2012-04-25 (Décret 420-2012)
Dugré, Jean	120 790	2014-09-06
Ferron, Solange	147 894	2017-01-08
Fillion, Julie	111 208	2013-02-03
Larrivée, Régis	130 983	2012-12-11
Marsolais, Diane	108 716	2013-05-10
Sauvé, Manon	120 790	2013-03-30
Sultan, David	133 013	2017-03-20
Tétreault, Lucie	110 625	2012-10-08
Tremblay, Jean-René	100 118	2017-03-20

Conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres à temps plein demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du Conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des membres à temps plein.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 73 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2012-2013, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.

2. Membres à temps partiel

Butstraen, Lara De Vette, Suzanne Desgagné, Jean-Guy Dionne, Alain Falardeau, Mark Guillén-Lemus Yvonne Lainé, Joseph Petosa, Connie Richard, Hélène St-Amand, Reynold Turmel, Paul	Leblond, Isabelle	Audet, Jocelyne Duchaîne, Pierre Leblanc, Alma	Bédard, Paul
Nommés par le décret de renouvellement 397-2012 en date du 18 avril 2012. Fin du mandat 17 avril 2017.	Nommée par le décret 636-2007 en date du 7 août 2007 Fin du mandat 6 août 2012.	Nommés par le décret 697-2008 en date du 25 juin 2008. Fin du mandat 24 juin 2013	Nommé par le décret 397-2012 en date du 18 avril 2012. Fin du mandat 17 avril 2017

Les membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles reçoivent un traitement correspondant au maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séance à laquelle ils participent ou la moitié de ce traitement au terme de chaque demi-journée de séance à laquelle ils participent (décret 47-2007). A noter que les membres à temps partiel siègent au besoin.

De plus, conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres à temps partiel demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Coût pour une journée : 555$
Coût pour une demi-journée : 278$

* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des membres à temps plein

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 73 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2012-2013, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.

3 Membres issus de la Communauté

Bolduc, Michel Bouchard, Manon Bouchard, Sandra (nomination Cour Supérieue) Boyer, André Blouin, Luc Bureau, Danielle Chagnon, Marie-Josée Corbeil, Lorraine Cyr, Pierre	Dupuis Salvas, Claudette Estiverne-Bathalien, Amanthe Fallu, Patricia Ann Gervais, Arthur Giroux, Stéphanie Guay, Normand Lacombe, Élysabeth Lacroix, Élaine Laporte, France (démission 30 septembre 2012)	Laroche, Guy Latendresse, Michel Le Blanc, Claude Lessard, Claude Pelland, Annie Robert, André Roy, Denis Razik, Nourreddine Savaria, Claude Teitelbaum, Reisa Toussaint, Rosette	Bastien, Richard Roy, Denis

Nommés par le décret de renouvellement 783-2011 en date du 4 juillet 2011 Fin du mandat le 3 juillet 2014	Nommés par le décret 215-2009 en date du 12 mars 2009 Fin du mandat le 11 mars 2012

Les membres issus de la communauté reçoivent des honoraires correspondant à 60 % du maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séance à laquelle ils participent ou la moitié de ces honoraires au terme de chaque demi-journée de séance à laquelle ils participent (décret 47-2007).). A noter que les membres issus de la communauté siègent au besoin.

De plus, conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres issus de la communauté demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Coût pour une journée : 335$
Coût pour une demi-journée : 168$

* Les augmentations et les bonis sont alloués en fonction des directives émises par le Secrétariat du conseil du trésor et selon les évaluations de rendement des membres à temps plein

* Les CV des employés nommés en vertu d'un décret sont disponibles sur le site des nominations du Conseil des ministres.

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

QUESTION 74 : Répartition des décisions prises par la commission pour l'année 2012-2013, (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience).

La répartition des décisions prises par la Commission pour la période du 1er avril au 31 octobre 2012 (7 mois).

Décisions prises en audience et en examen sur dossier en matière de :

- Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle :	339 (incluant 64 reports)
- Libération conditionnelle :	1 806 (incluant 590 reports)
- Permission de sortir pour visite à la famille :	48 (aucun report)
Total des décisions prises en audience ou en examen sur dossier :	**2 193**

Décisions prises hors audience:

- Autorisation de déplacements hors Québec et hors Canada :	8
- Recevabilité des demandes de révision en permission de sortir et en libération conditionnelle :	85
- Recevabilité des demandes de nouvel examen en libération conditionnelle :	51
- Rapports d'événement :	350
Total des décisions prises hors audience :	**494**
TOTAL DES DÉCISIONS PRISES PAR LA COMMISSION :	**2 687**

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

QUESTION 75 : La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission.

Pour la période du 1er avril au 31 octobre 2012, la répartition du nombre de renonciations et du nombre de décisions en matière de mise en liberté sous condition (permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle, permission de sortir pour visite à la famille) est la suivante :

Direction territoriale	Établissement	Renonciations	Décisions
Est du Québec	Baie-Comeau	21	31
	Chicoutimi	16	89
	Détention Québec (F)	7	45
	Détention Québec (H)	147	334
	New-Carlisle	23	64
	Percé	16	13
	Rimouski	31	55
	Roberval	11	46
	Sept-Îles	12	13
	Trois-Rivières	85	153
	Sous-Total	**369**	**843**
Ile de Montréal	Détention Montréal	361	431
	Maison Tanguay	63	107
	Rivière-des-Prairies	8	52
	Sous-Total	**432**	**590**
Ouest du Québec	Amos	25	47
	Hull	42	105
	Saint-Jérôme	115	324
	Sherbrooke	62	186
	Sorel	17	98
	Sous-Total	**261**	**760**
	TOTAL	**1 062**	**2 193**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 76 : Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'informations contenues dans les dossiers des détenus.

Aucune nouvelle entente. Pour l'entente actuelle, veuillez vous référer à celle présentée dans l'étude des crédits 2012-2013.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 77 : Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2012-2013.

Catégorie d'emploi	Nombre d'effectifs		Masse salariale 2012-2013
	ETC au plan d'effectifs*	Personnes	En dollars
Cadres	19,4	20	2 131 369
Professionnels	42,8	60	4 131 196
Fonctionnaires	85,4	273	8 231 266
Ouvriers	17,9	30	969 938
Policiers en prêt de service	18,0	18	1 825 802
Personnes-ressources	0,0	80	944 218
	183,5	481	18 233 789

* Le plan d'effectifs autorisé de l'École est de 183,5 ETC auquel s'ajoute un équivalent de 75 ETC occasionnels pour les besoins des différents cours et activités.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 78 : La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations prévues.

		Rémunération	Prochaine augmentation prévue
Marie Gagnon	Directrice générale	173 823 $ *	Conformément aux orientations gouvernementales

* La rémunération inclut des avantages sociaux à un taux de 18,93 %.

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 79 : Liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Pour connaître les cours offerts par l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer à la rubrique *Annuaire* de la page d'accueil du site internet de l'École, à l'adresse suivante : http://www.enpq.qc.ca/nos-formations.html, et le bouton « Afficher toutes les fiches »

Voici les cours nouveaux et en développement :

Programmes de formation initiale

Gestion policière

- **Supervision de patrouille (PPU-1039)** — (nouveauté)
- **Activité d'immersion à la fonction de cadre de premier niveau — PPU-1040** (en développement)
- **Activité d'intégration en gestion policière** — (en développement)
- **Relation de travail dans les organisations policières – PPU-1041** (nouveauté)
- **Superviseur d'enquêtes – (CRI-1019)** (en développement)

Programmes de perfectionnement professionnel

Patrouille-gendarmerie

Appareils de mesure du taux d'alcool

- **Épreuves de coordination des mouvements – Le moniteur – Requalification (SER-2036)** - (nouveauté)

Intervention tactique

- **Intervention tactique 2 – Les poursuites policières et les techniques d'immobilisation provoquée – Le moniteur (FOR-2058)** — (nouveauté)

Enquête policière

- **Enquête à la suite d'un incendie** (en développement)

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 80 : Liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.

Pour connaître la liste des conditions d'admission et des tests d'entrée requis pour être admis au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, veuillez vous référer à la rubrique *Futur policier*, à l'adresse suivante : http://www.enpq.qc.ca/futur-policier.html et l'onglet *Étapes d'admission*.

En ce qui concerne l'évaluation et l'obtention de la diplomation, veuillez vous référer à la *Section II* du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec*, à l'adresse suivante : http://www.enpq.qc.ca/fileadmin/Fichiers_client/centre_documentaire/ReglRegimeEtudesVFR_20101216.pdf.

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 81 : Détails de l'enveloppe budgétaire de l'École nationale de police du Québec pour l'année 2012-2013 et pour l'année 2013-2014

L'implication du gouvernement du Québec dans les budgets de l'École nationale de police du Québec (l'École) consiste en une subvention de 6,5 M$ qu'il lui octroie pour la dépense du loyer de plus de 8 M$.

La contribution annuelle des corps de police prévue à l'article 43 de la Loi sur la police permet le financement de l'École. Ainsi, l'Assemblée nationale n'a pas à voter ses budgets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 82 : Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2012-2013.

	2012-2013	
	Nombre	**Masse salariale ($)**
Dirigeants et membres d'organismes	17	1 906 300
Cadres	7	721 200
Cadres juridiques	2	292 000
Avocats, notaires	22	2 096 000
Professionnels	17	1 100 200
Techniciens	70	3 238 600
Personnel de bureau	56	2 156 700
Sous-total	191	11 511 000
Effectifs occasionnels additionnels qui ont été octroyés par le gouvernement pour combattre l'économie souterraine dans le domaine des alcools – Projet ACCES (CT 211826 du 2012-07-31 et CT 212071 du 2012-12-18)	24	1 782 800
Contractuels à l'emploi de la Régie dans les secteurs des courses de chevaux et des sports de combat pratiqués par des professionnels (juges, arbitres, vétérinaires, médecins)	76	414 000
Total	**291**	**13 707 800**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 83 : La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2012-2013 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE D'ÉCHÉANCE
DIRIGEANTS :					
	Ellefsen, Christine	Présidente	152 915	2010-09-22	2013-09-21
	Lord, Daniel Y.	Vice-président à la fonction juridictionnelle	133 013	2007-09-04	2017-09-03
	Lessard, France	Vice-présidente aux opérations	107 482	2012-11-19	2017-11-18
RÉGISSEURS :					
	Belliardo, Édouard J.	Régisseur	120 790	2011-06-06	2016-06-05
	Boivin, Bernard	Régisseur	119 014	2009-06-01	2014-05-31
	Cadieux, Pierre H	Régisseur	120 790	2008-05-05	2013-05-04
	Caron, Jocelyne	Régisseure	120 790	2008-08-04	2013-08-03
	Couture, Guy	Régisseur surnuméraire	98 423	2009-02-02	2015-02-01
	Dostie, Liane	Régisseure	120 790	2007-01-15	2017-01-14
	Elmir, Saifo	Régisseur	82 404	2009-02-16	2016-12-06
	Fortin, Andrée	Régisseure surnuméraire	120 790	2006-09-05	2014-09-04
	Fréchette, Carole	Régisseure	120 790	2005-10-24	2015-10-23
	Karibian, Aïda	Régisseure	120 790	2005-08-15	2013-08-14
	Robert, Jean	Régisseur	112 166	2006-08-14	2014-08-13
	Savard, Marc	Régisseur	120 790	2007-10-29	2017-10-28
	Savignac, Yolaine	Régisseure	114 241	2011-08-22	2016-08-21

* Conformément aux orientations gouvernementales

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 84 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour les années 2011-2012 et 2012-2013.

	2011-2012	2012-2013[2]
Régie des alcools, des courses et des jeux		
Alcools	99	347
Appareils d'amusement	459	298
Appareils de loterie vidéo	466	285
Bingos	38	10
Concours publicitaires	2	2
Courses	-	8
Fabricants	122	98
Sports de combat	25	19
Tirages	-	8
Transmis à un corps policier	99	45
Total :	**1 310**	**1 120**
[1] Par les corps de police mandatés « ACCES-Alcools »		
SPVM	1 782	1 050
Corps de police municipaux	2 910	1 713
SQ	2 990	1 506
Total :	**7 682**	**4 269**

[2] La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 85 : Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période depuis le 31 août 2012, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

	Depuis le 31 août 2012	2012-2013[1]
Nombre de permis d'alcool accordés :		
- nouveaux	131	420
- modifications	768	2 327
Total :	**899**	**2 747**
Nombre de permis d'alcool suspendus :	**199**	**546**
Nombre de permis d'alcool révoqués :		
- volontairement (à la demande des détenteurs)	63	145
- avec saisie des boissons alcooliques (pour non-paiement des droits ou à la suite d'une décision des régisseurs)	344	922
- autres (pour non-paiement des droits ou à la suite d'une décision des régisseurs mais sans saisie des boissons alcooliques)	81	236
Total :	**488**	**1 303**

[1] La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 86 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2012-2013, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

Nombre de licences d'exploitant de site renouvelées pour lesquelles des appareils sont en fonction :	2 232
Nombre de licences d'exploitant de site suspendues :	97
Nombre de licences d'exploitant de site révoquées :	181

Motif de suspension

– Suspensions à la suite d'une convocation à la Régie :	**97**

Motifs de révocation

– Révocations volontaires :	36
– Révocations pour non-paiement des droits de permis d'alcool :	126
– Révocations à la suite d'une convocation à la Régie :	19
Total :	**181**

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 87 : Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2012-2013.

Nombre d'événements de bingo

La notion « événements de bingo » a disparu à la suite de l'entrée en vigueur des nouvelles règles sur le bingo le 1er juin 2008.

Nombre de licences de bingo

Catégorie de licences	Nombre de licences
Bingo en salle	789
Bingo-média	69
Bingo récréatif	630
Gestionnaire de salle	41
Fournisseur en bingo	4
Bingo de foire ou d'exposition	8
Bingo de concession agricole	2
Bingo dans un lieu d'amusement public	3
Total des licences :	**1 546**

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 88 : Le nombre de licences de courses, de pistes de courses, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2012-2013

Nombre de licences de courses : (accordées aux individus et/ou raisons sociales)	1 381
Nombre de licences de pistes de courses :	6
Nombre de licences de salles de paris :	11
Nombre de demandes selon l'entente de réciprocité :	L'entente n'existe plus depuis avril 2010

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 89 : Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2012-2013 ainsi que le résultat de la décision.

Permis d'alcool		Licences de loterie vidéo		Licences de tirage		Licences de bingo		Licences d'appareils d'amusement		Concours publicitaires	
Type de décision	**Nombre**	**Type de décision**	**Nombre**	**Type de décision**	**Nombre**	**Type de décision**	**Nombre**	**Type de décision**	**Nombre**	**Type de décision**	**Nombre**
Autorisation	7 452	Autorisation	2 232	Autorisation	794	Autorisation	1 470	Autorisation	601	Avis de tenue	6 306
Refus	430	Refus	2	Refus	9	Refus	6	Refus	1	Refus	9
Conditionnelle	16	Révocation	181	Libération de cautionnement	235	Désistement	37			Avis d'opposition	5
Désistement	213	Suspension	97	Désistement	31	Modification	33				
Nul effet	23					Suspension	3				
Révocation volontaire	145					Révocation volontaire	11				
Révocation avec saisie des boissons alcooliques	922					Révision de décision	1				
Révocation - autres	236										
Révocation d'autorisation d'exploitation temporaire	186										
Suspension	546										

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 90 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2012-2013

Lors du discours sur le budget en 2001-2002, la Régie s'est vue octroyer la responsabilité d'un compte à fin déterminée pour le financement de la mise en place des mesures de contrôle pour limiter l'accès aux appareils de loterie vidéo.

		2012-2013
Rémunération		2 592 000
Fonctionnement		79 600
Frais de séjour, formation et télécommunications		28 700
Services professionnels		65 700
Services de nature technique		204 500
Loyers		29 500
Fournitures, matériel et équipement		
	Total	**3 000 000**

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE GROUPE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 91 : Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans les bars ou clubs pour l'année 2012-2013	2011-2012	2012-2013[1]
Nombre de plaintes reçues :	2	-

[1] La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 92 : Le nombre et le montant des fraudes électroniques depuis le 31 août 2012.

Événements criminels liés aux fraudes électroniques, Québec, 2009, 2010, 2011 et 2012

Code d'événement	Année	Nombre de dossiers	Somme des pertes	Valeur maximum	Valeur minimum
Fraudes par ordinateur (21613)	2009	430	979 071 $	261 191 $	1$
	2010a	435	23 352 510 $	22 000 000 $	1 $
	2011p	436	1 703 196 $	266 543 $	1 $
	2012	Informations non disponibles pour le moment**			
Clonage de cartes de service (21614)	2009	265	342 376 $	22 143 $	1 $
	2010a*	283	166 554 $	42 756 $	1 $
	2011p	544	492 373 $	36 929 $	1 $
	2012	Informations non disponibles pour le moment**			

Le nombre de fraudes électroniques présentées dans le tableau ne représente pas la totalité des fraudes commises au Québec, mais seulement celles qui ont été déclarées aux corps policiers.

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps de police autochtones.
a : données actualisées
p : données préliminaires
* Il y a 23 dossiers (clonage de cartes de service) du SPVM sans aucune indication sur la valeur des biens de fraude.
** *L'extraction des données de 2012 sera effectuée en avril 2013.*

Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 93 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2008-2009 à 2012-2013.

Nom du corps policier	2007	2008	2009	2010a	2011p	2012
Service de police de la Ville de Montréal	ND	ND	634	920	1 032	ND
Service de protection des citoyens de Laval	ND	ND	122	101	105	ND
Service de police de la Ville de Gatineau	ND	ND	40	13	27	ND
Service de police de l'agglomération de Longueuil	ND	ND	22	19	27	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	ND	ND	8	24	11	ND
Service de police de la Ville de Terrebonne	ND	ND	10	5	10	ND
Sûreté du Québec MRC de L'Île-d'Orléans	ND	ND	0	0	6	ND
Service de police de Bromont	ND	ND	0	2	0	ND
Service de police de Châteauguay	ND	ND	2	3	3	ND
Service de police de Saint-Eustache	ND	ND	0	3	4	ND
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	ND	ND	0	5	4	ND
Régie intermunicipale de policeRichelieu-Saint-Laurent	ND	ND	1	2	0	ND
Service de police de la Ville de Blainville	ND	ND	0	1	0	ND
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	ND	ND	5	2	3	ND
Service de police de Ville Saguenay	ND	ND	1	0	0	ND
Service de police de la Ville de Lévis	ND	ND	3	6	2	ND
Sécurité publique de Trois-Rivières	ND	ND	0	1	0	ND
Sécurité publique de Mascouche	ND	ND	1	1	0	ND
Régie intermunicipale de police Rousillon	ND	ND	1	0	2	ND
Sûreté du Québec MRC D'Artabaska	ND	ND	0	1	0	ND
Sûreté du Québec de MRC de Bécancour	ND	ND	0	1	0	ND
Sûreté du Québec MRC de Brome-Missisquoi	ND	ND	0	1	2	ND
Sûreté du Québec de MRC de Coaticook	ND	ND	0	1	0	ND
Sûreté du Québec de MRC de Drummond	ND	ND	1	4	0	ND
Sûreté du Québec de MRC de Joliette	ND	ND	0	0	2	ND
Sûreté du Québec MRC de la Jacques-Cartier	ND	ND	0	1	0	ND
Sûreté du Québec MRC de l'Islet	ND	ND	0	0	1	ND
Service de police de Mirabel	ND	ND	0	1	1	ND
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	ND	ND	4	0	1	ND
Service de police de Trois-Rivières	ND	ND		0	0	ND
Sûreté du Québec de MRC de Montcalm	ND	ND	3	0	0	ND

Sûreté du Québec de MRC de Portneuf	ND	ND	1	0	0	ND
Sûreté du Québec de MRC de Rivière-du-Loup	ND	ND	0	0	1	ND
Sûreté du Québec MRC de Vaudreuil Soulanges-	ND	ND	1	5	1	ND
Sûreté du Québec MRC du Haut-Richelieu	ND	ND	0	1	0	ND
Sûreté du Québec poste de la Ville de Shawinigan	ND	ND	1	0	0	
Service de la sécurité publique de la Ville de Repentigny	ND	ND	6	0	1	ND
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	ND	ND	0	0	1	ND
Police autochtone Wendake	ND	ND	0	1	0	
Total	**ND**	**ND**	**867**	**1 125**	**1 247**	ND

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.
L'extraction des données 2012 sera effectuée le 1er avril 2013. Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

a : données actualisées
P :donnés préliminaires

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 94 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour l'année 2012-2013.

Nombre d'armes à impulsions électriques dont disposent les organisations policières[1]				
Corps de police	**2009[2]**	**2010[2]**	**2011[2]**	**2012[3]**
Service de police de la Ville de Gatineau	8	8	10	12
Sécurité publique de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	2	0[3]	2	2
Service de protection des citoyens de Laval	5	5	6	5
Service de police de l'agglomération de Longueuil	5	5	10	10
Sûreté du Québec	21	20	18	18
Service de police de la Ville de Montréal	42	42	57	57
Service de police de la Ville de Québec	15	16	14	14
Service de police de la Ville de Sherbrooke	2	2	2	4
Service de police de Mirabel	1	1	1	1
Total	**101**	**99**	**120**	**123**

1. Il s'agit du nombre total d'armes à impulsions électriques dans les organisations policières et non du nombre déployé, c'est-à-dire susceptible d'être utilisé.
2. Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.
3. Données préliminaires 2012. Les données seront reçues en avril 2013.

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 95 : Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser pour l'année 2012-2013, par corps policier et région.

	Nombre d'événements[1]			
Corps de police	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**
Service de police de la Ville de Gatineau	0	1	0	N/D
Sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	0	0	0	N/D
Service de protection des citoyens de Laval	1	3	1	N/D
Service de police de l'agglomération de Longueuil	0	1	3	N/D
Sûreté du Québec	1	3	2	N/D
Service de police de la Ville de Montréal	17	29	29	N/D
Service de police de la Ville de Québec	9	8	13[2]	N/D
Service de police de la Ville de Sherbrooke	0	6	5	N/D
Total	**28**	**51**	**53**	**N/D**

1. Données issues du *Questionnaire sur l'administration des activités policières* complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.
2. Le Service de police de la Ville de Québec a apporté des modifications à ses données le 6 juin 2012.
3. Les données 2012 seront reçues en avril 2013.

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 96 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone pour l'année 2012-2013

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER 2009-2010	NOMBRE DE TASER 2010-2011	NOMBRE DE TASER 2011-2012	NOMBRE DE TASER 2012-2013
Akwesasne	6	6	0	8
Betsiamites (Pessamit)	N/D	0	0	0
Chisasibi	18	18	Voir EEPF	Voir EEPF
Eagle Village	N/D	0	0	0
Eastmain	2	2	Voir EEPF	Voir EEPF
Eeyou-Eenou Police Force (EEPF) / 9 communautés cries	Voir 9 communautés cries individuellement	Voir 9 communautés cries individuellement	11	11
Essipit	N/D	0	0	0
Gesgapegiag	1	0	2	2
Kahnawake	N/D	0	0	0
Kativik	N/D	0	0	0
Kawawachikamach	1	1	1	0
Kitigan Zibi	4	2	2	2
Lac Simon	N/D	0	0	0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER 2009-2010	NOMBRE DE TASER 2010-2011	NOMBRE DE TASER 2011-2012	NOMBRE DE TASER 2012-2013
Listuguj	12	0	4	4
Manawan	9	9	0	0 *
Mashteuiatsh	1	1	1	0 **
Mistissini	7	5	Voir EEPF	Voir EEPF
Nemiscau	2	2	Voir EEPF	Voir EEPF
Obedjiwan	4	0	2	3
Odanak/Wôlinak	2	2	2	2
Oujé-Bougoumou	2	2	Voir EEPF	Voir EEPF
Pakua Shipi	N/D	0	0	0
Pikogan	N/D	0	0	0
Timiskaming	N/D	0	0	0
Uashat-Maliotenam	N/D	0	0	0
Waskaganish	3	0	Voir EEPF	Voir EEPF
Waswanipi	1	0	Voir EEPF	Voir EEPF
Wemindji	5	2	Voir EEPF	Voir EEPF
Wemotaci	4	0	0	0
Wendake	N/D	0	0	0

* 9 pistolets teaser M-26 non utilisés et en voie d'être détruits.
** 2 pistolets M-26 non utilisés et en voie d'être détruits.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER 2009-2010	NOMBRE DE TASER 2010-2011	NOMBRE DE TASER 2011-2012	NOMBRE DE TASER 2012-2013
Whapmagoostui	2	0	Voir EEPF	Voir EEPF
Winneway	2 (SQ)	0 (poste fermé)	0 (poste fermé)	0 (poste fermé)
TOTAL	88	52	25	41

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

QUESTION 97 : Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage de pistolet Taser pour l'année 2012-2013.

- En 2012-2013 :
  - une (1) intervention a été faite dans la communauté de Gesgapegiag.
  - une (1) intervention a été faite dans la communauté de Listuguj.
  - dix (10) interventions ont été faites dans la communauté d'Obedjiwan.
  - quatre (4) interventions ont été faites dans la communauté d'Akwesasne.
- En 2011-2012, treize (13) interventions ont été faites dans la communauté d'Opitciwan.
- En 2010-2011, cinq (5) interventions ont été faites dans la communauté d'Akwesasne.
- En 2009-2010, deux (2) interventions ont été faites dans la communauté de Listuguj.

La période de collecte d'information est du 1er avril au 30 novembre 2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 98 : Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour les années 2010-2011. 2011-2012 et 2012-2013.

	2009-2010 *		2010-2011 *		2011-2012		2012-2013 **	
	Nombre	**Valeur**	**Nombre**	**Valeur**	**Nombre**	**Valeur**	**Nombre**	**Valeur**
Cartouches	20 833	1 249 980 $	5 742	344 520 $	17 110	1 026 600 $	7 042	422 520 $
Sac de type *Ziploc*	256 062	15 363 720 $	295 859	17 751 540 $	260 114	15 606 840 $	155 961	9 357 660 $
Tabac en vrac (sac) 200 grammes	800	32 000 $	257	10 280 $	370	14 800 $	118	4 720 $
Tabac en vrac (sac) kilos	58 227	2 445 534 $	86 777	3 644 634 $	22 340	938 280 $	9 010	378 420 $
Cigares et cigarillos ***	25 308	25 308 $	779 602	779 602$	1 018 387	1 018 387 $	701 096	701 096 $
Total	**-**	**19 116 542 $**		**22 530 576**	**-**	**18 604 907 $**	**-**	**10 864 416 $**

* Les saisies réalisées par la Service de la protection des citoyens de Laval dans le cadre du projet VITAL financé par le ministère de la Santé et des Services sociaux sont incluses dans les données pour les exercices 2009-2010 et 2010-2011.

** Les quantités et les valeurs pour l'exercice 2012-2013 sont calculées pour la période du 1er avril au 31 octobre 2012.

*** Les différents emballages de cigarillos saisis ont été convertis en cigarillos à l'unité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE

QUESTION 99 : L'effectif et le budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour l'année 2012-20013 et les prévisions pour l'année 2013-2014.

Année	Crédits votés ($)	Revenus autonomes ($)	Total ($)	Effectifs autorisés
2003-2004	6 484 700	2 357 087	8 841 787	144
2004-2005	6 484 700	2 845 780	9 330 480	157
2005-2006	6 257 400	3 296 069	9 553 469	158
2006-2007	6 142 700	3 245 336	9 388 036	157
2007-2008	6 119 400	3 365 523	9 484 923	156
2008-2009	6 214 800	3 320 745	9 535 545	159
2009-2010	6 151 900	3 467 935	9 619 835	162
2010-2011	5 867 500	4 664 000	10 531 500	166
2011-2012	6 209 600	4 687 400	10 897 000	165
2012-2013	5 683 900	3 700 000	9 383 900	161

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 55 : Copie des recommandations émises par les coroners, depuis le 31 août 2012, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations
Voir le document ci-joint.

Accidents de transport
Automobiles et camionnettes

Avis/Dossier : A-314730 153695

Événement :

Un conducteur de 63 ans est mortellement blessé à la suite d'une collision avec un orignal sur la route 169, à Hébertville.

La route 169 entre Hébertville et la jonction de la route 175 traverse une forêt peuplée d'orignaux qui s'aventurent régulièrement sur la chaussée. Seul un tronçon d'une dizaine de km est longé d'une clôture protectrice les empêchant de traverser.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- installe, dans des secteurs non protégés, des clôtures de manière à ce que tout le tronçon soit sécuritaire. [1]

Que tous les corps policiers du Québec et le Collège des médecins du Québec :

- sensibilisent leur personnel et leurs membres de leur obligation d'aviser immédiatement le coroner de tout décès violent ou survenu dans des circonstances obscures. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Corps policiers du Québec
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Association des directeurs de police du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-01-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-01-31, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-01-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sûreté du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-01-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314409 155801

Événement :

Une automobiliste est mortellement blessée à la suite d'une collision avec un véhicule moteur à l'intersection de la route 138 et la rue Desbiens, à Clermont.

La conductrice, après avoir fait son arrêt obligatoire à l'intersection, est heurtée directement dans la portière par un autre véhicule qui circulait sur la route 138. La femme est transportée à l'Hôpital de La Malbaie et est transférée dans un hôpital de Québec. La patiente est opérée. Pour assurer sa survie, elle devait recevoir impérativement des produits sanguins. Selon ses croyances religieuses (Témoins de Jéhovah), la patiente ne pouvait et ne voulait recevoir aucune transfusion sanguine. Son choix est respecté et son décès est constaté.

Selon le rapport de police, les bancs de neige situés sur la gauche de la rue Desbiens auraient pu nuire partiellement à la visibilité de la conductrice.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- s'assure que les bancs de neige à l'intersection de la route 138 et de la rue Desbiens dans la municipalité de Clermont ne nuisent pas à la visibilité des automobilistes qui s'engagent sur la route 138 et prenne les mesures nécessaires afin de diminuer leur hauteur au besoin. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-174865 151194

Événement :

Une automobiliste de 73 ans décède d'une aspiration bronchopulmonaire à la suite d'une collision avec un camion-remorque sur l'autoroute 20, à Saint-Léonard-d'Aston.

Le 8 décembre 2010, une opération de remorquage de deux fardiers est en cours sur l'autoroute. La conductrice qui circulait dans ce secteur a fait une manœuvre brusque afin d'éviter le véhicule. Elle a perdu la maîtrise de son véhicule et a heurté le pneu arrière du camion. La femme est transportée à l'Hôpital Sainte-Croix de Drummondville.

Elle est admise en orthopédie en raison de fractures et elle est opérée. Le 10 décembre 2010, la patiente est vue par le médecin et tout semble bien aller. Pendant la soirée, les infirmières notent que la patiente est somnolente et a le teint pâle. Sa saturation est basse et elle reçoit de l'oxygène au moyen d'un masque. Il semble qu'aucun appel à l'équipe médicale n'a été fait. Vers 2 h 30, la patiente est en arrêt cardiorespiratoire. Les manœuvres de réanimation demeurent vaines et son décès est constaté.

Recommandations :

Que la direction des soins infirmiers du Centre de santé et de services sociaux Drummond :

- révise l'ensemble du dossier médical de la patiente afin de s'assurer que les conduites en soins infirmiers sont conformes aux normes de pratique. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- prenne connaissance de ce rapport. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux Drummond
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux Drummond

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-06-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-03-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-175152 152894

Événement :

Un automobiliste de 26 ans est mortellement blessé à la suite d'une collision avec un camion lourd sur la route 255 à Saint-Cyrille-de-Wendover.

L'homme ne portait pas sa ceinture de sécurité. Il a quitté lentement la voie pour empiéter dans la voie inverse. Un camion lourd qui arrivait dans la voie opposée n'a pu éviter l'impact. La collision est violente, l'automobiliste décède sur le coup.

Selon le coroner, deux facteurs peuvent avoir contribué à cet accident, soit la fatigue au volant et l'utilisation d'un téléphone cellulaire.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuive ses campagnes de sensibilisation en rapport avec l'utilisation d'un téléphone cellulaire peu importe le type de communication utilisée; [1]

- poursuive ses campagnes de sensibilisation en rapport avec les dangers associés à la fatigue au volant; [2]

- amende le Code de la sécurité routière pour que les sanctions imposées en rapport avec l'utilisation du cellulaire au volant soient plus sévères. [3]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-05-18, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-03-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-03-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers : A-315005 154508
A-315006 154509

Événement :

Deux jeunes hommes sont mortellement blessés lorsque le conducteur perd la maîtrise de son véhicule et qu'ils sont heurtés par une camionnette circulant en sens inverse sur le chemin Notch à Chelsea.

La vitesse serait à l'origine de cet accident mortel.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- informe tous les conducteurs automobiles des options possibles au Québec relativement aux limiteurs de vitesse. [1]

Que Transports Canada :

- examine la faisabilité de rendre obligatoires la mise en place et l'activation de limiteurs de vitesse sur tous les véhicules vendus au Canada. [2]

Organisations/personnes visées :

Transports Canada
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-11-02, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-27, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-178780 155517

Événement :

Une femme de 67 ans est mortellement blessée lorsque son véhicule est heurté par une ambulance sur la route 148 à Mirabel.

L'ambulance se dirigeait sur les lieux d'un accident. La conductrice a perdu la maîtrise du véhicule en raison de la chaussée rendue glissante par la pluie verglaçante et les vents. Aucun épandage d'abrasif n'avait encore eu lieu sur cette portion de route.

Depuis 2008, plusieurs accidents sont survenus dans ce secteur en raison de la chaussée enneigée ou glacée. C'est une zone agricole où aucun obstacle ne vient diminuer les vents.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- installe des panneaux, tant en direction est qu'en direction ouest, indiquant que cette partie de la chaussée peut facilement être glissante en période hivernale; [1]

- priorise l'épandage d'abrasif dans cette section de la route 148 en période hivernale. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-09-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-08-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-173365 145176

Événement :

Un conducteur de 34 ans décède des suites d'un polytraumatisme après avoir été heurté par une automobile à l'intersection du boulevard René-A.-Robert et de la voie de service ouest de l'autoroute 640 à Sainte-Thérèse-de-Blainville.

À cet endroit, il y a une voie de service de chaque côté de l'autoroute, soit une à l'est et une à l'ouest. Ces voies de service sont réglementées par des feux de circulation à chaque intersection avec le boulevard, sur lequel on circule nord-sud. Ces deux feux de circulation n'étant pas synchronisés, le feu situé du côté nord de l'autoroute peut être au rouge alors que le feu situé du côté sud peut être au vert, ce qui peut confondre les conducteurs.

L'homme a été transporté à l'hôpital de Saint-Eustache où son décès a été constaté.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- évalue la possibilité de synchroniser les feux de circulation situés de part et d'autre de l'autoroute 640, dans le but d'éviter de confondre la couleur des feux de circulation. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers : A-309631 147719
A-309632 147720

Événement :

Deux jeunes hommes décèdent d'une asphyxie par noyade lorsque le conducteur perd la maîtrise de son véhicule dans la bretelle d'accès du Pont-Viau pour terminer sa course dans la rivière des Prairies à Laval.

L'enquête policière n'établit pas de façon certaine qui conduisait le véhicule au moment de l'embardée. Cependant, il est clair que plusieurs messages textes ont été envoyés avant l'accident, cela étant incompatible avec une conduite sécuritaire.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec :

- amendent l'article 439.1 du Code de la sécurité routière afin que l'appareil cellulaire du contrevenant soit saisi sur le champ avec sa carte à puce pour une durée de 30 jours. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation ne relève pas de sa compétence.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-08-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-316754 156430

Événement :

Une automobiliste de 80 ans décède d'un traumatisme crâniocérébral à la suite d'une collision avec un poteau dans une courbe prononcée sur la route 321, à Papineauville.

La sortie de route est survenue dans une zone où la limite de vitesse est de 90 km/h. Cependant la vitesse était réduite à 65 km/h dans la courbe.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- étende la zone de limitation de vitesse à 70 km/h jusqu'au-delà de la courbe située au nord du ponceau. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-06, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-175873 150526

Événement :

Un homme de 22 ans décède d'un traumatisme craniocérébral alors que le véhicule dans lequel il prenait place a heurté un cheval sur la 25e Avenue, à Saint-Eustache.

Selon l'enquête policière, cinq à six chevaux se trouvaient hors de leur pâturage au moment de l'accident. Une broche électrifiée entourait le pâturage, mais elle avait été sectionnée probablement par les chevaux agités. Par ailleurs, de 1998 à 2010, le service de police a reçu 31 appels pour la présence de chevaux sur la voie publique.

Il n'y a aucun règlement ou directive concernant l'encadrement des chevaux à Saint-Eustache.

Recommandation :

Que le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Ville de Saint-Eustache :

- se questionnent sur l'absence de réglementation pour contrôler la mobilité des chevaux, par exemple les pâturages en milieu rural. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Ville de Saint-Eustache

Suivi de la recommandation :

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ville de Saint-Eustache

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Camions et autres véhicules lourds

Avis/Dossier : A-176105 150821

Événement :

Un automobiliste de 52 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision avec un véhicule lourd à l'intersection de la route 348 et la rue Guérin, à Sainte-Ursule.

L'automobiliste, pour une raison inconnue, n'a pas fait son arrêt obligatoire. Son véhicule est embouti par un camion-remorque qui traversait la voie.

Selon les policiers, cette intersection a déjà été l'objet de plusieurs collisions depuis le début 2008.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- revoie la vitesse autorisée qui pourrait être réduite à 60 km/h à l'approche de cette intersection sur les deux voies qui se croisent. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers : A-173769 146420
A-173770 146421

Événement :

Il s'agit d'une enquête publique portant sur les décès de deux conducteurs de véhicules lourds survenus sur la route 117 dans le parc de La Vérendrye.

Selon plusieurs témoins, le véhicule lourd louvoyait entre sa voie de circulation et la voie opposée depuis plusieurs kilomètres. Alors qu'il empiétait sur la voie inverse, un autre fardier est arrivé. L'impact a été violent; les deux conducteurs sont décédés sur le coup. La conduite erratique du conducteur s'explique notamment par le fait qu'il n'avait pris aucune période de repos depuis plus de 24 heures.

Il appert que le conducteur avait réussi à obtenir un permis de conduire ontarien pour véhicules lourds depuis près d'un an, et ce, malgré le fait qu'il accumulait les échecs à ses examens pour l'obtention du permis québécois pendant cette période. Il s'était présenté quelques jours auparavant à la Société de l'assurance automobile du Québec. Il avait alors obtenu son permis de conduire du Québec en se prévalant de l'article 90, qui a pour objet de faciliter la libre circulation des résidents canadiens et de leur permettre d'exercer leur métier, peu importe où elles établissent leur résidence.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- analyse sa procédure d'échange de permis de conduire pour une personne qui ne résidait pas au Québec lors de l'obtention de son permis, afin de s'assurer que ce nouveau résident a les compétences nécessaires pour conduire sur les routes; [1]

- fasse en sorte que ses préposés, devant une demande d'échange de permis de conduire, aient la compétence et les pouvoirs de s'interroger sur toute situation qui semble problématique. [2]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-06-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-06-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-179421 157948

Événement :

Un pompier de 39 ans décède des suites d'un polytraumatisme après avoir été heurté par un camion à incendie à Montréal.

L'homme et trois collègues répondaient à un appel d'urgence. Rendu à destination, le conducteur a immobilisé le véhicule de pompier et l'homme est descendu côté conducteur en se dirigeant vers l'arrière du camion. Il a été heurté par la plate-forme arrière lorsque le conducteur a reculé. L'homme est tombé au sol pour ensuite être écrasé par les roues du camion. Son décès a été constaté à l'hôpital.

Le pompier n'était pas visible pour le conducteur et, de plus, le véhicule n'était pas muni d'une caméra de recul.

Recommandation :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- fasse en sorte que tous les véhicules lourds de pompier soient munis d'une caméra de recul. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Motocyclettes

Avis/Dossier : A-179805 157629

Événement :

Un motocycliste de 54 ans décède d'un traumatisme crâniocérébral après avoir heurté l'arrière d'une camionnette sur la route 155 à La Tuque.

Des véhicules étaient immobilisés au bas d'une pente en courbe, car l'un d'eux voulait effectuer un virage à gauche. Le motocycliste a été incapable d'arrêter et il a percuté l'arrière d'une camionnette. L'homme a été éjecté et il est décédé sur le coup.

Il appert que la configuration de la route a contribué à cet accident mortel.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- corrige la pente et la courbe du kilomètre 107 de la route 155 afin de les rendre sécuritaires dans les deux directions. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-01, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-175976 153992

Événement :

Une femme de 52 ans, passagère d'une motocyclette, décède des suites de polytraumatisme lors d'une collision sur la route 175 dans le parc des Laurentides.

La femme et son conjoint circulent en direction nord. Un véhicule arrivant en direction sud effectue un virage à gauche pour entrer à l'Étape, coupant ainsi la route à la motocyclette. L'impact est violent. La femme est éjectée et le décès est instantané.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- diminue la vitesse à 50 km/h dans le segment de route du secteur de l'Étape; [1]

- installe un radar photo sur ce segment de route afin de faire respecter cette limite territoriale à l'Étape. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-30, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-30, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Véhicules tout-terrain

Avis/Dossier : A-313334 150784

Événement :

Un homme de 65 ans circulant en véhicule tout-terrain est mortellement blessé lorsqu'il est heurté par une automobile sur le chemin Jolley, dans le Canton Shefford.

L'homme portait un casque de cycliste. Il s'est engagé sur la route à contresens à partir d'une entrée privée, dans une courbe prononcée. L'automobiliste circulant dans sa voie a vu la victime à la dernière minute. Il a tenté en vain d'éviter l'impact.

Les ambulanciers sont arrivés sur les lieux vingt minutes après l'appel au 9-1-1.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie :

- révise les délais de l'intervention préhospitalière et apporte les correctifs, si nécessaire, pour assurer une intervention rapide et efficace. [1]

Que le ministère des Transports du Québec et la Fédération québécoise des Clubs Quads :

- continuent de sensibiliser les utilisateurs de véhicules hors route sur l'obligation du port du casque protecteur conforme aux normes de fabrication en vigueur. [2]

Que la Municipalité du Canton de Shefford :

- ajoute un panneau de vitesse suggérée à celui annonçant la courbe; [3]

- ajoute des chevrons d'alignement dans la courbe. [4]

Organisations/personnes visées :

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie
Fédération québécoise des Clubs Quads
Canton de Shefford

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-03, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-02, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Fédération québécoise des Clubs Quads

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Canton de Shefford

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-02-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312418 155015

Événement :

Un conducteur de véhicule tout-terrain (VTT) de 45 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision avec des arbres sur le chemin Sainte-Adèle, à Matapédia.

L'homme participait à un rallye. Il a quitté le groupe pour une raison inconnue. Il est trouvé sans vie, à côté de son VTT par des passants.

Le taux d'alcoolémie de l'homme était supérieur à la limite légale pour conduire un véhicule.

Recommandations :

Que la Sûreté du Québec - MRC d'Avignon et de Bonaventure et la Sûreté du Québec - MRC de la Matapédia :

- accentuent leurs interventions lors des rallyes organisés par les clubs de leur secteur. [1]

Que la Fédération québécoise des Clubs Quads :

- prenne connaissance de ce rapport et collabore avec ses partenaires, afin de sensibiliser par des affiches ou magazines les membres et sympathisants des clubs, au danger de consommer de l'alcool pendant des rallyes ou des tournées solitaires en VTT. [2]

Organisations/personnes visées :

Sûreté du Québec - MRC d'Avignon et de Bonaventure
Sûreté du Québec - MRC de la Matapédia
Fédération québécoise des Clubs Quads

Suivi des recommandations :

Sûreté du Québec - MRC d'Avignon et de Bonaventure

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sûreté du Québec - MRC de la Matapédia

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Fédération québécoise des Clubs Quads

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sûreté du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-09-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-313055 154793

Événement :

Un homme de 42 ans décède d'un traumatisme craniocérébral à la suite d'un accident de véhicule tout-terrain (VTT), à Maricourt.

L'homme circulait en VTT et a été heurté par le couvercle qui s'est détaché de la boîte de bois posée sur la partie avant du véhicule. L'homme s'est effondré sur le guidon en appuyant sur l'accélérateur. Il a été éjecté du véhicule devenu hors de contrôle. Son décès est constaté à l'hôpital le lendemain.

L'homme ne portait pas de casque protecteur.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- joigne, lors du renouvellement de l'immatriculation du véhicule tout-terrain, les dépliants rappelant l'obligation de porter un casque protecteur et le danger de circuler en quad en transportant de l'équipement. [1]

Que la Fédération québécoise des Clubs Quads :

- rappelle à ses membres l'obligation de porter un casque protecteur et le danger de circuler en quad en transportant des objets mal fixés et qu'ils trouvent les moyens les plus sécuritaires pour éviter de tels accidents. [2]

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec
Fédération québécoise des Clubs Quads

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-10, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Fédération québécoise des Clubs Quads

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Bicyclettes

Avis/Dossiers :	A-173848	148634
	A-173849	148635
	A-173850	148636

Événement :

Trois cyclistes ont été mortellement blessées lorsqu'elles ont été heurtées par une camionnette sur la route 112 à Rougemont.

Elles faisaient partie d'un groupe de six cyclistes qui s'entraînaient en vue d'un triathlon et circulaient en duo, en file indienne, dans la voie de droite. À cet endroit, l'accotement est en gravier et non adapté à la circulation cycliste. Au même instant, le conducteur d'une camionnette dont le régulateur de vitesse était activé circulait dans la même voie que les cyclistes. Il ne les a jamais vues; c'est le bruit occasionné par l'impact avec les cyclistes qui l'a réveillé. Les trois cyclistes qui roulaient dans le peloton de gauche sont décédées.

Plusieurs facteurs ont joué un rôle dans cet accident mortel, dont l'état de somnolence du conducteur, qui avait un nouvel horaire de travail de nuit depuis deux semaines.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- prenne en considération, en établissant son programme de mise à niveau des routes, l'état de la chaussée en fonction de la circulation cycliste, car les routes à haute densité de circulation doivent avoir un accotement pavé pour permettre une circulation sécuritaire des bicyclettes. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- rappelle, lors des campagnes de sécurité concernant le partage de la route entre les véhicules et les cyclistes, que les cyclistes doivent se conformer aux règlements du Code de la sécurité routière et circuler en file; [2]

- insiste, lors des campagnes de sécurité, sur le fait que l'utilisation du régulateur de vitesse risque de piéger l'automobiliste dans un faux sentiment de conduite sécuritaire et de diminuer sa vigilance au volant; [3]

- rappelle aux usagers de la route, lors des campagnes de sécurité, les dangers de la conduite avec les facultés affaiblies par la fatigue. [4]

Que Transports Canada :

- oblige les constructeurs de véhicules routiers à équiper les véhicules de systèmes de détection de la somnolence des conducteurs et de la perte de vigilance. [5]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Transports Canada

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-01, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-06-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-06-12, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-06-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-09-24, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-01-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-01-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-01-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315626 153702

Événement :

Un cycliste de 77 ans décède d'un traumatisme crânien après avoir heurté un véhicule moteur sur la route 104 à Lac-Brome.

Le 23 juillet 2011, l'homme participe à un vélothon à Sutton. Un peu avant l'intersection de la route 104 et de la rue Maple, quatre véhicules ralentissent et s'immobilisent. Le premier automobiliste indique qu'il veut tourner à gauche. Le cycliste tente de dépasser par la droite les véhicules immobilisés et la poignée de son guidon heurte l'un des rétroviseurs. Le cycliste est projeté sur le trottoir. Il est conduit au centre hospitalier de Cowansville et transféré dans un hôpital de Sherbrooke. Le pronostic est sombre, des soins de confort lui sont administrés et son décès est constaté quatre jours plus tard.

Il appert que lors de l'événement sportif, les organisateurs avaient obtenu toutes les autorisations nécessaires. Cependant, la circulation de cette intersection n'était pas contrôlée.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec et la Fédération québécoise des sports cyclistes :

- établissent et fournissent aux organisateurs d'évènements publics les procédures à suivre pour assurer la sécurité de tous les usagers lors de manifestations cyclistes empruntant le réseau routier. [1]

Que la Sûreté du Québec et tous les corps de police municipaux :

- réévaluent leurs politiques de gestion et précisent les procédures à suivre ainsi que le niveau de service que les services de police peuvent/doivent fournir lors d'événements populaires qui ont lieu sur le réseau routier. [2]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- modifie l'article 311 du Code de la sécurité routière afin de faire reconnaître la responsabilité des bénévoles autorisés lors de manifestations populaires et de permettre aux policiers de donner des constats d'infractions, s'il y a lieu. [3]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Fédération québécoise des sports cyclistes
Sûreté du Québec
Corps de police municipaux
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Fédération québécoise des sports cyclistes

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sûreté du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-06-11, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-06-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-314647 153151

Événement :

Un cycliste de 71 ans décède d'un traumatisme craniocérébral sévère à la suite d'une chute, à Québec.

L'homme circule sur le boulevard René-Lévesque. Près de l'intersection de l'avenue Joffre, un piéton s'avance pour traverser le boulevard. Le cycliste, en tentant d'éviter le piéton, heurte accidentellement le sac de ce dernier, perd la maîtrise de son vélo et fait une chute.

L'homme ne porte pas de casque protecteur et, lors de sa chute, sa tête frappe violemment la chaussée asphaltée. Il décède deux jours plus tard à l'hôpital.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec, comme recommandé par l'Institut national de santé publique du Québec :

- modifie dès maintenant le *Code de la sécurité routière* afin de rendre obligatoire le port du casque protecteur pour tous les cyclistes, au Québec. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-13, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314159 153239

Événement :

Un cycliste de 47 ans décède d'une lacération du myocarde après avoir heurté un poteau à l'intersection du boulevard Champlain et de la rue Cap-aux-Diamants, à Québec.

Le 22 juin 2011, l'homme circule sur la piste cyclable de la Promenade Champlain. À l'intersection, il heurte violemment un poteau servant à actionner la traverse pour piétons. Le cycliste tombe au sol. Malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté à l'hôpital.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec de concert avec Vélo Québec :

- revoie les normes concernant l'aménagement des pistes cyclables afin de prévoir un dégagement entre la voie de circulation et les installations fixes tels les poteaux. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec et Vélo-Sécur :

- promeuvent la conduite sécuritaire aux intersections notamment en incitant les cyclistes à réduire leur cadence à ces endroits. [2]

Que la Ville de Québec :

- appose une bande réfléchissante au poteau situé à l'intersection du boulevard Champlain et de la rue Cap-aux-Diamants. [3]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Ville de Québec
Vélo Sécur
Vélo Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-30, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Vélo Sécur

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ville de Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-09-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-09-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Vélo Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-19, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-19, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Piétons

Avis/Dossier : A-313326 150646

Événement :

Une femme de 31 ans est mortellement blessée lorsqu'elle est heurtée par un véhicule sur la route 104, à La Prairie.

La femme travaillait comme signaleuse routière sur un chantier. Celui-ci consiste en la reconstruction de deux ponts ainsi que de l'aménagement de leurs approches sur la route 104. Le 1e novembre 2010, la victime signale un arrêt de circulation dans les deux directions puisqu'un camionneur veut sortir du chantier. Elle se positionne près du centre de la chaussée dans la voie se dirigeant vers l'est. Elle place son panneau d'arrêt face aux véhicules circulant vers l'est et elle se tourne vers les véhicules circulant vers l'ouest. Au même moment arrive une automobiliste se dirigeant vers l'est et qui porte son attention sur le camion. Elle n'a jamais vu la femme au centre de la chaussée. Celle-ci est heurtée par derrière et projetée au sol.

La femme est transportée par ambulance vers un centre hospitalier où son décès est constaté le même jour.

Recommandations :

Que Construction Franck Catania et associés inc. :

- évalue, planifie et établisse des directives claires pour les camionneurs dans leurs chantiers de construction; [1]

- évalue, planifie et établisse des méthodes de travail écrites pour les signaleurs routiers spécifiquement pour chacun de leurs chantiers de construction; [2]

- valide concrètement ses méthodes et directives et les ajuste au profit de la sécurité des travailleurs selon l'identification de nouveaux risques au cours de l'inspection et de l'évaluation du déroulement des chantiers; [3]

- affecte un nombre sécuritaire de signaleurs non seulement appuyé par les normes, mais bien par la configuration ou la zone du chantier; [4]utilise des aides techniques aux abords des zones à risque comme des feux de circulation ou des véhicules escortes munis de gyrophares. [5]

Que le ministère des Transports du Québec :

- augmente la publicité concernant la sécurité des travailleurs aux abords des chantiers de construction; [6]

- diffuse des publications concernant le rôle du signaleur routier et la signalisation routière sur les chantiers de construction; [7]

- revoie les normes régissant le nombre requis de signaleurs routiers selon les types de chantiers de construction et prévoie augmenter des signaleurs dans des situations similaires à celle vécue sur ce chantier. [8]

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- informe les travailleurs de leur droit de refuser d'exécuter un travail qui présente un danger pour sa santé ou sa sécurité; [9]

- augmente la présence d'inspecteurs sur les chantiers de construction. [10]

Que la Fédération des travailleurs du Québec, le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction, (International) la Confédération des syndicats nationaux, la Centrale des syndicats démocratiques et le Syndicat québécois de la construction :

- diffusent ce rapport. [11]

Organisations/personnes visées :

Construction Franck Catania et associés inc.
Ministère des Transports du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Fédération des travailleurs du Québec (FTQ construction)
Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International)
Confédération des syndicats nationaux (CSN-construction)
Centrale des syndicats démocratiques (CSD construction)
Syndicat québécois de la construction

Suivi des recommandations :

Construction Franck Catania et associés inc.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-04-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-04-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-05-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2012-05-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2012-05-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2012-03-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 10, en date du 2012-03-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Fédération des travailleurs du Québec (FTQ construction)

Sur la recommandation numéro 11, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International)

Sur la recommandation numéro 11, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Confédération des syndicats nationaux (CSN-construction)

Sur la recommandation numéro 11, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centrale des syndicats démocratiques (CSD construction)

Sur la recommandation numéro 11, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Syndicat québécois de la construction

Sur la recommandation numéro 11, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-02-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2012-02-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2012-02-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2012-02-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 10, en date du 2012-02-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-316205 155228

Événement :

Une femme de 80 ans décède d'un polytraumatisme lorsqu'elle est heurtée par un camion à benne à l'intersection de la rue Saint-Denis et du boulevard René-Lévesque à Montréal.

Le conducteur du camion a attendu au feu vert que les piétons aient traversé avant d'effectuer un virage à droite sur Saint-Denis. La femme s'est engagée par la suite dans l'intersection et s'est trouvée dans l'angle mort du chauffeur.

L'analyse de la collision met en cause l'emplacement du feu piétonnier qui est situé à plus de six mètres du feu de circulation. Par ailleurs, l'utilisation de camions à benne avec le devant plus court offrirait une meilleure visibilité aux conducteurs.

Recommandations :

Que la Ville de Montréal (arrondissement Ville-Marie) :

- étudie et modifie, le cas échéant, l'emplacement des feux piétonniers situés à l'angle de la rue Saint-Denis et du boulevard René-Lévesque afin d'assurer la sécurité des usagers. [1]

Que le ministère des Transports du Québec :

- priorise la sécurité des piétons lors de leurs travaux sur la sécurité des véhicules lourds et, notamment, se penche sur les infrastructures routières (particulièrement les feux piétonniers) et sur les améliorations techniques pouvant à cet égard être apportées aux véhicules. [2]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- prévoie des campagnes de prévention s'adressant spécifiquement aux piétons et portant sur leurs obligations, ainsi que sur les dangers des angles morts des véhicules lourds; [3]

- intègre à ses dépliants s'adressant à cette clientèle de l'information sur ces questions. [4]

Organisations/personnes visées :

Ville de Montréal
Ministère des Transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ville de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-11, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-04-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315573 154999

Événement :

Une femme de 80 ans est mortellement blessée lorsqu'elle est heurtée par un autobus à l'intersection des rues Côte-Saint-Luc et Wolseley à Montréal.

L'autobus effectuait un virage à gauche et le chauffeur n'a jamais vu la victime habillée de vêtements foncés.

Recommandation :

Que le ministère de la Famille et des Aînés et la Société de l'assurance automobile du Québec :

- conjuguent leurs efforts pour rendre plus visibles les piétons et les aînés. [1]

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec
Ministère de la Famille et des Aînés

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Famille et des Aînés

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-316329 155103

Événement :

Un homme de 75 ans décède d'un polytraumatisme lorsqu'il est heurté par un véhicule lourd sur la rue Sainte-Catherine à Montréal.

L'homme est sur le point de traverser la rue à environ quinze mètres de l'intersection la plus proche quand il s'arrête à moins d'un mètre d'un camion stationné et qui s'apprête à s'engager dans la circulation. Le conducteur regarde dans son miroir latéral et réintègre la circulation; il n'a jamais vu le piéton.

Selon le reconstitutionniste de la Sûreté du Québec, il est impossible pour le conducteur d'apercevoir un piéton qui se tient à moins d'un mètre devant le camion.

Recommandations :

Que Transports Canada :

- oblige l'installation de miroirs hémisphériques avant (miroirs à grand angle ou antéviseurs) sur les camions et tracteurs routiers. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- sensibilise les piétons au danger de traverser la rue à l'extérieur des passages piétonniers et surtout entre deux véhicules stationnés. [2]

Que le Service de police de la Ville de Montréal :

- sanctionne les piétons qui traversent une rue à l'extérieur des passages piétonniers ou entre deux véhicules stationnés. [3]

Organisations/personnes visées :

Transports Canada
Société de l'assurance automobile du Québec

Ville de Montréal

Suivi des recommandations :

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-19, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-07-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ville de Montréal

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-07-17, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-07-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Bateaux et autres embarcations nautiques

Avis/Dossier : A-175752 152987

Événement :

Un aide-pêcheur de 61 ans se noie après avoir chuté d'un bateau dans l'Océan Atlantique.

Lors de l'expédition de pêche, les conditions maritimes étaient difficiles. L'aide-pêcheur a placé une ligne de casiers de homard sur le rebord du pont afin de les jeter à l'eau. Le capitaine qui surveillait les opérations, ne voyant plus l'aide-pêcheur, lance un appel de détresse. Le corps de l'homme est sorti de l'eau environ 20 à 30 minutes après la chute. Il appert que le pêcheur ne portait pas de gilet de sauvetage ni de harnais de sécurité le reliant au bateau.

Deux facteurs peuvent avoir contribué à cet accident : soit que le cordage des casiers à homards s'est emmêlé autour d'une partie du corps de l'homme l'entraînant ainsi à l'eau, ou l'agitation de la mer pouvant créer le tangage du bateau et provoquer une perte d'équilibre.

Recommandations :

Que la Commission de la santé et de la sécurité au travail :

- intensifie ses efforts afin de mieux faire connaître aux entreprises de pêche commerciale son guide *Santé et sécurité à bord des bateaux de pêche*, en insistant sur l'importance de porter un gilet de sauvetage et un harnais de sécurité relié à une ligne de vie à bord des petits bateaux de pêche; [1]

- sensibilise les entreprises de pêche commerciale concernées à l'importance d'aménager des compartiments de réception des cordages à bord des homardiers. [2]

Que l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec :

- sensibilise les étudiants à l'importance de porter un gilet de sauvetage et un harnais de sécurité relié à une ligne de vie à bord des petits bateaux de pêche. [3]

Que Transports Canada :

- envisage une modification au règlement sur l'inspection des petits bateaux de pêche, afin d'augmenter la hauteur minimale obligatoire des pavois,

bastingages, chaînes ou câbles métalliques formant une enceinte autour du pont découvert d'un bateau de pêche. [4]

Organisations/personnes visées :

École des pêches et de l'aquaculture du Québec
Transports Canada
Commission de la santé et de la sécurité du travail

Suivi des recommandations :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-03-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

École des pêches et de l'aquaculture du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-05-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avions et autres aéronefs

Avis/Dossiers :

A-172601	149081
A-172602	149082
A-172603	149083
A-172604	149084
A-172605	149085
A-172606	149086
A-172607	149087

Événement :

Sept personnes décèdent à la suite de l'écrasement d'un avion-taxi de la compagnie Aéropro dans un champ à Québec.

Cinq passagers et deux membres d'équipage prenaient place à bord d'un avion de modèle Beechcraft A-100 King Air. L'avion qui venait de décoller de l'aéroport Jean-Lesage de Québec a tenté d'y retourner pour atterrir d'urgence, éprouvant une panne du moteur droit. L'avion perdant de l'altitude, le pilote a tenté de poser l'appareil à environ 2,8 km de la piste. Peu de temps après avoir touché le sol, un incendie a détruit complètement l'avion.

Selon le Bureau de la sécurité des transports, confronté à une panne de moteur lors du décollage, l'équipage doit suivre une procédure qui consiste à augmenter le régime du moteur à la puissance maximale permise, confirmer l'identification du moteur défectueux et mettre en drapeau l'hélice du moteur visé. Aucun de ces gestes n'a été posé par les membres de l'équipage qualifiés et expérimentés pour ce type d'appareil et aucun des pilotes n'avait été confronté à une situation similaire dans des conditions réelles. L'exécution de la procédure de panne de moteur lors du décollage demande la maîtrise de compétence rarement mise en pratique à moins d'avoir accès à un simulateur de vol. Aéropro ne formait pas ses pilotes sur des simulateurs de vol, car la réglementation spécifique au taxi aérien est moins exigeante que celle encadrant les autres services commerciaux transportant des passagers.

Tout atterrissage en milieu naturel comporte des risques supérieurs à ceux qui surviennent sur une piste conçue à cette fin. Meilleures auraient été les chances de se poser si la procédure avait été connue et exercée.

Recommandations :

Que Transports Canada :

- soumette à son approbation les procédures d'utilisation normalisées (SOP) de chaque compagnie aérienne; [1]
- exige que les compagnies donnent accès à leurs employés à des simulateurs de vol; [2]
- préconise des inspections surprises pour les compagnies qui offrent du taxi aérien; [3]
- fasse la promotion des programmes de déclarations volontaires tel le Système de signalement des questions de l'aviation civile (SSQAC). [4]

Que les compagnies d'assurances spécialisées en transport aérien :

- modifient les contrats afin d'assujettir leurs assurés à certains engagements formels, telle la nécessité de donner accès à des simulateurs de vol. [5]

Organisations/personnes visées :

Transports Canada
Compagnie d'assurances spécialisées en transport aérien

Suivi des recommandations :

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

XL Insurance Company Limited

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-09-08, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Allianz Global Corporate Specialty Americas

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Global Aerospace Underwriting Managers (Canada) Limited

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Chartis Aerospace

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Catlin Canada

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ironshore Canada Ltd

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Swiss RE and Westport Insurance Corporation (Canadian Branch)

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-08-14, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Autres décès accidentels
Asphyxies

Avis/Dossier : A-314315 153254

Événement :

Un homme de 58 ans décède d'une asphyxie alimentaire à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

L'homme résidait à l'Hôpital Louis-H. Lafontaine. Le 27 juin 2011, il s'étouffe en mangeant. Les manœuvres de réanimation sont débutées par le personnel et les ambulanciers d'Urgences-santé sont appelés. L'homme est conduit à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont, où son décès est constaté.

Il appert que les ambulanciers ont eu de la difficulté à ventiler l'homme en raison du type d'embout utilisé par le personnel médical.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels de Hôpital Louis-H. Lafontaine et la corporation d'Urgences-santé :

- prennent contact entre eux afin de clarifier la situation ayant conduit le personnel d'Urgences-santé à changer l'embout lors de l'intervention auprès de la victime et, au besoin, adapte le matériel médical de l'hôpital pour qu'une telle situation ne se reproduise plus.[1]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Louis-H. Lafontaine
Urgences-santé

Suivi de la recommandation :

Hôpital Louis-H. Lafontaine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-01, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Urgences-santé

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-01, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-309863 149808

Événement :

Un bébé de 4 mois décède d'asphyxie par aspiration au Centre de santé et de services sociaux de Chicoutimi.

Le 21 août 2010, les parents couchent le bébé dans leur chambre et lui donnent une bouteille de lait. Le bébé présente des inconforts et les parents découvrent qu'il a régurgité. Le bébé est changé et recouché. La mère entend à nouveau du bruit. Elle trouve l'enfant plein de vomissures et en arrêt cardiorespiratoire. Les manœuvres de

réanimation sont entreprises et le bébé est transporté à l'hôpital, où son décès est constaté.

Il appert que le bébé avait été évalué par le pédiatre le 3 juin et qu'aucune anomalie n'avait été notée, sauf une infection des voies respiratoires supérieures datant de trois semaines. Un diagnostic de bronchiolite en résolution avait été émis.

Selon le coroner, un épisode de reflux gastro-oesophagien sévère serait responsable de l'aspiration.

Recommandations :

Que l'Association des pédiatres du Québec :

- diffuse ce rapport à ses membres pour information et discussion. [1]

Que le département de pédiatrie du Centre de santé et de services sociaux de Chicoutimi :

- révise et analyse le présent rapport pour discussion départementale. [2]

Organisations/personnes visées :

Association des pédiatres du Québec
Centre de santé et de services sociaux de Chicoutimi

Suivi des recommandations :

Association des pédiatres du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre de santé et de services sociaux de Chicoutimi

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-07-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay—Lac-Saint-Jean

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-311935 151068

Événement :

Un homme de 83 ans demeurant dans un Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) décède d'une asphyxie par obstruction du larynx par un contenant de beurre.

L'homme a été hospitalisé pendant près de 30 ans dans un hôpital de soins psychiatriques. Il souffre du syndrome de Pica, qui l'incite à manger tout ce qu'il peut avaler. En raison d'une perte d'autonomie, un transfert est demandé en CHSLD, où il est admis le 30 novembre 2010. Quelques jours plus tard, pendant le repas, un intervenant constate que le patient est étouffé et cherche son air. La manœuvre de Hemlich est pratiquée, mais ne permet pas de dégager le larynx. Le médecin ne peut que constater le décès.

Le préposé responsable du bénéficiaire se serait absenté deux minutes pour aller voir un autre patient. Le CHSLD avait été averti du niveau de surveillance que requérait le patient, mais n'avait peut-être pas saisi l'ampleur des besoins de ce dernier. Par

ailleurs, certains employés ne connaissaient pas le syndrome de Pica et ses possibles conséquences mortelles.

Recommandation :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale :

- incite les établissements à appliquer le Programme d'évaluation et de coordination des admissions en soins de longue durée (PECA) en communiquant, dans une approche concertée, tous les renseignements nécessaires afin que les bénéficiaires soient assurés de recevoir, de manière sécuritaire les soins et les services adaptés à leurs besoins. [1]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Suivi de la recommandation :

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-317750 156824

Événement :

Un homme de 51 ans décède d'une asphyxie par obstruction aiguë des voies respiratoires à l'Hôpital Fleury.

L'homme souffre d'un retard mental. Il est transféré dans une ressource intermédiaire par l'entremise du Centre Miriam. Le Centre prépare un plan de services individualisés précisant les déficits qu'il faut pallier et les mesures à prendre.

Le 18 avril 2012, un appel au service d'urgence est fait. À l'arrivée des premiers répondants, aucune manœuvre de réanimation n'a été amorcée par le personnel. Le résident est transporté à l'hôpital, où son décès est constaté.

Il appert qu'il n'est pas certain que les membres du personnel connaissaient le plan de services individualisés de l'homme.

Recommandations :

Que le Centre Miriam :

- choisisse pour les résidents qui présentent des troubles de l'alimentation semblables à ceux dont souffrait l'homme des résidences où les employés connaissent la technique de Heimlich. [1]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- procède à une réévaluation de la résidence qui hébergeait l'homme. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre Miriam
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Suivi des recommandations :

Centre Miriam

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-07-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-176465 152257

Événement :

Un nouveau-né de huit jours décède d'une asphyxie positionnelle de type co-sleeping.

La mère avait allaité l'enfant au lit puis l'avait déposé entre elle et son conjoint. Vers 3 h, alors qu'elle voulait changer la couche du bébé, elle constate qu'il ne respire plus. L'enfant est transporté par ambulance à l'hôpital où son décès est constaté après des manœuvres de réanimation infructueuses.

Une infirmière du Centre local de services communautaires assurait un suivi auprès de l'enfant. Celle-ci notait, lors de ses visites, que la couchette du bébé était placée dans la chambre des parents tel qu'il est recommandé dans le guide « Mieux vivre avec notre enfant de la grossesse à deux ans. »

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux Rimouski-Neigette :

- prenne les mesures appropriées afin que le personnel infirmier qui se rend au domicile des nouveaux parents les renseigne sur l'importance de choisir en tout temps, même après l'allaitement, la couchette comme lieu de sommeil pour leur bébé. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Rimouski-Neigette

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Rimouski-Neigette

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-178572 155961

Événement :

Un homme de 75 ans décède d'une pneumonie d'aspiration au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) Vigi Mont-Royal.

Une proche aide le bénéficiaire à s'alimenter. Cependant, celle-ci n'utilise pas une bonne technique, elle porte la cuillère trop loin dans la bouche provoquant ainsi des épisodes d'aspiration. Elle continue d'alimenter d'autres patients bien qu'on lui ait demandé de cesser de le faire.

Le patient est amené à l'hôpital pour de la fièvre et des expectorations verdâtres. Les médecins diagnostiquent une pneumonie d'aspiration. Il décède quelques semaines plus tard au CHSLD.

Recommandation :

Que le Centre d'hébergement et de soins de longue durée Vigi Mont-Royal :

- s'assure que les aidants possèdent une technique d'alimentation adéquate. [1]

Organisation/personne visée :

Centres d'hébergement et de soins de longue durée Vigi Santé

Suivi de la recommandation :

Centres d'hébergement et de soins de longue durée Vigi Santé

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-317415 158283

Événement :

Une femme de 48 ans demeurant dans une résidence affiliée au Pavillon du Parc décède d'une encéphalopathie anoxique après s'être étouffée en mangeant un sandwich.

Sur l'heure du dîner, la femme est laissée seule quelques instants. Lorsque la surveillante revient, la femme est penchée vers l'avant. On la couche au sol et on tente sans succès de dégager ses voies respiratoires. Les secours sont appelés et il semble qu'on ait pratiqué la manœuvre de Heimlich.

La victime est transportée par ambulance vers un centre hospitalier où son décès est constaté le lendemain.

Recommandation :

Que la direction du Pavillon du Parc :

- rappelle à ses différents intervenants les incidences importantes d'aspiration dans leur type de clientèle et les mesures systématiques à prendre dans de tels cas. [1]

Organisation/personne visée :

Pavillon du Parc

Suivi de la recommandation :

Pavillon du Parc

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-318040 158468

Événement :

Un homme de 55 ans décède d'asphyxie alimentaire au Centre d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) Bellerive, à La Malbaie.

L'homme souffrait de dystrophie musculaire et de nombreux problèmes de broncho-aspiration. Le 23 août 2012, il demande à manger. Un membre du personnel l'installe dans une salle à dîner attenante au poste de garde et lui sert un sandwich. Quelques minutes plus tard, l'homme est trouvé inconscient. Il est conduit à l'hôpital, où, malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté.

Il avait été recommandé que le résident prenne ses repas en présence du personnel infirmier.

Recommandations :

Que la Direction des soins infirmiers de l'Hôpital de La Malbaie :

- rappelle aux membres du personnel soignant l'importance de suivre et d'appliquer les recommandations de soins envers les patients. [1]

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- analyse le présent dossier et prenne toutes les mesures qu'elle jugera appropriées. [2]

Organisations/personnes visées :

Hôpital de La Malbaie
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Hôpital de La Malbaie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-317435 158655

Événement :

Une femme de 80 ans décède d'une aspiration bronchique au Centre de santé et de services sociaux - Hôpital de Hull.

Le 26 juillet 2012, la femme subit une chirurgie au genou gauche. L'intervention s'est bien déroulée, mais le lendemain, elle vomit du contenu hémorragique avec une diminution de la saturation en oxygène et une chute de tension. On pose un diagnostic d'aspiration. Malgré les traitements habituels, son état se détériore et on doit pratiquer une trachéostomie. Elle décède une semaine plus tard.

Recommandation :

Que le directeur des soins infirmiers et le directeur des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- revoient ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-173720 146389

Événement :

Un bébé de 5 semaines est décédé d'une asphyxie positionnelle.

L'enfant a dormi dans le lit avec la mère afin de faciliter l'allaitement. Le lendemain matin, la mère a découvert le bébé, froid et inanimé. Elle a appelé le 9-1-1 pendant que le père entreprenait des manœuvres de réanimation. Le décès a été constaté à l'hôpital.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- s'assure que les parents soient informés des risques du cododo aux différentes étapes de contact avec les parents, non seulement aux cours prénataux, dans les départements d'obstétrique des centres hospitaliers où ont lieu les naissances; dans les visites du suivi postnatal à domicile des CLSC mais aussi par les intervenants en vaccination des CLSC qui voient parents et bébés à plusieurs reprises au cours de la période critique qu'est la première année de vie des nouveaux-nés et dont leur mandat va bien au-delà de l'administration des vaccins; [1]

Que l'Association canadienne de pédiatrie, l'Association des pédiatres du Québec et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec :

- entreprennent ou poursuivent leurs efforts de sensibilisation auprès de leurs membres afin que ceux-ci mettent aussi les parents en garde contre les dangers du cododo. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Association canadienne de pédiatrie
Association des pédiatres du Québec
Fédération des médecins omnipraticiens du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association canadienne de pédiatrie

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des pédiatres du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Fédération des médecins omnipraticiens du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-11-22, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Chaleur ou froid excessif

Avis/Dossier : A-317277 155894

Événement :

Un itinérant de 55 ans décède par hypothermie à Montréal.

Il est vu depuis deux jours couché dans son sac de couchage près d'un édifice du boulevard René-Lévesque. Un travailleur s'approche de la victime et remarque qu'il semble sans vie. Son décès est constaté sur place.

L'homme a consulté dans un hôpital quelques jours auparavant. Il offrait peu de collaboration et il a été libéré même s'il était confus.

Recommandation(s) :

Que la Direction de santé publique de Montréal :

- revoie ce dossier et les cas semblables afin de dégager un consensus d'intervention avec les organismes concernés.[1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de Montréal

Suivi des recommandations :

Direction de santé publique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-28, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Chutes

Avis/Dossier : A-315002 154261

Événement :

Un homme de 60 ans décède d'embolies pulmonaires massives à l'Hôpital de Hull.

Le 10 septembre 2011, l'homme chute en construisant un plancher et se fracture la hanche. Il est hospitalisé à l'Hôpital de Gatineau. Un transfert au service d'orthopédie de l'Hôpital de Hull est demandé, faute de lit le transport n'a pas lieu. Le patient est transféré deux jours plus tard et la chirurgie est retardée en raison de sa tension artérielle anormale. Pendant l'opération, la tension artérielle chute. Son décès est constaté, malgré les manœuvres de réanimation.

Selon les notes au dossier médical, le patient n'a pas reçu toutes les doses d'héparine prescrites, étant donné qu'il pouvait se rendre en tout temps en salle d'opération. De plus, le patient avait déjà souffert d'une embolie pulmonaire dans un contexte de fracture.

Recommandations :

Que le directeur des Services professionnels du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- veille à ce que des mesures soient prises pour assurer qu'un protocole clair d'identification et de traitement prophylactique des patients à risque de complications thromboemboliques soit implantée dans les établissements. Ce protocole devrait se baser sur l'efficacité des différentes mesures, mais aussi considérer la fréquence des différents choix de doses administrées de façon à réduire le potentiel d'omissions de doses. Il devrait contenir, entre autres, [1]

- une feuille facilement identifiable pour noter les doses d'héparine prophylactique administrées au patient;

- une procédure claire réduisant ainsi les délais entre l'arrêt de la prophylaxie et la chirurgie.

- inclue dans sa politique de transfert interhospitalier des délais raisonnables, selon le type de pathologie, visant à diminuer les risques pour les patients. [2]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-07-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-01-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-01-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170431 151958

Événement :

Une femme de 86 ans décède par hypothermie à son domicile.

La femme demeurait avec son petit-fils. Elle éprouvait plusieurs problèmes de santé. En août 2010, un rapport d'évaluation en ergothérapie fait mention d'une perte d'autonomie importante découlant de sa démence mixte. La femme bénéficiait des services d'un préposé aux bénéficiaires une fois par semaine et des visites mensuelles d'une infirmière. Lors des dernières visites des préposées, la victime s'est plainte d'avoir vomi et d'être étourdie. Il semble qu'aucun suivi n'a été fait à la suite de ces propos.

Le 24 février 2011, la femme sort dehors avec son chien. Il fait environ -20 °C. Vers 22 h 30, le petit-fils se rend compte de l'absence de sa grand-mère. Il se met à sa recherche et la trouve en bas de la galerie, le pied pris dans le dévidoir du boyau d'arrosage.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux Domaine-du-Roy :

- prévoie un suivi adéquat des personnes tenant des propos inquiétants quant à leur santé ou démontrant une diminution de leur capacité, notamment auprès de la famille; [1]

- évalue si les soins et services offerts ont été adéquats, compte tenu de la situation physique des lieux, du rapport de l'ergothérapeute et de l'état de santé de la victime; [2]

- revoie l'ensemble de ce dossier. [3]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Domaine-du-Roy

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux Domaine-du-Roy

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-08-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-08-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-02-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-02-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay—Lac-Saint-Jean

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-02-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-02-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-310414 150657

Événement :

Un homme de 36 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une chute d'environ 40 pieds dans un espace clos sous une bretelle d'autoroute à Québec.

Cet endroit est fréquenté par des sans-abri et des marginaux. Il comporte plusieurs niveaux et rien n'assure la sécurité d'un niveau à l'autre. Un cadenas y interdit l'accès, mais il était endommagé. Cet endroit est contrôlé par le ministère des Transports et est interdit au public.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- s'assure que les espaces situés sous l'autoroute Dufferin-Montmorency sont clos, que l'accès est bloqué et inspecte régulièrement ces lieux pour la sécurité de la population. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-317283 155706

Événement :

Un homme de 89 ans décède des complications médicales à la suite d'une chute survenue en centre hospitalier.

L'homme est admis à l'Hôpital de Hull pour des frissons et de la fièvre. Les résultats des analyses révèlent un processus infectieux. Le patient est amené en radiologie pour se faire installer un cathéter intraveineux afin de commencer l'antibiothérapie. Au moment où on le glisse sur la table d'examen, on l'échappe. Une fracture oblique traversant le plateau supérieur du corps vertébral de T4 est diagnostiquée. Son état se détériore et son décès est constaté quelques jours plus tard.

Recommandation :

Que la direction des services professionnels et la direction des soins infirmiers du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- revoient ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-06-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315590 155313

Événement :

Un homme de 81 ans décède d'un infarctus du myocarde à la suite d'une chirurgie pour une fracture de la hanche.

L'homme est admis à l'Hôpital de Gatineau pour une perte d'autonomie. Pendant la nuit du 11 novembre 2010, le patient passe par-dessus les ridelles de son lit et chute au sol. Le lendemain, il est transféré à l'Hôpital de Hull et il est opéré pour une fracture de la hanche. Deux jours plus tard, l'équipe médicale suspecte des complications médicales secondaires à sa chirurgie. L'homme décède le 27 novembre 2010.

Recommandation :

Que la Direction des soins infirmiers de Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- revoie les détails de l'accident et l'analyse du comité de gestion des risques. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-311272 148755

Événement :

Une femme de 84 ans décède d'une hémorragie intracrânienne à la suite d'une chute de sa hauteur survenue au Centre d'hébergement et de soins de longue durée de Weedon.

Les soins de base sont prodigués et les signes neurologiques se révèlent adéquats. Le surlendemain, l'état de la patiente se détériore. Elle est confuse et désorientée. Compte tenu de ses antécédents médicaux, la décision est prise de ne pas la transférer à l'hôpital et de lui administrer des soins de confort. Elle décède quelques jours plus tard.

Recommandation :

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec et le Collège des médecins du Québec :

- examinent la qualité des soins prodigués à la patiente lors de sa chute et des jours qui ont suivi. [1]

Organisations/personnes visées :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Collège des médecins du Québec

Suivi de la recommandation :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-316401 155229

Événement :

Une femme de 62 ans décède d'une hémorragie intracrânienne à la suite d'une chute au Centre de réadaptation Villa Médica.

La femme souffrait d'une malformation congénitale provoquant une faiblesse dans les jambes et des chutes fréquentes. Le 6 octobre 2011, elle est opérée en neurochirurgie à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont. Après l'opération, la patiente reçoit une médication qui inclut de l'héparine. Elle obtient son congé le 14 octobre et elle est admise à la Villa Médica.

Le 28 octobre, la femme chute avec sa marchette. Elle est transportée à l'hôpital. Une tomodensitométrie montre une hémorragie sous-durale. L'évolution de son état dans les jours suivants se détériore. Le 2 novembre son décès est constaté.

Selon le coroner, une anticoagulothérapie avec héparine augmente le risque de complications médicales à la suite d'une chute.

Recommandation :

Que le comité de mortalité de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont :

- se penche sur ce décès afin de valider les pratiques postopératoires dans le cas de cette patiente. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Suivi de la recommandation :

Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312717 151102

Événement :

Un ouvrier de 24 ans décède d'un traumatisme craniocérébral à la suite d'une chute d'un bâtiment sur un chantier de construction, à Saint-Adolphe-d'Howard.

Le 9 décembre 2010, des ouvriers s'affairaient à soulever à la verticale la structure d'un pan de mur pour la fixer à l'étage d'une résidence. Le travailleur vérifiait la solidité d'un crochet métallique en le frappant avec son marteau. Le crochet s'est brisé et il a entraîné la chute du pan de mur. Le travailleur, qui ne portait pas de harnais de sécurité, est tombé au sol sur la tête.

Il appert que la gestion de la santé et de la sécurité du travail était déficiente en ce qui concerne l'équipement et la méthode de levage du pan de mur ainsi que la protection contre les chutes.

Recommandation :

Que la ministre du Travail du Québec :

- examine la pertinence de créer un bureau général de la prévention ou un poste de conseiller général à la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles, rattaché au bureau de la ministre et indépendant de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, qui exercerait une veille sur les accidents du travail et serait chargé des grandes orientations et du suivi des enquêtes sur les accidents mortels, et dont la fonction principale serait de conseiller la ministre sur les mesures à prendre pour assurer la sécurité sur les lieux de travail dans la province. [1]

Organisation/personne visée :

Ministre du Travail du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministre du Travail du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-15, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-309875 153677

Événement :

Un homme de 76 ans décède à la suite d'une chute, à Saint-Félicien.

En visite au chalet de son fils, l'homme se rend à la salle de bain. Il ne voit pas que la trappe servant à descendre à la cave est ouverte et il y fait une chute d'une hauteur d'environ 6 pieds. Il est transporté à l'Hôpital de Dolbeau, mais, en raison de son état précaire, il est transféré à l'Hôpital d'Alma. Il décède trois jours plus tard.

Recommandation :

Que le service technique de la Ville de Saint-Félicien :

- s'assure que la réglementation au regard des trappes est respectée au lieu de l'accident de façon à éviter d'autres événements du même genre. [1]

Organisation/personne visée :

Ville de Saint-Félicien

Suivi de la recommandation :

Ville de Saint-Félicien

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314944 155766

Événement :

Une femme de 97 ans décède d'une insuffisance cardiaque dans un contexte de fracture de la hanche récente.

La femme demeure dans une résidence pour personnes âgées autonomes. Le 27 décembre 2011, elle fait une chute d'une chaise. Elle est reconduite à sa chambre et tout semble normal. Le lendemain, elle est très souffrante. Elle est transportée à l'hôpital, où l'évaluation initiale ne démontre rien de particulier. Le 5 janvier 2012, une scintigraphie osseuse révèle une fracture du sacrum et le médecin traitant demande une consultation en physiothérapie. Une infirmière du programme spécifique de gériatrie estime que l'autonomie de la patiente est revenue à son niveau habituel; le médecin signe son congé le lendemain, et elle retourne à la maison en véhicule adapté.

Le 21 janvier, elle est trouvée au sol dans sa chambre. Elle est transportée par ambulance au Centre de santé et de services sociaux de Beauce, où on diagnostique une fracture de la hanche. Seuls des soins de confort lui sont prodigués et son décès est constaté peu après.

Recommandation :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical du Centre de santé et de services sociaux de Beauce :

- évalue ce dossier et la pertinence de mettre sur pied un programme de suivi systématique de la clientèle gériatrique eu égard à la sécurité à la marche. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Beauce

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Beauce

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315575 154950

Événement :

Une femme de 87 ans décède d'une hémorragie sous-durale et sous-arachnoïdienne à l'Hôpital général juif de Montréal.

La femme est admise à l'hôpital à la suite d'une chute de son fauteuil roulant. Elle subit un remplacement de la hanche gauche, mais la réhabilitation est difficile. Lors d'une manipulation de la patiente, on l'échappe d'un lève-personne. Son état se détériore rapidement dans les heures qui suivent et les examens révèlent des hématomes sous-duraux et sous-arachnoïdiens. Son décès est constaté le lendemain.

Le coroner souligne qu'il n'y a aucune note dans le dossier médical sur le problème de fonctionnement du lève-personne.

Recommandation :

Que la direction des soins infirmiers de l'Hôpital général juif :

- s'assure du suivi de cet accident survenu lors de la manipulation de la patiente. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital général Juif

Suivi de la recommandation :

Hôpital général Juif

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-316502 156776

Événement :

Un homme de 84 ans décède d'une hémorragie sous-durale à l'hémisphère droit à la suite d'une chute au Pavillon des Bâtisseurs.

L'homme souffre de la maladie d'Alzheimer avec perte d'autonomie progressive. Il prend une médication anticoagulante pour une fibrillation auriculaire paroxystique. En fin de soirée le 12 avril, il fait une chute dans sa chambre. Il se plaint d'une légère douleur à l'épaule, mais il circule normalement. Ses signes vitaux sont bons. Les signes neurologiques sont vérifiés à quelques reprises sans qu'on note le moindre déficit. Il s'endort vers 1 h du matin et, en l'absence de signes inquiétants, on le laisse dormir jusqu'au matin.

Vers 8 h 40, une préposée note une détérioration de son état. L'homme est transporté par ambulance à l'Hôpital Sacré-Cœur où on procède le jour même à une craniectomie. Malgré tout, la pression intracrânienne continue à augmenter et son décès est constaté le lendemain.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent :

- s'assure que ses établissements disposent d'un protocole de surveillance lors des premières heures suivant un traumatisme crânien, particulièrement pour les personnes sous antiplaquettaires ou anticoagulants, et fasse en sorte que ce protocole soit connu de tous ses intervenants. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-317401 157950

Événement :

Un homme de 67 ans décède d'une hémorragie du tronc cérébral possible à la suite d'une chute d'une civière à l'urgence.

Le 2 juillet 2012, l'homme consulte aux services d'urgence de l'Hôpital de Gatineau pour une cervicalgie. Le patient est soulagé avec de la morphine et il ne semble pas y avoir de diagnostic précis. Cinq jours plus tard, il chute au sol de sa civière et une détérioration neurologique est notée. Le 9 juillet, les traitements de confort sont cessés et le patient décède.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- revoie le présent dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-178639 156854

Événement :

Une femme de 91 ans décède d'un traumatisme crâniocérébral à la suite d'une chute à la Maison de soins palliatifs de Vaudreuil-Soulanges.

Le 3 avril 2012, la femme est admise en soins palliatifs. Quatre jours plus tard, elle est trouvée par terre près de son lit par un membre du personnel. Un détecteur de mouvement Smart Caregiver est installé. Le 13 avril, la femme est découverte sans vie, face contre terre. Le détecteur de mouvement n'a pas fonctionné.

Il semble qu'aucun manuel d'instruction n'ait été remis à l'établissement lors de l'achat de l'appareil.

Recommandations :

Que la Maison de soins palliatifs de Vaudreuil-Soulanges :

- fixe le détecteur de mouvement afin qu'il soit toujours en direction du champ de détection désiré; [1]

- vérifie les autres systèmes de détection afin de rendre la surveillance plus sécuritaire. [2]

Que la compagnie Oxybec Santé-Confort :

- fournisse un manuel d'emploi lors de la vente d'un détecteur de mouvement. [3]

Organisations/personnes visées :

Maison de soins palliatifs de Vaudreuil-Soulanges
Oxybec Santé-Confort

Suivi des recommandations :

Maison de soins palliatifs de Vaudreuil-Soulanges

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Oxybec Santé-Confort

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-09-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-09-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314695 154350

Événement :

Un homme de 79 ans décède d'une arythmie maligne en postopératoire d'une fracture de la hanche consécutive à une chute.

En septembre 2010, l'homme est admis à l'hôpital Pierre-Le Gardeur pour une détérioration de son état général. L'évaluation faite en ergothérapie et en physiothérapie fait état d'un niveau fonctionnel altéré et d'un risque de chute considérable. En décembre, il est transféré à l'unité transitoire d'hébergement longue durée du Centre multivocationnel Claude-David (CMCD) dans un contexte de désengorgement de l'hôpital. Quelques heures à peine après son admission, il fait une chute sans gravité. En février 2011, il fait de nouveau une chute. Il se plaint de douleurs à la hanche et il est transféré à l'Hôpital Pierre-le Gardeur où on diagnostique une fracture de la hanche gauche. Il est conduit à la salle d'opération le lendemain pour subir une chirurgie réparatrice. Il décède quelques jours après l'intervention.

Il appert que, pour désengorger l'Hôpital Pierre-Le Gardeur, on a procédé de façon précipitée à l'ajout temporaire de 60 lits de longue durée dans les locaux vacants du CMCD. Ces locaux étaient inadaptés aux besoins de certains résidents et leur sécurité était compromise. Par surcroît, plusieurs intervenants avaient peu ou pas d'expérience auprès des personnes âgées en hébergement, le roulement du personnel était élevé et l'encadrement déficient.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- établisse des mesures de gestion de risques appropriées dans le but d'intervenir plus précocement et activement, et de façon mieux coordonnée, auprès du réseau afin de s'assurer que la mise en œuvre de solutions temporaires ou permanentes au désengorgement des urgences ne compromet pas la sécurité des aînés vulnérables; [1]

- établisse des mesures de gestion de risques appropriées visant spécifiquement l'hébergement de longue durée et applique l'ensemble des principes directeurs précisés dans les orientations ministérielles *Un milieu de vie de qualité pour les personnes hébergées en CHSLD*, lorsque des transferts massifs d'aînés vulnérables hébergés en milieu de vie temporaire sont envisagés, afin de préserver la sécurité de cette clientèle. En ce sens, il serait pertinent d'étudier la possibilité de porter à l'attention d'un gestionnaire de risque externe aux établissements concernés l'initiative d'action envisagée afin qu'il effectue une analyse indépendante du risque qu'elle comporte. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314697 154352

Événement :

Un homme de 86 ans décède d'une arythmie cardiaque maligne survenue à la suite d'une fracture de la hanche consécutive à une chute.

En juillet 2010, l'homme est admis à l'Hôpital Pierre-Le Gardeur dans un contexte de chute et de confusion. En cours d'hospitalisation, il subit une fracture du col fémoral droit pour laquelle il est opéré. Devant la perte d'autonomie, un transfert vers une ressource intermédiaire appropriée est souhaité. Le 20 décembre, il est transféré au

Centre multicovationnel Claude-David (CMCD) dans un contexte de désengorgement de l'hôpital. Le 6 mars 2011, un visiteur trouve le patient au sol près de son fauteuil roulant. Il ne présente apparemment pas de douleur et les signes neurologiques et les signes vitaux sont normaux. Le lendemain, le médecin, qui l'examine, soupçonne une fracture de la hanche droite et possiblement de l'épaule. Son état se détériore rapidement et il décède trois jours plus tard.

Il appert que, pour désengorger l'Hôpital Pierre-Le Gardeur, on a procédé de façon précipitée à l'ajout temporaire de 60 lits de longue durée dans les locaux vacants du CMCD. Ces locaux étaient inadaptés aux besoins de certains résidents et leur sécurité était compromise. Par surcroît, plusieurs intervenants avaient peu ou pas d'expérience auprès des personnes âgées en hébergement, le roulement du personnel était élevé et l'encadrement déficient.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- établisse des mesures de gestion de risques appropriées dans le but d'intervenir plus précocement et activement, et de façon mieux coordonnée, auprès du réseau afin de s'assurer que la mise en œuvre de solutions temporaires ou permanentes au désengorgement des urgences ne compromet pas la sécurité des aînés vulnérables; [1]

- établisse des mesures de gestion de risques appropriées visant spécifiquement l'hébergement de longue durée et applique l'ensemble des principes directeurs précisés dans les orientations ministérielles *Un milieu de vie de qualité pour les personnes hébergées en CHSLD*, lorsque des transferts massifs d'aînés vulnérables hébergés en milieu de vie temporaire sont envisagés, afin de préserver la sécurité de cette clientèle. En ce sens, il serait pertinent d'étudier la possibilité de porter à l'attention d'un gestionnaire de risque externe aux établissements concernés l'initiative d'action envisagée afin qu'il effectue une analyse indépendante du risque qu'elle comporte. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314699 154354

Événement :

Une femme de 90 ans décède d'une pneumonie d'aspiration secondaire à une crise convulsive dans un contexte de chute relativement récente.

La femme fait de la démence d'Alzheimer. Elle est admise à l'Hôpital Pierre-Le Gardeur à la suite d'une chute ayant entraîné une fracture de l'épaule. En raison de la perte d'autonomie, une décision d'orienter la patiente vers un centre d'hébergement et de soins de longue durée est prise. Le 21 décembre 2010, elle est transférée à l'unité transitoire d'hébergement longue durée du Centre multivocationnel Claude-David dans un contexte de désengorgement de l'hôpital. Le 26 décembre, la patiente fait une chute lui causant une fracture du coude. Dans les jours qui suivent, elle est souffrante et son état ne cesse de se détériorer. Elle décède le 17 janvier.

Il appert que, pour désengorger l'Hôpital Pierre-Le Gardeur, on a procédé de façon précipitée à l'ajout temporaire de 60 lits de longue durée dans les locaux vacants du CMCD. Ces locaux étaient inadaptés aux besoins de certains résidents et leur sécurité était compromise. Par surcroît, plusieurs intervenants avaient peu ou pas d'expérience auprès des personnes âgées en hébergement, le roulement du personnel était élevé et l'encadrement déficient.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- établisse des mesures de gestion de risques appropriées dans le but d'intervenir plus précocement et activement, et de façon mieux coordonnée, auprès du réseau afin de s'assurer que la mise en œuvre de solutions temporaires ou permanentes au désengorgement des urgences ne compromet pas la sécurité des aînés vulnérables; [1]

- établisse des mesures de gestion de risques appropriées visant spécifiquement l'hébergement de longue durée et applique l'ensemble des principes directeurs précisés dans les orientations ministérielles *Un milieu de vie de qualité pour les personnes hébergées en CHSLD*, lorsque des transferts massifs d'aînés vulnérables hébergés en milieu de vie temporaire sont envisagés, afin de préserver la sécurité de cette clientèle. En ce sens, il serait pertinent d'étudier la possibilité de porter à l'attention d'un gestionnaire de risque externe aux établissements concernés l'initiative d'action envisagée afin qu'il effectue une analyse indépendante du risque qu'elle comporte. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-317005 156694

Événement :

Un homme de 73 ans décède de complications multiorganiques secondaires à de multiples fractures à la suite d'une chute du 2e étage à la résidence Les Jardins d'Amour, à Longueuil.

Un diagnostic de démence fronto-temporale de type variante comportementale est émis à la suite d'une hospitalisation pour des troubles de comportement. Une évaluation multidisciplinaire a déterminé que l'homme ne pouvait vivre seul et devait être hébergé dans un établissement sécuritaire. Le 29 mars, il est admis à la résidence Les Jardins d'Amour pouvant accueillir une clientèle avec déficits cognitifs et présentant des comportements perturbateurs. L'aménagement des lieux répond aux normes de sécurité. Dans la chambre du résident, la fenêtre est munie de deux vis qui l'empêchent d'ouvrir de plus de trois pouces pour la première et de cinq pouces pour la seconde.

Le 30 mars, en tentant de fuguer, l'homme réussit à ouvrir la fenêtre et déchire la moustiquaire. Il pend un drap, s'agrippe à celui-ci, mais tombe au sol. Il est transporté à l'hôpital pour de multiples fractures. Son état se détériore et des soins de confort sont privilégiés. Il décède le 6 avril.

Recommandations :

Que la Résidence Les Jardins d'Amour :

- révise l'utilisation du système interne de communication en simulant périodiquement un événement et en y faisant un retour auprès des employés; [1]
- revoie le mécanisme de blocage des fenêtres en privilégiant, si possible, l'installation de moustiquaires sécuritaires. [2]

Que la direction du soutien à domicile, de l'hébergement et de la réadaptation, la direction des soins infirmiers ainsi que la direction des services professionnels et hospitaliers du Centre de santé et de services sociaux Champlain-Charles Le Moyne :

- s'assurent que le CTMSP (formulaire médical) soit lisible; [3]
- revoient la formation pour les intervenants remplissant l'OEMC de manière à refléter fidèlement les troubles de comportement; [4]
- s'assurent de joindre la grille de comportement pour un patient ayant des troubles de comportement; [5]
- s'assurent de la transmission de l'information d'un futur résident au moins 24 heures avant l'admission auprès d'une résidence intermédiaire; [6]
- établissent des règles formelles d'admission en ne permettant qu'une seule admission par 24 heures; [7]
- mettent en place une surveillance systématique, par exemple en fournissant une grille de comportement pour les 72 premières heures pour des résidents ayant des troubles de comportement. [8]

Que la direction de la qualité des services (gestion des risques) du Centre de santé et de services sociaux Champlain-Charles Le Moyne :

- assure le suivi du plan d'action. [9]

Organisations/personnes visées :

Résidence Les Jardins d'Amour
Centre de santé et de services sociaux Champlain-Charles Le Moyne

Suivi des recommandations :

<u>Résidence Les Jardins d'Amour</u>

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre de santé et de services sociaux Champlain-Charles Le Moyne

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2012-11-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315878 155780

Événement :

Un homme de 82 ans décède de déshydratation hyponatrémique à la suite d'une chute au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) l'Oasis, à Dolbeau-Mistassini.

L'homme souffrait de démence mixte et il devait se déplacer à l'aide d'une marchette. Le 8 janvier 2012, le résident voulait se rendre au salon de l'unité dont l'entrée était située devant le poste des infirmières. Deux personnes en fauteuil roulant étaient immobilisées devant l'entrée. L'homme a voulu se faufiler entre les deux fauteuils et il a levé sa marchette. Au même moment, la marchette s'est accrochée dans l'une des poignées d'un fauteuil. Le résident a chuté et il s'est infligé un traumatisme crânien important. Quatorze jours après la chute, l'homme est décédé.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux Maria-Chapdelaine :

- évalue l'aménagement physique des lieux où est survenue la chute afin de voir si les bénéficiaires se déplaçant à l'aide d'appareils peuvent le faire de façon sécuritaire pour eux-mêmes et pour autrui, et apporte les correctifs nécessaires le cas échéant. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Maria-Chapdelaine

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Maria-Chapdelaine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay—Lac-Saint-Jean

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Incendies

Avis/Dossiers : A-313701 152005
A-313697 152010

Événement :

Il s'agit d'une enquête publique portant sur les décès de deux jeunes femmes survenus dans l'incendie de l'édifice à logements où elles demeuraient, à Montréal.

Des occupants de l'édifice appellent le 9-1-1 pour sonner l'alarme et réclamer des secours. Plusieurs unités du service des incendies sont dirigées vers les lieux. Un certain cafouillage dans le système de répartition a eu comme conséquence que les intervenants les plus rapprochés du lieu du sinistre n'ont pas été ceux qui auraient initialement été affectés à cette intervention.

Au cours des opérations de sauvetage et d'évacuation, les deux femmes sont retrouvées gisant au sol. Elles sont dirigées vers des centres hospitaliers où le décès d'une des victimes est confirmé le soir même de l'incendie et celui de la seconde deux jours plus tard.

Selon les résultats des expertises, l'incendie aurait pris naissance au sous-sol dans la salle de lavage et aurait été causé par un court-circuit électrique.

Recommandations :

Que le Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal :

- demande à ses répartiteurs qui connaissent l'emplacement de toutes les casernes et qui en même temps peuvent connaître la situation générale du service à tout moment, de vérifier si les casernes suggérées par le logiciel sont adéquates, à première vue, pour l'affectation qu'on s'apprête à leur donner. [1]

- fournisse un casque d'écoute qui peut fonctionner sur les deux appareils distincts de téléphone. [2]

- rappelle la directive du 11 novembre 2010 qui indique que l'homme de garde doit faire un acccusé de réception des messages transmis à la caserne dans les trente secondes en utilisant l'ordinateur installé au poste de garde. [3]

- oblige, par le règlement de prévention incendie, les compagnies privées chargées de l'examen des systèmes de sécurité incendie dans les bâtiments à transmettre au Service de sécurité incendie une copie de leur rapport d'inspection et du suivi accordé aux modifications suggérées de même qu'aux correctifs requis lorsque des lacunes sont notées. [4]

Que la Ville de Montréal et toutes les villes du Québec :

- amendent leur règlement traitant de la prévention incendie, de façon à obliger les propriétaires des immeubles à logements à munir les salles de lavage et les cases de rangement de leur bâtiment de gicleurs automatiques. Un certain délai pourrait être accordé pour se conformer à cette nouvelle règle. [5]

Que la Régie du logement du Québec :

- ajoute, au bail type utilisé au Québec, une annexe contenant le plan d'évacuation existant et un constat par les locataires, à la signature du bail, du bon fonctionnement des détecteurs de fumée installés dans les appartements.[6]

Organisations/personnes visées :

Ville de Montréal
Toutes les villes du Québec
Régie du logement du Québec

Suivi des recommandations :

<u>Ville de Montréal</u>

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-10-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-10-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Régie du logement du Québec

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-06-27, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-01-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-01-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-01-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-313340 150936

Événement :

Un homme de 81 ans décède des suites d'une intoxication à l'oxyde de carbone dans l'incendie de sa résidence, à Saint-Hyacinthe.

Il est trouvé sans vie appuyé contre la porte d'entrée qui est munie d'une serrure à pêne dormant à cylindre double. Celle-ci nécessite l'usage d'une clé des deux côtés pour l'ouverture. Aucune clé ne s'y trouvait. De plus, il n'y avait pas de piles dans le détecteur de fumée.

Le Code national du bâtiment exige que les portes extérieures des habitations puissent « s'ouvrir de l'intérieur sans l'aide d'une clé, d'un mécanisme spécial ou d'une connaissance spécialisée ».

Recommandations :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- poursuive ses activités de sensibilisation et d'éducation au public concernant la sécurité incendie, notamment le bon usage des détecteurs d'incendie; [1]

- intègre dans ses activités de prévention un volet concernant le bon usage des serrures à pêne dormant et l'utilisation d'autres accessoires antieffraction pour les portes. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-316175 154569

Événement :

Un patient de 62 ans décède d'asphyxie dans un incendie survenu dans le fumoir de l'aile psychiatrique du Centre hospitalier de St. Mary.

L'homme est admis à l'hôpital en garde préventive. Il souffre de problèmes psychiatriques et de faiblesse généralisée. Il est fumeur et il doit être supervisé pour fumer. Selon les notes des infirmières, le patient a déjà échappé une cigarette sur lui et il a été incapable de la reprendre.

Le 6 octobre 2010, vers 9 h 15, une odeur de fumée flotte dans l'air de l'aile psychiatrique. On cherche la provenance jusqu'à ce qu'une alarme s'inscrive au tableau de l'unité et indique que le feu fait rage dans le fumoir. La fumée a envahi la pièce et il est impossible d'apercevoir quoi que ce soit par la fenêtre. Malgré plusieurs tentatives, personnes ne peut y entrer. Les pompiers sont appelés et ils découvrent la victime encore assise dans une causeuse, carbonisée.

Cet événement a fait l'objet d'une analyse approfondie par un comité du Centre hospitalier et plusieurs recommandations ont été faites.

Recommandation :

Que le Centre hospitalier de St. Mary :

- maintienne son échéancier de mesures et contrôle régulièrement l'application de celles-ci. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier de St. Mary

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier de St. Mary

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Intoxications

Avis/Dossier : A-309472 152464

Événement :

Un homme de 64 ans décède d'une défaillance cardiaque à la suite d'une intoxication au Dextrométhorphane.

L'homme souffrait de maladie bipolaire et prenait une lourde médication dont du Prozac. Le 4 avril 2011, il consulte son médecin de famille pour un état grippal. Le médecin lui prescrit du Biaxin et de continuer de prendre le sirop. Trois jours plus tard, l'homme est trouvé décédé à son domicile.

Il appert que l'association des médicaments Prozac, Biaxin et Dextrométhorphane peut causer un désordre chimique potentiellement mortel. De plus, selon le coroner, le Dextrométhorphane en vente libre en pharmacie constitue un danger pour la sécurité du public.

Recommandations :

Que l'Office des professions du Québec :

- modifie le règlement sur les conditions et modalités de vente des médicaments (L.R.Q., c. P-10, a 37.1) afin d'inclure le Dextrométhorphane et ses sels dans l'annexe II du même règlement. Cela aura pour conséquence de retirer cette substance des tablettes des pharmacies pour que seul le pharmacien en ait le contrôle. [1]

Que l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- invite ses membres à retirer volontairement les produits contenant du Dextrométhorphane de leurs étalages pour que seuls les pharmaciens en aient le contrôle, et ce, avant qu'un changement législatif éventuel l'oblige; [2]

- s'assure que tous les standards de la profession ont été atteints dans ce dossier particulièrement en ce qui a trait à l'étude pharmacologique du dossier présent. [3]

Que le Collège des médecins du Québec :

- sensibilise ses membres aux dangers de recommander/prescrire le Dextrométhorphane aux patients prenant un macrolide et un inhibiteur sélectif du recaptage de la sérotonine. [4]

Que le médecin traitant de ce patient :

- reçoive une copie de ce rapport. [5]

Organisations/personnes visées :

Ordre des pharmaciens du Québec
Collège des médecins du Québec
Ordre des professions du Québec
Médecin traitant

Suivi des recommandations :

Office des professions du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ordre des pharmaciens du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-22, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-05-22, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-02-29, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Médecin traitant

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-02-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Justice

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-01-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-01-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170663 142756

Événement :

Un homme de 42 ans travaillant comme intervenant dans un centre de désintoxication décède d'une intoxication médicamenteuse.

On a trouvé chez lui une boîte de métal contenant des médicaments non consommés par les résidents du centre et destinés au recyclage.

Recommandation :

Que le centre de désintoxication le Pavillon Alternatif inc. :

- mette les médicaments sous clé dans un endroit protégé et que l'accès soit réservé qu'à des personnes fiables. [1]

Organisation/personne visée :

Pavillon Alternatif inc.

Suivi de la recommandation :

Pavillon Alternatif inc.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312518 153591

Événement :

Un homme de 31 ans décède d'une intoxication au fentanyl à l'Établissement de détention de Sherbrooke.

L'homme avait des antécédents de toxicomanie. Le 19 juillet 2011, il enlève le timbre transdermique de fentanyl qui était collé sur la peau d'un nouveau détenu et lui lance un paquet de cigarettes en échange. Le nouveau détenu ne parle pas de cet incident. Pendant la nuit, l'homme est trouvé dans sa cellule sans signe de vie avec le timbre de fentanyl dans la bouche.

Le fentanyl est un analgésique et sédatif très puissant pour soulager les douleurs sévères, mais il est aussi utilisé comme drogue d'abus. De plus, le timbre est peu visible lorsqu'il est collé sur la peau et difficilement identifiable.

Recommandations :

Que tous les établissements de détention du Québec :

- évaluent la pertinence de ne plus prescrire de timbres transdermiques de fentanyl dans leurs établissements et remplacent cet analgésique par un analgésique d'efficacité équivalente, mais administré par voie orale. [1]

Que Santé Canada :

- publie ou fasse publier sur son site Internet ou sur le site des fabricants les photographies des timbres transdermiques en dehors de leur emballage et de leur pellicule protectrice et fasse ajouter ces informations à toutes les monographies canadiennes de timbres transdermiques de fentanyl; [2]

- évalue la possibilité de faire modifier l'apparence des timbres transdermiques contenant un opioïde afin qu'ils soient facilement identifiables une fois collés sur la peau. [3]

Que l'Institut national de santé publique du Québec :

- demande à son Laboratoire de toxicologie de réévaluer leurs méthodes analytiques de dépistage général et de dépistage des opioïdes pour y inclure le fentanyl, afin que celui-ci soit systématiquement recherché. [4]

Organisations/personnes visées :

Les établissements de détention du Québec
Santé Canada
Institut national de santé publique du Québec

Suivi des recommandations :

Santé Canada

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-26, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-26, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Institut national de santé publique du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-03-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-177505 **155172**

Événement :

Un homme de 91 ans décède d'une intoxication médicamenteuse à l'Hôpital de Papineau.

Le 3 décembre 2011, l'homme est admis à l'urgence pour douleurs intenses au dos. Il est vu le lendemain par l'urgentologue qui demande son admission. Le 5 décembre, le patient est trouvé inconscient avec présence de vomissements. On croit à une intoxication aux opiacés et on lui administre du Naxolone, ce qui donne aucun résultat. Son décès est constaté.

En révisant le dossier médical, les médecins ont constaté qu'il y avait eu erreur de médication. La liste des médicaments annexée au dossier médical appartenait à un autre patient qui s'est présenté au même moment à l'urgence.

Recommandations :

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre de santé et de services sociaux de Papineau :

- poursuive son enquête interne telle qu'elle est amorcée; [1]
- instaure un mécanisme de double vérification de la médication à prescrire initialement lors de l'arrivée d'un patient à l'urgence. [2]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Papineau

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de Papineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-07-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-07-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-173277 145827

Événement :

Une femme de 64 ans décède d'une anoxie cérébrale secondaire à un arrêt cardiorespiratoire à l'Hôpital de Hull.

La femme est transportée à l'Hôpital de Gatineau à la suite d'une chute d'une échelle. Les examens révèlent une fracture complexe des plateaux tibiaux et elle est transférée à l'Hôpital de Hull trois jours plus tard pour subir une opération. L'intervention chirurgicale s'est bien déroulée et elle est admise à sa chambre en fin de soirée. La femme a reçu plusieurs doses de morphine durant la journée. Il semble qu'on ait mal enregistré la prescription de l'orthopédiste en postopératoire et administré 7,5 mg de morphine au lieu des 2,5 à 5 mg prescrits.

L'état de la patiente s'est détérioré progressivement durant la nuit. Vers 4 h, elle tombe en arrêt cardiorespiratoire. Les manœuvres de réanimation sont entreprises et elle retrouve un pouls après 18 minutes. Personne ne lui a administré du Narcan pour contrer les effets des opioïdes. La patiente n'a jamais repris conscience et son décès est constaté le lendemain.

Recommandations :

Que la direction des soins infirmiers du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau - Hôpital de Hull :

- révise ce dossier et réitère auprès de son personnel l'importance de l'évaluation des paramètres de surveillance des opérés sous analgésiques narcotiques et de l'intervention clinique d'administration de Narcan au besoin; [1]

- réitère auprès de son personnel l'importance d'enregistrer avec rigueur les prescriptions médicales, particulièrement celles des opiacés; [2]

Que les départements médicaux et chirurgicaux du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau - Hôpital de Hull :

- révise ce dossier quant à la pertinence d'utiliser du Narcan lors d'arrêts cardiorespiratoires sur les étages. [3]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-08-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-08-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-08-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-08-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Noyades

Avis/Dossier : A-311291 149670

Événement :

Un homme de 33 ans se noie dans son bain à la résidence Garant-Envol du Centre Notre-Dame de l'Enfant (CNDE), à Sherbrooke.

L'homme souffrait entre autres d'une déficience intellectuelle grave et d'épilepsie. Pendant la période estivale, il réside deux semaines à la résidence. Le 9 août 2010, l'homme se réveille tôt. Une préposée se présente à sa chambre pour lui préparer un bain. Le résident ne reçoit pas sa médication, la préposée présume qu'il l'avait déjà eue. Elle l'aide à entrer dans le bain et quitte la pièce. Elle revient quinze minutes plus tard et trouve le résident inanimé, la tête dans l'eau de la baignoire. Les manœuvres de réanimation sont débutées, mais demeurent vaines.

Il appert qu'aucune note journalière sur la prise ou non de la médication n'est consignée au dossier des résidents.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie :

- évalue si les soins et les services offerts par le CNDE ont été adéquats compte tenu de l'état de santé et de la condition du résident. [1]

Que le Centre Notre-Dame de l'Enfant :

- mette en place un protocole de contrôle de la médication et s'assure que les intervenants en prennent connaissance et l'applique; [2]
- mette en place un protocole afin de s'assurer que les intervenants consultent les notes des usagers lorsqu'ils commencent leur quart de travail afin de leur fournir aide et assistance. [3]

Organisations/personnes visées :

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie
Centre Notre-Dame de l'Enfant

Suivi des recommandations :

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre Notre-Dame de l'Enfant

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-03-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-03-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers : A-170441 153628
A-170442 153629

Événement :

Deux frères de cinq et huit ans décèdent d'une asphyxie par noyade dans la rivière Ashuapmushuan, à Normandin.

Les deux enfants marchaient en compagnie de leur père sur le bord de la rivière, face à l'île aux Trembles. Des bancs de sable entourent l'île et le niveau d'eau est peu profond, quoique inégal. Soudainement, le père a perdu pied à l'entrée d'une fosse plus profonde et il s'est retrouvé avec de l'eau par-dessus la tête. L'homme a crié à sa conjointe de venir l'aider, mais dans la panique ils ont perdu de vue les deux garçons.

Les recherches ont été entreprises rapidement par des gens qui se trouvaient à proximité. Les deux enfants ont été trouvés quelques minutes plus tard, près de l'endroit où leur père avait failli se noyer. Ils ont été transportés par ambulance au Centre de santé et de services sociaux Maria-Chapdelaine où leurs décès ont été constatés.

Les enfants ne savaient presque pas nager et ils ne portaient pas de veste de flottaison.

Recommandation :

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- intègre la norme « Nager pour survivre » de la Société de sauvetage au programme scolaire des écoles primaires, afin que les enfants possèdent les compétences minimales pour faire face à une situation d'urgence dans l'eau. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi de la recommandation :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Société de sauvetage

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315181 152744

Événement :

Un homme de 51 ans décède d'une asphyxie par noyade après s'être jeté du pont Champlain, à Brossard.

L'homme souffre de dépression majeure. Quelques jours avant son décès, il consulte son médecin traitant à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont. À ce moment-là, il n'est pas suicidaire ni psychotique, mais il est très anxieux. Le médecin ajuste la médication en conséquence, compte tenu de l'état psychologique du patient.

L'homme s'enlève la vie une semaine plus tard.

Recommandation :

Que l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont :

- examine les soins prodigués à la victime afin de s'assurer qu'ils étaient optimaux et, au besoin, prenne les mesures nécessaires pour sauver des vies humaines. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Suivi de la recommandation :

Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314171 153831

Événement :

Un jeune homme de 17 ans décède d'une asphyxie par noyade dans la rivière Jacques-Cartier à Shannon

Le jeune homme était au parc municipal avec des amis. Ils décident de nager d'une rive à l'autre pour se rendre à la descente de bateaux. Nageant à contre-courant, la victime s'essouffle à mi-chemin. Ses amis tentent en vain de l'aider. Ceux-ci réussissent à atteindre une petite île et ils constatent que leur ami a disparu sous l'eau. Les secours sont appelés et arrivent rapidement sur les lieux. Le corps est repêché le lendemain par des plongeurs de la Sûreté du Québec.

La municipalité avait pris soin d'installer des panneaux de signalisation interdisant la baignade à cet endroit. Aucun des jeunes n'avait suivi de cours de natation ou pour survivre en milieu aquatique.

Recommandations :

Que la Municipalité de Shannon :

- installe du matériel de sauvetage aquatique (telles cordes, bouées, perches) à certains endroits le long de la rivière. [1]

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- parachève sans délai, l'implantation du cours « nager pour survivre » au primaire, et travaille à une mise à niveau au secondaire. [2]

Organisations/personnes visées :

Municipalité de Shannon
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi des recommandations :

Municipalité de Shannon

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-08-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314670 153971

Événement :

Un homme de 31 ans se noie dans la rivière Sainte-Anne à Saint-Casimir.

Le 13 août, accompagné de quelques amis, il se rend près du pont des Lefebvre pour faire de l'escalade sur les parois rocheuses de la rivière et aussi pour s'y baigner. Le niveau de la rivière est élevé et le courant est particulièrement fort à cet endroit. Une bouée de sauvetage, retenue à un arbre par une corde, est installée par le groupe pour permettre de regagner la rive à la suite d'un saut dans la rivière.

L'homme saute à l'eau à partir d'un escarpement rocheux d'environ 3 m de hauteur situé à côté du pont. Emporté par le courant de la rivière, il ne parvient pas à saisir la bouée, puis on le voit disparaître sous l'eau. Cinq jours plus tard, son corps est retrouvé à environ 2 km en aval du pont.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- prenne les mesures nécessaires afin de rendre le pont de la route des Lefebvre plus sécuritaire pour éviter qu'on ne saute de sa structure dans la rivière Sainte-Anne. Il appert qu'aviser les citoyens, à l'aide d'écriteaux, des dangers qui les guettent s'ils sautent du pont dans la rivière ne suffit pas à assurer la sécurité. [1]

Que la Ville de Saint-Casimir :

- prenne les mesures nécessaires afin de conscientiser les gens aux dangers potentiels liés aux sauts et à la baignade dans le secteur du pont de la route des Lefebvre et des escarpements rocheux situés à proximité, dans le but de rendre la pratique d'activités récréatives et de plein air dans ce secteur de la rivière Sainte-Anne plus sécuritaire. Il serait bénéfique d'aviser les gens qu'un décès par noyade y est survenu. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Ville de Saint-Casimir

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ville de Saint-Casimir

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-311800 149249

Événement :

Un homme de 37 ans décède d'une asphyxie par noyade lors de la pratique de la plongée sous-marine, au lac Cerf.

L'homme a plongé dans le lac pendant la nuit. Son ami, qui l'accompagnait, ne voyait plus le faisceau de la lampe de son équipement. Il s'est approché et il a trouvé le plongeur tourné de côté à la surface de l'eau. L'homme est transporté à l'hôpital, où son décès est constaté.

L'homme était sous l'influence de l'alcool et de la cocaïne. De plus, l'équipement de plongée était inadéquat et le plongeur ne détenait pas de certificat pour pratiquer ce sport.

Recommandation :

Que le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- ordonne à la Fédération québécoise des activités subaquatiques de lancer une importante campagne visant à publiciser la réglementation en vigueur au Québec liée à l'exercice de ce sport à haut risque. [1]

Organisation/personne visée :

Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi de la recommandation :

Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Fédération québécoise des activités subaquatiques

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Accidents médicaux ou chirurgicaux

Avis/Dossier : A-312380 153136

Événement :

Une femme de 76 ans décède de complications hémodynamiques à la suite d'un remplacement valvulaire aortique à l'Hôpital général juif de Montréal.

La femme présente des saignements en post-opératoire. Le lendemain de l'opération, on se rend compte que l'insertion de la valve n'avait pas été faite correctement et qu'une pièce métallique servant à son installation avait été oubliée dans l'organisme.

Elle décède treize jours après l'intervention.

Recommandation :

Que le directeur des Services professionnels de l'Hôpital général juif :

- revoie ce dosssier et formule des recommandations pratiques pour éviter des problèmes opératoires du même type. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital général Juif

Suivi de la recommandation :

Hôpital général Juif

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315535 154139

Événement :

Une femme de 67 ans décède d'un choc hypovolémique à l'urgence de l'Hôpital de Gatineau.

La femme avait subi une chirurgie pour un méningiome frontal et elle était traitée pour une leucémie chronique. Le 2 septembre 2011, la femme consulte à l'urgence de l'Hôpital de Gatineau pour des symptômes digestifs persistants et un état de faiblesse générale depuis plusieurs jours. La patiente est vue par le médecin qui note un abdomen souple et non douloureux. Un médicament antinauséeux et deux unités de plaquettes sanguines lui sont administrés.

Le médecin conclut à une asthénie non spécifique secondaire à sa maladie existante. Elle reçoit son congé le lendemain. À peine arrivée à son domicile, elle fait un arrêt cardio-respiratoire. Son décès est constaté à l'hôpital.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- revoie le dossier de la patiente. [1]

Que le Collège des médecins du Québec :

- revoie le dossier de la patiente. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-03-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312596 150226

Événement :

Un homme de 33 ans décède d'une arythmie maligne et encéphalopathie anoxique-ischémique secondaire à l'apnée du sommeil. L'investigation n'a pu confirmer s'il portait son appareil de ventilation.

L'homme se servait habituellement d'un appareil de ventilation à pression positive continue pour dormir. Au matin, sa conjointe le trouve sans vie dans son lit. L'appareil était alimenté par le réseau électrique par l'entremise d'un adaptateur à prises multiples. Des expertises ont été effectuées sur l'adaptateur et le ventilateur de l'appareil. L'appareil fonctionnait très bien, malgré un mauvais entretien, mais l'adaptateur présentait un risque de sécurité puisqu'une seule fiche offrait une force de rétention normale. Il aurait fallu que la rallonge électrique soit munie d'un disjoncteur afin de réduire les risques de surcharge et de surchauffe.

Par ailleurs, le coroner précise qu'il existe un programme national d'assistance ventilatoire donné par les inhalothérapeutes à domicile. Cette formation traite entre autres de la sécurité électrique de l'équipement.

Recommandations :

Que les fabricants d'appareils à ventilation à pression positive continue Fisher et Paykel Healthcare, Resmed, et Phillips Respironics :

- revoient leur manuel d'utilisation afin de réviser le volet sécurité pour y inclure une mise en garde concernant le branchement électrique dans les cas exceptionnels où les utilisateurs doivent se servir d'une rallonge adéquate, c'est-à-dire un disjoncteur. [1]

Que l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec et les fournisseurs/distributeurs d'appareil de ventilation à pression positive continue, nommément, Prévimed, Laboratoire Biron, OSR Médical, et VitalAire Canada :

- revoient leur façon d'infomer et leur formation pour sensibiliser davantage sur les dangers et les conséquences d'un mauvais branchement électrique en y précisant que toute rallonge devrait être munie d'un disjoncteur. [2]

Que Santé Canada :

- regarde de près l'utilisation de ces appareils et émette, si besoin, des directives ou une mise en garde en regard du volet sécurité, plus particulièrement l'utilisation d'une rallonge électrique adéquate et sécuritaire. [3]

Que l'Institut national de santé publique du Québec :

- se penche sur la prévalence de l'utilisation d'une rallonge électrique et prenne des actions appropriées (campagne de sensibiliation, guide d'information, etc.). [4]

Organisations/personnes visées :

Fisher et Paykel Healthcare
Resmed
Philips Respironics
Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec
Prévimed

Laboratoire Biron
OSR Médical
VitalAire Canada
Santé Canada
Institut national de santé publique du Québec

Suivi des recommandations :

Fisher et Paykel Healthcare

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Resmed

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Philips Respironics

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-06-04, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-04-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Prévimed

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-15, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Laboratoire Biron

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-11-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

OSR Médical

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

VitalAire Canada

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Santé Canada

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-27, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Institut national de santé publique du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-05-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Avis/Dossier : A-317288 155741

Événement :

Une femme de 84 ans décède d'une défaillance respiratoire à la suite d'un remplacement de cathéter à l'Hôpital de Hull.

La femme est admise à l'hôpital pour des douleurs rétrosternales et un œdème pulmonaire. Pendant l'investigation, les médecins décident de procéder à un cathétérisme cardiaque. Lors de l'intervention, la patiente présente une toux soudaine avec hémoptysie importante. L'équipe médicale conclut à une déchirure d'une branche distale de l'artère pulmonaire chez une patiente âgée en hypertension artérielle. Malgré une réanimation intensive, l'état de la patiente ne cesse de se détériorer. Son décès est constaté plusieurs jours après l'intervention.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- revoie le dossier de la patiente et l'achemine au comité approprié. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-308231 153143

Événement :

Une femme de 64 ans décède d'une anoxie cérébrale à la suite de complications médicales induites par l'administration de morphine à l'Hôpital de Hull.

Le 6 juin 2011, la femme consulte le service d'orthopédie à la suite d'un diagnostic d'une fracture de l'humérus. Une chirurgie est prévue le lendemain. Le 7 juin 2011, la patiente est admise au centre de chirurgie d'un jour. L'orthopédiste prescrit verbalement de la morphine et un antinauséeux. La morphine est administrée à la patiente, sans qu'aucun suivi infirmier soit effectué après.

La chirurgie prévue est remise au lendemain, car le chirurgien de garde opte pour un autre type d'opération. L'état de santé de la patiente ne lui permet pas de retourner chez elle. Elle souffre, entre autres, d'obésité et d'apnée du sommeil. Elle est admise en médecine générale et non en orthopédie, sinon elle devra être dirigée vers les urgences. À son arrivée à l'étage, elle présente un délirium. Le 8 juin 2011, l'état de la patiente se détériore et elle est transférée aux soins intensifs. Le médecin, qui l'évalue, attribue son état de conscience à l'effet prolongé de la morphine chez une personne présentant des problèmes de santé. Le lendemain, son décès est constaté.

Recommandations :

Que le conseil des infirmières et infirmiers du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- révise la qualité de l'acte infirmier dans ce dossier, particulièrement au secteur de la chirurgie d'un jour, le 7 juin 2011, quant à l'absence apparente de tout suivi après l'administration de morphine sous-cutanée. [1]

Que le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- révise la qualité de l'acte médical dans ce dossier, particulièrement le 7 juin 2011, quant au transfert « forcé » en médecine générale (à défaut de quoi, on allait envoyer madame à la salle d'urgence pour être évaluée par le médecin d'urgence), malgré un diagnostic déjà bien établi et un plan de traitement bien précis (prothèse) ainsi qu'une prise en charge par le chirurgien orthopédique plus tôt ce jour-là. [2]

Que la direction des services professionnels et des affaires médicales du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- mette en place un service de garde 24/7 en médecine interne à l'Hôpital de Hull; [3]

- précise qui est autorisé à demander une autopsie (médecin traitant et/ou famille). Si l'accord de la famille est obligatoire ou facultatif. Si cette demande d'autopsie doit être obligatoirement remplie par le service de pathologie du CSSSG Hull (c'est-à-dire procéder à l'autopsie), ou si le service de pathologie peut refuser de le faire. Si le service de pathologie refuse, quels sont les motifs acceptables (ou pas) pour motiver le refus. Si le service de pathologie ne peut procéder à l'autopsie, quels seront les moyens employés par l'hôpital de Hull pour effectuer l'autopsie ailleurs qu'au CSSSG Hull. Qui est autorisé à recevoir une copie du résultat d'autopsie (famille et/ou médecin traitant) ; [4]

- établisse des directives à cet effet afin qu'une meilleure connaissance des causes médicales de décès mène vers une plus grande qualité dans les soins entraînant alors, une meilleure protection de la vie humaine et fasse part de ces directives aux membres du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement et au personnel administratif (service d'accueil, service d'archives, coordonnateurs médicaux et infirmiers). [5]

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- révise le dossier de la patiente pour la qualité de l'acte infirmier, particulièrement au secteur de la chirurgie d'un jour, le 7 juin 2011 quant à l'absence apparente de tout suivi infirmier après l'administration de morphine sous-cutanée. [6]

Que le Collège des médecins du Québec :

- révise la qualité de l'acte médical dans ce dossier, particulièrement le 7 juin 2011, quant au transfert « forcé » en médecine générale, à défaut de quoi on allait envoyer madame à la salle d'urgence pour être évaluée par l'urgentologue, malgré un diagnostic déjà bien établi et un plan de traitement bien précis (prothèse) ainsi qu'une prise en charge par le chirurgien orthopédique plus tôt ce jour-là. [7]

Organisations/personnes visées :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Collège des médecins du Québec
Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-07-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-07-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-07-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-07-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-04-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2012-04-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2012-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2012-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312884 151990

Événement :

Un homme de 84 ans décède d'un choc hémorragique à la suite d'un débranchement de la tubulure lors d'un traitement d'hémodialyse à l'Hôpital de la Cité-de-la-Santé de Laval.

En novembre 2010, l'homme commence des traitements d'hémodialyse pour une insuffisance rénale chronique. Selon le formulaire du service de dialyse, il est inscrit *pas de code de réanimation cardiorespiratoire*. En février 2011, le patient se présente à son rendez-vous, un pansement est fait au site du cathéter et il n'y a aucune perte de sang. Pendant le traitement, le patient se plaint de douleurs à la poitrine et de difficultés respiratoires. Quelques minutes plus tard, l'infirmière constate qu'il saigne et que la tubulure est déplacée. L'infirmière réinstalle la tubulure et les manœuvres de réanimation sont entreprises. Les manœuvres demeurent vaines et le décès est constaté.

Il appert que deux autres incidents se sont produits en janvier lors des traitements d'hémodialyse.

Recommandations :

Que le Comité de l'évaluation de l'acte de la Cité-de-la-Santé de Laval :

- procède à l'évaluation et analyse les actes médicaux posés le 23 février 2011 dans le présent dossier en regard des normes fixées par l'établissement et que son analyse et ses recommandations, s'il en est, soient transmises au Comité exécutif du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement qui prendra les mesures nécessaires, s'il y a lieu. [1]

Que le service d'hémodialyse de la Cité-de-la-Santé de Laval :

- révise tous les rapports incidents/accidents les concernant afin de définir les priorités d'actions pour améliorer le service et leur impact. [2]

Organisation/personne visée :

Cité-de-la-Santé de Laval

Suivi des recommandations :

Cité-de-la-Santé de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-07, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-07, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315574 154949

Événement :

Un homme de 50 ans décède des suites d'une déchirure iatrogénique du diaphragme et du foie lors de l'insertion d'un drain thoracique au Centre hospitalier de LaSalle.

L'investigation du coroner a démontré plusieurs lacunes lors de l'intervention. Notamment, les paramédicaux n'ont pas appliqué un protocole d'évaluation qui aurait permis à l'homme d'être admis directement dans un centre hospitalier de traumatologie. Par ailleurs, la procédure d'insertion du tube thoracique droit n'a pas été réussie à la salle d'urgence et le délai pour le transport ambulancier interhôpitaux a été trop long.

Recommandations :

Que le Service de la qualité des soins et des normes professionnelles de l'Association des centres d'urgence 9-1-1 du Québec :

- s'assure que le personnel applique les protocoles déjà établis. [1]

Qu'Urgences-santé :

- s'assure que tous les paramédicaux calculent l'IPT (indice préhospitalier de traumatologie) pour tout patient âgé de 15 ans ou plus afin de bien déterminer si la victime doit être transportée dans un centre de traumatologie. [2]

Que le directeur des services professionnels du Centre hospitalier de LaSalle et le Collège des médecins du Québec :

- revoient la qualité des soins prodigués au patient lors de cette courte hospitalisation. [3]

Que la Direction des soins infirmiers du Centre hospitalier de LaSalle et Urgences-santé :

- apprécient ensemble les délais du transfert interhôpitaux. [4]

Organisations/personnes visées :

Association des centres d'urgence 9-1-1 du Québec
Urgences-santé
Centre hospitalier de LaSalle
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Association des centres d'urgence 9-1-1 du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Urgences-santé

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-05-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre hospitalier de LaSalle

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-04-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315501 157134

Événement :

Une femme de 72 ans décède d'une subocclusion intestinale au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) du Chevalier-de Lévis, à Longueuil.

La femme résidait au CHSLD depuis l'été 2009 pour une perte d'autonomie et un risque élevé de chute. Le 6 novembre 2011, la résidente fait une chute. Elle reçoit de la morphine pour soulager ses douleurs. Les opiacés provoquent des problèmes sévères de constipation. Cinq jours plus tard, son état se détériore et son décès est constaté.

Le CHSLD possédait une ordonnance collective relative au traitement des problèmes d'élimination intestinale. Il semble que cette ordonnance n'ait pas été appliquée lors de l'épisode de constipation.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher :

- prenne les dispositions nécessaires pour que les infirmières de son établissement comprennent l'importance d'utiliser sans délai l'ordonnance collective 37640182 pour les patients qui reçoivent des opiacés. [1]

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- évalue la qualité des soins prodigués à la résidente au CHSLD du Chevalier-De Lévis durant les semaines précédant son décès. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-13, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-06-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312916 152951

Événement :

Une femme de 72 ans décède d'une décompensation multifactorielle de la fonction cardiorespiratoire à la Cité-de-la-Santé de Laval.

La femme est transportée à l'hôpital pour des symptômes de dyspnée et une toux sèche. Elle présente un taux de saturation bas et de l'oxygène lui est administré. Le médecin ne comprend pas la désaturation aiguë, malgré l'apport d'oxygène. Une consultation en pneumologie est demandée. Le lendemain matin, la patiente est trouvée sans vie. Un préposé constate alors que la tubulure n'était pas branchée sur l'oxygène, mais bien sur l'air médical.

Il appert qu'aucun inhalothérapeute n'a été avisé du traitement à administrer à la patiente pendant son hospitalisation.

Recommandations :

Que la Cité-de-la-Santé de Laval :

- réserve aux inhalothérapeutes les tâches d'installation et de branchement des équipements d'oxygénothérapie, et que tout branchement ou rebranchement par un autre membre du personnel leur soit signalé afin qu'ils puissent s'assurer que cette action est conforme aux ordonnances médicales; [1]

- inscrive sur un formulaire autre que le formulaire général d'ordonnances médicales les ordonnances ou traitements d'inhalothérapie prescrits et le transmette sans délai à l'inhalothérapeute. [2]

Organisation/personne visée :

Cité-de-la-Santé de Laval

Suivi des recommandations :

Cité-de-la-Santé de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-06-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-06-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-06-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-06-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314115 153723

Événement :

Un homme de 48 ans décède d'embolies pulmonaires lors de sa sortie du Centre hospitalier régional de Lanaudière.

L'homme souffre d'une néoplasie du rectum. Il subit une chirurgie pour une résection du colon. L'opération s'est bien déroulée. L'homme reçoit son congé après son hospitalisation. Le lendemain, il s'effondre en descendant les escaliers devant l'hôpital. Malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté.

Il appert que le patient avait reçu des injections d'héparine pour la prévention des embolies, mais aucun bas élastique n'avait été prescrit. De plus, le dossier médical indique plusieurs épisodes de désaturation en oxygène.

Recommandation :

Que le comité de l'évaluation de l'acte médical du Centre hospitalier régional de Lanaudière :

- étudie le dossier de ce patient. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier régional de Lanaudière

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier régional de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-318047 158697

Événement :

Un homme de 53 ans décède de complications médicales à la suite de l'installation du tube à gavage à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus, à Québec.

L'homme est admis à l'hôpital à la suite de graves brûlures subies lors de l'explosion d'une bonbonne de propane. Environ deux semaines après son admission, on lui installe un tube d'alimentation entérale. Le tube est mis dans la bronche souche gauche au lieu de l'œsophage. L'état du patient se détériore et son décès est constaté.

Recommandation :

Que le Collège des médecins du Québec, l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec et l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec :

- analysent le présent dossier et prennent toutes les mesures qu'ils jugeront appropriées. [1]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec

Suivi de la recommandation :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Autres décès accidentels

Avis/Dossier : A-314991 153320

Événement :

Un homme de 47 ans décède des suites d'une malnutrition sévère, à Gatineau.

En octobre 2010, un policier se rend au domicile de l'homme à la suite d'un appel d'un membre de la famille inquiet de ne pas avoir de réponse. À la suite de sa visite, le policier a communiqué avec le Centre 24/7. L'employé ayant pris l'appel n'a pas ouvert de dossier duquel, aucun suivi n'a été fait.

L'homme méditait continuellement. Il refusait de manger depuis quelques mois et buvait très peu. Il refusait toute aide et ne consultait aucun médecin. Le 1er juillet 2011, il est trouvé sans vie chez lui.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais :

- donne les moyens au Centre 24/7 pour l'acquisition d'un logiciel permettant l'ouverture automatique d'un dossier pour tout appel entrant, évitant ainsi qu'une telle situation se reproduise; [1]

- soutienne les activités du Centre 24/7 de façon à assurer une meilleure stabilité du personnel (le mouvement fréquent de personnel affecté aux

appels est un des facteurs potentiellement identifiables pour expliquer la non-ouverture d'un dossier); [2]

- publicise davantage, auprès de la population, les services du Centre 24/7. [3]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Suivi des recommandations :

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-06-29, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-06-29, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-06-29, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-05-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Suicides, homicides
Suicides

Avis/Dossier : A-311945 151246

Événement :

Un homme de 25 ans saute du pont de Québec et décède d'un polytraumatisme.

Selon les enregistrements vidéo des caméras de surveillance du pont, une personne, pouvant correspondre à la victime, marche seule vers le pont, traverse les voies et se dirige vers le point de chute présumé. Il est trouvé décédé le lendemain au pied d'un pilier.

Une présence accrue de caméras aurait peut-être permis d'apercevoir précocement la victime afin d'intervenir auprès d'elle.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- augmente le nombre de caméras de surveillance sur la structure du pont de Québec. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314933 154192

Événement :

Un homme de 19 ans décède d'une asphyxie par pendaison, à Beauceville.

Le 30 août 2011, l'homme consulte à l'urgence du Centre de santé et de services sociaux du Granit pour une détérioration de son état mental. Selon le dossier médical, le risque suicidaire ne semble pas avoir été évalué.

Le 7 septembre 2011, les membres de sa famille voyant que son état ne s'améliorait pas, conviennent avec lui de consulter de nouveau. Le lendemain, il est trouvé pendu dans une cabane à sucre.

Recommandation :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical du Centre de santé et de services sociaux du Granit :

- évalue le dossier médical du patient afin de s'assurer que tous les standards de qualité ont été atteints et, à défaut, de faire les recommandations appropriées au membre du service d'urgence de l'établissement. Ce comité devra établir la pertinence de proposer une grille d'évaluation du risque suicidaire à l'urgence de cet établissement. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux du Granit

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux du Granit

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312860 151498

Événement :

Un homme de 44 ans décède d'un choc hémorragique après s'être lacéré l'artère brachiale à son domicile.

Le 10 janvier 2011, l'homme est transporté à l'urgence de la Cité-de-la-Santé de Laval pour une tentative de suicide par intoxication médicamenteuse. Il est mis en observation et un couteau est trouvé sur lui. Selon l'évaluation du psychiatre, le patient présente des troubles de personnalité, mais n'est pas psychotique. Il obtient son congé en soirée.

Trois jours plus tard, son colocataire le trouve gisant ensanglanté par terre. Il est transporté à l'hôpital, où malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté.

Recommandation :

Que la Cité-de-la-Santé de Laval :

- transmette le dossier du patient du 10 janvier 2011 au comité de l'évaluation de l'acte afin qu'il évalue et analyse les actes médicaux et, sans restreindre la portée de ce qui suit, plus précisément la pertinence du congé en psychiatrie dans la présente affaire en regard des normes fixées par l'établissement, que son analyse et ses recommandations, s'il en est, soient transmises au comité exécutif du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement qui prendra les mesures nécessaires, s'il y a lieu. [1]

Organisation/personne visée :

Cité-de-la-Santé de Laval

Suivi de la recommandation :

Cité-de-la-Santé de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312929 153513

Événement :

Un homme de 35 ans décède d'une asphyxie par noyade dans la rivière des Prairies, à Laval.

L'homme souffre d'alcoolisme sévère. Dans la journée du 23 juin 2011, il est admis à deux reprises à l'Hôpital Royal Victoria pour intoxication à l'alcool. Il est gardé en observation pour la nuit et il est libéré tôt le lendemain matin. Vers 11 h 30, les policiers le ramènent à l'urgence de l'hôpital, car il manifeste des idées suicidaires. Il est évalué en psychiatrie et il reçoit son congé le lendemain après avoir été revu par le psychiatre. L'homme accepte de se rendre à un refuge que lui trouveront les services sociaux de l'hôpital.

Le 28 juin, des plaisanciers aperçoivent son corps flottant sur la rivière des Prairies.

Recommandation :

Que les services sociaux de l'Hôpital Royal Victoria :

- révisent le présent dossier, notamment en s'interrogeant sur les services qui ont été rendus et sur les possibilités d'améliorer les services offerts à leur clientèle future les jours de congé férié. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Royal Victoria

Suivi de la recommandation :

Hôpital Royal Victoria

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-175667 150059

Événement :

Un homme de 37 ans décède d'une polyintoxication médicamenteuse.

L'homme souffre de schizophrénie. Se sentant moins bien ces derniers temps, il voulait être hospitalisé. La secrétaire de son psychiatre lui a suggéré de se présenter à l'urgence ou de rappeler le lendemain pour parler au médecin.

Il est trouvé sans vie quelques jours plus tard, avec des contenants de médicaments et de stupéfiants à ses côtés.

Recommandation :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical du Centre de santé et de services sociaux de Manicouagan :

- révise ce dossier étant donné que la victime avait communiqué avec le bureau de son psychiatre peu de temps avant son décès. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Manicouagan

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Manicouagan

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-16, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315320 153423

Événement :

Un homme de 44 ans se suicide par pendaison à l'Hôpital Louis-H. Lafontaine.

L'homme était hospitalisé pour une dépression majeure. Le 5 juillet 2011, le patient ne se présente pas à la salle à manger pour son déjeuner. Un préposé se rend à sa chambre et le trouve pendu dans le placard avec un gilet autour du cou.

Le suicide du patient a fait l'objet d'une analyse de la direction de la gestion des risques et a été la source de plusieurs propositions et recommandations visant à rendre l'unité plus sécuritaire. En attendant les rénovations, les placards des chambres ont été verrouillés.

Recommandation :

Que l'Hôpital Louis-H. Lafontaine :

- complète le plus rapidement possible les travaux afin d'améliorer la sécurité de ses unités psychiatriques. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Louis-H. Lafontaine

Suivi de la recommandation :

Hôpital Louis-H. Lafontaine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312891 152172

Événement :

Une adolescente de 15 ans se suicide par pendaison au campus Sainte-Agathe-des-Monts du Centre jeunesse des Laurentides.

L'adolescente était suivie en pédopsychiatrie pour des problèmes de santé mentale et des idées suicidaires. Elle en était à son 2e séjour à cette unité du Centre jeunesse. Elle est trouvée pendue dans sa chambre par un intervenant venu la chercher pour son transport vers l'école.

Recommandation :

Que le Centre jeunesse des Laurentides :

- révise sa façon de faire dans la protection d'un jeune qui est confié à un centre de réadaptation pour idéations suicidaires afin d'assurer une surveillance continuelle, particulièrement la nuit, tout en respectant son droit à l'intimité et ses autres droits. [1]

Organisation/personne visée :

Centre jeunesse des Laurentides

Suivi de la recommandation :

Centre jeunesse des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314894 156689

Événement :

Un homme de 26 ans décède d'asphyxie par pendaison à son domicile.

L'homme vit des problèmes personnels. Il consulte à une clinique sans rendez-vous. Le médecin l'envoie pour un suivi en psychologie au Centre local de services communautaires (CLSC).

Il appert que la demande de suivi a été laissée au patient et qu'elle n'a jamais été transmise au CLSC.

Recommandations :

Que la Clinique médicale Chaudière :

- avise le médecin traitant de télécopier lui-même la demande de suivi au CLSC. [1]

Que le CLSC Saint-Georges :

- avise le médecin de la réception de sa demande. [2]

Organisations/personnes visées :

Clinique médicale Chaudière
CLSC Saint-Georges

Suivi des recommandations :

Clinique médicale Chaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-31, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

CLSC Saint-Georges

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-07-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-07-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314931 153920

Événement :

Un homme de 53 ans décède d'embolies pulmonaires massives à la suite d'une chute d'une galerie, à Saint-Georges.

L'homme souffrait d'un trouble schizoaffectif sévère. Il était sous la responsabilité du Centre de réadaptation en déficience intellectuelle Chaudière-Appalaches (CRDI).

Le 26 juillet 2011, l'homme est transféré temporairement dans une ressource intermédiaire contre l'avis médical de l'équipe traitante. Deux jours plus tard, le résident se jette du haut de la galerie. Il est transporté à l'urgence de l'Hôpital de Saint-Georges de Beauce où le médecin diagnostique des fractures du talon. Le patient est transféré à l'unité de psychiatrie de l'Hôtel-Dieu de Lévis. Le 8 août, un rapport radiologique est télécopié à l'équipe traitante et démontre une fracture du col fémoral, non prise en charge. Le patient est opéré, mais son état se détériore rapidement. Son décès est constaté.

Il appert que l'homme a été orienté vers une ressource inappropriée pour son état.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- révise tous les dossiers des patients anciennement désignés « programme 12 » ou « RAC 3b » pour y dépister ceux, qui, comme ce patient auraient besoin d'un encadrement de type Ressource Assistance Continue (RAC). Cette révision devra se faire non seulement par l'étude des dossiers, mais par la participation active de ressources médicales pertinentes. Dans l'éventualité où des personnes visées par la présente devaient être réorientées, toutes les mesures immédiates intérimaires devraient alors être offertes pour assurer leur sécurité. [1]

Que le Centre de réadaptation en déficience intellectuelle Chaudière-Appalaches :

- révise la barrière architecturale de la ressource intermédiaire concernée afin de s'assurer de la sécurité de la balustrade de sa galerie; [2]

- mette en place des écritures quotidiennes concernant le comportement, l'évolution clinique, et toute observation pertinente dans un dossier consultable par les divers intervenants en temps réel. Cela aura pour mérite de faciliter la transmission d'informations. [3]

Que le Curateur public :

- révise tous les dossiers de désinstitutionnalisation au Québec, particulièrement ceux des cinq dernières années, afin d'y dépister des cas similaires à celui du dossier présent, et d'y apporter les correctifs et réorientations nécessaires. Cette révision devra se faire non seulement par l'étude des dossiers, mais aussi par la participation active de ressources médicales pertinentes. [4]

Que le comité d'évaluation de l'acte médical du Centre de santé et de services sociaux de Beauce :

- évalue le dossier médical du patient pour s'assurer que tous les standards de qualité ont été atteints dans ce dossier. Ce comité devra s'interroger sur la façon de contrer l'erreur humaine d'interprétation des films radiologiques à l'urgence, par une interprétation rapide du radiologiste, et de mettre en place, le cas échéant, une procédure de rappel plus diligente. Ce comité devra donner son avis sur le délai entre le diagnostic de fracture de la hanche et l'intervention chirurgicale finale pour le réduire. [5]

Que la direction du programme de santé mentale du Centre de santé et de services sociaux des Etchemins :

- reçoive une copie du présent rapport. [6]

Organisations/personnes visées :

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches
Curateur public
Centre de santé et de services sociaux de Beauce
Centre de santé et des services sociaux des Etchemins
Centre de réadaptation en déficience intellectuelle Chaudière-Appalaches

Suivi des recommandations :

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Curateur public

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-11-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre de santé et de services sociaux de Beauce

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre de santé et des services sociaux des Etchemins

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-07-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-07-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-07-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-316188 154990

Événement :

Une femme de 52 ans décède d'une intoxication à l'oxyde de carbone.

Elle est trouvée inerte dans une voiture stationnée sur un terrain privé. Un système relie le tuyau d'échappement du véhicule à l'habitacle. Son décès est constaté sur place.

Deux jours auparavant, la femme est admise à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal pour une tentative de suicide. Une garde préventive est ordonnée et elle est transférée au Pavillon Albert-Prévost. Elle est mise sous surveillance étroite.

Le coroner souligne que la tenue du dossier médical est déficiente, puisque l'état de la patiente à risque suicidaire et à risque de fugue n'est nullement documenté. Malgré des recherches intensives, il est impossible de savoir quand et par qui a été signé son congé alors qu'elle était en garde préventive.

Recommandation :

Que l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal :

- revoie ce dossier et prenne les mesures qui seront opportunes afin qu'une telle situation ne se reproduise plus. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Suivi de la recommandation :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-176484 154478

Événement :

Un homme de 49 ans, incarcéré à l'Établissement de détention de Rimouski, se suicide par pendaison.

Il était suivi par le médecin de l'établissement de détention pour un diagnostic de dépression majeure avec des idées suicidaires, sans plan. Quelques semaines avant son décès, il avait partagé ses idées et plans suicidaires avec des codétenus, mais ces informations n'ont pas été transmises au service de santé de l'établissement.

Le milieu carcéral présente un risque plus élevé de suicide que la population générale. Le suivi étroit d'une personne à risque suicidaire fait partie des bonnes pratiques en prévention du suicide et est reconnu comme efficace. Un programme de sentinelles pour la prévention du suicide existe dans l'ensemble du Bas-Saint-Laurent, mais il n'est pas disponible à cet établissement.

Recommandations :

Que l'Établissement de détention de Rimouski, le Centre de santé et de services sociaux Rimouski-Neigette et le Centre de prévention du suicide du Bas-Saint-Laurent :

- évaluent la mise en place d'un programme de sentinelles en milieu carcéral, notamment à l'Établissement de détention de Rimouski; [1]

- mettent en place auprès des détenus un programme de sensibilisation aux conséquences d'un geste suicidaire et aux ressources existante auxquelles ils peuvent avoir accès; [2]

- révisent le suivi étroit des personnes à risque suicidaire afin qu'il soit adapté pour un établissement de détention, et que ce programme soit appliqué auprès des détenus qui correspondent aux critères permettant d'avoir accès à ce service. [3]

Organisations/personnes visées :

Établissement de détention de Rimouski
Centre de santé et de services sociaux Rimouski-Neigette
Centre de prévention du suicide du Bas-Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-02, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-11-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-11-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre de santé et de services sociaux Rimouski-Neigette

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre de prévention du suicide du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315195 153483

Événement :

Un homme de 40 ans décède d'asphyxie par pendaison à son domicile, à Varennes.

L'homme vivait des problèmes personnels et financiers. Peu de temps avant son décès, il avait confié à un voisin ses idées suicidaires. Ce dernier a tenté de l'aider selon ses propres moyens. Il semble que le voisin n'ait pas communiqué avec un centre de prévention du suicide pour que l'homme obtienne l'aide nécessaire.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- sensibilise le public, par les moyens qu'il jugera adéquats, à l'importance et à l'acceptabilité de faire appel aux centres de prévention du suicide lorsqu'une personne confie des idées suicidaires à une autre qui n'est ni un proche, ni un ami. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-309882 155164

Événement :

Une jeune femme de 22 ans se suicide par pendaison à son domicile.

La jeune femme souffrait de problèmes psychiatriques. Elle avait été hospitalisée récemment pour une tentative de suicide, mais elle semblait bien fonctionner depuis son congé de l'hôpital.

Elle est trouvée pendue, par son père, lors de son retour à la maison.

Recommandation :

Que le département du Centre de santé et de services sociaux de Lac-Saint-Jean-Est :

- analyse les actes médicaux posés et fasse, s'il y a lieu, au conseil des médecins, dentistes et pharmacies puis au conseil d'administration toutes les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins d'assurer la sécurité en pareilles circonstances. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Lac-Saint-Jean-Est

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Lac-Saint-Jean-Est

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay—Lac-Saint-Jean

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-178163 153604

Événement :

Un homme de 76 ans se suicide par pendaison à son domicile.

À leur arrivée, les ambulanciers ont libéré la victime du lien qui la retenait à la poutre du bâtiment. Ils n'ont effectué aucune manœuvre de réanimation respectant les volontés exprimées par l'homme et qui leur sont transmises verbalement par les membres de la famille présents sur les lieux.

Recommandation :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec :

- révise sur une base périodique les dossiers d'intervention du personnel ambulancier afin de s'assurer que ses membres ont bien intégré et compris les directives contenues au protocole d'intervention clinique établies à leur intention. [1]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Suivi de la recommandation :

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-180451 158423

Événement :

Un homme de 59 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une chute d'un balcon, à Laval.

L'homme est hospitalisé à l'Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal après avoir fait des tentatives de suicide. Pendant son hospitalisation, l'évolution du patient est favorable. On lui permet des sorties accompagnées à l'extérieur de l'hôpital. L'homme se rend à son domicile avec un proche. À son arrivée, il tente de se jeter par la fenêtre. On décide d'aller à la piscine de l'immeuble pour lui changer les idées. L'homme donne un prétexte et il sort de la piscine. Il est trouvé sans vie après avoir chuté d'un balcon de l'édifice.

Recommandation :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical, pharmaceutique et dentaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal :

- établisse un protocole sur les congés temporaires et s'assure que les membres de la famille du patient ayant un tel congé sachent comment réagir devant une telle situation. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Suivi de la recommandation :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-13, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-317420 158305

Événement :

Un homme de 53 ans décède d'asphyxie par pendaison, à Granby.

L'homme vivait des problèmes personnels. Le 10 août 2012, il est trouvé pendu à un arbre. Les services d'urgence sont demandés. On tente des manœuvres de réanimation, mais ces dernières sont cessées. Le décès est constaté à l'hôpital.

Il semble qu'il y a eu une discussion de protocole d'intervention sur l'arrêt des manoeuvres de réanimation.

Recommandation :

Que les Services préhospitaliers de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie :

- revoie les détails de leur intervention dans ce dossier et apporte les précisions nécessaires. [1]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Suivi de la recommandation :

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Homicides

Avis/Dossier : A-315379 153080

Événement :

Un homme de 40 ans est décédé des suites d'un traumatisme par arme à feu lors d'une intervention policière à Montréal.

Les policiers ont reçu un appel concernant un homme armé d'un couteau qui éventrait les sacs de poubelles et répandait les ordures sur la rue. Selon les informations obtenues lors de l'appel, l'homme semblait troublé mentalement. Quatre policiers sont intervenus auprès de lui, ils lui ont donné l'ordre, à plusieurs reprises, de lâcher le couteau, mais il ne coopérait pas. Ils ont tenté de le neutraliser avec du poivre de Cayenne, sans succès. L'homme s'est alors élancé en direction des policiers; deux d'entre eux ont fait feu. Atteint par une balle, l'homme s'est effondré au sol, il a été transporté à l'hôpital. En dépit des efforts de l'équipe médicale, son décès a été constaté. De plus, lors de cette intervention policière, une balle a ricochée au sol pour atteindre mortellement un piéton qui passait par hasard à cet endroit.

L'homme avait une longue histoire de troubles mentaux. Il n'a jamais reconnu son trouble de personnalité, il a toujours refusé d'entreprendre une psychothérapie et de prendre une médication.

Recommandations :

Que le ministre de la Santé et des Services sociaux, en collaboration avec l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- mettent en place des services psychosociaux adaptés pour que les personnes atteintes de problèmes de santé mentale ou de toxicomanie bénéficient dans la communauté du suivi et des services de l'intensité et du type correspondant à leur situation et pour que l'arrimage entre les services de première ligne et les services spécialisés fassent l'objet d'une coordination soutenue et rigoureuse; [1]

- accroissent les équipes mobiles d'intervenants spécialisés pour soutenir les policiers et les patrouilleurs qui interviennent auprès des personnes en situation d'itinérance ou des personnes qui ont un problème de santé mentale ou de toxicomanie afin d'éviter la judiciarisation des personnes ayant des troubles mentaux; [2]

Que l'École nationale de police du Québec :

- poursuive ses recherches afin de proposer, le cas échéant, de nouvelles stratégies et tactiques policières spécifiques à l'intervention auprès de personnes violentes et en situation de crise; [3]

- actualise les standards de requalification en matière de tir pour les policiers, en tenant compte de la dynamique d'une confrontation armée, et ce, pour consolider leurs capacités à réagir sous stress; [4]

Que le Service de police de la Ville de Montréal :

- équipe plus d'agents et de véhicules de patrouille d'armes intermédiaires comme l'arme à impulsion électrique, tout en s'assurant de politiques d'utilisation rigoureuses ainsi que de l'obligation d'appeler une ambulance dès que la possibilité d'utiliser une arme à impulsion électrique est soulevée; [5]

- prenne les mesures nécessaires pour que son personnel policier bénéficie des meilleurs conditions d'entraînement au tir, incluant le tir en situation de stress, sous la forme de sessions d'entraînement auxquelles la participation obligatoire minimale est déterminée pour respecter les normes en vigueur quant à la fréquence et à l'intensité et que le tout soit fait dans des conditions optimales. [6]

Organisations/personnes visées :

Ministre de la Santé et des Services sociaux
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
École nationale de police du Québec
Service de police de la Ville de Montréal

Suivi des recommandations :

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

École nationale de police du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Service de police de la Ville de Montréal

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-11-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-11-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-11-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2012-11-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2012-11-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Causes naturelles
Décès naturels

Avis/Dossier : A-309465 152042

Événement :

Un homme de 77 ans décède d'un anévrisme artérosclérotique rupturé de l'aorte abdominale.

L'homme était connu porteur d'un anévrisme depuis novembre 2009. Il était suivi régulièrement par l'équipe de chirurgie vasculaire de l'Hôpital Saint-François d'Assise, mais sa mauvaise condition médicale empêchait une chirurgie à court terme. À la fin mai 2010, ses problèmes de santé connexes étaient corrigés et sa condition cardiaque stabilisée par la pose de tuteurs. Cinq mois après ses pontages, il est réévalué par échographie et on observe une progression de l'anévrisme. En décembre, la chirurgie est écartée au profit d'une intervention moins invasive par la pose d'une prothèse à l'intérieur de l'aorte. L'homme décède en mars 2011, sans que l'intervention ait lieu.

Selon le système d'information sur les mécanismes d'accès aux services spécialisés, l'Hôpital Saint-François d'Assise avait, toute chirurgie confondue, une durée moyenne d'attente de huit semaines en 2010.

Recommandations :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical du Centre hospitalier universitaire de Québec - Pavillon Saint-François d'Assise :

- évalue le dossier médical de ce patient. [1]

Que le ministre de la Santé et des Services sociaux :

- inclue la chirurgie de l'aorte abdominale nommément dans le système d'information sur les mécanismes d'accès aux services spécialisés afin que les usagers puissent s'y retrouver un peu mieux lorsqu'ils sont en attente d'une telle chirurgie. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministre de la Santé et des Services sociaux
Centre hospitalier universitaire de Québec - Pavillon Saint-François d'Assise

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier universitaire de Québec - Pavillon Saint-François d'Assise

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Avis/Dossier : A-175934 150272

Événement :

Un homme de 44 ans décède d'une tamponnade cardiaque à l'Hôpital général du Lakeshore à Pointe-Claire.

La veille du décès, l'homme est transporté par ambulance à l'Hôpital du Sacré-Cœur après avoir ressenti une douleur soudaine au thorax avec une sensation d'écrasement. Il est placé sous observation, relié à un moniteur cardiaque. Il passe plusieurs électrocardiogrammes au cours de la soirée et de la nuit ainsi que des examens de laboratoire. Le bilan cardiaque est négatif. Après révision de son dossier, le médecin lui donne son congé vers 4 h.

De retour chez lui, il dort tout l'avant-midi. Il se sent faible. En fin de journée, il éprouve de nouveau des douleurs et des difficultés respiratoires. Il est transporté par ambulance à l'Hôpital général du Lakeshore où son décès est constaté après des manœuvres de réanimation infructueuses.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- révise la qualité des services médicaux donnés à cet homme lors de son admission à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal le 23 septembre 2010 et, le cas échéant, formule les commentaires et recommandations appropriés aux membres concernés. [1]

Que la direction des Services professionnels de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal :

- prenne connaissance de l'ensemble des moyens utilisés et des soins offerts à cet homme lors de son admission du 23 septembre 2010 et, le cas échéant, fasse les recommandations qui s'imposent et apporte les corrections qu'elle juge appropriées pour améliorer les services auprès des patients. [2]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-01-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-01-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-01-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165257 149897

Événement :

Une femme de 36 ans décède d'une bronchopneumonie bilatérale à l'Hôpital Santa-Cabrini de Montréal.

La femme souffrait de problèmes psychiatriques. Elle était traitée à l'Institut Philippe-Pinel où elle avait fait plusieurs séjours.

Dans l'après-midi du 20 août 2010, la femme se plaint de douleur thoracique. Pendant la nuit, la patiente devient anxieuse et le personnel lui administre une médication. Le lendemain, son état ne cesse de se détériorer, sa saturation est anormale et elle fait un arrêt cardiorespiratoire. Les services d'urgence sont demandés. Les manœuvres de réanimation demeurent vaines et son décès est constaté.

Selon le coroner, le recours à une médication neuroleptique prescrite au besoin doit se faire en exerçant une plus grande prudence face à une anxiété pouvant résulter d'une pathologie physique.

Recommandation :

Que l'Institut Philippe-Pinel :

- offre une formation à tout son personnel infirmier sur l'évaluation de l'usager qui présente des signes aigus de maladie physique. Cette formation devrait faire référence à la conduite à adopter lorsque des signes vitaux sont anormaux (incluant douleur) ou qu'une saturométrie est sous la barre des 91%. [1]

Organisation/personne visée :

Institut Philippe-Pinel

Suivi de la recommandation :

Institut Philippe-Pinel

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-316200 154894

Événement :

Un homme de 34 ans décède d'une tamponnade cardiaque à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal.

L'homme a des antécédents de péricardite aiguë et de gros antécédents familiaux de problèmes cardiaques. Il se présente à l'urgence de l'Hôpital de Mont-Laurier pour des douleurs rétrosternales irradiant au dos et à la mâchoire. Les médecins soupçonnent un infarctus et ils décident de procéder à une thrombolyse. Un électrocardiogramme met en évidence une péricardite aiguë. L'état du patient s'améliore et il reçoit son congé.

Quelques jours plus tard, il est réadmis à l'hôpital pour une douleur importante au sein gauche. Le médecin qui l'examine pense tout de suite à une tamponnade cardiaque. On organise un transfert vers l'Hôpital du Sacré-Coeur où une échocardiographie transoesophagienne confirme une dissection aortique ascendante et une thoracotomie d'urgence est pratiquée. Le rythme cardiaque est agonique et le décès est constaté.

Recommandation :

Que l'Hôpital de Mont-Laurier :

- réévalue le dossier du patient afin de s'assurer que les diagnostics adéquats ont été posés et que les meilleurs traitements ont été offerts. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital de Mont-Laurier

Suivi de la recommandation :

Hôpital de Mont-Laurier

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315608 155552

Événement :

Une femme de 66 ans décède d'une embolie pulmonaire à Gatineau.

La femme était suivie au Centre de santé et de services sociaux de Gatineau pour une thrombophlébite profonde. Elle était traitée avec des anticoagulants. Elle est avisée des problèmes potentiels de sa pathologie et de l'importance de suivre son traitement.

La veille du décès, elle ressent des douleurs importantes aux membres inférieurs. Elle ne prend pas de coumadin depuis 4 à 5 jours. Le lendemain, elle est trouvée sans vie dans son lit.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- revoie ce dossier avec le comité approprié. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-311881 149427

Événement :

Un homme de 60 ans décède d'une arythmie cardiaque à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska.

L'homme était à une séance d'entraînement chez Énergie Cardio. Après quelques minutes d'échauffement cardiovasculaire, il ressent un malaise et s'effondre. Un moniteur empoigne rapidement le défibrillateur externe automatique, mais n'applique pas les électrodes sur l'abdomen puisque des signaux vitaux sont détectés. L'homme est transporté par ambulance vers un centre hospitalier où son décès est constaté.

La détection rapide d'un malaise cardiaque et l'administration rapide d'un choc permet d'augmenter les chances de survie. Conscient de cette réalité, le ministère de la Santé et des Services sociaux de concert avec la Fondation des maladies du cœur ont mis sur pied le programme Héros en trente, une formation accessible à l'ensemble de la population qui permet la détection et la prise en charge des personnes ressentant un problème cardiaque.

Recommandations :

Que la Fondation des maladies du cœur et le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- fassent la promotion de Héros en trente. [1]

Que Énergie Cardio d'Arthabaska :

- inscrive ses employés à la formation Héros en trente. [2]

Organisations/personnes visées :

Fondation des maladies du cœur
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Énergie cardio d'Arthabaska

Suivi des recommandations :

Fondation des maladies du cœur

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Énergie cardio d'Arthabaska

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-11-30, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-02-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-175960 151492

Événement :

Un homme de 38 ans décède d'un infarctus du myocarde à l'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec.

Le 14 janvier 2011, l'homme présente des nausées, de la diarrhée et des malaises dans la poitrine. Les services d'urgence sont appelés. À leur arrivée, les ambulanciers examinent l'homme. Selon un des ambulanciers, il semble qu'il n'y avait aucun problème cardiaque et que ses symptômes provenaient possiblement des nausées. L'homme est en confiance avec les ambulanciers et des conseils d'usage lui sont donnés. L'homme consent à signer une déclaration de refus de transport.

Quelques heures plus tard, l'état de l'homme se détériore. Les ambulanciers se présentent de nouveau à son domicile et constatent qu'il est en arrêt cardiorespiratoire. Il est transporté à l'hôpital où malgré les manœuvres de réanimation son décès est constaté.

Recommandation :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale :

- fasse une analyse judicieuse de ce malheureux événement, en tire des conclusions positives et effectue les recommandations nécessaires aux services ambulanciers afin que des événements de ce genre ne se reproduisent plus. [1]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Suivi de la recommandation :

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312643 150125

Événement :

Une femme de 87 ans décède d'une colite ischémique à la Villa Sainte-Anne à Montréal.

La femme demeurait à cette résidence privée depuis mars 2009. Elle souffrait notamment de démence. Du 16 au 18 septembre 2010, elle est hospitalisée à l'Hôpital général juif de Montréal à la suite d'une chute. La patiente reçoit son congé, sans que son état et le type d'hébergement requis soient réévalués. Deux jours plus tard, une préposée aux bénéficiaires se présente à sa chambre et elle s'aperçoit que la femme ne respire plus. Les services d'urgence sont appelés. À leur arrivée, personne ne pratiquait les manœuvres de réanimation. Le décès est constaté par le médecin à la résidence.

Le coroner se demande si la femme était hébergée dans le type de résidence appropriée pour son état physique et mental et si son retour à cet endroit après son hospitalisation était prudent.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- examine le dossier de la patiente pour déterminer si les décisions prises quant à son retour à la Villa Sainte-Anne après son séjour à l'Hôpital général juif du 16 au 18 septembre 2010 étaient appropriées et si la ressource intermédiaire où elle était hébergée répond aux normes de l'agence elle-même. [1]

Que le directeur général de l'Hôpital général juif et le directeur général du Centre de santé et de services sociaux de Dorval-Lachine-LaSalle :

- examinent la qualité des soins professionnels ainsi que la pertinence des décisions prises lors du séjour de la patiente à l'urgence de l'Hôpital général juif en septembre 2010 et au moment de son retour à la Villa Sainte-Anne le 18 septembre. [2]

Organisations/personnes visées :

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
Hôpital général Juif
Centre de santé et de services sociaux de Dorval-Lachine-LaSalle

Suivi des recommandations :

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Hôpital général Juif

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre de santé et de services sociaux de Dorval-Lachine-LaSalle

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-08-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-03-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-311264 148196

Événement :

Un homme de 59 ans décède des complications d'une maladie cardiaque artériosclérotique.

L'homme présentait un retard mental et demeurait seul dans des conditions misérables. Le 1er avril 2010, une connaissance se présente chez lui et le trouve sans vie, dévoré en partie par la vermine.

Près de deux ans avant son décès, la famille de l'homme avait demandé de l'aide au Centre local de services communautaires (CLSC) du Haut-Saint-François, car il vivait dans des conditions déplorables. Il appert que la Municipalité de Weedon connaissait la situation et qu'une promesse de procéder à un évincement forcé n'a pas été faite. Il semble qu'il n'y a pas eu de transfert du dossier de l'homme à un autre employé lorsque l'inspecteur en charge a quitté son poste à la Ville.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie :

- évalue si les soins et les services offerts par le CLSC du Haut-Saint-François ont été adéquats compte tenu de l'état de santé et la condition de l'homme. [1]

Que la Municipalité de Weedon :

- mette en place une politique de transferts de dossier lorsqu'un de ses fonctionnaires quitte son poste; [2]

- s'assure que les conditions de salubrité sont évaluées dans les immeubles de son territoire dès qu'il y a des plaintes et, à cet effet, qu'elle prenne les mesures nécessaires afin que sa réglementation soit respectée. [3]

Organisations/personnes visées :

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie
Municipalité de Weedon

Suivi des recommandations :

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Municipalité de Weedon

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312803 150644

Événement :

Une femme de 57 ans demeurant dans une ressource de type intermédiaire décède d'une bronchite aiguë et d'une bronchopneumonie d'aspiration.

La femme était atteinte d'un handicap intellectuel et physique lourd. La veille du décès, la femme se sent plus faible, n'a pas d'appétit et aucune consultation médicale n'est demandée. Elle est trouvée sans vie dans son lit le lendemain.

La responsable de la résidence a déclaré aux ambulanciers que la femme était en phase terminale. Or, les résultas de l'autopsie ne soutiennent pas cette appréciation.

Recommandation :

Que le Centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement (CRDITED) de Montréal :

- révise ce dossier avec cette ressource afin de lui permettre de comprendre et d'améliorer les connaissances cliniques de cette clientèle. [1]

Organisation/personne visée :

CRDITED de Montréal

Suivi de la recommandation :

CRDITED de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165232 148669

Événement :

Un homme de 70 ans décède d'une hémorragie pulmonaire secondaire à un cancer du poumon.

En mars 2010, il consulte son médecin de famille pour des douleurs thoraciques. Le médecin l'envoie à l'urgence du Centre hospitalier de Lachine où il est vu par un urgentologue et un cardiologue. Les résultats de la radiographie pulmonaire présentent une image anormale que l'urgentologue interprète comme de la fibrose pulmonaire. L'homme reçoit son congé avec indication d'effectuer un suivi avec son médecin de famille, ce qu'il fait un mois et demi plus tard.

Lors de cette consultation, le médecin note que son patient a subi une épreuve d'effort, dont il n'a pas obtenu les résultats. Son examen médical révèle une exacerbation bactérienne et il prescrit un antibiotique. Deux semaines plus tard, l'homme consulte de nouveau à l'urgence pour faiblesse et hémoptysies. L'urgentologue croit déceler une zone d'infiltration au lobe supérieur gauche. Il ne se réfère pas à la radiographie précédente, ni au rapport du radiologiste qui faisait état d'une nette augmentation du volume du hile gauche. Il le libère avec un deuxième antibiotique et un suivi en externe en pneumologie. En soirée, l'état de l'homme se détériore et il fait un arrêt respiratoire. Son décès est constaté à l'hôpital.

Le coroner précise que le parcours des soins donnés à la victime met en évidence une communication déficiente et certains bris dans la continuité des soins offerts. La première radiographie demandait un suivi attentif avec traitement antibiotique et contrôle radiographique. Par ailleurs, le médecin de famille n'a pas reçu le rapport de radiologie, il n'a donc pas pu demander le contrôle que souhaitait le radiologiste.

Recommandation :

Que le comité de mortalité du Centre universitaire de santé McGill :

- étudie ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Centre universitaire de santé McGill

Suivi de la recommandation :

Centre universitaire de santé McGill

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314629 152567

Événement :

Un homme de 66 ans décède d'une arythmie cardiaque à la piscine municipale Wilfrid-Hamel à Québec.

L'homme nageait dans la piscine. Un autre nageur l'aperçoit immobilisé et le visage dans l'eau. Il est rapidement sorti de l'eau et les services d'urgence sont appelés. L'homme est transporté à l'hôpital, où malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté.

Selon le coroner, la présence d'un défibrillateur externe automatisé (DEA) aurait peut-être augmenté les chances de survie du nageur.

Recommandations :

Que la Régie du bâtiment du Québec et le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :

- se penchent sur une modification au Règlement sur la sécurité dans les bains publics (R.R.Q. c. B-1.1, r.11), règlement afférent à la Loi sur le bâtiment, afin d'inclure un DEA à l'équipement de secours dont un bain public doit être pourvu. L'introduction d'une telle mesure devrait se faire graduellement et en séquence, en l'appliquant d'abord aux piscines municipales, et ultérieurement aux autres bains publics couverts par ce règlement, si jugé pertinent, en tenant compte notamment de la possibilité que surviennent des arrêts cardiaques selon l'affluence. Une approche séquentielle couvrant les piscines intérieures d'abord, puis celles extérieures, mérite étude et est justifiable par la nature de notre climat, les piscines intérieures étant accessibles au public à l'année. [1]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- sensibilise les municipalités à l'importance de l'accès rapide à la défibrillation dans la Chaîne de survie et de promouvoir la mise en place de DEA dans les endroits à risque de survenir des arrêts cardiaques telles les piscines sur leurs territoires, tirant avantage de la présence de surveillants-sauveteurs sur place afin d'intervenir de façon hâtive. [2]

Que la Société de sauvetage :

- intègre dans les plus brefs délais le volet pratique de la formation DEA au continuum aquatique de formation des sauveteurs, afin de rende la vérification de l'utilisation adéquate et sécuritaire du DEA préalable à l'obtention du brevet de travail. Cette vérification devrait être également préalable à toute requalification subséquente. [3]

- favorise l'audit des plans d'urgence ayant nécessité l'utilisation d'un DEA aux abords d'un plan d'eau, permettant ainsi de documenter et d'analyser les interventions, de fournir au besoin des recommandations, et d'obtenir une rétroaction « terrain » dans le but de parfaire les cours du programme de soins d'urgence. [4]

Organisations/personnes visées :

Régie du bâtiment du Québec
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Société de sauvetage

Suivi des recommandations :

<u>Régie du bâtiment du Québec</u>

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

<u>Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</u>

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-03, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation ne relève pas de sa compétence.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-03, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Société de sauvetage

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-03-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-03-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-03-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-174091 148863

Événement :

Un homme de 55 ans décède d'une insuffisance respiratoire aiguë sur aspiration bronchique probable au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) Drapeau-Deschambault, à Sainte-Thérèse.

L'homme résidait au centre depuis mars 2008. Il souffrait de plusieurs problèmes de santé et il prenait des narcotiques. Le 28 mai 2010, il est trouvé sans vie dans sa chambre. Le médecin conclut à une mort naturelle.

Quelques jours plus tard, on trouve 180 seringues non utilisées d'hydromorphone dans un tiroir de la chambre du résident. Dans ce contexte, un avis est donné au coroner pour établir les circonstances du décès. Le corps de l'homme vient d'être incinéré, rendant impossibles l'autopsie et les analyses toxicologiques. À la suite de l'étude du dossier, la cause du décès reste inchangée. Il appert que le résident s'auto-administrait l'hydromorphone et qu'il accumulait les seringues pour une raison inconnue.

Recommandation :

Que le CHSLD Drapeau-Deschambault :

- revoie, si ce n'est déjà fait, sa politique de contrôle des narcotiques lorsqu'il y a auto-administration de narcotiques et surtout que l'établissement s'interroge sur cette pratique par les résidents. [1]

Organisation/personne visée :

CHSLD Drapeau-Deschambault

Suivi de la recommandation :

CHSLD Drapeau-Deschambault

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-04-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-316991 156379

Événement :

Un homme de 75 ans décède d'une arythmie maligne probable au Centre hospitalier Honoré-Mercier.

L'homme s'est effondré à son domicile. Un appel est fait au Centre de communication santé (CSC). Aucune ambulance n'étant disponible sur le territoire, le CSC relaie l'appel à une ambulance d'un autre secteur. Celle-ci arrive sur les lieux vingt minutes après son affectation.

Il est connu qu'une intervention rapide peut sauver des vies. Plusieurs municipalités du Québec ont mis en place un service de premiers répondants pour diminuer le temps de réponse.

Recommandations :

Que la Municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu :

- songe sérieusement à implanter un service de premiers répondants. [1]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie :

- revoie la coordination et la répartition des ressources préhospitalières afin de réduire au minimum les délais d'intervention. [2]

Organisations/personnes visées :

Municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu
Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Suivi des recommandations :

Municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-07-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-312902 152505

Événement :

Un homme de 79 ans décède d'un collapsus cardiovasculaire à la Cité-de-la-Santé de Laval.

L'homme se présente à l'urgence pour des douleurs abdominales. Le médecin suspecte une occlusion ou un ulcère perforé et le patient est gardé à l'hôpital aux

fins d'évaluation. Son état se détériore rapidement et il tombe en asystolie. Il est transféré aux soins intensifs, où il subit un deuxième arrêt cardiaque. Son décès est constaté après des manœuvres de réanimation infructueuses.

Recommandation :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical de la Cité-de-la-Santé de Laval :

- procède à l'évaluation et à l'analyse des actes médicaux posés dans ce dossier en regard des normes fixées par l'établissement, et que son analyse et ses recommandations, s'il en est, soient transmises au comité exécutif du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement, qui prendra les mesures nécessaires, s'il y a lieu. [1]

Organisation/personne visée :

Cité-de-la-Santé de Laval

Suivi de la recommandation :

Cité-de-la-Santé de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315009 154513

Événement :

Un homme de 72 ans décède d'un choc septique à l'Hôpital du Hull.

L'homme a été dirigé vers l'Hôpital de Hull pour être évalué par un spécialiste. Le patient est admis à l'urgence faute de lit disponible. Le médecin de l'urgence n'a pas été informé de l'état précaire du patient. Il appert qu'un manque de communication entre les intervenants a vraisemblablement causé un retard dans l'administration de soins appropriés.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- s'assure qu'il y a dans ses établissements une politique claire de transfert des soins d'un patient entre les différents professionnels. Cette politique devrait inclure l'obligation pour un médecin de s'assurer que, lors du transfert du patient, le médecin, qui en prendra charge, ait en main toute l'information pertinente au soin de celui-ci; [1]

- communique à ses membres le contenu de la politique de transfert et s'assure qu'elle est respectée. [2]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-07-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-07-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-05-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-178233 153530

Événement :

Une femme de 75 ans décède d'un choc septique secondaire à un abcès pharyngé.

Le 11 juillet 2011, la femme consulte à l'urgence de l'Hôpital du Suroît pour un mal de gorge. Après sept heures d'attente, elle quitte sans être vue par le médecin. Le 12 juillet, la femme voit un médecin à la clinique et une radiographie pulmonaire est interprétée positivement. Il n'y a pas eu de culture de gorge, ni radiographie des tissus mous du cou.

Le lendemain, la femme se présente pour une prise de sang. Le rapport de laboratoire montre des globules blancs élevés. Le médecin n'est pas informé rapidement des résultats. Le 14 juillet, la femme est trouvée sans vie, à son domicile.

Recommandation :

Que le Collège des médecins du Québec :

- analyse ce dossier pour vérifier si une conduite différente aurait pu prévenir ce décès et, le cas échéant, en informe les intervenants concernés. [1]

Organisation/personne visée :

Collège des médecins du Québec

Suivi de la recommandation :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-16, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-08-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314628 152523

Événement :

Un nouveau-né de neuf jours décède des complications d'une asphyxie périnatale sévère liée à une procidence du cordon ombilical au Centre hospitalier de l'Université Laval (CHUL).

Le 14 mars 2011, la mère se présente à l'urgence du Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Gaspésie (CSSSHG) pour des contractions douloureuses aux 10 à 15 minutes. Elle est évaluée rapidement par un médecin et des examens de laboratoire sont demandés. Près de deux heures plus tard, la patiente se plaint de contractions utérines d'intensité variable et d'une douleur abdominale basse. Elle est réévaluée dans les minutes qui suivent et le tableau clinique est complètement différent du précédent. On pose un diagnostic de procidence du cordon et on procède à une césarienne d'urgence.

À sa naissance, le bébé ne présente aucun mouvement respiratoire spontané et une réanimation néonatale extensive est prodiguée. On organise un transfert au service de néonatologie du CHUL la journée même. Malgré tous les traitements et les thérapies, l'enfant décède le 23 mars 2011.

Au moment des évènements, il n'y avait pas de service d'obstétrique au CSSSHG. Le personnel n'avait pas la formation de base pour reconnaître les facteurs de risque qui s'additionnaient chez la patiente. Par ailleurs, l'équipe sur place n'a pu commencer le monitoring fœtal des contractions, n'ayant pas l'équipement et les ressources pour le faire.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec et l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- examinent la qualité de l'acte professionnel et des soins dont ont bénéficié le bébé et sa mère le 14 mars 2011 pendant le travail et l'accouchement. [1]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- s'assure que des ressources et des mécanismes sont mis en place pour que le personnel soignant des services d'urgence des milieux n'offrant pas de services d'obstétrique soit pourvu d'une formation de base et soit doté de protocoles qui permettent de réagir et de prendre en charge de façon sécuritaire les consultations urgentes en obstétrique, dans les plus brefs délais. [2]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux, l'Agence de la santé et des services sociaux de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine et le Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Gaspésie :

- déploient le programme AMPRO (approche multidisciplinaire en prévention des risques obstétricaux) dans l'unité obstétricale de Sainte-Anne-des-Monts sans délai, maintenant que le service d'obstétrique est rouvert et qu'une équipe est en place. [3]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Agence de la santé et des services sociaux de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine
Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Gaspésie

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-10-31, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-10-31, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Gaspésie

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-169332 143617

Événement :

Un homme de 39 ans décède d'une arythmie cardiaque probable sur une hypertrophie myocardique du ventricule gauche à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme.

Le 29 janvier 2009, l'homme est transporté par ambulance à la Cité-de-la-Santé de Laval, car il est suicidaire. Il mentionne avoir pris vingt comprimés de méthadone. L'homme est agité et agressif, et il est installé dans une pièce sous surveillance policière. Le médecin est incapable de procéder à l'examen physique et on lui administre des neuroleptiques pour le calmer. Le patient est vu par un psychiatre qui conclut à un trouble psychotique non spécifique et à une dépendance à la méthadone. Il recommande son congé de l'urgence psychiatrique et une évaluation à l'Institut Philippe-Pinel, car il considère l'homme comme trop dangereux pour l'hôpital. Le coordonnateur de l'urgence autorise le congé du patient après lecture du rapport de consultation psychiatrique sans revoir le patient.

Le 30 janvier, vers 21 h 30, les agents des services correctionnels se présentent pour transférer le patient à l'Établissement de détention de Saint-Jérôme. L'homme est amorphe et confus. Les agents sont avisés qu'il a reçu des médicaments pour le tranquilliser. L'homme est admis dans une cellule à l'infirmerie et des rondes sont effectuées toutes les 30 minutes afin d'assurer sa sécurité. Vers 1 h 30, le 31 janvier, un agent constate que le détenu a un drôle de ronflement. L'infirmière se présente à la cellule avec une équipe. L'homme respire, mais ne réagit pas lorsqu'on l'interpelle. La porte de la cellule est ouverte et on constate qu'il ne respire plus. Les manœuvres de réanimation sont amorcées et le détenu est transporté par ambulance à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme où son décès est constaté peu après son arrivée.

Recommandations :

Que la Direction des services professionnels et le Comité d'évaluation de l'acte médical, dentaire et pharmaceutique de la Cité-de-la-Santé de Laval :

- revoient le dossier de cet homme, [1] soit plus précisément :
- revoient les mécanismes de communication entre l'urgence, la psychiatrie et la pharmacie comme il a été proposé par le Comité d'évaluation de l'acte médical à l'urgence dans son rapport du 27 mai 2009;
- évaluent si la démarche choisie pour le transfert du patient était adéquate;
- examinent si l'évaluation de l'état de santé du patient a été effectuée de façon adéquate et complète avant son congé de l'urgence.

Que la Direction des soins infirmiers de la Cité-de-la-Santé de Laval :

- s'assure de l'application des protocoles pour la collecte des paramètres fondamentaux (signes vitaux) par le personnel infirmier de l'urgence. [2]

Que la pharmacie, en collaboration avec la Direction des services professionnels et la Direction des soins infirmiers de la Cité-de-la-Santé de Laval :

- revoie les procédures au regard de la gestion et de l'administration de phénobarbital à l'urgence. [3]

Organisation/personne visée :

Cité-de-la-Santé de Laval

Suivi des recommandations :

Cité-de-la-Santé de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-09-24, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-09-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-09-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-09-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-09-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2012-09-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-317434 158641

Événement :

Un homme de 71 ans décède de cause naturelle probable quelques jours après avoir subi une colectomie subtotale à l'Hôpital de Hull.

Le 30 juillet 2012, l'homme consulte à l'urgence pour des symptômes de diarrhée et de rectorragies. L'investigation démontre une colite ulcéreuse. Le 12 août, le patient est opéré pour une colectomie subtotale. Quelques jours plus tard, un saignement abondant à l'anus est noté. Le médecin ne juge pas les symptômes inquiétants. Le lendemain, l'homme est trouvé sans vie.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau-Hull :

- revoie ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau-Hull

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau-Hull

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-09-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314698 154353

Événement :

Un homme de 75 ans décède d'un mésothéliome au Centre multivocationnel Claude-David (CMCD), à Repentigny.

Le 6 octobre 2010, l'homme est admis à l'Hôpital Pierre-Le Gardeur pour détérioration de son état général à la suite d'une chute. Une biopsie faite en cours d'hospitalisation démontre un mésothéliome probable. En novembre, face à sa perte d'autonomie, une décision d'orienter le patient vers une ressource intermédiaire est prise. Le 14 décembre, il est transféré à l'unité transitoire d'hébergement longue durée du CMCD dans un contexte de désengorgement de l'hôpital. Dans les semaines qui suivent, 10 rapports de déclaration d'incident ou d'accident figurent à son dossier concernant plusieurs chutes survenues principalement entre le 9 et le 28 janvier 2011. L'homme est très souffrant, il refuse de s'alimenter et s'hydrate peu. Il décède le 31 janvier 2011.

Il appert que, pour désengorger l'Hôpital Pierre-Le Gardeur, on a procédé de façon précipitée à l'ajout temporaire de 60 lits de longue durée dans les locaux vacants du CMCD. Ces locaux étaient inadaptés aux besoins de certains résidents et leur sécurité était compromise. Par surcroît, plusieurs intervenants avaient peu ou pas d'expérience auprès des personnes âgées en hébergement, le roulement du personnel était élevé et l'encadrement déficient.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- établisse des mesures de gestion de risques appropriées dans le but d'intervenir plus précocement et activement, et de façon mieux coordonnée, auprès du réseau afin de s'assurer que la mise en œuvre de solutions temporaires ou permanentes au désengorgement des urgences ne compromet pas la sécurité des aînés vulnérables; [1]

- établisse des mesures de gestion de risques appropriées visant spécifiquement l'hébergement de longue durée et applique l'ensemble des principes directeurs précisés dans les orientations ministérielles *Un milieu de vie de qualité pour les personnes hébergées en CHSLD*, lorsque des transferts massifs d'aînés vulnérables hébergés en milieu de vie temporaire sont envisagés, afin de préserver la sécurité de cette clientèle. En ce sens, il serait pertinent d'étudier la possibilité de porter à l'attention d'un gestionnaire de risque externe aux établissements concernés l'initiative d'action envisagée afin qu'il effectue une analyse indépendante du risque qu'elle comporte. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-314465 156374

Événement :

Un détenu de 43 ans décède d'une cirrhose hépatique à l'Établissement de détention de Saint-Jérôme.

L'homme souffrait de plusieurs problèmes de santé. L'évaluation de son état était difficile pour le personnel, car il n'acceptait pas toujours de recevoir des soins. Le 8 mars 2012, le détenu devait avoir un prélèvement sanguin. Les tests sont remis cinq jours plus tard, car l'homme n'étant pas à jeun. Le 10 mars, il est trouvé sans vie par le personnel.

Recommandation :

Que tous les établissements de détention du Québec :

- procèdent à un prélèvement sanguin chez tous les détenus cirrhotiques qui démontrent des signes objectifs de détérioration de leur condition hépatique. La majorité des tests ne nécessitent pas que le patient soit à jeun. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-311922 150632

Événement :

Une femme de 34 ans décède d'une bronchopneumonie avec abcès pulmonaires et dommages alvéolaires diffus.

La femme est amenée à l'Institut universitaire de santé mentale de Québec pour évaluation de son état. À l'examen, le médecin constate que l'oxygénation n'est pas

optimale et il suspecte une infection pulmonaire. Des examens sont prescrits et un traitement aux antibiotiques est commencé. Les notes des infirmières révèlent que durant la nuit, la saturation en oxygène a diminué et que la patiente se plaignait de difficultés respiratoires. Toutefois, ce n'est que lorsque l'oxygénation oscillait entre 56 et 63 % que le médecin a été appelé.

Le décès est constaté à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus après des manœuvres de réanimation infructueuses.

Recommandations :

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- revoie le comportement et le jugement clinique de ses membres à la lumière de ce rapport d'investigation. [1]

Que le directeur des soins infirmiers de l'Institut universitaire en santé mentale de Québec :

- revoie le comportement du personnel infirmier à la lumière de ce rapport d'investigation. [2]

Organisations/personnes visées :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Institut universitaire en santé mentale de Québec

Suivi des recommandations :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Institut universitaire en santé mentale de Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-11-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-316225 155184

Événement :

Une femme de 84 ans décède de maladie pulmonaire obstructive chronique à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme.

La femme demeure dans une résidence pour personnes âgées autonomes et semi-autonomes. Elle a été hospitalisée à plusieurs reprises entre le printemps et l'automne 2011. Elle reçoit beaucoup d'aide du Centre local de services communautaires (CLSC) de Saint-Jérôme. Depuis sa dernière hospitalisation, elle a perdu de son autonomie. Elle a maintenant besoin d'aide pour l'administration de sa médication et son état de conscience doit être vérifié régulièrement. Le 26 septembre, elle ne répond pas à la porte et les employés du CLSC quittent sans demander à se faire ouvrir. Le lendemain, l'infirmière de la résidence la trouve à demi consciente avec une saturation en oxygène à 74 %. Elle est de nouveau admise à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme où on lui accorde un code de priorité 4 au triage. Elle décède le lendemain matin, toujours dans le couloir du triage, sans avoir vu de médecin et sans autres soins qu'un apport d'oxygène.

Recommandations :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical, dentaire et pharmaceutique Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme :

- complète son étude du dossier afin d'assurer ses patients de la qualité des soins et services offerts à l'établissement. [1]

Que le Centre local de services communautaires de Saint-Jérôme :

- donne des directives claires aux membres de son personnel afin d'assurer des services et des soins de qualité à leur clientèle. [2]

Organisations/personnes visées :

Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme
Centre local de services communautaires de Saint-Jérôme

Suivi des recommandations :

Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre local de services communautaires de Saint-Jérôme

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2012-10-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-315908 154804

Événement :

Un homme de 48 ans décède d'une insuffisance myocardique aiguë dans un stationnement, à Laval.

En septembre 2011, l'homme est référé à l'Institut de cardiologie de Montréal pour une investigation. Les médecins concluent à une maladie aortique sévère avec un anévrisme de l'aorte thoracique ascendante. Vers la fin d'octobre, l'homme est vu par le chirurgien. Il est noté à son dossier que le patient désirerait subir l'intervention à la fin décembre. Deux jours plus tard, l'homme est trouvé sans vie dans son automobile.

Recommandation :

Que le Comité de l'évaluation de l'acte médical de l'Institut de cardiologie de Montréal :

- procède à l'évaluation et à l'analyse des actes médicaux dans la présente affaire en regard des normes fixées par l'établissement et que son analyse et

ses recommandations, s'il en est, soient transmises au Comité exécutif du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement qui prendra les mesures nécessaires, s'il y a lieu. [1]

Organisation/personne visée :

Institut de cardiologie de Montréal

Suivi de la recommandation :

Institut de cardiologie de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-10-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-313052 154483

Événement :

Un homme de 76 ans décède d'un syndrome coronarien aigu sur la route 257 à Ham-Sud.

L'homme perd le contrôle de son véhicule dans une courbe en pente pour se retrouver dans un étang. Au moment de l'accident, il y avait un épais brouillard, ce qui lui a fait perdre de vue la ligne de la route. L'homme sort de son véhicule qui n'avait pas coulé. L'eau est froide et le fond de l'étang vaseux, ce qui rend le déplacement très difficile.

Un tel environnement ajouté au stress de l'accident a provoqué un infarctus qui lui a été fatal.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- installe des chevrons d'alignement ainsi qu'une glissière le long de cette courbe qui est en pente descendante. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-12, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-11-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Causes indéterminées
Décès de nature indéterminée

Avis/Dossier : A-165277 150163

Événement :

Une femme de 34 ans décède d'un polytraumatisme après s'être jetée du haut du stationnement de l'Hôpital général de Montréal.

La victime souffrait de maladie schizoaffective. Le 2 septembre 2010, elle est admise au département de psychiatrie. Elle est en proie à des délires psychotiques. Elle est suicidaire et à haut risque de fugue. Le 16 septembre, la patiente est en colère : elle a fait l'objet d'une ordonnance de traitement et s'est vue privée de ses privilèges. Malgré qu'elle soit placée sous haute surveillance, elle réussit à se sauver. Immédiatement, les membres du personnel se sont lancés à sa poursuite. Des témoins la voient se diriger vers l'avenue Cedar et tourner vers le stationnement. Elle monte sur le garde-fou et se jette dans le vide.

Le coroner précise que la direction de l'hôpital a pris des mesures pour qu'un tel drame ne se reproduise plus. Toutefois, les fugues n'étant pas complètement évitables, un protocole de collaboration entre l'hôpital et le Service de police de la Ville de Montréal devrait être priorisé.

Recommandation :

Que le Centre universitaire de santé McGill, plus particulièrement l'Hôpital général de Montréal, et le Service de police de la Ville de Montréal :

- finalisent la rédaction d'un protocole relatif à la disparition de personnes vulnérables. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre universitaire de santé McGill
Ville de Montréal

Suivi de la recommandation :

Centre universitaire de santé McGill

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-12-10, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ville de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-05-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2012-01-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.